QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12264 – 4 F — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI 20 JUIN 1984

En Tunisie

Le président Bourguiba a gracié les huit condamnés à mort des « émeutes du pain »

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

L'Ouganda sous la terreur

Lire page 7 le début du reportage de JACQUES DE BARRIN

Rétive Pologne...

Ne comparons pas ce qui n'est pas comparable : le taux de participation aux élections européennes et celui enregistré aux élections locales en Pologne, une consultation libre dans une communauté démocratique et un rituel obligé dans un pays socialiste. Les autorités de Varsovie, qui annoncent une participation de 75 %, utilisent ce parallèle pour proclamer la défaite de Solidarité clandestine, qui avait appelé au boycottage. Admettons que le chiffre officiel soit exact, ce que conteste l'opposition : le général Jaruzelski n'a pas lieu de chanter victoire, puisque le taux d'abstention ne dépasse habituellement pas 1 % dans le bloc soviétique.

Par rapport aux dernières élections qui s'étaient déroulées en mars 1980, en un moment où le pays s'enfonçait dans la crise qui allait provoquer la chute de M. Gierek et l'émergence de Solidarité, la participation a baissé de 24 points, ce qui représente tout de même plus de six millions d'abstentionnistes. C'est moins que les dix millions de membres que comptait Solidarité au moment de sa dissolution lors de la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981, mais c'est beaucoup compte tenu des risques encourus par les réfractaires et leurs familles.

Ces six millions d'abstentionnistes ne doivent certes pas être considérés tous comme des opposants résolus à la politique de normalisation. Mais le général Jaruzelski et ses tuteurs de Moscou, qui ont vite salué un « incontestable succès » du pouvoir auraient tort de croire que tous ceux qui ont mis un bulletin dans l'urne approuvent la stratégie des dirigeants. Toujours sous le choc de l'état de guerre, les Polonais, humiliés par la fin d'une grande espérance, confrontés au retour de la bureaucratie et préoccupés par les mille soucis quotidiens liés à la pénurie et à l'inflation, ont retrouvé les réflexes des temps anciens. L'observation du rite ne signifie pas l'approbation. Le parti polonais l'a reconnu à demi-mot, puisque sa dernière conférence a parlé d'une situation « quasi normale ».

C'est dans cette restriction que se situe toute l'ambiguïté de la situation polonaise, irréductible aux schémas classiques d'analyse. Le pouvoir cherche une normalisation de type tchécoslovaque, pourchasse les opposants, réprime les manifestations, remplit les prisons de détenus politiques... Et l'opposition continue de le narguer : M. Walesa va ostensiblement à la pêche le jour des élections, les clandestins de Solidarité distribuent des tracts, diffusent des émissions pirates et organisent même des manifestations malgré l'attitude pour le moins tiède de la hiérarchie catholique. L'opposition ne remue pas les grandes masses, mais elle lézarde systématiquement la façade du régime que le général Jaruzelski voudrait le plus lisse et le plus présentable possible pour garder les faveurs du Kremlin et reconquérir la bienveillance de l'Ouest.

Les élections locales, moins risquées que des législatives qui ont été reportées à des temps meilleurs, devaient constituer une étape supplémentaire dans cette voie. Le général Jaruzelski peut estimer que le pire — de son point de vue — a été évité, que la démonstration à l'égard de Moscou a été concluante et qu'il peut donc maintenant se tourner vers les Occidentaux. Pour reprendre des relations économiques normales avec la Pologne, ces derniers ne devraient pas se contenter de manifestations symboliques. Il leur faut des gestes concrets d'apaisement. Le seul que puissent faire les autorités polonaises dans les circonstances actuelles est la libération des prisonniers politiques, que le primat de Pologne vient lui aussi, dans son style sibyllin, de demander.

M. Mitterrand va explorer à Moscou les conditions d'une reprise du dialogue

M. Mitterrand quitte Paris pour Moscou, mercredi 20 juin, après le conseil des ministres. Les entretiens avec les dirigeants soviétiques auront lieu jeudi et vendredi, avant que le président de la République ne se rende samedi à Stalingrad, d'où il rentrera directement à Paris.

C'est un voyage officiel à haut risque qu'entreprend le président de la République. Et si l'on voit bien les risques que M. Mitterrand accepte de courir — aussi bien à l'Élysée qu'au Quai d'Orsay on ne songe à les cacher, — on perçoit moins bien les avantages justifiant un tel déplacement, à une telle époque, dans un tel climat international.

« Il n'y a pas de bon moment pour se rendre à Moscou », explique-t-on volontiers à Paris, tout en ajoutant *« qu'il est bien naturel que deux grandes puissances jouant un rôle primordial en Europe »* se concertent au sommet. Les deux propositions ne sont pas forcément contradictoires. Mais elles ne sont pas non plus forcément complémentaires.

Elles reflètent simplement le désir du président de la République d'aller en URSS quoi qu'il puisse lui en coûter. Et son obstination, confie-t-on dans son entourage, n'a été que renforcée par les conseils de temporisation qui lui ont été prodigués de toutes parts lorsque a éclaté l'affaire Sakharov. Il en aurait été bien plus « braqué » que dissuadé, même s'il a décidé de retarder d'une bonne quinzaine de jours l'annonce officielle de son voyage, pour se contenter en définitive d'une dépêche de l'agence Tass affirmant que les époux Sakharov sont en bonne santé.

Le désir de M. Mitterrand de se rendre à Moscou est relativement ancien, tout comme celui des Soviétiques de le recevoir. L'invitation à laquelle répond le président remonte en effet au bref règne de Iouri Andropov, mais ce projet n'avait pas pu être mené à bien à cause de la maladie de l'ancien secrétaire général.

A peine ce dernier était-il mort — mais pas encore enterré — que les dirigeants du Kremlin renouvelaient leur invitation, qui se serait concrétisée plus tôt, dit-on à Paris, si les Soviétiques n'avaient pas manqué à leur parole aux Nations unies : au début de l'année, ils ont voté contre une résolution d'inspiration française sur le Proche-Orient alors que M. Gromyko avait promis à M. Cheysson que Moscou ne créerait pas d'embarras à la diplomatie française dans cette affaire.

Le plus étonnant dans la polémique soulevée par le voyage de M. Mitterrand est que personne ne soupçonne sincèrement le président de nourrir de sombres desseins.

N'est-ce pas lui qui a « cassé » le rite des rencontres annuelles au sommet en refusant pendant trois ans de se livrer à de telles pratiques ? A-t-il jamais démenti son ministre des relations extérieures pour lequel il ne saurait y avoir de *« relations normales »* avec l'URSS tant que l'armée de ce pays occuperait l'Afghanistan ? N'a-t-il pas expliqué maintes fois son attachement aux droits de l'homme et son refus de se rendre en URSS avant que l'OTAN n'ait commencé à implanter en Europe occidentale les Pershing-2 et les missiles de croisière destinés à faire pièce aux SS-20 ?

D'où vient alors ce sentiment diffus de gêne que l'on éprouve à la veille du voyage, même si l'on admet bien volontiers qu'il est impossible de réduire la politique extérieure d'un pays au combat pour les droits de l'homme ? Tout simplement de l'idée qu'il est un peu curieux de tant se « braquer », uniquement pour aller dresser un constat de désaccord avec Moscou. Un tel but mérite-t-il une telle obstination ?

Car personne ne se hasarde à prévoir des résultats concrets à une telle initiative.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

M. Delors se présente comme un successeur possible de M. Pierre Mauroy

Après l'échec de la gauche aux élections européennes, la question de l'avenir du gouvernement actuel est de nouveau posée.

Il y a déjà un candidat déclaré à la succession de M. Pierre Mauroy : c'est M. Jacques Delors. Le ministre de l'économie et des finances ne manque jamais une occasion de proposer ses services. Il a renouvelé l'offre, à mots à peine couverts, mais avec beaucoup d'aplomb, lundi 18 juin sur Antenne 2, où il était l'invité de « L'heure de vérité ».

M. Delors se chargerait de mettre en œuvre une *« planification politique »* de l'action gouvernementale. Avec sa *« gueule de travers »*, comme il dit, il se ferait fort de protéger le président de la République mieux qu'il ne l'est aujourd'hui, de le débarrasser des *« soucis du quotidien »*, de continuer la même politique en l'habillant plus joliment. En somme, il s'agit de mettre en place une équipe qui serait, sur la forme, *« moins bonasse et plus efficace »*, selon l'expression de M. Jean Poperen, numéro deux du Parti socialiste.

On n'en finit pas de tresser à M. Mauroy la couronne mortuaire que M. Mitterrand lui-même avait paru dessiner, le 10 juin à Solutré, en évoquant, déjà, l'épreuve du *« purgatoire »* à laquelle l'actuel premier ministre devra se soumettre au sortir de Matignon.

Outre ce message au président, M. Delors était aussi porteur d'un message du président : M. Mitterrand, a-t-il dit, *« tirera les enseignements de ce scrutin »*. Déjà l'entourage du premier ministre ne prétend plus, passé le 17 juin, que M. Mauroy restera à son poste jusqu'à la fin de l'année. Pourtant, rien n'assure qu'il partira de sitôt. Il n'est pas dans la nature de M. Mitterrand de paraître céder à la pression, quand bien même viendrait-elle d'hommes — MM. Delors et Poperen — qui lui sont proches.

Serait-il opportun de « griller » un homme nouveau, dès maintenant, sur le budget d'austérité de 1985, qui sera discuté à l'automne au Parlement ? Ou bien faut-il jouer rapidement la carte de la popularité, c'est-à-dire M. Delors ou M. Rocard ? Mais ces cotes d'amour jetées en pâture à la mauvaise humeur confirmée par les urnes, voire au mouvement de haine qu'exprime l'extrême droite, résisteraient-elles longtemps ? Enfin, changer de premier ministre, changer de gouvernement, est-ce nécessaire si l'on ne change pas de politique ?

Le *« vote-sanction »* ne s'adresse pas à M. Mauroy en particulier. Or M. Mitterrand considère qu'il n'existe pas, pour l'instant, de politique de rechange. L'échec de la majorité — le troisième depuis 1981, puisqu'il a été précédé par les reculs des élections cantonales de 1982 et municipales de 1983 — est celui d'une politique.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 10.)

Le directeur du Festival d'Avignon donne sa démission

De notre envoyé spécial

Avignon. — Le directeur du Festival démissionne ? Les élus locaux assurent, la main sur le cœur, ne rien comprendre à ce *« pastis festivalier »*, à ces rumeurs de séparation, portées par le mistral de Paris jusqu'aux remparts de la cité papale, qui les accusent, eux les *« régionaux »*, de couler lentement mais sûrement la première manifestation théâtrale du monde au profit de vains calculs d'épiciers.

Ils vous prennent à témoin, jurent tout ignorer de ce qui peut bien motiver aujourd'hui le soudain départ de M. Bernard Faivre d'Arcier et d'une équipe appréciée. L'hypocrite torpillage du Festival par ses propres parrains financiers ? Absurde ! *« Une atmosphère de malentendus »*, comme le dit M. Faivre d'Arcier ; un processus de décomposition consciemment engagé mais encore retenu, dans le seul but de se donner pour sujet de polémique, aux prochaines élections cantonales de 1985, la mort dudit Festival ? Allons donc !

Dans la majorité comme dans l'opposition, ils ont tous été élevés, ces élus, dans le culte sacré. Ils vous en déclinent sans un oubli la mythologie fondamentale : Jean Vilar, le TNP de l'après-guerre, les grandes messes dans la nuit étoilée du palais des papes. Ils sont bien placés pour savoir ce que la ville, le département et la région doivent à la magie du théâtre à ciel ouvert. Une manne indiscutable, une réputation internationale, la part contemporaine d'une trilogie irremplaçable. Avignon, ses papes, sa chanson *(Sur le pont...)*, son art dramatique...

Surtout, les hommes politiques locaux vous répètent à loisir que le Festival, par quarante ans d'histoire et son succès même, est désormais hors d'atteinte des querelles de clocher. *« Avignon et son Festival sont inséparables »*, affirme solennellement le nouveau maire de la ville, M. Jean-Pierre Roux (RPR), quels que soient les hommes qui gouvernent sur la rive gauche du Rhône.

M. Bernard Faivre d'Arcier est pourtant bel et bien démissionnaire à compter de la fin de l'année, c'est-à-dire bien avant le terme de son second mandat, prévu pour 1986.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 20.)

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

Pourquoi nous manifesterons le 24 juin

par PIERRE DANIEL (*)

Qui oserait dire que l'UNAPEL n'a pas tout fait pour préserver la paix scolaire ? Et pourtant, les parents manifesteront massivement dimanche dans les rues de Paris...

Tout au long de ces dernières années, nous avons tenté d'établir avec le ministère de l'éducation nationale un dialogue visant, au-delà des passions ravivées, à la reconnaissance d'une véritable liberté d'enseignement.

Folie pour les uns, sagesse pour les autres, telle est apparue notre démarche. Elle s'appuyait cependant sur la volonté de la très grande majorité des Français de placer le débat au-delà de toute idéologie, de tout esprit de parti, car c'est celui de la responsabilité première des parents dans l'éducation de leurs enfants et il intéresse tous les Français quelle que soit leur appartenance politique. Elle était enfin, pour les parents chrétiens, fidélité à l'esprit de l'Evangile dans le respect de tous et l'inlassable recherche de ce qui peut rapprocher les hommes et vider leurs querelles des blessures et des rancœurs accumulées au fil des années.

L'espoir d'un compromis historique avec nos adversaires les plus acharnés de la FEN et du CNAL était vain. Ceux-là veulent et continuent à vouloir notre totale disparition, alors que nous, nous voulons vivre.

Un accord restait envisageable avec le gouvernement dans la mesure où certains points, concernant la contribution financière de l'Etat et des collectivités territoriales, semblaient pouvoir être réglés ; dans la mesure aussi où les libertés progressivement reconnues du choix des parents, des projets éducatifs, de l'autonomie administrative, financière et éducative des établissements privés n'étaient pas contredites par des mesures pratiquement contraires...

C'était le cas dans de nombreux domaines, au mépris de toute logique, sauf celle du gouvernement, qui n'eut, à partir d'un certain moment, que la ressource de se réfugier dans l'ambiguïté faute de pouvoir concilier l'inconciliable.

La volonté du gouvernement de fonctionnariser la majorité des enseignants du privé en est l'exemple le plus frappant. Nous y sommes et y demeurons formellement opposés. Elle devait cependant, dans le projet de loi approuvé par le gouvernement, n'apparaître que dans le seul exposé des motifs et être soumise, pour que la proposition soit effective, à des votes ultérieurs du Parlement.

(Lire la suite page 2.)

(*) Président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL).

AU JOUR LE JOUR

Pathologie

Quand les mots n'ont plus de sens, l'histoire s'affole. Dimanche, M. Le Pen lançait : « Il y a plus d'une affinité entre M. Jospin et Mussolini. »

Lundi, Paris était inondé de tracts tricolores des APEL de l'Ile-de-France. On peut y lire : « Tous à Paris le 24 juin ! » *et, en grosses lettres rouges, lettres de sang :* « La résistance commence. » *Demain les maquis, les attentats contre l'occupant et les martyrs tombés les armes à la main ?*

Le projet Savary a bien des défauts, mais certaines réactions tournent à l'hystérie. Si l'on admet la définition que le Petit Larousse *donne de ce mot :* « Vive excitation poussée jusqu'au délire. »

BRUNO FRAPPAT.

A LA BIENNALE DE VENISE

Révérences au passé

Ce qu'il y a de bien avec cette quarante et unième Biennale de Venise, c'est qu'on peut quitter les Giardini, sa trentaine de pavillons nationaux, son pavillon international, et avouer qu'on va revisiter les Tintoret ou les Carpaccio sans avoir l'air de faire du hors programme.

Placée sous le signe de l'Art et les arts, l'actualité et l'histoire, la Biennale est en effet imprégnée corps et âme de révérences au passé et à l'histoire de l'art, percluse de citations, pleine d'œuvres faites selon des techniques à l'ancienne, avec assez d'habileté parfois pour ressembler à des tableaux de quelque *ignoto* du dix-neuvième siècle.

La Biennale de Venise édition 1984, c'est le post-modernisme qui s'enfonce dans le pastiche sans humour, la copie et l'usage du faux, en tout cas au pavillon central, avec l'exposition dite internationale sur le thème « Arte allo specchio », l'art et son reflet. Le propos est d'actualité.

Le besoin de suivre une logique inverse à la logique avant-gardiste, de revenir au musée, de regarder en arrière, de s'inscrire dans une continuité de l'histoire, occupe un nombre de plus en plus grand d'artistes — les jeunes en particulier — et marquera probablement les années 80 comme il a marqué les années 20. Le phénomène était intéressant à traiter dans tous ses aspects, le plus amplement possible en cernant les sources et les motivations des artistes.

Est-ce parce que le propos initial de Maurizio Calvesi a été — semble-t-il pour des raisons financières, mais aussi probablement pour des querelles de chapelles — amputé, toujours est-il que le résultat n'est guère à la hauteur des intentions.

A l'origine, étaient prévues quatre grandes expositions : « Art et spectacle », « Art et médias », « Art et architecture », « Art et art », chacune devant comporter une partie historique et des réalisations récentes. Or, seule la dernière a été traitée complètement (sous le titre « Arte allo specchio », alors que les trois autres ont été fondues en une pour donner « Arte, ambiente, scena » (art, milieu, scène), limitée à des productions actuelles : installations et vidéos, où il n'y a pas que du mauvais, mais pas assez cependant de bon pour effacer la désagréable impression que laisse la visite de l'autre.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 20.)

idées

L'école

Les adversaires de la réforme scolaire manifestent donc dimanche à Paris dans un climat qui ne peut pas ne pas se ressentir du recul de la gauche aux élections européennes. Pierre Daniel replace le combat de l'UNAPEL, qu'il préside, dans le cadre de la défense des libertés. Edmond Vandermeersch estime que tant que les chrétiens ne se laissent pas questionner par les laïques et réciproquement, la guerre continuera entre l'enseignement privé et le public. Quant à Alexandre Rey-Herme, il montre, à la lumière de l'enseignement de l'Eglise, les limites du fameux « droit des parents ».

Qui a peur ?

par EDMOND VANDERMEERSCH (*)

L'ARCHEVÊQUE de Paris a porté dans ces colonnes un jugement sévère sur la loi Savary. *Des chrétiens*, dont je suis, ne partagent pas ce jugement. Tout n'est pas noir ou blanc dans cette affaire.

Depuis le 10 mai, les déclarations officielles des dirigeants de l'enseignement catholique ont presque toutes été négatives, au nom d'un grand principe : la liberté ne se négocie pas... *Les moyens de la liberté*, eux, se négocient. Et quand les moyens de la liberté sont à 95 % ceux de la collectivité nationale ou communale, les représentants élus ont leur mot à dire. *En 1984* comme en 1959, n'est-ce pas l'éthique politique que l'Eglise enseigne ? Que ne l'a-t-on dit clairement rue Saint-Jacques, avant le 22 mai, ou par exemple le 4 mars à Versailles ? Pierre Mauroy a été plus courageux au Bourget le *9 mai 1982* pour appeler les maîtres publics à une remise en question. On l'a d'ailleurs chahuté. Bon signe. Côté enseignement catholique, on a bétonné l'opinion dans un refus viscéral de toute concession au *« pouvoir socialo-communiste »*.

Au nom de la liberté — que la gauche par nature veut étouffer — et de Dieu, que les laïques veulent bouter hors du cœur des petits Français.

Dans les débats à l'Assemblée nationale les 22 et 23 mai, il y avait beaucoup de polémique. Mais surtout l'affirmation de convictions profondes. A gauche comme à droite. Syndicats du public et écoles catholiques y ont été durement secoués, et parfois calomniés. *Je n'ai trouvé aucune* attaque contre la foi ou la religion. Sauf une. Un député a qualifié d'idéologie la religion enseignée à l'école. Mais les défenseurs de l'enseignement catholique n'étaient pas innocents. N'est-ce pas un archevêque qui, dans une déposition très officielle devant un groupe parlementaire, a dit que l'enseignement public ne véhiculait que des *« valeurs creuses »* ? Pour la méconnaissance des convictions des autres, les deux camps sont à égalité. Ce n'est pas d'aujourd'hui, hélas ! Si le CNAL et les syndicats du public forment *« un groupe de pression dont l'influence est stupéfiante »*, l'enseignement catholique ne *constitue-t-il pas, lui aussi*, un groupe de pression ?

Qui a peur ? Et de qui ? Même dans la France déchristianisée, l'influence de l'Eglise pèse dix, vingt fois plus que celle de la FEN ou du CNAL. Personne ne prétend que *« la liberté des familles, le droit et le devoir de transmettre à leurs enfants leurs valeurs fondamentales »*, sont des privilèges. Pas plus que la loi Debré, la loi Savary *ne porte atteinte à ces droits*. Bien plus, elle conforte les moyens de les exercer en les normalisant et en supprimant les disparités entre les deux enseignements. Quand les lycées privés ont en moyenne des classes 20 % moins chargées que celles du *public — les statistiques en font foi* ; au niveau des écoles et des collèges, privé et public sont à égalité, — comment faut-il appeler cela ? Cet avantage de fait n'a rien à voir avec le droit des familles de transmettre des valeurs fondamentales. Si la loi Savary *instaure plus de rigueur dans* la gestion du privé pour le mettre à parité avec le public, faut-il crier à la persécution ? Pourquoi l'enseignement catholique refuserait-il de partager *la rigueur avec les enseignants* du public ? Pourquoi ne dit-on pas que la loi va permettre aux municipalités d'accorder aux écoles privées des subventions supplémentaires pour leurs activités éducatives ? Accuser, sans preuve, le gouvernement et sa majorité d'appauvrir l'enseignement privé ou de l'assimiler, c'est faire l'amalgame entre une mise en ordre légitime qui appartient, en droit comme en morale, au *pouvoir légitimement élu et* des accusations polémiques qui, si elles ont été exprimées à gauche, n'ont pas déterminé la conduite du gouvernement.

La main du diable

Depuis 1960, chaque fois que des règles administratives ont été appliquées aux établissements sous contrat, la première réaction a été d'y chercher la main du diable. Le CNAL et la FEN ne sont pas les seuls à réclamer plus d'équité dans l'attribution des crédits publics au privé. La Cour des comptes aussi. Dans un rapport qui n'a pas été commandé par *la nouvelle majorité. La* législation du privé devait être aménagée. Il est trop facile à chaque mesure de rigueur pour la mise à parité du privé et du public de crier au viol des consciences et du droit des familles. Voilà des droits moraux *qui servent à tout. Comme dans* la bouche de certains, *« les droits des travailleurs »*... Les droits des travailleurs butent sur les réalités économiques. Les droits des familles — de la religion — ont aussi leurs frontières, celles que dessinent les rapports sociaux et les équilibres du bubget de l'Etat.

Et puis, amis de l'enseignement catholique, défenseurs du droit des croyants à transmettre leurs convic*tions — j'en suis, — ne croyez-vous* pas que les « autres », ceux qui sans animosité considèrent le dossier des écoles catholiques, peuvent légitimement se poser des questions ? A propos de la titularisation des maîtres, par exemple. Le Comité national de l'enseignement catholique en fait un *casus belli*. Au nom de la re*ligion*. Des maîtres fonctionnaires ne pourraient, affirme-t-on, participer loyalement à une équipe éducative et mettre en œuvre un projet d'établissement inspiré de valeurs évangéliques — le Concile parle de *« liberté »* et de *« charité »*. Vu d'en *face, sans passion ni préjugé*, c'est une argumentation difficile à accepter.

Il y a en France, actuellement, 296 826 enfants qui sont instruits dans des écoles confessionnelles, au sens canonique du terme. Les instituteurs qui les instruisent sont tous fonctionnaires, ils sont formés dans *les écoles normales de l'Etat*, nommés et inspectés par les IDEN. Les directeurs diocésains inspectent ceux d'entre eux qui se déclarent volontaires pour faire la catéchèse dans leur classe (*41 % ces dernières années*). Ce système fonctionne de*puis soixante-dix ans*. Ni l'archevêque de Strasbourg ni l'évêque de Metz — car il s'agit de l'Alsace et de la Moselle, — ni aucune association de parents n'ont jugé utile d'ouvrir d'autres écoles *pour* barrer *la route* à cette mainmise de l'Etat comme s'il s'agissait de lutter contre un régime totalitaire.

La titularisation des maîtres privés dans les écoles catholiques de Bretagne, de Vendée et d'ailleurs accorderait aux familles et aux autorités diocésaines de ces régions une influence bien plus grande que celle dont se satisfont leurs collègues d'Alsace. Les écoles resteraient privées. La formation des maîtres aussi. Et leur affectation ne se ferait pas sans l'accord de la direction de l'école. Cette titularisation contre laquelle l'ignorance de beaucoup et la malveillance de quelques-uns veu*lent* mobiliser la France, qui prouvera qu'elle porte atteinte à ce qui fait la valeur d'une école catholique et aux exigences d'une éducation chrétienne ? A quand un Grenelle de l'enseignement où catholiques et laïques se retrouveraient autour *d'une table* sous l'arbitrage du gouvernement ?

Tant que les chrétiens ne se laisseront pas questionner par les laïques *et les* laïques par les chrétiens, la guerre scolaire continuera entre le privé et le public. Et le système scolaire restera bloqué.

(*) Ancien secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

Pourquoi nous manifesterons le 24 juin

(Suite de la première page.)

A ce stade, si un accord n'était plus possible, on pouvait encore espérer un *modus vivendi* provisoire, évitant le déchaînement des passions et laissant aux hommes de dialogue une possibilité de poursuivre, dans un climat plus serein, leur recherche commune de paix scolaire.

L'UNAPEL a tenté, jusqu'à l'extrême limite du possible, de sauvegarder cette chance. Dans les semaines qui ont précédé le débat à l'Assemblée nationale, j'avais prévenu solennellement le ministre de l'éducation nationale, le premier ministre et le président de la République contre toute tentative d'aggravation du projet de loi. Le 18 mai, lors de la délégation nationale des APEL à Limoges, j'avais résisté, n'hésitant pas à mettre en cause ma réélection de président de l'UNAPEL, aux courants de notre association qui réclamaient la décision immédiate d'une grande manifestation nationale à Paris qui eût consacré la rupture. Je renouvelai alors mon avertissement aux responsables du pays, précisant que l'inquiétude des parents était aujourd'hui *« comme une coupe pleine, pleine à ras bord, au point que quelques gouttes supplémentaires la feraient déborder »*.

Ce ne furent pas quelques gouttes que le premier ministre y ajouta dans la nuit du 22 au 23 mai, mais une pleine mesure ! Et M. Mauroy est particulièrement peu justifié à prétendre aujourd'hui qu'il ne l'a fait que parce qu'il était convaincu que notre manifestation était, d'ores et déjà, *décidée*.

Une grave erreur politique

Cette décision du premier ministre d'incorporer au projet de loi divers amendements de la commission Laignel constitue une des erreurs politiques les plus graves pour l'unité nationale que ce gouvernement ait jamais commises.

Erreur politique grave que de modifier l'article 4, qui prévoyait une réelle parité dans le nombre de postes attribués chaque année à l'enseignement privé et à l'enseignement public, détruisant ainsi cette parité.

Erreur politique grave que d'avoir créé un article *4 bis* interdisant toute création de classe maternelle privée s'il n'y a pas déjà dans la commune une classe maternelle publique.

Erreur politique grave que d'inscrire dans la loi elle-même, à l'article 20, l'offre de fonctionnarisation à tous les enseignants du privé au terme de six années.

Erreur politique grave que de lier, *après huit ans*, le concours financier des communes et de l'Etat à l'existence d'au moins 50 % de fonctionnaires dans nos écoles privées, ce qui constitue un véritable chantage à la fonctionnarisation.

Erreur politique grave, enfin et *surtout, que d'accorder* toutes ces primes à une poignée de sectaires et de condamner ainsi ceux qui, des deux côtés, avaient *tenté* de pratiquer un dialogue, combien difficile, mais un dialogue quand même.

Au-delà de ces mesures techni*ques*, c'est l'esprit même de la loi qui s'en trouve radicalement modifié. M. Bouchareissas ne s'y est pas trompé, lui qui s'en est publiquement réjoui.

Cette situation constitue une brusque volte-face dans le lent cheminement que nous avions entamé et elle justifie pleinement la manifestation nationale que nous avons alors *immédiatement décidée*.

Cette manifestation, qui se déroulera dans le respect de la loi républicaine et, j'y compte absolument, dans la dignité qui a toujours présidé aux manifestations régionales que nous avons précédemment organisées, montrera l'indignation des parents contre le coup de force dont ils ont fait l'objet.

Pas de récupération

Il ne s'agit pas d'un baroud d'honneur, mais tout d'abord de marquer pour l'histoire l'opposition des pa*rents de France au recul des libertés* que constitue cette loi ainsi aggravée et l'impérieuse nécessité de la modifier. Le Sénat présentera fin juin ses amendements, et nous voulons les appuyer. Nous voulons *enfin que ce* soutien populaire marque profondément la discussion que nous ne manquerons pas de poursuivre avec le gouvernement au niveau des décrets d'application.

Car notre combat n'est pas fini. Il n'y aura pas de vacances pour les défenseurs de la liberté d'enseignement, et le Conseil constitutionnel sera, dès le vote définitif de la loi, appelé à se prononcer sur tous les *points qui apparaissent en contradic*tion formelle avec la liberté d'enseignement telle qu'elle est garantie par la Constitution.

Qu'il *soit* clair pour tous que nous n'attaquerons pas, que nous n'avons jamais attaqué l'école publique.

Qu'il soit clair que nous voulons que les deux secteurs d'enseignement, public et privé, vivent en parfaite harmonie.

Mais qu'il soit clair aussi que nous ne laisserons jamais réduire l'école privée. L'école catholique veut vivre, et nous n'accepterons jamais que l'on programme à terme sa disparition.

Une telle manifestation comporte des risques et des dangers, et nous avons pris les dispositions nécessaires pour éviter les récupérations, et tous incidents et provocations qui risqueraient d'être immédiatement exploités contre la liberté d'enseignement, voire contre la liberté tout court. Elle doit se dérouler dans le calme et écarter absolument toute forme de violence. Nous y veillerons.

Le nombre et le sang-froid des parents rassemblés à Paris le 24 montreront aux yeux du monde leur volonté de poursuivre leur combat dans la légalité de nos institutions, pour le libre exercice de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants.

Ce combat s'inscrit dans le respect dû à l'homme, à sa liberté, à son droit à la différence, et nous le gagnerons.

PIERRE DANIEL.

Ce prétendu « droit des parents »

par ALEXANDRE REY-HERME (*)

LE 13 décembre 1698, obligation était faite à tous les parents d'inscrire leurs *enfants* dans les écoles catholiques, en même temps que leur était renouvelée l'interdiction de les envoyer étudier à l'étranger. Prise contre les protestants *pour des motifs d'ordre* d'abord politique, cette mesure royale était approuvée sans réserve par l'Eglise de France.

Un siècle plus tard, le 3 germinal an XI, présentant au Corps législatif le projet d'articles du code civil relatifs à la puissance paternelle, le tribun Alisson s'exprimait en ces termes : *« Il faut remarquer que l'autorité des pères et mères sur leurs enfants, n'ayant directement d'autre cause ni d'autre but que l'intérêt de ceux-ci, n'est pas à proprement parler un droit, mais seulement un moyen de remplir dans toute son étendue et sans obstacle un devoir indispensable et sacré. »*

Le droit des parents n'est donc pas toujours apparu dans le passé comme une réalité évidente, limpide et indiscutable, dont seules la mauvaise foi ou une idéologie subversive empêcherait de reconnaître le caractère absolu et exclusif.

Absolue, la puissance paternelle le fut durant les premiers siècles du droit romain. Bien qu'atténuée par la suite, cette disposition de droit po*sitif resta comme une application* du droit de propriété, ce qui n'empêcha d'ailleurs en rien la présence de rapports affectifs souvent intenses à l'intérieur des familles.

L'apport original du christianisme aurait normalement dû entraîner une remise en question théorique et pratique de ce schéma.

Concernant l'enfant, la doctrine catholique précise, en effet, qu'il est une personne humaine à part entière dès son origine, égale en dignité à toute autre personne, et qu'il ne saurait donc « appartenir » à qui que ce soit, fût-ce à ses parents. Et aussi que l'essentiel de sa personnalité lui est donné par création divine immédiate, sans passer par l'intermédiaire du couple géniteur, l'âme à la différence du corps étant indépendante dans son origine de celle des parents.

A l'analogie de *propriété* l'Eglise catholique s'efforça donc de substituer celle de *dépôt* : le dépositaire devant substituer à ses préférences, son caprice ou son intérêt personnel, *une finalité dont il n'est pas le maître*. La *potestas* inconditionnelle et absolue ferait place à une *auctoritas* relative à la mission assignée, dont elle tirerait sa légitimité et sa raison d'être.

La réalisation de ce noble dessein s'est trop souvent heurtée dans la pratique à des obstacles de tous ordres. De la volonté de puissance, dont la faiblesse enfantine est *la* victime désignée, au désir de réaliser par progéniture interposée les ambitions déçues d'une vie adulte, en passant par un éventail de motivations économiques et sociologiques tout aussi égoïstes, force est de reconnaître qu'à travers l'histoire l'intérêt personnel du père de famille a fréquemment pesé d'un poids excessif dans ses décisions « pédagogiques ». Qui oserait prétendre qu'aujourd'hui encore la mentalité de propriétaire a entièrement disparu devant celle de mandataire, où seule serait de mise l'autorité exercée dans une perspective de service ?

Sans doute — on ne peut que les en féliciter — les responsables catholiques ont-ils depuis quelques années officiellement abandonné l'inacceptable slogan « L'enfant appartient à sa famille ». Peut-être serait-il bon qu'ils marquassent plus nettement leur désaccord de principe avec ceux — ils sont encore nombreux — qui continuent d'en faire leur arme absolue.

La liberté des fils de Dieu

S'il est en *matière* éducative un droit imprescriptible, c'est bien celui que possède tout enfant à être correctement accueilli par ses devanciers adultes, introduit par eux dans le monde dont il aura un jour la charge et initié progressivement au libre *exercice* des droits et devoirs qui seront les siens. Dans l'incapacité initiale où il se trouve de faire valoir ce droit comme d'y apporter *les réponses appropriées*, d'autres devront avoir qualité pour agir en ses lieu et place. Rien de plus normal, dans notre civilisation tout au moins, qu'un tel mandat revienne tout d'abord à ses géniteurs. *Mais* ce mandat est-il sans limite ? Exclut-il l'existence de tout autre mandataire ? Peut-il admettre dans son exercice un contrôle quelconque ?

Ce qui, pour un catholique, est hors de discussion, c'est le droit absolu *de tout enfant baptisé* à être accueilli par sa communauté religieuse, instruit des croyances qui en sont l'âme et éduqué au mode de vie dont le Christ a donné l'exemple. De *cette exigence fondamentale* découlent, pour les parents comme pour l'Eglise, le devoir strict d'y répondre adéquatement et donc le droit d'accomplir librement cette démarche. *La société civile*, pour sa part, devra leur en donner la possibilité matérielle.

Une telle mission entraîne-t-elle nécessairement l'existence d'une institution scolaire originale, distincte du « service public » normalement à la charge de l'Etat ? *La réponse* à cette question n'a aucun caractère d'évidence.

Même sortie de la semi-clandestinité où l'avaient tenue les persécutions, *l'Eglise*, jusqu'au cinquième siècle, n'a pas éprouvé le besoin d'avoir « son » école, réservant la formation proprement religieuse à ses ministres et aux familles et professant avec saint Basile qu'en matières profanes la fréquentation des maîtres païens n'était pas sans profit. Puis, jusqu'à une époque récente, l'école occupa une place privilégiée dans le *système éducatif*, devenant souvent, pour des raisons multiples, lieu quasi exclusif d'information intellectuelle et de formation morale : dans la perspective d'une éducation catholique, il était alors normal et nécessaire que l'institution fût marquée d'un caractère nettement religieux.

Dans un monde où l'influence scolaire perd progressivement de son importance, où l'action éducative se trouve diluée de manière irréversible en une multitude de facteurs matériels et humains d'origines les plus diverses, où l'école entend de plus en plus ne transmettre que savoirs *objectifs* et techniques opératoires, peut-on dire que subsiste la relation ancienne unissant école et éduca*tion* ? *L'institution traditionnelle* doit-elle continuer d'être considérée comme élément décisif de formation personnelle ? Est-il absurde de croire qu'aujourd'hui la fréquentation d'une école spécifique n'est plus un moyen nécessaire d'éducation religieuse, et que d'autres canaux plus appropriés seraient à découvrir dans ce but ? Questions à bon droit discutables, tout comme la portée de la liberté familiale en ce domaine.

La responsabilité éducative des parents catholiques se trouve quotidiennement engagée dans une certaine manière de juger, de parler, de prier, de vivre... que le Christ leur demande de transmettre, par leur exemple, à ceux qu'il leur a confiés. *Bien plus que* dans le maintien de n'importe quelle institution, c'est là d'abord, sans aucun doute, qu'ils doivent à leurs enfants de manifester leur liberté de fils de Dieu.

(*) *Professeur honoraire à l'Institut catholique de Paris.*

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 500 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (*deux semaines ou plus*) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Nicaragua

DES MÉDECINS FRANÇAIS CHEZ LES MISKITOS ANTISANDINISTES

Les insurgés contrôleraient une notable partie du littoral atlantique

M. Constantin Tchernenko, chef de l'Etat et du Parti communiste de l'URSS, a exprimé son soutien au Nicaragua, le lundi 18 juin à Moscou, en recevant M. Daniel Ortega, coordinateur de la junte sandiniste, en visite officielle, qui espère obtenir un accroissement de l'aide économique et militaire accordée par les Soviétiques. A Managua, les autorités ont décidé d'interdire le survol du territoire nicaraguayen à l'aviation civile. Le trafic aérien international devra passer au large des côtes. L'armée sandiniste multiplie, d'autre part, les opérations contre les groupes armés de la contra dans le nord du pays. En revanche, selon des médecins français qui se sont récemment rendus dans la zone du littoral atlantique contrôlée par des miskitos rebelles, les forces sandinistes seraient retranchées dans les villes.

De notre envoyé spécial

San-José-de-Costa-Rica. — Le docteur Pierre Fyot, de Dijon, a la soixantaine musclée et combative : colonel de réserve, c'est un ancien d'Indochine et un résistant de la deuxième guerre mondiale. Le docteur Jacques Lebas, chef de clinique à la Salpêtrière, est de la génération de mai 68 : désinvolte et sympathique. Ils appartiennent à Médecins du monde et ont réussi récemment à passer dix jours au Nicaragua en territoire miskito contrôlé par la guérilla de Brooklin Rivera, membre de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE). C'est une première. Leur but : préparer une structure d'accueil pour Médecins du monde dans une région très mal connue, en guerre, et où l'assistance médicale est, selon eux, totalement inexistante (1).

« Plus dur qu'en Afghanistan », dit Pierre Fyot pour qualifier la « marche d'approche » qui les a amenés dans les communautés miskitos du littoral atlantique du Nicaragua. Il faut marcher dans la boue jusqu'à mi-cuisses, patauger dans le mangle (arbustes serrés et immergés dans les régions marécageuses de la côte tropicale), prendre des pirogues qui s'infiltrent dans un labyrinthe de canaux et de chenaux, seulement connue des Miskitos.

« Si les sandinistes nous avaient capturés et nous avaient demandé de décrire nos déplacements, nous en aurions été incapables, même sous la torture. C'est impossible de se repérer. Une région idéale pour un mouvement de guérilla. »

Les deux médecins ont délibérément évité d'entrer au Nicaragua par la frontière du Honduras pour ne pas prendre de contacts avec la Force démocratique nicaraguayenne (FDN, antisandiniste) ou avec les mouvements miskitos de Steadman Fagoth, qui opèrent au nord de Puerto-Cabezas. La FDN a la réputation justifiée d'avoir des chefs militaires qui appartenaient à la garde nationale de Somoza.

Leur voyage a donc commencé sur le rio San-Juan à bord d'une pirogue de 10 mètres de long : sept hommes à bord, dont deux marins et deux gardes du corps, tous miskitos. Et aussi 2 tonnes de chargement. *« La pirogue, disent-ils, équipée de deux moteurs de 50 CV, file à 18 nœuds. En haute mer, c'est impressionnant. Il a fallu passer la barre du récif corallien à l'embouchure du San-Juan. »*

Prenant très au large et se faufilant entre les garde-côtes nicaraguayens, la pirogue a mis un jour et deux nuits pour arriver à destination. *« Le jour, on se cachait à l'abri d'un récif de corail, dans le mangle. »* Ils ont débarqué sur la côte, à une quarantaine de kilomètres au sud de Puerto-Cabezas, dans une communauté miskito abandonnée par les sandinistes depuis six mois. Tous, dans le village, *« sont farouchement antisandinistes »*, disent les médecins, *« parce qu'ils veulent préserver à tout prix leur identité culturelle. Somoza les laissait tranquilles, les ignorait. Les sandinistes ont voulu les rallier à la révolution. Ils ont commis des erreurs, à commencer par une campagne d'alphabétisation qui tournait à l'endoctrinement politique »*.

Meurtres et exactions

La première base de guérilla, en contact permanent avec la communauté, se trouve à six ou sept heures de « route » vers l'intérieur. *« Ça ressemble à un camp scout,* disent les membres de Médecins du monde. *Ils dorment dans des hamacs, passent leur temps entre des chants, des prières et le maniement d'armes. Ils sont équipés de kalachnikovs et de fusils mitrailleurs tchèques. »* Les hommes de la guérilla viennent régulièrement voir leurs familles dans la communauté. *« Pour le moment, ils font peu d'actions militaires. Ils se préparent, intègrent progressivement les jeunes Miskitos au fur et à mesure des livraison d'armes. »* Les médecins ont eu le sentiment que toute la région avait été pratiquement abandonnée par les unités sandinistes qui se sont repliées sur les villes de la côte, Bluefields et Puerto-Cabezas. Les consignes données par le gouvernement restent pourtant en vigueur. *« Ils n'ont pas le droit de pêcher en mer sous peine de sanctions. Ils n'ont pas la possibilité de cultiver loin de leur village : ils seraient accusés de produire pour la guérilla et risqueraient leur vie. »*

Les deux médecins français sont d'accord pour estimer que l'état sanitaire des populations miskitos *« est plutôt bon »*, mais ils sont catégoriques sur la question des droits de l'homme. *« Nous avons des témoignages précis. Il y a eu de nombreuses exactions et des meurtres. Des bombardements et des tortures. L'un des responsables de la communauté avait neuf membres de sa famille qui ont disparu. »* Pour illustrer les *« erreurs »* sandinistes, le docteur Jacques Lebas dit : *« Dans le village, ils avaient transformé l'église morave en prison et utilisé les locaux de la clinique pour la permanence de la milice. »* Paradoxe : le responsable du comité de défense sandiniste (CDS) est resté sur place. Miskito lui-même, il est totalement acquis à la lutte contre le régime de Managua.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Trois autres médecins de Médecins du monde sont repartis chez les Miskitos du Nicaragua au début juin.

Etats-Unis

UNE DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME FAVORABLE A M. REAGAN

Washington *(AFP)*. — La Cour suprême a rejeté, lundi 18 juin, un appel de plusieurs membres du Congrès qui avaient intenté une action pour obliger M. Reagan à retirer les conseillers militaires américains du Salvador.

La Cour a ainsi confirmé le jugement d'une cour d'appel fédérale qui avait rejeté, le 18 novembre 1983, la plainte de vingt-neuf membres du congrès demandant le retrait des conseillers américains. La Cour avait indiqué qu'il s'agissait d'une *« question politique »*, ne relevant pas des tribunaux.

Les vingt-neuf parlementaires invoquaient la loi de 1973 sur les pouvoirs de guerre, exigeant du président qu'il informe le Congrès de l'envoi de troupes américaines dans une région où les hostilités sont imminentes. Selon la loi, ces troupes doivent être retirées dans un délai de soixante à quatre-vingt-dix jours, à moins que le Congrès ne les autorise à rester ou ne déclare la guerre.

Les parlementaires accusent le gouvernement Reagan de violer les amendements à la loi sur l'aide à l'étranger, prévoyant la suspension de subsides aux pays qui violent les droits de l'homme. Les membres du Congrès avaient affirmé qu'il existait des *« preuves accablantes »* de violations de droits de l'homme au Salvador, commises notamment par les Escadrons de la mort.

Uruguay

M. FERREIRA ALDUNATE EST INCULPÉ DE « CONSPIRATION »

Montevideo *(AFP)*. — Des centaines de partisans du dirigeant du Parti blanco, M. Wilson Ferreira Aldunate, arrêté samedi à son retour d'exil, ont manifesté lundi 18 juin dans le centre de Montevideo pour protester contre son inculpation (*le Monde* du 19 juin).

M. Wilson Ferreira Aldunate a été inculpé lundi d'*« atteinte à la Constitution sous forme de conspiration »*, ce qui peut lui valoir une peine maximale de trente ans de prison. Son fils Juan Raul, arrêté en même temps que lui, est accusé d'*« atteinte au moral des forces armées »*.

Canada

La baisse de popularité du Parti québécois est confirmée par trois défaites à des élections partielles

De notre correspondant

Montréal. — Une semaine à peine après avoir tenu son congrès au cours duquel il a réaffirmé avec vigueur son choix en faveur de l'indépendance, le Parti québécois (au pouvoir) a perdu lundi 18 juin trois élections partielles organisées dans la région montréalaise.

Ces défaites confirment la perte de popularité du PQ et de son chef, M. René Lévesque, qui est de plus en plus contesté par les militants et qui pourrait donner sa démission avant les prochaines élections générales, prévues pour 1985. (La date du scrutin est à la discrétion du parti au pouvoir, mais la législature est au maximum de cinq ans). La répartition des sièges à l'Assemblée nationale du Québec est désormais la suivante : 71 sièges pour le PQ, 48 députés libéraux, 2 indépendants et 1 siège vacant.

Les circonscriptions de Sauvé et de Marie Victorin étaient vacantes depuis la démission de deux ministres, MM. Yvan Morin et Pierre Marois. Les candidats libéraux l'ont emporté avec de confortables majorités (72 % et 59 % respectivement) et ont conservé le troisième siège qui était en jeu, à la suite de la démission d'un député libéral.

La défaite dans la circonscription de Marie Victorin est d'autant plus cuisante pour le PQ que M. Lévesque s'était personnellement engagé dans la campagne. La faible participation, 40 %, pourrait indiquer que les électeurs péquistes se sont réfugiés dans l'abstention pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement et du parti.

Les plus récents sondages accordent à peine 23 % des intentions de vote au PQ contre 69 % aux libéraux de M. Robert Bourassa. Les dirigeants péquistes ont attribué leur défaite *« aux effets de la crise et à l'incapacité du gouvernement à faire comprendre le bien-fondé de sa politique économique »*. M. Bourassa a exploité le succès libéral, qui *« démontre, d'une part, la volonté de changement des Québécois après huit ans de gouvernement péquiste, et, d'autre part, la confiance de la population dans les propositions économiques du parti libéral »*.

BERTRAND DE LA GRANGE.

A TRAVERS LE MONDE

Haïti

● ARRESTATION DU PRÉSIDENT DU MOUVEMENT SOCIALISTE CHRÉTIEN. — M. Grégoire Eugène, président-fondateur du Mouvement socialiste chrétien d'Haïti (opposition), a été arrêté, le lundi 18 juin, à Port-au-Prince. M. Eugène avait critiqué, dans sa revue *Fraternité*, la « présidence à vie » de M. Jean-Claude Duvalier.

Inde

● INCIDENTS EN ASSAM. — De violents incidents, qui ont fait deux morts, vingt et un blessés, ont marqué la journée de grève générale organisée le vendredi 15 juin dans l'Etat d'Assam (nord-est de l'Inde) pour protester contre l'immigration clandestine en provenance du Bangladesh et du Népal.

Tunisie

● MANIFESTATION DE COOPÉRANTS FRANÇAIS. — Une cinquantaine de coopérants ont manifesté, dimanche 17 juin, dans le calme, dans les jardins de l'ambassade de France, contre la dégradation de leurs conditions de vie en Tunisie (inflation, taxe à la sortie du territoire nouvellement instaurée, perte au change, augmentation des frais de scolarité dans les écoles françaises) sans compensation du gouvernement français, et contre l'insécurité de l'emploi qu'illustrent des cas de titularisation en instance depuis plus de dix ans. — *(Corresp.)*

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN URSS

Les commandes soviétiques à la France ont fortement chuté depuis trois ans

Moscou. — Les dirigeants soviétiques affirment volontiers qu'ils ne confondent pas commerce et politique, et que leurs critères pour l'octroi des contrats à des firmes étrangères sont parfaitement objectifs. On ne peut pas cependant ne pas être frappé par la dégradation des relations économiques et commerciales entre l'URSS et la France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les commandes soviétiques de biens d'équipement sont en chute libre. Or ces commandes, plus que le flux annuel des échanges, sont déterminantes pour l'avenir. Moscou a signé des contrats de biens d'équipement avec la France pour 8 milliards de francs en 1981, 5 milliards en 1982 et 1,3 milliard en 1983, ce dernier chiffre étant le plus bas jamais atteint depuis la visite du général de Gaulle en 1966.

Les autres pays européens sont également touchés, mais dans de bien moindres proportions, la RFA restant en tête avec des commandes d'environ 7 milliards de francs l'an dernier. Certains responsables soviétiques n'hésitent pas à incriminer... la nationalisation du secteur bancaire français. *« Sur le plan des principes, nous sommes pour, mais, en pratique, cela nous crée bien des ennuis »*, remarque l'un d'eux. Il considère que les banques françaises, parce qu'elles sont nationalisées, pourraient accorder des crédits à bas taux d'intérêt sans respecter le taux dit du *« consensus »* défini par l'OCDE, qui est de 12,40 %. Les banques privées allemandes — comme la Dresdnerbank vient de le démontrer récemment — prêtent à des taux bien inférieurs, comblant les vœux des Soviétiques (7,5 % pour une durée de huit ans et demi (1).

De notre correspondant

Le seul grand projet actuellement à l'étude avec la France est celui d'une usine de traitement de gaz à Tenguiz au Kazakhstan occidental. L'usine, d'un coût d'au moins 1,5 milliard de francs, serait destinée à désulfuriser un gaz très corrosif. La société française Technip propose le procédé mis au point par ELF-Aquitaine, mais elle a des concurrents sérieux, notamment un consortium dirigé par le groupe canadien Lavallin, qui comporte cependant une participation française. La régie Renault, de son côté, est sur les rangs pour une opération plus modeste : la modernisation de l'usine automobile AZLK dans la banlieue de Moscou, qui fabrique actuellement des petites cylindrées, les Moskvitch, et doit lancer un nouveau modèle à partir de 1986. Le contrat est en discussion depuis des années.

Les chiffres globaux des échanges pour 1983 sont moins catastrophiques, puisqu'ils sont le résultat des contrats passés il y a plusieurs années. En outre, le déficit aux dépens de la France, qui s'était fortement creusé depuis 1980 en raison des achats croissant de gaz et de pétrole soviétiques, a été réduit l'an dernier presque de moitié. Il a été de 4,4 milliards de francs en 1983 contre 8,5 milliards en 1982 et 8,3 en 1981. Au total, la France a importé l'an dernier pour 21,4 milliards de produits soviétiques et exporté 17 milliards. Le rétablissement est dû à l'accroissement des ventes françaises. Le présent est donc meilleur que le passé immédiat, mais l'avenir paraît assez compromis.

Les produits énergétiques (gaz, pétrole et dérivés du pétrole) comptent pour plus de 80 % dans les exportations soviétiques vers la France. Les exportations françaises sont plus diversifiées : elles sont constituées pour un tiers par les produits agricoles, surtout le blé (3,5 millions de tonnes en 1983), mais aussi la viande, le beurre, la poudre de lait, le sucre et l'alcool. La société Interagra, de M. Jean-Baptiste Doumeng, se taille la part du lion pour la viande et, dans une moindre mesure, pour le blé. Les Soviétiques achètent également des produits sidérurgiques français tels que des tôles ou des tubes (1,5 milliard de francs en 1983) et des produits finis (1 milliard de francs).

Les Soviétiques ont, affirment-ils, au moins partiellement, tenu leur promesse de mieux équilibrer les échanges. Toutefois le retour à la parité n'est pas pour demain, ces contrats « gaziers » ayant épuisé leurs effets. Pour ces quatre premiers mois de 1984, la France a enregistré un déficit de 1,8 milliard de francs au lieu d'un excédent de 0,2 milliard durant la même période de 1983. Et le solde négatif va se creuser à nouveau à partir de 1985, avec l'accroissement des livraisons de gaz et les effets progressifs de la diminution actuelle du volume des contrats de biens d'équipement.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le « consensus » de l'OCDE s'applique aux crédits à taux bonifié, mais n'empêche pas les banques des Etats membres d'accorder des crédits au taux du marché. La différence dans le niveau des taux d'intérêt entre la France et la RFA explique l'avantage donné aux banques allemandes.

Les conditions d'une reprise du dialogue

(Suite de la première page.)

« Le principal résultat d'un tel voyage, a dit M. Vauzelle, le porte-parole de l'Elysée, *c'est qu'il puisse se faire dans les conditions de respect mutuel et d'absence de complaisance que nous connaissons. »* Le 10 juin, après avoir gravi le rocher de Solutré comme tous les dimanches de la Pentecôte, M. Mitterrand ne disait pas autre chose en constatant que *« le problème, ce n'est pas d'aller ou de ne pas aller à Moscou. C'est de savoir dans quel état d'esprit on y va. »*

« Dans la meilleure des hypothèses, dit-on à l'Elysée, *nous recueillerons d'intéressantes indications sur la façon dont la direction soviétique envisage la reprise du dialogue avec l'Ouest. »* M. Mitterrand, autrement dit, espère simplement revenir moins bredouille que les dirigeants occidentaux qui l'auront précédé à Moscou. Tous, en effet, du roi Juan Carlos à M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, ou M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, sans oublier le chef de la diplomatie australienne, prié purement et simplement de s'occuper de ses affaires et de ne plus poser de questions incongrues sur l'affaire Sakharov, ont été impressionnés par la volonté de durcissement de leurs interlocuteurs. Mais on voit mal M. Mitterrand se renier et, pour faire plaisir à ses hôtes, céder à leur demande concernant un « gel » du déploiement des euromissiles en Europe occidentale. Une telle hypothèse, à vrai dire, est même catégoriquement exclue par Paris, où l'on se prépare aussi à résister à deux offensives soviétiques de moindre importance. L'une portera, pense-t-on, sur la prise en compte dans d'éventuelles négociations américano-soviétiques des dix-huit missiles français du plateau d'Albion que le président de la République s'était déclaré prêt à considérer *« à la limite »* comme des engins eurostratégiques, dans son intervention télévisée du 16 novembre dernier ; l'autre pourrait concerner la *« guerre des étoiles »* chère à M. Reagan et pour laquelle la France vient de demander, au grand dam de Washington, un moratoire de cinq ans.

Y a-t-il là matière à un communiqué commun ou à une déclaration d'une autre nature ? On s'y refuse à Paris et on exclut que le voyage en URSS donne lieu au moindre texte commun. Les Soviétiques, pourtant, ont lourdement insisté, car pour eux la forme l'emporte sur le fond. Inquiets, les Français en sont maintenant à détecter les pièges qui pourraient leur être tendus : « caviardage » dans la presse soviétique des toasts qui seront portés lors du grand dîner au Kremlin du jeudi 21 juin, déclaration unilatérale des Soviétiques présentée comme un texte conjoint, silence à propos de la conférence de presse que doit donner M. Mitterrand, le vendredi après-midi, report impromptu des entretiens au plus haut niveau qui ne figurent pas encore dans le programme officiel de la visite diffusé par l'Elysée...

La confiance, on le voit, ne règne pas. D'autant plus que le président a bien l'intention d'évoquer les principales pierres d'achoppement des relations franco-soviétiques, qui ont nom Afghanistan, Pologne, accords d'Helsinki, équilibre des forces en Europe. Le tout *« sans complaisance »*, même s'il revient à M. Mitterrand d'avoir demandé aux Soviétiques de se rendre samedi à Volgograd (ex-Stalingrad) pour y rendre hommage aux sacrifices du *« grand peuple russe »*.

Le bilatéral ne sera pas, bien sûr, absent de cette visite, mais là encore les problèmes ne manquent pas. Comme l'a rappelé M. Delors avec franchise lundi soir à la télévision, Moscou *« punit »* depuis plusieurs années déjà Paris de sa mauvaise volonté en signant avec des entreprises ouest-allemandes des contrats qui pourraient tout aussi bien aller à des firmes françaises. D'où le déficit enregistré dans les échanges commerciaux et la possibilité envisagée à Paris de remettre en cause, s'il n'y est pas porté remède, certains achats de gaz. On n'en est pas encore là, mais les consignes données à Mme Cresson — qui sera du voyage, ainsi que M. Fiterman, — vont dans ce sens.

Le climat est donc étrange à la veille du départ du président de la République. Les Soviétiques joueront-ils le jeu de l'amitié franco-soviétique retrouvée ou chercheront-ils à mettre leur invité dans l'embarras pour lui faire payer son « atlantisme » en général et sa prise de position en faveur des euromissiles de l'OTAN en particulier ? Faute de pouvoir répondre à la question, on préfère ouvrir l'œil dans l'entourage du président de la République pour déceler à l'avance les pièges qui pourraient avoir été tendus.

JACQUES AMALRIC.

DIPLOMATIE

L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE VEUT DONNER UN NOUVEL ÉLAN A SES ACTIVITÉS

L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, qui regroupe des parlementaires des sept pays membres de cette organisation, la seule compétente pour traiter des problèmes de défense européenne, a ouvert, lundi 18 juin à Paris, sa trentième session, une semaine après la réunion de son conseil ministériel (*le Monde* du 14 juin). Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de la RFA, de l'Italie et des trois pays du Benelux ont désigné comme président M. Jean-Marie Caro, député UDF (CDS) du Bas-Rhin, et personnalité attachée de longue date à la construction européenne.

Cette session parlementaire survient à un moment où, de différents côtés et notamment à Paris, on souhaite réactiver l'UEO. Une telle démarche répond à la situation de tension qui caractérise actuellement les rapports Est-Ouest, mais aussi au souci de certains gouvernements européens de ne pas donner à leurs opinions publiques respectives le sentiment que ce sont les seuls Américains — notamment dans la controverse sur les euromissiles — qui organisent et coordonnent les efforts de défense du Vieux Continent. L'Union de l'Europe occidentale entretient avec l'OTAN, à laquelle appartiennent tous ses membres, des rapports très étroits. Mais elle voudrait affirmer, au sein de cette communauté atlantique, une voix plus spécifiquement européenne, que le poids du dispositif militaire américain a souvent tendance à étouffer quelque peu.

Cette réactivation suppose, notamment, une meilleure coopération entre le conseil et l'assemblée de l'UEO, et une réflexion plus politique sur les questions de défense. A cette réflexion, qui consistera, en particulier, à examiner les implications de certaines situations régionales (par exemple le Proche-Orient) pour la sécurité de l'Europe, les dirigeants de l'organisation souhaitent associer l'opinion publique et les gouvernements. Ils regrettent que ces derniers ne prennent pas la juste mesure de l'instrument d'information et de proposition que constitue l'UEO, et se félicitent que, du côté français, on paraisse y porter un intérêt nouveau.

Il est vrai que les ambitions de l'Union de l'Europe occidentale se heurtent parfois, pour ne pas dire souvent, à certaines différences d'appréciation entre ses membres. Les arrière-pensées, notamment britanniques, et les petites escarmouches qui ont précédé la désignation de M. Caro, si feutrées qu'elles aient été, l'ont bien montré. De même pour la première journée de débat, lundi : un représentant français (M. Drefus-Schmidt, P.S.) a contesté la présentation du comportement d'Israël au Liban et dans les territoires occupés qu'avait faite le rapporteur britannique, lord Reay (conservateur), la jugeant excessivement sévère pour Jérusalem.

Une grande identité de vues, en revanche, s'est manifestée à propos de la guerre du Golfe. Celle-ci pourrait fournir à l'UEO l'occasion de confier à l'un de ses organes, l'Agence pour le contrôle des armements, la mission de vérifier la véracité de la déclaration des Etats membres selon laquelle ils n'ont pas fourni aux belligérants, même indirectement, les armes chimiques qui ont pu être utilisées dans ce conflit.

BERNARD BRIGOULEIX.

M. MITTERRAND REÇOIT MM. FITZGERALD, MARTENS, LUBBERS ET THORN

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne se sont réunis à Luxembourg, lundi 18 et mardi 19 juin, pour préparer le conseil des Dix, qui aura lieu les 25 et 26 juin, à Fontainebleau. Aucun progrès notable n'a été enregistré, au cours de la première journée de la réunion, sur la question de la contribution budgétaire britannique, qui dominera le sommet de la semaine prochaine.

A Bonn, d'autre part, un porte-parole officiel a indiqué que la RFA souhaitait voir inscrire à l'ordre du jour de la rencontre de Fontainebleau le problème de l'aide aux agriculteurs ouest-allemands, après le refus opposé à ce sujet à la demande du gouvernement fédéral par la Commission de Bruxelles.

A Paris, M. Mitterrand, président en exercice du conseil européen jusqu'au 30 juin prochain, multiplie les contacts avec les chefs de gouvernement des Dix, avant de quitter, mercredi, la capitale pour Moscou. Il a reçu, lundi après-midi, le premier ministre irlandais, M. FitzGerald, puis celui de Belgique, M. Martens, et devait s'entretenir, mercredi matin, avec M. Lubbers, chef du gouvernement néerlandais. Ce mardi en fin d'après-midi, en outre, M. Mitterrand recevait le président de la Commission des Communautés européennes, M. Thorn.

PROCHE-ORIENT

Liban

La visite du vice-président syrien M. Khaddam semble avoir réglé la crise au sein du cabinet Karamé

De notre correspondant

Beyrouth. — M. Khaddam est venu au Liban et en est reparti sans que, pour faire pression dans un sens ou dans un autre, les milices ennemies aient eu recours aux canons. Ce « résultat » est accueilli ici avec satisfaction. La population des deux secteurs de Beyrouth était excédée de l'impasse totale dans laquelle le gouvernement dit d' « *union nationale* » s'est fourvoyé depuis qu'il a obtenu, il y a une semaine, l'investiture du Parlement. Elle se demandait si la visite du vice-président de la République syrien se traduirait par une stabilisation du *statu quo* et une relance du dialogue interne, ou si, au contraire, elle allait susciter une explosion de violence.

M. Khaddam paraît avoir réussi à *remettre sur les rails* le gouvernement. Il a annoncé lundi, au terme d'une *journée-marathon* d'entretiens, être parvenu avec ses interlocuteurs « *à ce que l'on pourrait qualifier d'accord (...) de nature à aider le pouvoir au Liban, à surmonter la situation actuelle et à passer à une situation nouvelle (...)* ». Il a ajouté : *Le conseil des ministres se réunira*.»

Le chef de gouvernement, M. Rachid Karamé, a précisé que ce conseil des ministres se tiendrait « *mercredi comme d'habitude* », habitude qu'il n'était plus possible de respecter depuis deux semaines. Seul le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, hospitalisé pour surmenage, n'était pas au rendez-vous de M. Khaddam.

L'accord élaboré porte sur deux points. L'armée, dont le commandant en chef doit être remplacé, serait dotée d'un « comité militaire » formé de six officiers supérieurs représentant chacune des six principales *communautés* du Liban, *ainsi* que d'une direction générale des renseignements qui serait confiée à un officier chiite. En outre, un plan de sécurité applicable *dans un premier* temps à Beyrouth et à sa banlieue viserait à « *consolider le cessez-le-feu, à rouvrir les voies de jonction entre les deux secteurs de la capitale, à rétablir l'activité du port et de l'aéroport et à assurer le ramassage des armes* ».

Cet accord sera-t-il appliqué ? On ne se fait pas trop d'illusions ici et l'on n'attend guère une véritable restructuration de l'armée, encore moins un « *ramassage des armes* », tarte à la crème servie lors de chaque médiation dans la crise libanaise. Toutefois, si le gouvernement se mettait au travail, il pourrait au moins s'occuper de constituer le comité constitutionnel qui doit commencer à élaborer les structures du Liban de demain.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Un coup à droite, un coup à gauche

De notre correspondant

Jérusalem. — Un coup à droite, un coup à gauche. En vingt-quatre heures, la commission centrale des élections a disqualifié vendredi tour à tour deux listes « *extrémistes* » en lice pour les élections législatives israéliennes du 23 juillet. Il s'agit de celle présentée par le mouvement d'extrême droite Kach, du rabbin Meir Kahane (*le Monde* du 19 juin) et de la Liste progressiste pour la paix, qui regroupe des personnalités juives et arabes favorables à la création d'un Etat palestinien.

Présidée par un juge de la Cour suprême, M. Jean-Gabriel Bach, la commission centrale des élections rassemble une trentaine de députés appartenant à tous les groupes représentés à la Knesseth. La disqualification du mouvement Kach a été votée à une nette majorité — dix-huit voix pour, dix contre, sept abstentions.

En justifiant sa décision, la commission a précisé que « *le mouvement Kach milite en faveur de positions racistes et antidémocratiques, accorde publiquement son appui à des actions terroristes, allume la rancœur et la haine entre les divers secteurs de la population, porte atteinte aux sentiments religieux de certaines communautés, et sape les fondements mêmes de la démocratie israélienne* ». Le rabbin Kahane et ses amis prônent l'expulsion de tous les Arabes de l'Etat hébreu.

C'est à une majorité un peu plus faible — dix-sept pour, douze contre, quatre abstentions — que la commission a décidé l'interdiction de la Liste progressiste pour la paix. Le Likoud et les partis progressistes de la coalition au pouvoir ont approuvé l'interdiction, contrairement au vœu de l'opposition. Le Parti travailliste avait cependant laissé la liberté de vote à ses députés, après que trois d'entre eux favorables à l'interdiction eurent préféré ne pas participer à la réunion.

La Liste progressiste pour la paix milite en faveur de la restitution par Israël de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est. Dirigée par un avocat arabe de Haïfa, M. Mohamed Miairi, elle comprend notamment le journaliste Uri Avnery et le général de réserve Matti Peled. Tout en reconnaissant que les informations fournies par les services de sécurité étaient « *ambivalentes* », le juge Bach, qui s'est abstenu, a souligné que les leaders de la liste avaient critiqué la déclaration d'indépendance de l'Etat juif et la « *loi du retour* », fondement du sionisme, et qu'ils avaient pris des positions « *équivoques* » envers l'OLP. MM. Avnery et Peled, deux des plus célèbres « *colombes* » du pays, ont rencontré à plusieurs reprises les dirigeants de la centrale palestinienne au cours des dernières années. Les leaders des deux listes interdites ont interjeté appel devant la Cour suprême, qui devra se prononcer avant deux semaines.

J.-P. LANGELLIER.

M. JOSPIN ET LA CAPITALE D'ISRAËL (suite)

M. Youssef Ben Abbès, ambassadeur du Maroc à Paris et doyen du corps diplomatique des Etats islamiques en France, a adressé à M. Lionel Jospin sa « *protestation la plus énergique* » à la suite des déclarations que le premier secrétaire du parti socialiste avait faites sur le choix de la capitale d'Israël.

M. Jospin avait déclaré, le 4 juin, sur les antennes de la radio des communautés judaïques Radio J : « *En tant qu'individu, je préférerais de beaucoup que la capitale soit à Jérusalem plutôt qu'à Tel-Aviv. Mon cœur va du côté de Jérusalem. Je crois que c'est en direction de l'Etat (...) que cette question doit être posée. Le PS pour sa part n'y serait pas hostile.* »

Ces propos « *scandalisent tous les représentants des pays musulmans et arabes et blessent profondément tous les musulmans en France et dans le monde* », écrit l'ambassadeur dans sa lettre adressée le 14 juin. La lettre, précise l'ambassadeur en post-scriptum, a été rendue publique lundi 18 juin, au lendemain des élections européennes, « *afin de ne pas interférer dans la campagne électorale* ».

« *Même des raisons électoralistes pour gagner des voix juives françaises, en méprisant peut-être les voix des Français musulmans pourtant plus nombreuses, ne sauraient suffire à expliquer le sens de vos graves propos* », estime l'ambassadeur.

M. Jospin avait, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, le 10 juin dernier, atténué ces premiers propos en précisant (*le Monde* du 12 juin) : « *Sur ce point, je me suis laissé entraîner. Il est honnête de dire, pour corriger mon propos en direction de ceux auprès de qui je l'ai tenu, que le PS n'a pas, sur ce point, établi de position (...). Il reste donc l'expression d'un propos personnel, et il me paraît préférable et honnête de le préciser ici.*

Plusieurs personnalités en vue figurent parmi les membres du réseau terroriste juif

Jérusalem (*AFP*). — Les vingt-trois inculpés du réseau terroriste juif anti-arabe, dont les noms ont été publiés le lundi 18 juin pour la première fois à la suite d'une décision du tribunal de Jérusalem, sont des personnalités en vue des implantations juives de Cisjordanie et du plateau du Golan.

Menahem Livni, vingt-six ans, de Kyriat Arbat, en Cisjordanie, ingénieur électronicien, commandant (réserve) d'un bataillon du génie, est présenté comme la figure centrale du réseau démantelé à la fin avril. Livni est accusé d'avoir participé à la préparation et à l'exécution de pratiquement toutes les opérations du réseau entre 1980 et 1984.

Yehoudah Etsion, trente trois ans, un des fondateurs d'Ofra, une implantation juive en Cisjordanie, a participé au triple attentat contre les voitures des maires palestiniens de Naplouse, Ramallah et El Bireh, MM. Bassam Chakaa, Karim Khalaf et Ibrahim Tawil, au cours desquels MM. Chakaa et Khalaf avaient été grièvement blessés le 2 juillet 1980.

Le capitaine Yechoua Ben Shoshan, trente-quatre ans, de Jérusalem, en poste dans le sud de la Cisjordanie, est soupçonné d'avoir participé à toutes les opérations du réseau terroriste.

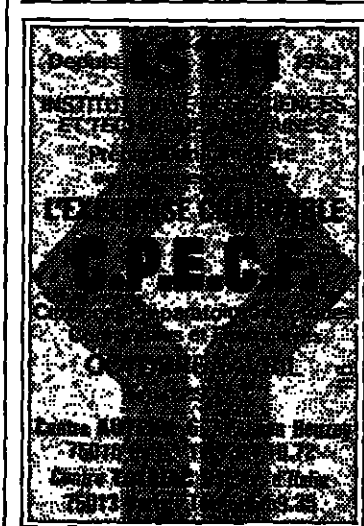
Parmi les autres inculpés importants figurent également Moshe Zar, quarante-sept ans, de Karnei-Shomron, une implantation juive en Cisjordanie, agent immobilier, qui a participé à l'attentat contre Bassam Chakaa ; le rabbin Dan Beeri, trente-trois ans, catholique d'origine française converti au judaïsme, dirigeant d'une institution éducative à Kyriat-Arba. Il est accusé d'avoir aidé à la préparation d'un attentat contre les mosquées du mont du Temple à Jérusalem.

QUATRE OFFICIERS IRANIENS DÉTOURNENT UN AVION ET DEMANDENT L'ASILE POLITIQUE EN FRANCE

Quatre officiers de la marine iranienne, qui avaient détourné, vendredi 15 juin, sur la base aérienne militaire de Bandar-Abbas, au sud de l'Iran, un Fokker F-27 de la marine iranienne avec, à son bord, trois autres militaires et un civil, ont demandé l'asile politique à la France. L'appareil s'était posé mardi 19 juin, à 3 heures, sur l'aéroport de Nice, en provenance d'Italie.

En début de matinée, les quatre officiers ont accepté de quitter l'avion pour suivre les fontionnaires de la police de l'air et des frontières (PAF), tandis que les quatre autres passagers demandaient à retourner en Iran.

Pour Radio-Téhéran, l'appareil « *a été volé par des agents du sionisme international* », après « *un complot triangulaire entre Israël, l'Egypte et la France* », dans le but de « *détourner l'attention du monde musulman de la Journée mondiale d'Al Qods (Jérusalem)* », qui doit avoir lieu le 29 juin. Cette journée est une création de la république islamique d'Iran et n'est pas reconnue par de nombreuses organisations arabes.

AFRIQUE

Tunisie

Le président Bourguiba a gracié les huit condamnés à mort des « émeutes du pain »

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba a gracié, mardi 19 juin, les huit « *émeutiers du pain* » condamnés à mort et dont la Cour de cassation avait rejeté le pourvoi (*le Monde* du 16 juin). Leur peine a été commuée en travaux forcés à perpétuité.

La grâce présidentielle devrait grandement contribuer à une décrispation de l'atmosphère politique, qui se ressent encore de la grave crise que le pays a vécue au début de l'année à la suite de l'augmentation du prix du pain. Elle avait été encore accrue par la sévérité des verdicts prononcés contre les émeutiers. A n'en pas douter, la décision du chef de l'État renforcera à l'extérieur l'image d'une Tunisie pays de mesure, de justice et de tolérance, où l'esprit de vengeance et les exécutions sommaires n'ont droit de cité.

M. Bourguiba a arrêté sa position après avoir pris connaissance des dossiers des condamnés préparés la veille par la commission des grâces et qui lui étaient transmis par le premier ministre, M. Mohamed Mzali. On croit savoir que ce dernier avait plaidé l'indulgence.

La clémence du combattant suprême, dont il a su souvent faire preuve par le passé, sauf à l'égard des condamnés de droit commun, était espérée. Le sort des huit jeunes gens, de dix-huit à vingt-deux ans, qui s'étaient vu infliger la peine capitale à la suite de la mort, par jets de pierres, de deux automobilistes lors des émeutes du 3 janvier dans la capitale, avait suscité diverses démarches d'organisations humanitaires politiques et professionnelles tunisiennes et d'appels au président émanant de l'étranger — de France notamment — pour qu'il use de son droit de grâce.

Outre l'aspect humanitaire de cette affaire, auquel il a été très certainement sensible, le chef de l'Etat a probablement tenu compte du doute qui subsistait quant à la réelle culpabilité des condamnés. En outre, la conduite de leur procès avait été incontestablement entachée de diverses irrégularités que l'on ne niait pas jusque dans certains cercles politiques du pouvoir.

Le gouvernement s'était toutefois retranché derrière l'indépendance de la justice pour ne pas intervenir. En revanche, une fois la procédure judiciaire terminée plusieurs ministres, à commencer par M. Mohamed Mzali, ont fait connaître leur sentiment au chef de l'Etat. Déjà, lundi, le comité directeur de la Ligue des droits de l'homme s'était félicité de l'« *écho favorable* » qu'il avait trouvé auprès du chef du gouvernement lorsqu'il était venu plaider devant lui la grâce des condamnés.

MICHEL DEURÉ.

Mozambique

Des postes-clés sont confiés à deux artisans du pacte de sécurité avec Pretoria

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Deux des principaux négociateurs mozambicains de l'« *accord de non-agression* » signé, le 16 mars à Nkomati, avec l'Afrique du Sud viennent de se voir confier des postes-clés, à la faveur d'un remaniement gouvernemental rendu public le 15 juin à Maputo. Le colonel José Oscar Monteiro troque le ministère de la justice contre celui de l'intérieur, tandis que le colonel Sergio Vieira, ministre adjoint de la défense depuis la mi-janvier, prend le portefeuille de la sécurité (1).

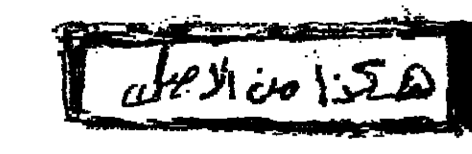
En plaçant des hommes de confiance à la tête des ministères de l'intérieur et de la sécurité, dont les titulaires ont été limogés (le lieutenant-général Armando Guebuza demeure sans affectation et le général Mariano Matsinhe est nommé gouverneur de la province de Niassa), le président Machel cherche à rétablir la discipline au sein des forces de défense du pays. La lutte contre les « *bandits armés* » de la Résistance nationale du Mozambique (RNM) a, en effet, conduit à des abus contre la population civile, notamment à des arrestations et à des détentions arbitraires.

En avril, le comité central du Front de libération du Mozambique (Frelimo), parti unique au pouvoir, avait dénoncé « *les déviations et les violations de la Constitution* » par les services de sécurité et les groupes de miliciens. Il en avait appelé à la continuation de « l'« *offensive de légalité* » lancée, en novembre 1981, par M. Machel. Le chef de l'Etat lui-même, qui, en mai 1983, avait personnellement pris en mains les affaires de défense, qui exigent « *d'être centralisées au plus haut niveau* », avait publiquement mis en cause les deux ministres intéressés.

Lors d'une réunion, le mois dernier à Nampula, il s'était interrogé : « *Comment est-il possible qu'il existe des situations arbitraires et illégales alors que nous sommes si bien organisés et que les tâches de chacun sont si clairement définies ?* » Il avait même admis que « *dans [nos] villes, le comportement de la police est pire que celui de la police coloniale...* »

J. de B.

(1) M. José Carlos Lobo, ministre des ressources minérales, est nommé vice-ministre des affaires étrangères. Le portefeuille de la justice est confié à M. Ossumane Ali Dauto.



AFRIQUE

Algérie

Le nouveau code de la famille prend en charge le progrès sans tourner le dos à la religion islamique

souligne le ministre de la justice

De notre correspondant

Alger. – Peu d'informations officielles sur le contenu des nouvelles dispositions votées par les députés ayant filtré après l'adoption du code de la famille (*le Monde* du 1er juin), les Algériens s'interrogeaient sur les conséquences pratiques de ce vote. Le ministre de la justice, M. Boualem Baki, a mis un terme aux spéculations en présentant lundi 18 juin, à la presse nationale et étrangère, le texte qui sera publié dans quelques jours par le *Journal officiel*, et, innovation notable, en répondant à toutes les questions des journalistes, en compagnie du ministre de l'information, M. Bachir Rouis.

Dans ses propos préliminaires, M. Baki a rappelé que ce code complète un vide juridique datant de l'indépendance et qu'il avait fallu du courage à la direction politique pour faire aboutir le projet en bravant certains « tabous ». Il a aussi déclaré : « *Ce texte n'est pas un code de la femme, c'est un code de la famille dans son ensemble ; c'est un volet du dossier « Organisation de la famille » qui a fait l'objet de décisions au niveau du comité central, par exemple en matière de régulation des naissances. La femme algérienne n'a pas besoin d'une loi qui définisse ses droits ; ceux-ci sont garantis par la Constitution à égalité avec l'homme.* »

Parlant de la « philosophie » *du code, le ministre a dit que celui-ci prend en charge le progrès, sans tourner le dos aux principes de la religion islamique bien comprise. « Le législateur a été guidé par le Coran et la sainte tradition du prophète. »* Mais « *les vues de certains docteurs de l'islam ont été écartées* ». L'idée de base est que la famille est la cellule essentielle de la société. « *La famille est fondée sur la légitimité. Toute idée de concubinage ou d'union libre est écartée. Loin de nous ces genres de vie commune, contre nature.* »

« *Le mariage n'est pas un contrat comme un autre*, a poursuivi M. Baki. *La femme n'est pas une marchandise qu'on peut vendre ou acheter. Présentée par le prophète comme la sœur jumelle de l'homme, elle ne peut être mariée sans son consentement express.* »

Le divorce « *ne peut être qu'un remède à certaines situations* ». Le ministre a souligné à ce propos que les séparations de couples sont moins nombreuses en Algérie qu'on ne l'a dit parfois. Seulement un divorce pour six mariages. En cas de rupture du lien conjugal, la garde des enfants est confiée en priorité à la lignée maternelle (la grand-mère se substituant à la mère si celle-ci est déchue de ses droits).

Cette disposition sera valable en *cas de divorce d'un couple mixte*, a précisé le ministre. C'est là une *innovation importante, mais évidemment* sans effet rétroactif. Une Al*gérienne ne peut pas se marier* avec un non-musulman, mais un Algérien *peut épouser une chrétienne ou une* israélite. Les divorces de ces couples étrangers *donnaient* lieu, *jusqu'à* présent, à des drames ou à des contentieux *relatifs* à la garde des enfants, selon que le divorce était prononcé.

En Algérie ou en France, les décisions de justice étaient souvent différentes, ce qui amenait les pères algériens à de vives réactions. Une association nationale de défense des enfants enlevés s'est constituée en France. Selon elle, vingt mille mariages mixtes (pas seulement franco-algériens) sont contractés chaque année dans l'Hexagone ; un sur trois est suivi d'un divorce. Or, assure l'association, un millier d'enfants sont enlevés chaque année après ces divorces. L'enlèvement est dans 80 % des cas le fait du père musulman et « *pour plus de 50 %, il s'agit de ressortissants algériens* », assure l'association. Une délégation *des mères concernées a annoncé son* intention de se rendre à Alger du 6 au 11 juillet, et Mme Simone de Beauvoir a écrit au président Chadli *pour lui demander de recevoir ces* femmes.

Sans faire directement allusion à cette entreprise, le ministre de la justice a cité des chiffres qui relativisent le problème. Il a affirmé que des mères françaises avaient aussi enlevé des enfants en Algérie. Il a ajouté que l'Algérie était décidée à faire exécuter des jugements rendus en France, même si ceux-ci « *sont teintés d'une certaine discrimination* ».

Cette parenthèse fermée, M. Baki a poursuivi l'exposé des éléments essentiels du code attendu par la population. Assurant que la polygamie existait avant l'islam et que celui-ci en avait limité la coutume, il a déclaré que le mari ne pourrait contracter un autre mariage que dans des cas très restrictifs : « *stérilité de la première femme ou maladie incurable* ».

Un autre débat délicat avait trait à l'adoption. « *Celle-ci*, a dit M. Baki, *est possible, mais sans octroi de nom. L'adoption avec octroi de la filiation est interdite. Mais ce qu'on appelle le recueil légal est encouragé. L'enfant recueilli peut être de parents connus ou inconnus.* »

S'agissant de la représentation légale, le ministre a insisté sur le fait que, d'après le code de la famille, la femme est tutrice légale de ses enfants après le décès du père, même si le grand-père est encore vivant. Elle peut être curatrice et tutrice testamentaire d'enfants autres que les siens.

Le code innove sur plusieurs points en matière de succession dans le sens du renforcement du droit des enfants. Une disposition concerne les personnes de confessions différentes. Celles-ci ne peuvent toujours pas hériter normalement l'une de l'autre, mais un legs par testament devient possible. La part d'héritage demeure inégale entre fils et filles de mêmes parents ; cela se justifie, a dit le ministre, par le fait que les devoirs de l'homme et de la femme sont différents. La femme a droit au travail mais n'est pas tenue de subvenir aux besoins de la famille. Cette obligation incombe au père. La jeune fille est prise en charge par sa famille, puis, une fois mariée, par son époux.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Asie

● *L'Afghanistan et les relations franco-soviétiques.* – Dans une pétition au président de la République, en faveur du peuple afghan, Afrane (Amitié franco-afghane) (1) « *exprime le souhait qu'aucune action tendant à développer les relations de la France avec l'URSS ne soit engagée tant que se poursuivra l'occupation militaire soviétique de l'Afghanistan* ». Rappelant les déclarations antérieures de M. Mitterand à propos de l'Afghanistan, la pétition déclare encore : « *Nous savons que le peuple afghan apprécie les positions prises par la France en ce domaine et attend d'elle des actions toujours plus fermes. Nous vous remercions par avance d'intervenir énergiquement en toute occasion pour que l'URSS renonce à sa tentative d'asservissement de l'Afghanistan, tentative marquée en ce printemps de 1984 par une intensification des opérations de l'armée soviétique, frappant surtout la population civile afghane.* »

(1) Afrane (Amitié franco-afghane) BP 254, 75524 Paris Cedex 11. Tél. : 336-75-25.

LIGNE 1 OLIVETTI L'AUTRE APPROCHE INFORMATIQUE

Imaginez d'obtenir une réponse immédiate à toutes les questions que vous vous posez sur la marche de votre entreprise et dans tous les domaines à la fois. C'est possible, aujourd'hui, grâce aux systèmes multifonctions de la Ligne 1 Olivetti.

Les systèmes multifonctions de la Ligne 1 Olivetti traitent simultanément et en temps réel des problèmes de gestion, de programmation, de recherche, de conception et de production, sans oublier les applications de plus en plus nombreuses de la bureautique. La philosophie de la Ligne 1 veut que toutes les informations de l'entreprise soient mémorisées dès leur naissance et puissent être rappelées instantanément au moment où le besoin s'en fait sentir. Finis les travaux en double, les attentes, les erreurs.

Une configuration de la Ligne 1 peut comprendre un nombre pratiquement illimité de postes de travail dont le degré de spécialisation et la puissance sont dosés en fonction des besoins effectifs.

La souplesse de l'architecture décentralisée permet de faire évoluer progressivement la configuration et élimine les risques de suréquipement.

Grâce à leur logiciel, les systèmes de la Ligne 1 Olivetti sont faciles à utiliser, faciles à programmer.

Olivetti : l'autre approche de l'informatique.



olivetti

Pour connaître le point de vente le plus proche de chez vous et recevoir une documentation détaillée sur la Ligne 1, retournez ce bon à Olivetti France Marketing L.1. 91, rue du Fbg St-Honoré, 75383 Paris Cedex 08.

NOM

FONCTION

SOCIÉTÉ

ADRESSE

TÉL.

L'Ouganda sous la terreur

I. – Quand les forces de l'« ordre » tuent et pillent

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Namugongo. – « *UNLA boys* » (1) : le crime est signé à la craie sur un des murs du séminaire anglican de Namugongo, au bas d'un *acte d'accusation en luganda* qui vaut verdict : « *Vous, chrétiens, vous essayez d'abriter les guérilleros, vous allez tous mourir.* » Le révérend Godfrey Bazira est exécuté, *et ses étudiants sont* malmenés. Pendant quatre jours, du lundi 21 au vendredi 25 mai, au dire des témoins, quelque trois cents soldats de l'armée régulière, venus de Kampala, à 14 kilomètres de là, en camions et en véhicules blindés, occupent et dévastent les lieux où, le 3 juin 1886, trente-deux pages du kabaka, le roi du Bouganda, furent brûlés vifs pour avoir refusé de renier leur foi. Sous prétexte de traquer les « bandits » de l'« armée nationale de résistance » (NRA) qui, quelques heures plus tôt, non loin de là, avaient attaqué la station satellite de Mpoma, les militaires se livrent, aux alentours, à de sanglantes *représailles* contre *tous ceux qui ont* le tort de se trouver sur leur chemin. Le dernier bilan, qui ne prend pas en compte les disparus, fait état de plus de cent morts...

Une « longue agonie »

Les forces de l'« *ordre* » saccagent et pillent systématiquement les villages *environnants, égorgeant* le bétail et mettant le feu à plus de soixante-dix maisons. Sur le mur de l'une de ces cases – celle d'un instituteur, – ils griffonnent « *Lubiri cow-boys* » (2). Un centre catholique de retraités, situé près du sanctuaire de Namugongo, que Paul VI visita en août 1969, est mis à sac en bonne et due forme, du dispensaire jusqu'à la sacristie. Le butin – voitures, bicyclettes, télévisions, machines à coudre, matelas, médica*ments – est, ensuite, évacué par* camions et le trop plein de marchandises brûlé sur place. Ces vandales s'appliquent, en outre, à commettre des actes sacrilèges. Ils incendient ainsi la petite mosquée de Kito, non sans avoir pris soin, au préalable, d'y égorger un porc à l'intérieur et, une fois celui-ci bien rôti, de le déguster en utilisant comme assiettes des pages du Coran...

Dans un communiqué officiel – ce qui ne s'était encore jamais vu, – le gouvernement ougandais exprime ses « *profonds regrets* » pour les pertes de vies humaines et admet, en termes embarrassés, une certaine responsabilité de l'armée régulière dans ce massacre. « *Les soldats n'étaient pas saouls. Ils savaient très bien ce qu'ils faisaient* », raconte un témoin. Pour M. Paul Ssemegerere, président du Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition légale, « *il est clair que quelqu'un a poussé ces militaires à agir d'une manière si sauvage* ».

Malgré les assurances du gouvernement, la population a, aujourd'hui, déserté les lieux. Certains *y reviennent* le temps de ramasser dans leurs champs de quoi se nourrir. Cependant, le dimanche 3 juin, à l'occasion *du pèlerinage annuel, la* foule des grands jours avait envahi le sanctuaire de Namugongo. Dans son homélie, l'évêque catholique de Soroti a, alors, évoqué « *la longue agonie que le pays traverse* », tandis que, dans la sienne, l'évêque protestant de Kigezi a souligné : « *Ce qui s'est passé ici, se passe, hélas ! ailleurs en Ouganda.* »

Assurément, le massacre de Namugongo n'est pas une simple « bavure ». C'est un peu partout, à travers le pays, que l'armée régulière exerce de pareilles représailles contre la population civile, coupable, à ses yeux, d'« intelligence » avec les « *bandits* » de la NRA ou les assimilés. Ce fut le cas, fin février, lorsque les militaires reprirent le contrôle de Masindi, au nord de Kampala, tombée, pendant quelques heures, aux mains des dissidents conduits par leur chef, M. Yoweri Musuweni. Ce fut aussi le cas, début juin, *lorsque ces mêmes militaires* se présentèrent à Hoima, au nord-ouest de la capitale, sur les pas de ces mêmes dissidents.

Dans le Karamoja, au nord-est du pays, la chasse aux voleurs de bétail, engagée, depuis la mi-mars, par l'armée régulière avec le concours d'unités kényanes, a dégénéré en violences de tout genre : villages rayés de la carte, cultures détruites, bétail abattu. Des hélicoptères auraient même participé à ces opérations de « ratissage ». A Tokara, l'équipe d'*Hôpital sans frontières* (HSF) a interdiction de soigner les victimes de ces exactions. Les autorités ougandaises ont déjà « parqué » plusieurs milliers de familles dans les camps de Kapedo et de Namalu. Plus de vingt mille pasteurs et cultivateurs ont réussi à s'enfuir vers *le sud du Soudan, à quitter* une région où les semailles n'ont pas pu être faites et qui risque, la sécheresse aidant, de connaître, dans les mois à venir, une nouvelle famine.

Dans le sud de l'Ouganda, les persécutions continuent contre les Banyarwandas, auxquels le gouvernement de Kampala *persiste à dénier* la qualité de nationaux à part entière. Cent mille d'entre eux vivent dans des camps à l'intérieur du pays. Quarante mille autres ont trouvé asile, ces *dernières années, en* Tanzanie et au Rwanda (3). Dans un récent rapport, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies n'écarte pas la possibilité *d'une nouvelle flambée* de violence contre cette ethnie et se demande si « *le pouvoir central aura la volonté politique et les moyens matériels de la prévenir ou de la contenir* ».

Reste, dans le Bouganda, à proximité immédiate de la capitale, la tache noire que forment les trois districts « chauds » de Luwero, Mpigi et Mubende. Incapable de venir à bout de la dissidence qui infeste la région, l'armée régulière y pratique, faute de mieux, à l'encontre de la *population civile, une politique* de terreur. Certes, la quarantaine de camps que le gouvernement avait ouverts pour y mettre les paysans à l'abri des « mauvaises influences » des « bandits » de la NRA ont été, pour la plupart, récemment fermés, et leurs pensionnaires invités à regagner leur domicile. Cependant, beaucoup se sont rassemblés, pour des raisons de sécurité, autour des bourgs ruraux, d'autres encore vont et viennent entre leur maison et *leurs champs, prêts à disparaître* dans la nature à la moindre alarme, sitôt qu'ils ont vent de la présence de soldats dans les parages.

La situation a empiré dans ce secteur depuis l'automne dernier, si bien que l'armée régulière, aujourd'hui sur la défensive, ne prend plus de gants à l'égard des autochtones, *qu'elle rançonne, viole et* tue à volonté. Dans les villages, les jeunes du Congrès du peuple ougandais (UPC), le parti au pouvoir, jouent les mouchards. Derrière leurs *lunettes noires, ils épient tous ceux* dont le comportement leur paraît suspect et les remettent entre les mains des soldats, qui se chargeront de faire le « sale boulot ». Lorsqu'ils montent des opérations punitives, ceux-ci préfèrent attaquer leurs victimes à l'arme blanche au lieu d'utiliser des armes à feu, qui donneraient l'alerte. Saisissant contraste avec les illustrations du Manuel du combattant – traduit en anglais et en swahili – que le Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR) distribue aux unités en garnison dans la région et dans lequel on voit des militaires nourrir des enfants et secourir des vieillards.

Une anarchie rampante

Dans un tel climat de violence, les organisations humanitaires (CICR, Save the Children Fund, OXFAM) ont de plus en plus de mal à accomplir leur mission, soupçonnées qu'elles sont par les autorités ougandaises d'apporter, consciemment ou non, leur soutien aux dissidents. Il leur arrive donc fréquemment de se voir interdire l'accès au secteur pour des raisons qui sont souvent étrangères à des impératifs de sécurité. Au demeurant, le CICR doit, désormais, limiter ses distributions de nourriture aux deux hôpitaux et aux camps de Bukomero, Kiboga et Nakasi, et veiller à ne pas donner de rations pour plus de quatre jours...

Les écoles sont encore ouvertes dans le Luwero, mais les missions chrétiennes se sont repliées ailleurs. Aux mains d'une équipe de médecins allemands, le seul hôpital du secteur – celui de Nakasere – est accessible aux seul patients qui peuvent montrer aux barrages *routiers* la quittance de leurs impôts. Le but de la manœuvre est d'empêcher les suspects que sont *à priori* les « personnes déplacées », démunies de tout papier officiel, *d'aller s'y faire* soigner. Si, aujourd'hui, les paysans ne sont pas harcelés dans leurs champs, c'est simplement parce que l'armée y trouve son compte et a déjà *confisqué* une bonne partie des récoltes de maïs, de haricots et de bananes, dont elle se nourrira, et de café, *qu'elle écoulera* sur les marchés.

A côté de ces crimes et exactions commis ouvertement et sans vergogne, il y en a beaucoup d'autres dont *les forces de l'« ordre » se rendent* coupables dans le secret des cachots. Les plus « heureux » des « politiques » et des « droits communs » sont les pensionnaires des quatre-vingt-treize prisons et commissariats de police placés sous le contrôle du ministère de l'intérieur que le CICR *a obtenu le droit de visiter. Ses délé*gués ont, aujourd'hui, presque achevé leur tournée et vu ainsi plus de dix mille détenus. Ils ont notamment pu apporter à ceux-ci une aide matérielle – sous forme de couvertures, de matelas, de savon, etc. – et morale en transmettant du courrier à leurs familles.

Mais qu'en est-il des prisonniers *gardés au secret, notamment dans* les casernes de la capitale : Buya, Lubiri, Makindye ? Les très rares Ougandais qui ont pu s'en échapper continuent de décrire, aujourd'hui encore, les scènes d'horreur dont ils ont été les témoins et parfois les victimes. Ces détenus, promis à une *mort presque certaine, sont de pré*tendus dissidents ou bien des individus dont l'armée cherche à s'approprier les biens. Un « long métrage », produit par les services *cinématographiques de la NRA (sic)* et tourné au lendemain de l'attaque de Masindi, montre, dans des fosses communes, situées au sud de Luwero, les cadavres d'hommes plu*tôt jeunes, le crâne* fracassé à coups de barre de fer, dont tout porte à croire, selon des observateurs, qu'ils ont été jetés là par les geôliers de Makindye.

D'aucuns dressent la longue liste des centres d'interrogatoires à Kampala dans lesquels les suspects sont passés à *la question : Nile Mansion*, Afro-Motors, Milton Obote Foundation, Uganda House, Argentina House, et, semble-t-il, depuis peu, State Security Center, dans le quartier de Nakasere. *Les milices* privées des principaux dirigeants du pays, notamment celle du très redouté C.R. Rwakasiisi, ministre d'Etat auprès de la présidence de la République, participent activement à cette chasse aux « dissidents », allant, si nécessaire, comme cela se pratique encore, les traquer au Kenya, dans les rues de Nairobi...

Et puis, en bout de chaîne, il y a cette violence qui finit par passer inaperçue, banale à force d'être quotidienne, *celle de ces gens en uni*forme – comment les appeler autrement ? – qui, pour leur propre compte ou celui d'un chef de bande, gratuitement ou par sadisme, tuent *et violent, saccagent et volent.*

Le 27 mai, à 10 heures du matin, à Kabale, à 400 kilomètres au sud de Kampala, un soldat a « descendu » en pleine rue le jeune fils d'un pasteur anglican. Le 5 juin, à 7 heures du matin, dans la banlieue de la capitale, sur la route de Hoima, un militaire a « fait un carton » sur un taxi collectif, blessant plusieurs passagers. Simples faits divers : ni l'un ni l'autre de ces « tireurs d'élite » ne seront inquiétés... La nuit, à Kampala, les rafales d'armes automatiques aussi bien que les cris des femmes aux prises avec des pillards ou des soudards ne semblent plus guère troubler le sommeil des habitants. Il faut être étranger pour s'émouvoir encore.

Sur les routes, le long des voies ferrées et, parfois même, aux portes *de certains ministères, notamment* celui de l'information, les militaires font la manche sous couvert d'un contrôle d'identité. La solde mensuelle – 2 000 shillings, soit 40 francs, – lorsqu'il arrive qu'elle leur soit versée, est, il est vrai, bien *loin de nourrir son homme.* D'ordinaire, le « péage » au paiement duquel les étrangers sont soustraits est de 100 shillings, soit 2 francs. Il y a des barrages officiels établis sur ordre supérieur. *Le sous-officier fixe à* ses hommes la recette qu'il en attend : « *25 000 shillings pour moi, le reste pour vous.* » Il y a aussi des barrages « sauvages » dressés par un individu en uniforme qui travaille pour son propre compte. Inutile, dans l'un ou l'autre cas, de vouloir parlementer : s'il n'est pas solvable, celui qui voyage en train est, par exemple, invité à en descendre et à continuer son chemin à pied...

Face à cette anarchie rampante qui autorise toutes les violences, beaucoup d'Ougandais concluent que la situation du pays n'a jamais été pire et les voies de fait plus nombreuses. « *Idi Amin Dada contrôlait son armée*, entend-on dire. *On ne voyait pas de gens en uniforme jouer au petit soldat. Les paysans n'étaient pas parqués dans des camps et on ne brûlait pas les villages. A cette époque-là, la justice était expéditive mais sélective : elle visait tous ceux qui, de près ou de loin, portaient ombrage au dictateur. Maintenant, avec Milton Obote, on tue n'importe qui sans raison. Plus personne n'est à l'abri des lubies de la soldatesque.* » Il faut que l'Ouganda soit tombé bien bas pour qu'aujourd'hui, en désespoir de cause, beaucoup d'autochtones en viennent à réhabiliter, d'une certaine manière, l'image d'Amin Dada, à admettre que les régimes « *de meurtre et de terreur* » ne se ressemblent pas tous, qu'il en existe de plus mauvais que d'autres...

SOUDAN
OUGANDA
KENYA
ZAÏRE
TANZANIE
RWANDA
0 km 300
KAMPALA
Adjumani
Kitgum
Gulu
Arua
Koboko
Masindi
Hoima
Soroti
Mt ELGON 4321
Mbale
Kiboga
Luwero
Jinja
Fort-Portal
Mubende
Entebbe
Masaka
Kabale
L. Édouard
Lac Kiwu
LAC VICTORIA

(1) Uganda National Liberation Army.

(2) Lubiri est une des trois grandes casernes de Kampala.

(3) Selon le HCR, environ huit cent mille Ougandais – citoyens ou résidents, – soit 6 % de la population totale du pays, sont des « personnes déplacées » à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières et requièrent de la communauté internationale une aide dont le *montant* est estimé, pour la période 1983-1984, à près de 70 millions de dollars.

Prochain article :

LA RECONSTRUCTION, TOUJOURS RECOMMENCÉE...

les élections

Grèce

La tâche de M. Papandréou s'annonce difficile après une consultation qui a exacerbé les passions

De notre correspondant

Athènes. – Les élections européennes du 17 juin, test national pour les Grecs, ont modifié le paysage politique. Si les dirigeants du PASOK (parti socialiste) peuvent se féliciter de voir la Nouvelle Démocratie (opposition de droite) demeurer en seconde position, ils n'ont *pas de quoi pavoiser*, à seize mois de la date normale des élections *générales*.

La force propre du PASOK demeure en effet indécise au lendemain des européennes, ce parti ayant bénéficié d'un double apport de voix, communistes et centristes. D'autre part, la Nouvelle Démocratie a surmonté sa défaite de 1981. Désormais bien structuré, solidement organisé dans tout le pays, ce parti a réussi à drainer une frange du *centre libéral. En revanche*, elle n'a pas mordu sur l'extrême droite *nationaliste, qui a préféré assurer un* siège européen à l'EPEN plutôt que *de rallier la droite démocratique*.

La résurgence de la Nouvelle Démocratie est surtout due aux jeunes qui se sont dépensés sans compter pendant la campagne électorale. Seulement, cette jeunesse ne paraît pas devoir se contenter de nouveaux replâtrages ou de compromis. Elle réclamera des cadres plus expérimentés et elle demandera au parti de préciser son identité en dehors d'un populisme honteux et d'un centrisme fourre-tout. Cette pression de la base et des jeunes met en lumière le fait que certains dirigeants de la Nouvelle Démocratie ont leur avenir *derrière eux*. L'*objectif en* tout cas doit être de grignoter un électorat de gauche *qui est apparu une nouvelle* fois largement majoritaire.

M. Papandréou devra donc faire en sorte que son parti persiste dans une voie autonome sans céder aux pressions des groupes « intégristes ». Cependant, l'aile marxiste du PASOK réclame une plus large collaboration avec les communistes. Ces derniers n'ont pas suffisamment progressé pour pouvoir exiger d'eux une radicalisation du parti au pouvoir. La composante centriste du PASOK refuse d'ailleurs une pareille collaboration et fait valoir que c'est l'électorat modéré qui a empêché la Nouvelle Démocratie de devenir le premier parti et de demander une redistribution des cartes.

Pour rétablir une crédibilité entamée par l'exercice du pouvoir, M. Papandréou devrait remanier son équipe afin d'éliminer de trop nombreux poids morts et de discipliner des muscadins qui, jouant aux sans-culotte, entravent l'action du gouvernement et sèment la pagaille dans les administrations et les services publics. Mais une bonne partie de *l'appareil du PASOK ne l'entend* pas ainsi.

Le premier ministre devra donc jouer serré car la Grèce traverse une crise générale dont les développement sont encore imprévisibles. La campagne électorale, marquée par de virulentes invectives, a été un véritable déballage de linge sale et laisse dans le pays un climat déplorable. Dans les villes, partisans et adversaires du pouvoir socialistes se *regardent* en chiens faïence et les villages sont revenus à l'heure du *« café de droite »* et du *« café de gauche »*. On est loin du consensus réalisé après le rétablissement de la démocratie en 1974 et, pour la majorité des Grecs, c'est la leçon majeure qui se dégage du scrutin de dimanche dernier.

MARC MARCEAU.

FORMATIONS	1984 %	1984 SIÈGES
PASOK (soc.)	41,58	10
Nouvelle Démocratie	38,11	9
Parti communiste grec (prosoviétique)	11,62	3
Parti communiste de l'intérieur	3,40	1
Union politique nationale (extrême-droite)	2,29	1
Divers	2,48	

Italie

Retour à la bipolarisation au détriment du « pôle laïc »

De notre correspondant

Rome. – *Les résultats du scrutin* du 17 juin ne modifieront certes pays les rapports de forces au Parlement italien. Ils n'en auront pas moins un effet psychologique important, la participation – la plus élevée de la Communauté européenne – à ce vote ne faisant que renforcer sa signification.

Le scrutin du 17 juin fait réapparaître la bipolarisation, alors que la vie politique italienne était caractérisée ces dernières années par un renforcement régulier des « petits » partis laïcs. A court terme, les résultats de ce scrutin incitent les partis *de la majorité à modifier leur attitude* : les libéraux et les républicains, *affaiblis, devront tirer* les conséquences d'une politique jugée *sans doute trop indécise par* l'électorat, et la Démocratie chrétienne, *dont la crise paraît moins irréversible* qu'on ne le pensait, va relever la tête.

Cette évolution s'opère au détri*ment d'un parti, le PSI* (socialiste), qui voit s'évanouir son espoir d'assumer un rôle central dans toutes les coalitions gouvernementales et de jouer, en quelque sorte, le rôle de guide du « pôle laïc ». Certes, M. Craxi estime que les résultats modestes de sa formation, et des autres partis gouvernementaux, s'apparentent à un phénomène que l'on retrouve dans les autres pays de la Communauté : l'érosion des partis de gouvernement au profit des oppositions, de droite ou de gauche. Il reste que c'est le président du conseil lui-même, qui, de la tribune du congrès du PSI à Vérone il y a un mois, annonçait que le scrutin du 17 juin serait l'occasion d'un bilan, d'une *« vérification »* de la solidité de la majorité. Le PSI comptait progresser de deux ou trois points et se trouver en position de force par rapport à ses alliés. Or, le PSI n'a pas décollé de ses 11 %, se maintenant dans le Nord, et reconquérant même certaines positions à Milan qu'il avait dû céder aux républicains, mais perdant un ou deux points dans le Sud.

Il est vraisemblable que certains socialistes qui, jusqu'à présent, se sont pliés à la direction de M. Craxi, arrivé à la tête du PSI il y a huit ans par une sorte de révolution de palais, souhaiteront une redéfinition des *rôles*. Malgré une politique menée tambour battant autour du thème de *la modernité* et de l'efficacité, la progression électorale semble bloquée. D'autre part la Démocratie chrétienne, plus sûre d'elle-même, *entend bien* limiter la marge de manœuvres du président du conseil : M. Craxi, *écrit Repubblica*, va se trouver *« en situation de liberté surveillée »*. En outre, il lui faudra repenser certaines tactiques : les électeurs ne *semblent* pas favorables à un affrontement direct entre majorité et opposition et à la méthode souvent autoritaire par laquelle M. Craxi entend faire prévaloir ses vues.

Les forces qui composent le « pôle laïc », tiraillées par leurs dissensions internes, ne paraissent plus convaincre l'électorat. Plus encore que le « dépassement » de la DC par le PC, c'est ce renouveau de la bipolarisation qui est significatif. Dans l'immédiat, certes, le PCI n'apparaît guère en mesure de tirer parti de sa progression et de sa victoire « symbolique », même si elle est historique, sur la Démocratie Chrétienne. Il est décapité et n'a pas de ligne précise. La bataille pour la succession d'Enrico Berlinguer ne fait que commencer. Lundi 18 juin, la direction s'est réunie pour en fixer les modalités, ce n'est qu'au lendemain des élections en Sardaigne, le 24 juin, que se réunira le comité central. Le PCI ne ressent aujourd'hui qu'avec plus d'acuité la nécessité de sortir de sa situation d'isolement. Il tend à redevenir une des grandes forces actives, c'est-à-dire qu'il est appelé à prendre des initiatives sur la scène politique italienne.

PHILIPPE PONS.

RFA

Le chancelier Kohl écarte l'hypothèse d'un remaniement gouvernemental

Correspondance

Bonn. – *« Pas de raison d'être nerveux »* : le chancelier Kohl a balayé d'un revers de main, lundi 18 juin, les spéculations sur un éventuel *rééquilibrage au sein de sa majorité* gouvernementale après les élections européennes. Minimisant les conséquences de la défaite du Parti libéral (FDP), qui n'a pu dépasser la barre des 5 %, il a indiqué qu'il entendait continuer avec les libéraux la mise en œuvre de son programme.

M. Helmut Kohl les a néanmoins averti que la poursuite de leur collaboration au sein du gouvernement ne pouvait se faire que dans un esprit de « camaraderie », qu'il ne pouvait être question pour eux de chercher des avantages au détriment des deux autres partis de la coalition, le Parti chrétien-démocrate et celui des chrétiens-sociaux de Bavière. Avertissement qui prend toute sa valeur lorsqu'on sait que le gouvernement doit examiner à la rentrée prochaine divers projets de lois controversés, sur la réforme du divorce et sur celle du statut des immigrés *notamment*.

M. Kohl a reconnu que le résultat de ces élections, qui se sont soldées par un recul de 3 points pour la CDU et la CSU, n'était pas complètement satisfaisant. Mais il s'est néanmoins estimé conforté dans son attitude à propos du conflit des trente-cinq heures par les revers subis par le Parti social-démocrate, notamment dans le Bade-Wurtemberg, où a débuté la grève des métallurgistes. Il s'est enfin engagé à poursuivre sa politique européenne, convaincu que le faible taux de participation enregistré dimanche ne traduisait pas un désintérêt pour la Communauté, mais, au *contraire*, une déception devant les difficultés rencontrées et le manque apparent de résultat concret.

H. de B.

LE RÉFÉRENDUM DES VERTS SUR LES EUROMISSILES

Bonn *(AFP)*. – Le mouvement pacifiste *ouest-allemand* s'est félicité d'une forte participation à son référendum – non officiel – sur le stationnement des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière de l'OTAN en RFA, organisé dimanche 17 juin, parallèlement aux élections européennes. Selon ses propres estimations, plus de la moitié des électeurs qui se sont rendus aux urnes pour les européennes ont également participé au référendum.

Le mouvement pacifiste a installé *environ* dix-huit mille urnes devant les bureaux de vote officiels pour *permettre* à la *population* de se prononcer clairement pour ou contre le stationnement des nouvelles fusées, dont les premières ont été déployées en novembre dernier, à Mutlangen, dans le sud de la RFA.

Les pacifistes n'avaient pas réussi à faire adopter leur projet de loi au Bundestag pour l'organisation officielle d'un référendum.

Vieux Le Pen et jeunes verts

La comparaison pourrait porter sur les systèmes électoraux. *Une* fois de plus, le scrutin majoritaire à un tour a montré toute son injustice en Grande Bretagne, puisqu'un cinquième des électeurs, ceux du seul parti vraiment européen, se trouvent privés de représentants à Strasbourg, tandis qu'en Allemagne, le Parti libéral, tombé au-dessous des 5 %, continuera, grâce à un résultat à peine supérieur à celui de 1983, à décider lequel des deux *grands partis exerce le pouvoir à* Bonn.

On pourrait dire que le scrutin majoritaire à deux tours maintient en *France l'affrontement des deux* blocs, broyant le centre. Mais ce serait désormais faux. A gauche, l'une des composantes du bloc s'est effondrée 11 % *pour le P.C.*, c'est une sorte d'anomalie qui se résorbe, une modernisation de la vie politique française qui se produit. Nulle part ailleurs, un parti occidental d'envergure n'était à ce point soumis aux variations de la politique soviétique, ne vivait à ce point sur une vision désuète de *l'économie* et de la société.

A droite, il y a désormais *M. Jean-Marie* Le Pen, *qui, même* avec le scrutin majoritaire, plus *encore si on en revenait à la proportionnelle*, jouera désormais les *trouble-fête. Comme les Verts en* République fédérale, eux aussi « anormaux », c'est-à-dire extérieurs à la vie politique habituelle et décidés à la déranger de leur mieux. A Strasbourg, ils seront les parlementaires anti-parlementaires, les membres anti-système *du « système »*.

Mais la similitude s'arrête là. L'évolution n'est pas la même en France et en Allemagne. On devrait d'abord s'étonner de son orientation. Que n'avait-on dit depuis longtemps sur les conséquences inévitables de la crise dans les deux pays ! La radicalisa*tion se ferait évidemment* à gauche en France, à droite en Allema*gne*. Or voici que surgit M. Le Pen à l'extrême droite, et que les *Verts se situent de plus en plus* nettement à gauche. Parce que, en *France*, c'est la gauche *qui est* au pouvoir pendant que le chômage monte ? En partie seulement.

L'élément central de comparaison doit être cherché ailleurs. A juger les deux refus en termes *de modernité, de compréhension* des problèmes du temps, il y a *opposition entre le Front national* français et les Verts allemands. M. *Le Pen* exprime des crispations, des nostalgies, des rancœurs. Le langage qui *lui* a permis de rassembler plus d'un dixième des voix est le langage ancien de la France « antitoutiste », de la France de l'écœurement antipoliticien, du « y-a-qua », de l'autocompassion nationale, corporative et individuelle. Les peurs auxquelles il fait appel sont elles *aussi traditionnelles*.

Les Verts utilisent également la *peur. Mais* à partir de réalités nouvelles : même les grands partis acceptent maintenant de se préoccuper de la destruction de *l'environnement*, de l'épuisement des ressources naturelles et de *leur sauvegarde*. Et *même* les hommes politiques et les militaires *les plus convaincus de la nécessité* des Pershing ressentent un frisson à l'idée que *la dissuasion* pourrait un jour échouer. L'appel principal des Verts ne s'adresse pas au ressentiment, à la râlerie sur fond de repli sur soi, mais à l'action, à la participation de chacun.

M. Le Pen est dans le droit-fil de la démocratie autoritaire, qui *demande* au citoyen de *s'engager* dans le seul soutien enthousiaste *au chef national. Les Verts procè*dent pour une part de vingt années d'expériences de *Bürgerinitiativen*, d'actions ponctuelles et locales de citoyens, se prenant en main sur tel ou tel problème social ou politique particulier, en tant que consommateurs, habitants d'un quartier ou parents d'élèves.

Les élections européennes ont montré que le jeu politique alle*mand* et le jeu *politique français* entrent l'un et l'autre dans une *phase d'incertitude. Mais l'incertitude* n'est pas la même. Et si on tient absolument à s'inquiéter par priorité de toute menace sur les formes libérales de la *démocratie*, ce sont aujourd'hui les Allemands qui sont en droit d'éprouver quelque inquiétude sur le devenir français, alors que nous avons coutume de penser que c'est l'inverse qui est nécessairement vrai.

ALFRED GROSSER.

européennes

Royaume-Uni

Le Sinn Fein n'est pas parvenu à prendre la tête du mouvement nationaliste en Irlande du Nord

De notre correspondant

Londres. – Le décompte des voix n'était pas encore complètement terminé, mardi matin 19 juin, en Irlande du Nord, où le scrutin avait lieu à la proportionnelle et non pas selon le système majoritaire à un tour comme dans le reste du Royaume-Uni. Mais, sur les trois sièges dont dispose la province, deux ont été officiellement attribués – sans surprise – au pasteur Ian Paisley et à M. John Taylor, son rival unioniste, et le troisième devait revenir à M. John Hume, lui aussi membre sortant du Parlement européen et candidat nationaliste modéré. Pour que le résultat soit définitivement proclamé, il fallait achever la complexe répartition dite « préférentielle » des voix données à six autres candidats.

Cependant, le succès de M. Hume paraissait assuré et c'est l'élément le plus important de ces élections pour lesquelles, de manière significative, la participation a été deux fois plus élevée qu'en Grande-Bretagne (64 %). Le candidat du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA provisoire, M. Danny Morrison, n'est pas parvenu à réaliser l'ambition de son mouvement : devenir le premier parti de la communauté catholique d'Irlande du Nord.

Il y a encore quelques mois, le Sinn Fein semblait pouvoir y parvenir. Après avoir décidé de jouer le jeu électoral en 1982 (M. Morrison avait inventé la formule « *le bulletin de vote dans une main, le fusil dans l'autre* »), le mouvement nationaliste extrémiste avait réussi à menacer de plus en plus la position de son adversaire modéré, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) de M. Hume qui refuse la violence. L'an dernier, lors des élections législatives britanniques, le Sinn Fein avait obtenu 43 % des voix au sein du camp nationaliste de la communauté catholique et le SDLP 57 %.

Cette fois, le Sinn Fein paraît avoir mesuré ses limites et fait le plein de ses voix. A la fin d'une campagne très animée, M. Morrison, manifestant moins d'assurance, avait déjà donné l'impression de ne pas pouvoir l'emporter sur M. Hume. Selon les premiers chiffres publiés, le SDLP aurait même augmenté quelque peu l'écart qui le séparait du Sinn Fein. Pourtant, le Forum pour un Irlande nouvelle, dont M. Hume était l'initiateur, n'a pas eu, pour le moment, les résultats escomptés, notamment parce que le gouvernement britannique tarde à montrer de l'intérêt pour les propositions faites par cette assemblée des partis nationalistes irlandais, partisans d'une solution négociée.

FRANCIS CORNU.

FORMATIONS	1984	
	%	SIÈGES
GRANDE-BRETAGNE :		
Conservateurs	41,3	45
Travaillistes	36,4	32
Alliance (soc.-démo. et libéraux)	19,1	–
Nationalistes écossais	2,5	1
IRLANDE DU NORD :		
Parti unioniste officiel	(1)	1
Parti démocratique unioniste	(1)	1
SDLP (soc.-démo.)	(1)	1

(1) Il s'agit des trois représentants de l'Irlande du Nord pour lesquels les résultats définitifs en pourcentage de voix n'étaient pas encore connus mardi.



Dessin de PLANTU.

Danemark

Les « anti-européens » reculent les sociaux-démocrates perdent la première place

De notre correspondante

Copenhague. – Il aura fallu attendre la fin de la soirée du lundi 18 juin pour avoir un aperçu général sur le scrutin qui, sans bouleverser l'échiquier de 1979, a réservé cependant quelques surprises.

La plus inattendue concerne le Parti social-démocrate ; pour la première fois depuis les années 30, celui-ci n'arrive pas en tête. Le Parti conservateur le devance de quelque vingt mille voix, battant par ailleurs d'une courte tête le Front national contre le Marché commun. Le président du Parti social démocrate, l'ancien premier ministre Anker Joergensen, a attribué ce « *phénomène passager* » au fait que sa formation comprend encore trop de sceptiques à l'égard du Marché commun... « *Ceux-ci*, a-t-il dit, *ont vraisemblablement préféré s'abstenir pour manifester leur mécontentement, ce qu'ils n'auraient certainement pas fait lors d'élections parlementaires ou municipales.* »

Les sociaux-démocrates, qui ont enregistré un recul de deux points par rapport à 1979, gardent cependant leurs trois mandats. Les conservateurs, pour leur part, doublent le nombre de leurs sièges, qui passe de deux à quatre. Ils progressent de 6 points aux dépens de leurs partenaires au gouvernement, les libéraux, qui perdent l'un de leurs trois mandats et aux dépens aussi du Parti du progrès (poujadiste), qui n'est plus représenté à Strasbourg.

Alors que les commentateurs avaient émis des doutes sur les possibilités de réélection du président fondateur du Centre démocrate, M. Erhard Jacobsen, européen convaincu, celui-ci a été très brillamment reconduit dans ses fonctions. Les partisans de la Communauté seront donc dix dans la nouvelle Assemblée, comme dans la précédente.

Contrairement aux pronostics, le Front national contre le Marché commun n'a pas gagné de terrain. Il a même reculé de quatre points, tout en conservant ses quatre sièges.

Les Socialistes du peuple (communistes dissidents) ont progressé de 5 % et sont, par conséquent, les seconds vainqueurs de cette consultation. Ils n'ont toujours qu'un seul mandat et hériteront en principe de celui du Groenland, le 1er janvier 1985. Ce mandat devrait être enlevé par le SIUMUT (socialistes).

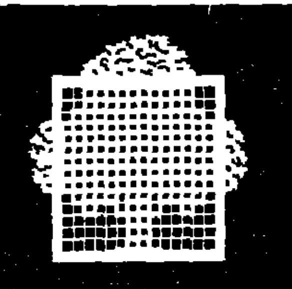
Le premier ministre, M. Schlüter, a estimé que les électeurs avaient réaffirmé leur attachement à la CEE dans des termes suffisamment « *clairs* » pour que désormais l'appartenance du Danemark à la Communauté ne soit plus remise en question.

CAMILLE OLSEN.

FORMATIONS	1984	
	%	SIÈGES
SD (social-démocrate)	19,5	3
Mouvement populaire anti-CEE	20,8	4
CD (Centre démocratique)	6,6	1
VENSTRE (libéral)	12,4	2
PPC (Centre chrétien)	2,8	
Konservative (conservateur)	20,8	4
Radikal	3,1	
PPS (socialiste anti-CEE)	9,2	1
Venstresocialisterne (marxiste)	1,3	
Fremskridtspartier (libéral)	3,5	







Incertitude à l'hôtel Matignon

A l'occasion du troisième anniversaire de l'installation de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon, un éditeur lillois vient de publier, en accord avec les services du premier ministre, une plaquette illustrée dans laquelle le chef du gouvernement raconte l'histoire de l'hôtel Matignon, construit sous Louis XIV, explique comment il y vit et rappelle quelques-unes des dates essentielles de son emploi du temps depuis le printemps 1981. Cette plaquette s'achève sur une photo montrant un Pierre Mauroy songeur, le poing fermé sous le menton. Cette photo pourrait traduire le climat qui prévaut actuellement à l'hôtel Matignon.

Lundi soir, en tout cas, ce climat était franchement à la morosité après les résultats des élections européennes, beaucoup plus médiocres pour l'ensemble de la gauche que les prévisions les plus sombres. Du coup, personne n'osait plus assurer comme on le faisait encore la semaine dernière, dans l'entourage de M. Mauroy, que le premier ministre conservait les meilleures chances de rester en fonctions jusqu'à la fin de l'année. MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy devaient s'entretenir de la situation créée par ce nouvel échec de la majorité au cours de leur petit déjeuner hebdomadaire, mardi matin 19 juin, à l'Elysée.

Dans l'immédiat, le premier ministre se préoccupe davantage de la défense de l'emploi. Sa préoccupation est d'autant plus forte que les échanges de vues sur la lutte contre le chômage, qui ont eu lieu le mercredi 13 juin dans le huis clos du conseil des ministres, ont confirmé que les membres du gouvernement eux-mêmes éprouvent un sentiment d'impuissance. M. Pierre Mauroy proposait d'inclure dans l'arsenal des dispositions déjà en vigueur une extension du système des préretraites. Il l'avait d'ailleurs dit publiquement le 8 juin, lors d'une visite à Decazeville : *« Deux dispositions importantes vont être applicables dans les tout prochains jours,* précisait-il. *Elles concernent la possibilité pour une entreprise saine d'un bassin d'emplois de faire bénéficier ses salariés les plus âgés de la préretraite. Des postes de reclassement peuvent être ainsi libérés pour les salariés menacés par les restructurations d'entreprises voisines. Cette mesure, tout à fait nouvelle, crée une sorte de solidarité géographique entre les entreprises d'un même pôle de reconversion. La seconde disposition consiste en une prise en charge, sous forme d'une allocation temporaire dégressive, d'une partie du sacrifice financier qu'accepterait un salarié de la sidérurgie lors de son reclassement dans un poste moins bien payé. »*

Le premier ministre a soutenu ce point de vue devant les autres membres du gouvernement le 13 juin, mais cette proposition d'extension du système des préretraites a suscité des réserves. Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors, a souligné le coût financier qu'une extension illimitée de ce système entraînerait pour le budget de la nation. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué que, de toute façon, cette décision ne pourrait avoir qu'une portée limitée. Le ministre chargé de l'emploi, M. Jack Ralite, a abondé en ce sens. M. Mauroy est ainsi apparu assez isolé.

Le président de la République a tenu compte de ces réserves. Il a fait supprimer du communiqué officiel diffusé au terme des délibérations la phrase qui devait confirmer publiquement l'extension du système des préretraites. M. Mauroy était en effet partisan de confirmer ouvertement cette décision en dépit de ses aléas financiers. Mis en quelque sorte en minorité, le premier ministre, avec l'accord du chef de l'Etat, a adopté une position de repli. L'extension du système des préretraites interviendra, mais progressivement et ponctuellement, au coup par coup, au vu de chaque dossier et des possibilités financières.

Le premier ministre a en outre demandé aux ministres intéressés de publier avant la fin du mois les décrets relatifs à l'application des mesures nouvelles prises le 13 juin en faveur de la formation professionnelle.

M. Mauroy est enfin préoccupé, ces jours-ci, par l'organisation de la manifestation du 24 juin pour la défense de l'enseignement privé. Il redoute des incidents, et les organisateurs de la manifestation n'ont, d'ailleurs, pas encore obtenu l'autorisation officielle de défiler sur les axes qu'ils ont choisis.

ALAIN ROLLAT.

M. Delors se présente comme un successeur possible de M. Mauroy

(Suite de la première page.)

Il est aussi celui de M. Mitterrand. Un président de la République dont la majorité parlementaire perd les élections intermédiaires doit *« se tenir à carreau »*, pour reprendre l'expression que le chef de l'Etat avait employée, une semaine avant le scrutin du 17 juin, à l'égard des partis de gauche. Une majorité qui perd les élections intermédiaires, observait-il, est en péril. La majorité est donc en péril, plus encore qu'on ne l'imaginait.

L'entourage du président de la République ne dramatise pas pour autant les résultats d'un scrutin défouloir, certes révélateur d'un rejet du pouvoir en place, mais sans conséquence institutionnelle obligée, dont les conclusions sont brouillées par un taux d'abstention plus élevé encore qu'en 1979 (43 % au lieu de 39,29 %). Il reste que le chef de l'Etat, qui a reçu mardi matin au petit déjeuner, comme chaque semaine ou presque, MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, ne peut se contenter d'enregistrer sans réagir l'échec de la majorité et le sien. Qu'il en tienne compte, c'est bien naturel, mais comment ?

Les modernisations, l'assainissement par l'austérité, bases de son engagement personnel, sont incontournables. Tout au plus le chef de l'Etat peut-il songer à continuer leur mise en œuvre, selon une manière plus douce, préconisée par M. Delors. Tout au plus peut-il dire et faire dire que ce serait pire avec la droite — chômage accru, inégalités renforcées — et indiquer aux « déçus » abstentionnistes et protestataires que ce que la droite a refusé de faire en période de prospérité — mesures sociales — la gauche s'y est efforcée au plus mauvais moment.

Il lui faut maintenant conduire le combat dont les données sont apparues déterminantes dans l'échec de la gauche le 17 juin et qui consiste à inverser l'image d'un pouvoir liberticide. *« Comment les socialistes ont-ils pu se faire voler le thème des libertés ? »*, s'étonne M. Delors. Le fait est que — injustice ou non — l'assurance des débuts du septennat, le débat sur la presse, la querelle scolaire, ont coûté cher aux socialistes. M. Delors note qu'aux deux zones de *« consentement large »* qui rassemblaient les Français avant 1981 — les institutions et la défense — la gauche a ajouté l'Europe, l'entreprise et la nécessité de la rigueur économique. Les libertés devraient en être une autre, naturelle dans une démocratie, évidente avec les socialistes au pouvoir. Et voilà qu'elles divisent !

Il ne reste plus que deux ans, à peine, d'ici aux élections législatives de 1986, pour inverser l'image. Et gagner un pari — un de plus — engagé par M. Delors selon lequel les socialistes remonteront à 30 % des suffrages. Encore cela ne sera-t-il pas suffisant, dans une logique d'union de la gauche, si le parti communiste ne réussit par un sursaut sur la pente du *« déclin historique »*. Que le PCF ait manqué son tournant eurocommuniste a bien arrangé, un temps, les affaires de M. Mitterrand. Qu'il continue de déraper électoralement transforme en échec cette réussite stratégique de l'actuel président de la République.

Récupérer la partie du « peuple de gauche » qui boude les urnes est sans doute la tâche prioritaire des partis. M. Delors, pour sa part, prend position au centre — témoin, son refus des trente-cinq heures, — campé sur les *« zones de consentement »* là où s'efface, selon lui, la *« coupure en deux de la France politique »*. M. Mitterrand, lui, s'efforcera de ne lâcher ni l'un ni l'autre bout de la chaîne.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire page 44 les déclarations de M. Delors à l'émission télévisée « L'heure de vérité ».)

● *Les obsèques de Jean Pronteau.* — M. François Mitterrand a assisté, lundi 18 juin au cimetière Montparnasse à Paris, aux obsèques de Jean Pronteau, membre du secrétariat national du Parti socialiste.

M. Stasi répond au ministre

Cité par M. Jacques Delors comme exemple de *« responsables de l'opposition avec lesquels* [il aimerait] *gouverner un jour »*, M. Bernard Stasi (UDF-CDS), député et maire d'Epernay, président du conseil régional de Champagne-Ardenne, nous a déclaré : *« Nous ne pourrions travailler ensemble que dans un tout autre contexte politique qui ne pourrait résulter que d'autres élections. Il faut que les choses soient claires. Il y a une majorité et une opposition définies par les scrutins de 1981. M. Delors, qui rame à contre courant des promesses démagogiques et des vieilleries idéologiques, mérite le respect. »* Pour l'ancien ministre, membre du collège exécutif du CDS, l'actuel ministre de l'économie est un *« homme de compétence, de qualité et de tolérance »*.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La majorité continue de faire la loi

Le résultat des élections européennes doit-il empêcher la majorité de l'Assemblée nationale de légiférer sur des textes importants ? *« Non »*, répondent logiquement le gouvernement et ceux qui le soutiennent ; *« oui »*, affirme l'opposition. Voici le seul élément de débat nouveau apparu le lundi 18 juin lors de la discussion, en deuxième lecture, au Palais-Bourbon, du projet de loi sur la presse. Pour le reste, les mêmes acteurs se sont livrés à un mauvais remake du spectacle qu'ils avaient déjà donné l'hiver dernier, le RPR et l'UDF, comme alors, multipliant les utilisations de la procédure pour retarder la discussion.

M. Emmanuel Hamel (UDF, Rhône) a dit les choses on ne peut plus clairement : *« Il serait étonnant (...) que le gouvernement continue comme si de rien n'était, sans tenir compte de la sanction infligée hier et soumette encore des projets à l'Assemblée alors qu'il est évident qu'il n'est plus soutenu que par moins d'un tiers des Français. »* M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine), qui estime, sans hésitation, qu'au lendemain des européennes le président de la République aurait dû démissionner, a enfoncé le clou : *« Un parti qui n'a la confiance que d'un Français sur cinq ne peut faire voter une telle loi. »*

Pour M. Jacques Toubon (RPR, Paris), l'affaire est donc entendue. *« le gouvernement doit retirer son projet »*. M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a prévenu qu'il n'en était pas question, *« chacun doit savoir que ce scrutin* (les européennes) *n'aura aucune répercussion sur nos institutions, sur leur fonctionnement et sur l'action de la majorité. Cette majorité continuera de mettre en œuvre la politique pour laquelle le suffrage universel lui a confié en 1981 un mandat de cinq ans et de soutenir l'action du président de la République »*.

Ce débat ainsi tranché, l'opposition n'a guère apprécié, en plus, que l'Assemblée soit saisie d'un tel projet en un tel jour. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a franchement expliqué pouquoi : *« Le gouvernement profite d'un lendemain d'élections pour camoufler la discussion derrière les commentaires des résultats électoraux. »* Pour tenter de l'empêcher, le RPR et l'UDF, au cours de plusieurs rappels au règlement, ont affirmé qu'il n'était pas correct que l'Assemblée siège un 18 juin, oubliant — ou faisant semblant d'oublier — que cela était déjà arrivé à de nombreuses reprises depuis 1971. Pour freiner la discussion, l'opposition s'est donc rabattue sur les classiques demandes de suspension de séances et sur de longues interventions de procédure.

M. Madelin défendit ainsi une exception d'irrecevabilité, ce qui *stricto sensu* veut dire que le texte voté par la majorité sénatoriale, c'est-à-dire par ses amis politiques, est contraire à la Constitution !

M. d'Aubert prit autant de temps pour défendre ue question préalable, dont l'adoption aurait signifié qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur le texte des sénateurs (elle fut repoussée par 328 voix PS et PC contre 157 RPR et UDF).

Le temps ainsi perdu devait empêcher les députés d'achever l'examen de ce projet ce mardi 19 juin au soir, comme l'ordre du jour l'avait prévu. Le gouvernement ne semblant plus décidé à engager sa responsabilité sur ce projet — au moins cette semaine, à la veille de la manifestation des défenseurs de l'enseignement catholique — et le programme des travaux parlementaires était déjà chargé pour les jours à venir, il est possible que la suite de la discussion soit renvoyée à une probable session extraordinaire en juillet, car M. Fillioud a prévenu : *« le Parlement ne se séparera pas avant que ce projet ne soit adopté ; le gouvernement y est déterminé. »*

Les résultats des élections et les cris de l'opposition n'empêcheront pas l'équipe de M. Pierre Mauroy — au moins tant qu'elle est en place — de mener à bien son programme législatif.

THIERRY BRÉHIER.

Les députés français au Parlement européen

81 SIÈGES

Représentation proportionnelle dans une circonscription nationale unique sans panachage ni vote préférentiel.

Les sièges sont attribués d'après l'ordre de présentation sur les listes. Les listes qui obtiennent moins de 5 % des voix sont exclues de la répartition des sièges.

LES QUARANTE ET UN ÉLUS DE LA LISTE D'UNION DE L'OPPOSITION

Pour l'UDF

SIMONE VEIL (1927), magistrat, ancien ministre de la santé et de la famille, ancienne présidente de l'Assemblées des Communautés européennes dont elle est membre sortant.

JEAN LECANUET (1920), président de l'UDF, président de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées du Sénat, sénateur, maire de Rouen, président du conseil général de la Seine-Maritime, conseiller d'État, ancien garde des sceaux, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

MICHEL PONIATOWSKI (1922), président d'honneur du Parti républicain, maire de l'Isle-Adam (Val-d'Oise), ancien ministre d'État, ancien député, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

PIERRE PFLIMLIN (1907), ancien maire (CDS) de Strasbourg, ancien député, ancien président du conseil, vice-président et membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

ANDRÉ ROSSI (1921), vice-président du Parti radical, maire de Chateau-Thierry (Aisne), conseiller général de l'Aisne, ancien député, ancien ministre, membre sortant de l'Assemblée des Communautés européennes.

GEORGES DONNEZ (1922), président délégué du Parti social démocrate, maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), conseiller général du Nord, ancien député, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

JEAN-FRANÇOIS DENIAU (1928), président des Clubs Perspectives et Réalités, président du conseil général du Cher, ancien ministre, ancien député, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

DOMINIQUE BAUDIS (1947), ancien journaliste de télévision, élu maire de Toulouse (Haute-Garonne) en mars 1983.

ROGER CHINAUD (1934), conseiller politique du PR, maire du dix-huitième arrondissement de Paris, ancien député.

NICOLE FONTAINE (1940), ancienne déléguée auprès du secrétariat général de l'enseignement catholique.

YVES GALLAND (1941), secrétaire général du Parti radical, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

ROBERT HERSANT (1920), président-directeur général de la Socpresse, et de la société du Figaro, ancien député de l'Oise.

CLAUDE WOLFF (1934), député du Puy-de-Dôme, conseiller général, maire de Chamalières.

PIERRE BERNARD-REYMOND (1944), délégué régional du CDS, conseiller général des Hautes-Alpes, ancien secrétaire d'Etat, ancien député.

CHRISTIANE SCRIVENER (1925), PR, ancien secrétaire d'Etat, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

JEAN-THOMAS NORDMANN (1946), vice-président du Parti radical, conseiller de Paris, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

GÉRARD LONGUET (1946), membre du comité exécutif du PR, dont il est le trésorier, conseiller général de la Meuse, ancien député.

JACQUES MALLET (1924), secrétaire national aux affaires européennes du CSCDS, ancien chef du cabinet et ancien chargé de mission de M. Lecanuet alors garde des Sceaux (juin 1974-décembre 1975).

MICHEL DEBATISSE (1929), ancien président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

SIMONE MARTIN (1943), membre du bureau politique du Parti républicain, secrétaire général de la chambre d'agriculture de la Haute-Marne, conseiller municipal de Saint-Dizier, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

JEAN-PIERRE ABELIN (1950), président des Jeunes démocrates sociaux, conseiller général de la Vienne, ancien député.

Pour le RPR

BERNARD PONS (1926), docteur en médecine, député de Paris (XVII[e] arrd.), conseiller de Paris, secrétaire général du RPR, ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture.

CHRISTIAN DE LA MALÈNE (1920), sénateur de Paris, adjoint spécial au maire de Paris, membre de l'Assemblée des Communautés européennes depuis 1958, président du groupe des Démocrates européens de progrès, ancien député, ancien ministre.

ALAIN JUPPÉ (1945), aancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, deuxième adjoint au maire de Paris, secrétaire général du Club 89.

PHILIPPE MALAUD (1925), président du Centre national des indépendants et paysans. Ancien élève de l'ENA, ministre plénipotentiaire, ancien ministre, ancien député.

NICOLE CHOURAQUI (1938), cconseiller de Paris, secrétaire national au travail du RPR.

ALAIN CARIGNON (1949), cofondateur de l'Union des jeunes pour le progrès, maire de Grenoble depuis 1983.

ANDRÉ FANTON (1928), avocat, ancien député, ancien ministre, délégué national du RPR, député au Parlement européen (1962-1969), député à l'Assemblée des Communautés européennes depuis 1980.

JEAN-PIERRE ROUX (1938), ingénieur, ancien député, maire d'Avignon depuis 1983.

ALFRED COSTE-FLORET (1911), conseiller d'État honoraire. Fondateur de réseaux de Résistance, ancien député MRP de la Haute-Garonne, ancien maire de Luchon, président-fondateur de la Démocratie chrétienne de France.

GASTON FLOSSE (1931), agent général d'assurance, ancien député RPR de la Polynésie française, ancien président de l'Assemblée territoriale, vice-président du conseil du gouvernement de la Polynésie française, maire de Pirac.

JEAN-FRANÇOIS MANCEL (1948), ancien élève de l'ENA, administrateur civil, ancien député RPR de l'Oise, conseiller général, secrétaire national du RPR chargé de l'animation.

ANNE-MARIE DUPUY (1920), conseiller d'État, maire RPR de Cannes (Alpes-Maritimes), conseiller général, ancien directeur du cabinet de Georges Pompidou, alors président de la République.

JEAN MOUCHEL (1928), président de la chambre d'agriculture du Calvados et de la chambre régionale de Normandie, vice-président du conseil économique et social de Basse-Normandie, conseiller municipal d'Evrecy (Calvados).

JACQUES VERNIER (1944), maire de Douai (RPR), ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des Mines.

DENIS BAUDOUIN (1923), journaliste, ancien secrétaire général adjoint du Centre démocratie et progrès, ancien conseiller technique de Jacques Duhamel, conseiller technique auprès de Georges Pompidou, ancien président-directeur général de la SOFIRAD, ancien délégué général à l'information, directeur général de l'information et des relations extérieures de l'Hôtel de Ville de Paris.

JEAN-CLAUDE PASTY (1937), ancien élève de l'ENA, ancien collaborateur de ministres de l'agriculture (MM. Boulin, Pons et Chirac), ancien directeur des affaires sociales au ministère de l'agriculture, ancien député de la Creuse, délégué national du RPR à l'agriculture.

MARIE-MADELEINE ANGLADE (1921), secrétaire général d'un groupe de presse (valeurs actuelles), membre du CNIP.

GUY GUERMEUR (1930), ancien élève de l'ENA, sous-préfet, ancien député RPR du Finistère, conseiller général de Douarnenez, ancien président de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, administrateur de la commune de Paris.

JACQUELINE THOME-PATENOTRE (1906), ancien ministre, ancien député, ancien sénateur, ancien maire radical de Rambouillet (Yvelines). Présidente de la Société protectrice des animaux.

FRANÇOIS MUSSO (1935), exploitant agricole, ancien président de la FDSEA de Corse.

LES VINGT ÉLUS DU P.S.

Lionel Jospin (1937), enseignant, premier secrétaire du PS, député de Paris.

Nicole Pery (1943), enseignante, député européen sortant.

Jean-Pierre Cot (1937), enseignant, ancien ministre de la coopération et du développement, membre du comité directeur du PS, premier secrétaire de la fédération de Savoie du PS.

Gisèle Charzat (1941), journaliste, député européen sortant, membre du comité directeur du PS.

Max Gallo (1932), enseignant, journaliste-écrivain, porte-parole du gouvernement, membre du comité directeur du PS.

Roger Fajardie (1930), journaliste, député européen sortant, membre du bureau exécutif du PS, maire de La Groutte (Cher).

Bernard Thareau (1936), agriculteur, député européen sortant, membre adjoint du secrétariat national du PS chargé de l'agriculture.

Didier Motchane (1931), fonctionnaire, député européen sortant, membre du secrétariat national du PS chargé de la formation.

Alain Bombard (1924), biologiste, député européen sortant, conseiller général du Var.

Yvette Fuillet (1923), cadre, député européen sortant.

Léon Fatous (1926), directeur commercial. Vice-président du conseil général du Pas-de-Calais. Président du district urbain d'Arras.

Jean-Paul Bachy (1947), enseignant, membre du secrétariat national du PS chargé des entreprises.

Henri Saby (1933), ingénieur de recherches, député européen sortant, maire d'Aygues-Vives (Haute-Garonne).

Georges Sutra (1930), viticulteur, député européen sortant.

Marie-Claude Vayssade (1936), enseignante, député européen sortant, membre du comité directeur.

Jean Besse (1943), cadre, membre du comité directeur du PS, conseiller général du Calvados.

Charles-Emile Loo (1922), directeur de société, député européen sortant.

Colette Gadioux (1945), chargée de mission au cabinet du président du conseil régional du Limousin. Adjointe au maire de Limoges.

Louis Eyraud (1922), employé, député européen sortant.

Marie-Noëlle Lienemann (1951), enseignante, membre du bureau exécutif du PS, conseillère générale de l'Essonne.

LES DIX ÉLUS DU PCF

M. Georges MARCHAIS (1920), secrétaire général du PCF, député du Val-de-Marne depuis 1973.

M[me] Danielle DE MARCH (1939), membre du comité central du PCF, premier secrétaire de la Fédération du Var, conseiller général du Var depuis mars 1979.

M. René PIQUET (1932), membre du bureau politique du PCF.

M. Paul VERGÈS (1925), secrétaire général du Parti communiste réunionnais (SIAM).

M. Emmanuel Maffre-Baugé (1923), ancien président de la chambre d'agriculture du Languedoc-Roussillon, ancien porte-parole du Comité d'action viticole.

M[me] Jackie Hoffmann (1943), membre du comité central du PCF.

M. Pierre Pranchère (1927), membre du comité central du PCF, ancien député (1956-1958 et 1973-1978), conseiller général de la Corrèze depuis 1973.

M. Francis Wurtz (1948), membre du comité central du PCF.

M. Robert Chambeiron (1915), secrétaire général de l'Union progressiste, ancien député des Vosges (1945-1951 et 1956-1958).

M. Maxime Gremetz (1940), membre du secrétariat du comité central du PCF, ancien député de la Somme (1978-1981).

LES DIX ÉLUS DU FRONT NATIONAL

JEAN-MARIE LE PEN (1928), président du Front national, ancien député de Paris, ancien sénateur de la Communauté, conseiller du 20[e] arrondissement de Paris.

MICHEL DE CAMARET (1915), ambassadeur, ancien ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne.

JEAN-PIERRE STIRBOIS (1945), secrétaire général du Front national, adjoint du maire de Dreux.

G.A. PORDEA (1916), docteur en droit, ancien diplomate roumain.

OLIVIER D'ORMESSON (1918), membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg, ancien député de Seine-et-Oise, conseiller général du Val-de-Marne, maire d'Ormesson-sur-Marne.

BERNARD ANTONY dit ROMAIN MARIE (1944), président des comités Chrétienté-Solidarité.

DOMINIQUE CHABOCHE (1937), vice-président du Front national.

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER (1936), chef de cabinet de M. Le Pen, ancien membre du Conseil économique et social.

MARTINE LEHIDEUX (1933), membre du comité central du Front national.

MICHEL COLLINOT (1946), directeur de *National Hebdo*, membre du bureau politique du Front national.

EUROPÉENNES

« Le choix de la liste d'union a brisé le processus de reconquête du pouvoir »

nous déclare M. François Léotard

Dans un précédent entretien qu'il nous avait accordé en janvier, le secrétaire général du PR, opposé à la liste d'union de l'opposition pour les élections européennes, craignait que l'UDF ne s'engage, par ce choix, dans *« un processus de non-existence politique »* (*Le Monde* du 25 janvier). Dans ce nouvel entretien, il analyse les résultats du scrutin du 17 juin et ses conséquences pour l'opposition, en général, et l'UDF, en particulier.

M. François Léotard estime que, le 17 juin, les Français ont émis *« deux jugements »*, tous les deux *« très sévères, contrairement aux apparences »*. Un jugement *« sur le pouvoir »* qui s'est traduit par *« un refus exaspéré, sans nuance »* et dans lequel, remarque-t-il, n'a pas été prise en compte *« la nouvelle politique économique menée depuis plusieurs mois »*. Ce jugement-là, dit-il, est *« clair, massif »*.

Le second jugement, qui porte, celui-là, sur l'opposition, lui semble, en revanche, *« plus difficile à décrypter »*. Il traduit en partie, dit-il, *« la grande déception »* qu'a provoquée la stratégie d'une liste unique retenue par l'opposition : *« Les Français ont compris qu'il y avait là plus de manœuvres d'état-major, d'intérêts personnels que le souci de faire gagner l'opposition ». « Il n'est pas concevable qu'en 1984 l'opposition réalise un moins bon score qu'en 1979 »*, s'exclame le secrétaire général du PR, qui rappelle qu'en 1979 l'opposition n'était pourtant pas dans une *« situation favorable »* après avoir perdu deux ans auparavant les deux tiers des villes de plus de trente mille habitants et gagné *« de justesse »* un an plus tôt les législatives.

Selon lui, le choix d'une *« mauvaise stratégie »* a aujourd'hui *« freiné et même brisé le processus de reconquête du pouvoir et de la confiance des Français »* engagé par l'opposition en janvier 1982. Si les Français ont jugé la stratégie de l'opposition, ils ont aussi, aux yeux de M. Léotard, considéré *« l'insuffisant renouvellement des responsables de l'opposition »*, l'insuffisant renouvellement de *« son langage »*, de *« ses analyses »*.

Le score de M. Le Pen s'est, à son avis, nourri de cette exaspération vis-à-vis du pouvoir ainsi que du refus de la liste unique, mais il a aussi bénéficié, explique le député du Var, d'un *« phénomène qui s'apparente à celui de Coluche en 1981 : le rejet de toute forme d'expression politique institutionnelle et rationnelle »*. S'il considère que *« l'apparition brutale sur l'échiquier politique français d'une force que certains qualifient d'extrême droite menace moins l'UDF que le RPR »*, M. Léotard estime néanmoins que l'UDF, tout en rejetant *« ce qui est suspect — le racisme, la violence »* doit essayer *« non pas de récupérer mais d'analyser la colère qui s'est exprimée ». « La colère*, dit-il, *n'est pas en elle-même porteuse d'un projet politique. C'est à nous de la transformer en une véritable expression, consciente, politique et intelligente, porteuse d'avenir. »*

La question d'une alliance éventuelle avec le Front national ne se pose plus, selon lui, au niveau national du moins. *« Je suis très réservé*, précise-t-il, *à l'égard d'alliances locales. Pour les élections cantonales de 1985, dans la mesure où je souhaite une stratégie de primaires, cette stratégie doit être appliquée à l'égard du Front national. Encore faut-il que l'UDF, pour refuser ces alliances, sache d'abord se positionner et définir une ligne politique. »*

M. Léotard reconnaît que l'UDF a peut-être auparavant sous-estimé cet *« aspect doctrinal »*, cette réflexion sur le fond. *« L'irruption de M. Le Pen sur la scène politique nous amène peut-être à des reclassements idéologiques ou intellectuels*, déclare-t-il, pensant que *« l'UDF a sans doute eu le tort de privilégier le débat des hommes par rapport au débat des idées, sans doute parce que nous ne sommes pas des doctrinaires. »*

Ne pas agir ou parler comme M. Le Pen

Ainsi l'une des premières révisions à laquelle devrait se livrer l'opposition porterait sur le langage : *« Je ne pense pas que nous ayons intérêt à faire du suivisme sur des thèmes comme la sécurité et l'immigration tels qu'ils ont été utilisés. Ce n'est pas parce que M. Le Pen a fait des voix hier que nous devons dire ou agir comme lui. Nous n'avons pas le même message ! »*

M. Léotard admet cependant que l'opposition a une part de responsabilité dans le score réalisé par M. Le Pen, notamment quand elle a tenu au cours de précédentes campagnes *« iscours apocalyptiques, des discours de guerre civile ». « Il faut se souvenir*, dit-il, *qu'en politique on va toujours vers celui qui est censé exprimer mieux qu'un autre telle ou telle action politique. Si M. Mitterrand veut mener une politique libérale, il a tort : on ira toujours chercher un plus libéral que lui. De même si la droite veut faire de l'extrême droite, elle a tort, car on ira toujours chercher un M. Le Pen qui fera mieux que M. Jacques Chirac, qui, lui-même fera mieux que M. Valéry Giscard d'Estaing. Ce n'est pas dans l'alignement sur le plus excessif que l'opposition trouvera sa voie, sa vérité, son succès »*, affirme le secrétaire général du PR.

Pour lui, l'enseignement à tirer du scrutin du 17 juin n'est pas *« l'alignement »*, mais *« la différence »*. M. Léotard pense nécessaires aussi d'autres révisions : *« L'opposition*, affirme-t-il, *doit refuser la fausse unanimité en son sein. Elle est un facteur de confusion des esprits. Pourquoi a-t-on cherché pendant trois mois à cacher les divergences profondes et fécondes qui existent au sein de l'opposition ? ». « Pourquoi une fausse unanimité permettrait-elle de mieux se présenter devant les électeurs ? »* demande-t-il. *« L'opposition*, pense-t-il, *doit cesser de traîner avec elle ce mot d'union. A force d'être utilisé, il s'est lui-même épuisé, il ne correspond plus à la réalité, il ne définit plus la démarche de l'opposition, qui doit lui préférer les termes d'alliance, de loyauté. »*

Autre révision souhaitable pour M. Léotard, celle qui concerne les hommes : *« Au soir d'une bataille, il faut s'interroger sur la stratégie mais aussi sur les généraux. Il faut se demander si nous mettons à la tête de nos formations ceux qu'il faudrait, si nous réussissons à faire apparaître une génération politique nouvelle. »* A ce propos, il note que M. Le Pen, élu député en 1956, a réussi *« ce tour de force »* d'apparaître en 1984 comme *« un homme politique nouveau »*.

Ce que propose aujourd'hui M. Léotard : *« Voir rapidement, dans les semaines qui viennent, si l'UDF est capable de concevoir un projet commun, cohérent et autonome, qui pourrait être résumé dans le mot de « démocratie libérale. » Je suis frappé*, dit-il, *« de constater que, dans les programmes de la droite, il y a de nombreuses propositions dans lesquelles nous ne pouvons nous reconnaître. Nous, nous devons dire que nous sommes farouchement attachés à une vraie décentralisation qui va bien plus loin que la réalité socialiste, à une économie d'entreprise, au syndicalisme, au dialogue au sein de l'entreprise, à la prise de participation des salariés aux bénéfices, à toutes les formes de contre-pouvoirs qui peuvent équilibrer le pouvoir d'Etat. Il y a là les bases d'un projet politique. »* Ce projet politique, M. Léotard pourrait le développer le 27 juin devant les élus de son parti réunis au Palais des congrès à Paris, comme il pourrait lancer un appel à tous ceux qui se reconnaissent dans le message libéral pour organiser *« une convention pour une démocratie libérale »*.

« Le problème, dit-il, encore, *est de savoir aujourd'hui qui dit quoi, ce qui différencie le RPR, l'UDF et le Front national... Nous devons retrouver ce qui nous est propre, sinon effectivement l'UDF n'a plus de raison d'être »*, affirme M. Léotard.

C.F.-M.

RÉSULTATS

OUTRE-MER : Mme Veil en position dominante

Outre-mer, le scrutin s'est traduit partout par un succès de la liste de l'union de l'opposition conduite par Mme Simone Veil, qui a recueilli plus de la majorité absolue des suffrages exprimés dans les territoires de Wallis-et-Futuna (82,66 %) et de Nouvelle-Calédonie (74,61 %), ainsi que dans plusieurs départements : 60,70 % en Guadeloupe, 59,18 % en Martinique, 57,71 % en Guyane, 56,23 % à Saint-Pierre-et-Miquelon, 50,02 % à la Réunion, et également 49,18 % dans l'île de Mayotte, où la particularité a été le score réalisé par la liste centriste de MM. Doubin, Lalonde et Stirn, qui ont obtenu 45,66 % des suffrages exprimés après avoir été soutenus, par le député radical de gauche de la collectivité territoriale, M. Jean-François Hory.

La gauche est réduite à la portion congrue, d'autant qu'elle a perdu le soutien de bon nombre des partis autonomistes où indépendantistes locaux.

La percée du Front national n'est spectaculaire qu'en Nouvelle-Calédonie où la liste de M. Le Pen a recueilli 15,72 % des suffrages exprimés.

GUADELOUPE

Inscr., 179 347 ; vot., 25 446
Abst., 153 901 (85,81)
Blancs ou nuls, 2 221 (8,72)
Suff., exp., 23 225

UDF-RPR, 14 098 (60,70) ; PS, 6 058 (26,08) ; PCF, 1 070 (4,60) ; FN, 666 (2,86) ; ERE, 619 (2,66) ; REUSSIR, 543 (2,33) ; PSU-CDU, 136 (0,58) ; I 84, 34 (0,14) ; VERTS, 1 (0,00).

1979. – Insc., 17 1910 ; vot., 32 324 ; abst., 81,19 ; suff. exp., 32 241.
UFE, 17 461 (54,15) ; PS-MRG, 6 959 (21,58) ; DIFE, 6 706 (20,79) ; PCF, 835 (2,58) ; Déf. Interprof., 279 (0,86) ; EEE, 1 (0).

1981. – Insc., 177 461 ; vot., 70400 ; abst., 60,32 ; suff. exp., 68 265.
Giscard d'Estaing, 48 356 (70,83) ; Chirac, 6 858 (10,04) ; Mitterrand, 6 671 (9,77) ; Marchais, 4 584 (6,71) ; Laguiller, 472 (0,69) ; Garaud, 376 (0,55) ; Lalonde, 333 (0,48) ; Debré, 229 (0,33) ; Crépeau, 212 (0,31) ; Bouchardeau, 174 (0,25).

GUYANE

Inscr., 25075 ; vot., 6037
Abst., 19038 (75,92)
Blancs ou nuls, 210 (3,47)
Suff. exp., 5827

UDF-RPR, 3363 (57,71) ; PS, 1625 (27,88) ; FN, 380 (6,52) ; ERE, 189 (3,24) ; REUSSIR, 120 (2,05) ; PCF, 98 (1,68) ; PSU-CDU, 52 (0,89).

1979. – Insc., 21 801 ; vot., 4 128 ; abst., 81,06 ; suff. exp., 3 834.
DIFE, 2 025 (52,81) ; UFE, 1 261 (32,88) ; PS-MRG, 382 (9,96) ; PCF, 107 (2,79) ; Déf. Interprof., 59 (1,53).

1981. – Insc., 23003 ; vot., 10120 ; abst., 56,00 ; suff. exp., 9831.
Giscard d'Estaing, 4 215 (42,87) ; Chirac, 2 744 (27,91) ; Mitterrand, 2 084 (21,19) ; Lalonde, 183 (1,86) ; Marchais, 145, (1,47) ; Laguiller, 115 (1,16) ; Garaud, 107 (1,08) ; Crépeau, 103 (1,04) ; Debré, 75 (0,76) ; Bouchardeau, 60 (0,61).

MARTINIQUE

Inscr., 195 985 ; vot., 58 829
Abst., 137 156 (69,98)
Blancs ou nuls, 4 668 (7,93)
Suff., exp., 54 161

UDF-RPR, 32 056 (59,18) ; PS, 15 058 (27,80) ; PCF, 3 118 (5,75) ; ERE, 1 220 (2,25) ; REUSSIR, 1 185 (2,18) ; FN, 869 (1,60) ; I 84, 444 (0,81) ; PSU-CDU, 208 (0,38) ; PCI, 2 (0,00) ; VERTS, 1 (0,00).

1979. – Insc., 183 022 ; vot., 52 469 ; abst., 71,33 ; suff. exp., 46 030.
UFE, 25 583 (55,57) ; DIFE, 10 846 (23,56) ; PCF, 5 542 (12,03) ; PS-MRG, 3 461 (7,51) ; Déf. Interprof., 595 (1,29) ; Eurodroite, 3 (0).

1981. – Insc., 187657 ; vot., 90604 ; abst., 51,71 ; suff. exp., 86560.
Giscard d'Estaing, 62 422 (72,11) ; Mitterrand, 10 530 (12,16) ; Chirac, 8 753 (10,11) ; Marchais, 2 131 (2,46) ; Laguiller, 801 (0,92) ; Lalonde, 546 (0,63) ; Garaud, 413 (0,47) ; Debré, 386 (0,44) ; Crepeau, 367 (0,42) ; Bouchardeau, 211 (0,24).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Inscr., 3 967 ; vot., 1 200
Abst., 2 767 (69,75)
Blancs ou nuls, 126 (10,50)
Suff., exp., 1 074

UDF-RPR, 604 (56,23) ; PS, 195 (18,15) ; ERE, 190 (17,69) ; FN, 56 (5,21) ; PCF, 20 (1,86) ; PSU-CDU, 9 (0,83).

1979. – Insc., 3 8 32 ; vot., 1 212 ; abst.,)68,37 ; suff. exp., 1 033.
UFE, 609 (58,95) ; PS-MRG, 262 (25,36) ; DIFE, 109 (10,55) ; PCF, 35 (3,38) ; Déf. Interprof., 18 (1,74).

1981. – Insc., 3 856 ; vot., 2 873 ; abst., 25,49 ; suff. exp., 2 778.
Giscard d'Estaing, 1 607 (57,84) ; Mitterrand, 508 (18,28) ; Chirac, 201 (7,23) ; Lalonde, 116 (4,17) ; Laguiller, 103 (3,70) ; Marchais, 78 (2,80) ; Crépeau, 73 (2,62) ; Garaud, 42 (1,51) ; Debré, 37 (1,33) ; Bouchardeau, 13 (0,46).

MAYOTTE

Inscr., 22 516 ; vot., 9 253
Abst., 13 263 (58,90)
Blancs ou nuls, 102 (1,10)
Suff., exp., 9 151

UDF-RPR, 4 501 (49,18) ; ERE, 4 170 (45,56) ; PCF, 189 (2,06) ; FN, 151 (1,65) ; PS, 140 (1,52).

1979. – Insc., 19 470 ; vot., 15 249 ; abst., 21,67 ; suff. exp., 15181.
DIFE, 13 834 (91,12) ; UFE, 1 151 (7,58) ; PS-MRG, 99 (0,65) ; PCF, 42 (0,27) ; Déf. Interprof., 32 (0,21) ; Trotskistes, 16 (0,10) ; Eurodroite, 7 (0,04).

1981. – Insc., 20 303 ; vot., 11 478 ; abst., 43,46 ; suff. exp., 11391.
Giscard d'Estaing, 8 347 (73,27) ; Chirac, 2 128 (18,68) ; Mitterrand, 263 (2,30) ; Laguiller, 223 (1,95) ; Garaud, 134 (1,17) ; Debré, 87 (0,76) ; Bouchardeau, 64 (0,56) ; Marchais, 58 (0,50) ; Crépeau, 45 (0,39) ; Lalonde, 42 (0,36).

GRANDES MANŒUVRES A L'UDF

Le CDS guette le PR

Réunis jeudi 21 juin en bureau politique, les responsables des différentes composantes de l'UDF examineront les conséquences, pour leur formation, des résultats du scrutin du 17 juin et s'efforceront de définir les grandes lignes d'une stratégie pour 1986 après avoir mesuré la volonté des uns et des autres de travailler sur un projet commun.

Dans leurs premières déclarations, s'ils ont surtout insisté sur l'importance de l'écart — 11 points — creusé entre la liste d'Union de l'opposition et la majorité PC-PS, s'ils ont parlé de la situation *« difficile »* devant laquelle se trouve aujourd'hui M. Mitterrand, qui serait bien *« inspiré »* de dissoudre l'Assemblée nationale, ils devraient, jeudi, en petit comité, davantage s'interroger sur les conséquences, pour l'avenir, de leur ralliement à la liste d'Union de l'opposition, sur les résultats obtenus par cette liste — résultats jugés *« honorables »* par M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, mais pour le moins *« insuffisants »* par M. François Léotard, secrétaire général du PR.

Enfin, et surtout, ils devraient étudier l'attitude à adopter face à l'extrême droite, qui, en recueillant dimanche 11 % des suffrages, pose de façon aigüe à l'opposition le problème de ses alliances futures. M. Jean Lecanuet président de l'UDF, peut bien banaliser le *« phénomène Le Pen »* et juger, en se référant à la percée en 1956 du mouvement poujadiste, qu'il n'est pas *« nouveau »*, M. Méhaignerie peut bien, en réponse à nos questions, insister sur le caractère *« occasionnel »* d'un vote de *« défoulement »* qui *« ne saurait se reproduire dans un autre type de scrutin où l'enjeu serait plus important »*, il n'en demeure pas moins que l'UDF ne peut que réfléchir aux aspirations manifestées par ceux qui se sont tournés vers M. Le Pen.

Il est d'autres interrogations, plus constantes au sein de l'UDF, qu'elle ne peut pas non plus éviter quand elle pense à une stratégie pour l'avenir. Comment parvenir à faire vivre ensemble différents partis qui tiennent à préserver leur indépendance, leur spécificité et ne sont pas prêts à se ranger sous la bannière d'un seul et même chef de file tant ils sont partagés entre giscardiens, barristes et ce que l'on pourrait appeler des *« non-alignés »* ? Comment les faire vivre ensemble tout en créant une *« dynamique »*, capable de résister à celle du RPR, capable de retenir l'attention d'un électorat par un message suffisamment *« porteur »* et qui lui soit *« propre »* ?

Nous devons, nous a notamment expliqué M. Méhaignerie, nous imposer une *« discipline de communication »* et voir, si au sein de l'UDF — qui est *« un outil de préparation des futures élections législatives »*, qui a *« une bonne expression parlementaire »* et qui correspond *« à ce besoin ressenti par l'opinion de regroupement des familles politiques »*, chacun est prêt *« a jouer le jeu »*, et, notamment à dépasser la question du choix du présidentiable.

Selon lui, l'UDF en se lançant dans des réformes de structures *« perdrait du temps »* et *« n'intéresserait personne »*. Il précise aussi que si d'aucun voulait *« précipiter l'UDF dans des initiatives »* que le CDS ne souhaite pas, il serait conduit à *« prendre des positions »*, autrement dire à annoncer officiellement le ralliement du CDS à M. Barre au sein d'une structure qui reste à définir.

« Ce n'est pas la meilleure solution », souligne-t-il pourtant. De tout cela, le CDS débattra au cours du bureau politique *« élargi »* qu'il réunit mercredi 20 juin, au lendemain même du déjeuner organisé sur l'initiative du groupe centriste du Sénat autour de M. Raymond Barre et auquel assistera M. Méhaignerie.

L'attitude du CDS dépend en partie de celle qu'adoptera le PR. Le secrétaire général de cette organisation, M. François Léotard, qui, après avoir manifesté son désaccord avec la stratégie adoptée par l'UDF pour les élections européennes, reviendra jeudi siéger au bureau politique de l'UDF, aura à n'en pas douter des propositions à formuler, même s'il considère aujourd'hui que *« tout projet qui déséquilibrerait l'UDF doit être regardé avec beaucoup de précaution »* dans la mesure où *« inévitablement, il suscite un contre-projet »*. S'il ne croit plus possible que son parti puisse quitter l'UDF, il a, depuis plusieurs semaines, l'idée de favoriser la constitution d'une *« convention pour une démocratie libérale »*, convention qui s'adresserait à tous ceux qui se sentent *« concernés par le message libéral »*. De ce projet, il devrait parler aux cadres et élus de son parti au cours d'un dîner-débat qu'il organise le 27 juin à Paris. Mais sur ce thème il reste très prudent, dans l'attente du bureau politique de l'UDF de jeudi. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il insiste surtout sur les *« révisions »* auxquelles devrait se soumettre une opposition qui aurait l'ambition d'être *« intelligente »*.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES RÉACTIONS

M. Chaban-Delmas veut « changer le changement »

« Je ressens cette victoire comme si elle était la nôtre », écrit M. Giorgio Almirante, secrétaire général du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste) dans le télégramme de félicitations qu'il a adressé à M. Jean-Marie Le Pen pour sa *« victoire spectaculaire »*.

Du succès du Front national, M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a tiré de son côté une leçon : *« Il ne faut pas nous recentrer, mais au contraire devenir l'opposition musclée »*, ni laisser à Le Pen — qui constitue *« une réalité politique avec laquelle il faut compter sans pour autant s'allier avec lui »* — *« le monopole de la dureté et de l'efficacité. »*

Pour le principal intéressé, qui s'est qualifié au micro de RTL d'*« empêcheur de bander à quatre »*, *« tout commence »*. M. Le Pen a estimé que, pour M. Mitterrand, *« continuer à faire une politique révolutionnaire contre l'avis du pays »* serait *« suicidaire »*. Mais, a-t-il ajouté, s'il changeait de politique, le président de la République devrait *« gouverner contre sa majorité »*.

« Les Français en ont assez » du pouvoir et de sa politique, constate M. Jacques Chaban-Delmas, qui précise : *« Assez de l'illusion dans laquelle on veut les faire vivre depuis trois ans et qui est la suivante : les élections de 1981 auraient signifié leur volonté non pas de changer la société pour la rendre plus juste et plus humaine, comme j'avais commencé à le faire comme premier ministre, mais de changer de société, de passer d'une société de liberté et de responsabilité à une société de contraintes et d'assistance ; une société dite « socialiste à la française », mais tendant inévitablement à l'étatisme et à l'appauvrissement. Lutter contre les injustices, oui ; faire de l'égalitarisme en tirant fortement vers le bas, non. La liberté et la justice, oui. Les contraintes et la médiocrité généralisée, non. Tel est l'avertissement qui vient d'être donné au pouvoir »*.

Pour le maire de Bordeaux, *« cet avertissement, si sévère soit-il, est un avertissement sans frais, car la Constitution ne prévoit pas que même une pareille déroute dans une élection de ce genre entraîne des effets automatiques »*. Mais, dit-il, il a une signification : *« Il faut changer le changement. »* Il ajoute : *« Pour le président de la République, maître constitutionnel des décisions capitales, c'est la quadrature du cercle. Comment changer le changement avec une majorité parlementaire démentie par le peuple et, de surcroît, profondément divisée en elle-même. Tel est pourtant le problème à résoudre. Les Français ne se laisseront plus abuser par de nouvelles solutions illusoires. »*

M. Giscard d'Estaing : sans délai

Se refusant à tout commentaire sur le score de l'extrême droite ou sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui participait à un dîner-débat organisé, lundi 18 juin à Grenoble, a invité l'opposition à se préparer *« à remettre sans délai la France en marche »*. Pour lui, il s'agit d' *« un signal d'espoir clair et massif, puisque deux Français sur trois viennent de dire pour la première fois depuis 1981, que le socialisme n'est pas la réponse aux problèmes de la France »*. *« La France*, a ajouté l'ancien président de la République, *est disponible mais à condition de transformer le « non » au socialisme en « oui » à quelque chose d'autre, sans exclusive, sans intolérance. »*

M. Malaud : déstabiliser

Pour M. Philippe Malaud, président du CNIP, élu sur la liste de Mme Veil, *« la disparition de toute légitimité démocratique, au-delà d'une légalité en survie artificielle, interdit désormais aux faillis la poursuite de leurs agressions contre les libertés fondamentales. » « Si l'obstination sectaire des marxistes tentait de passer outre, il serait*, ajoute-t-il, *du devoir impérieux des responsables politiques de l'opposition, toutes tendances confondues, de trouver d'autres moyens légaux de les mettre en échec et d'assurer leur déstabilisation définitive, conformément à la volonté clairement manifestée par le peuple français le 17 juin et qu'il réaffirmera à Paris le 24 juin. »*

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait écrire que, dans la ville dont M. Michel Rocard est le maire, la liste socialiste avait fait moins bien que son score national. Ce n'est pas vrai, puisque M. Lionel Jospin obtient 25,51 % des suffrages exprimés. Il reste que Mme Simone Veil et M. Jean-Marie Le Pen totalisent à eux deux, dans cette ville, 50,31 % des voix.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les dirigeants communistes ont pris conscience de la nécessité d'une révision d'ensemble de leur politique

Les résultats des élections européennes placent les communistes devant une réalité que certains d'entre eux pressentaient, sans toujours le dire ni trop y croire ; il n'y a pas ou plus de seuil de sécurité électoral en deçà duquel le PCF serait assuré de *ne pas descendre, sauf bouleversement* historique. L'implantation du Parti communiste, telle qu'elle s'était *forgée au long des décennies*, n'est pas à l'abri d'une érosion qui l'entame en profondeur.

Comme l'observe M. Henri Fiszbin, *« l'électorat communiste se désagrège ». Il est significatif que cette* constatation soit ainsi formulée par un ancien responsable du PCF, qui fondait son action, depuis trois ans, sur la certitude que l'électorat communiste était caractérisé par une *plus* grande cohésion que celui des autres partis.

Les dirigeants du PCF redoutaient un phénomène d'abstention, qui leur faisait dire qu'une baisse d'un point, *par rapport au premier tour de l'élec*tion présidentielle de 1981, serait un résultat honorable. *Il* apparaît, de fait, que les départements où, à scrutins comparables (c'est-à-dire les *élections européennes de 1979)*, l'abstention a été la plus forte, le 17 juin, sont aussi ceux où le PCF a le plus reculé par rapport à 1981 *(voir tableau).* La tendance à l'abstention a été *particulièrement marquée* dans certaines zones de vieille et forte implantation communiste, *dans la région parisienne ou dans le* Nord, par exemple.

Il reste à s'interroger sur le sens de cette abstention. M. Georges Marchais affirmait, au début de la campagne : *« S'abstenir, c'est dire que tout va bien. »* Il est clair que ce n'est pas cela qu'ont voulu dire, dimanche, les abstentionnistes de la gauche, *et parmi eux ceux qui, auparavant*, votaient pour le PCF. Au-delà, il est difficile d'interpréter les *pensées de ceux qui ont choisi de se* taire.

Les communistes sont contraints *de prendre acte du désintérêt mani*festé par ces électeurs. La politique *de la* gauche a sa part *dans* cette réaction. Il est évident que, pour une bonne part, la base du PCF ne s'y retrouve pas, mais, *aussi*, que les *dirigeants du parti n'ont rien fait pour* cela. L'alternance, dans leur discours, du « coup de chapeau » aux réformes accomplies par la gauche et du dénigrement de sa politique *économique*, a abouti à éloigner les électeurs communistes d'une entreprise *à laquelle ils ne trouvent pas le* moyen d'adhérer ni, non plus, de participer de façon critique. Du moins *le scrutin du 17 juin ne leur a-t-il pas* paru offrir cette possibilité.

Ce n'est pas seulement le rôle de *médiateur du Parti communiste*, dans une situation où la gauche est au pouvoir et où il participe au gouver*nement*, qui est ainsi mis en cause. Les responsables communistes sont conscients que, au-delà de leur aptitude à comprendre et à exprimer les aspirations de leur base dans la période actuelle, ce sont l'identité et la crédibilité globales du PCF qui sont, aujourd'hui, contestées. Le recul de 1981 a, *sans doute*, enclenché une dynamique redoutable dans le sens de la baisse ; le PCF, disposant d'un *poids réduit, risque d'en perdre davantage* à mesure que son influence sur les événements apparaît à ses électeurs comme restreinte.

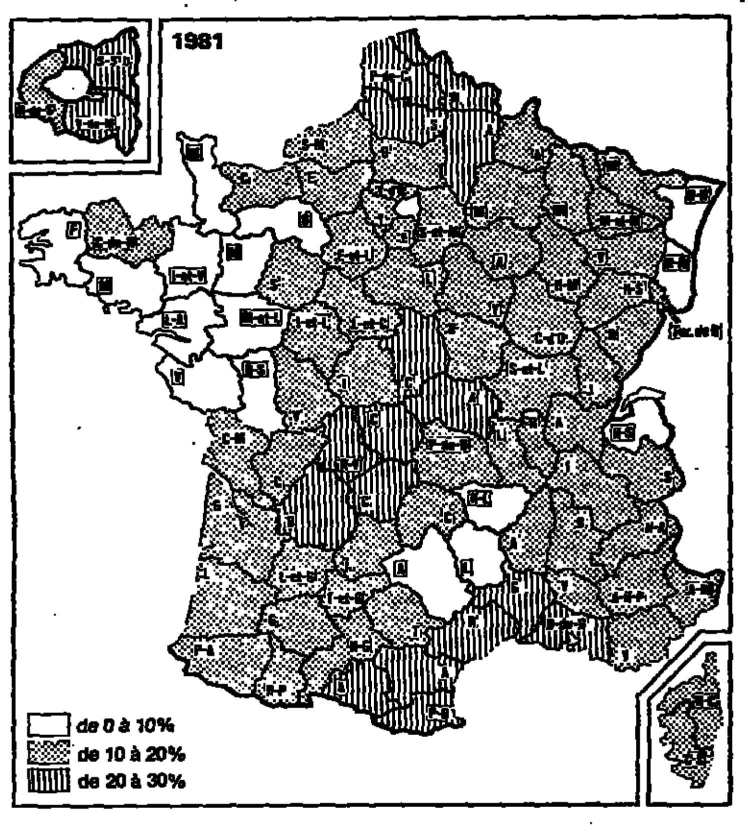
Il demeure, toutefois, que l'ensemble de la politique du parti contribue à entretenir ou à accroître le doute sur la « stratégie » qui la fonde. Ses propositions économiques paraissent trop traduire un souci tactique de se démarquer, voire de s'opposer aux socialistes. Son refus de s'engager dans la critique des pays *socialistes paraît anachronique* et l'identifie à une réalité dont on ne voit pas qu'il puisse s'éloigner vrai*ment* lorsqu'il propose un « socialisme à la française ».

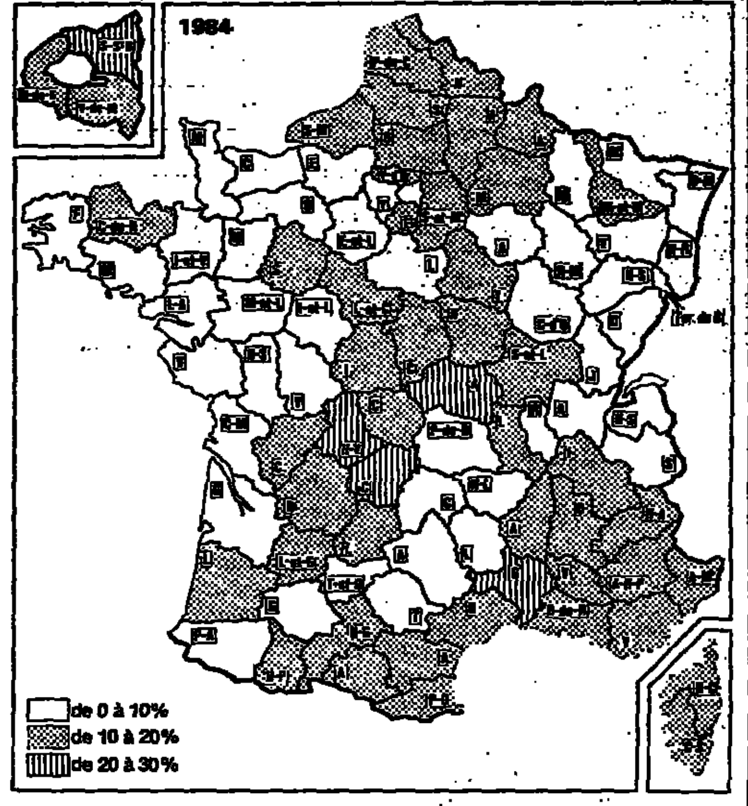
Les problèmes posés aux communistes sont donc des problèmes de fond. Tous l'admettent. Aucun ne veut voir *dans les chiffres de dimanche* une donnée conjoncturelle. Considérant les résultats obtenus par *le PC italien*, se rappelant que, à la différence du PCF, le PCI n'avait pas tardé, en 1956, à s'engager dans la voie de la modernisation de ses conceptions et de l'autonomie par rapport aux Soviétiques, les responsables *communistes* mesurent l'étendue des révisions auxquelles leur parti va *devoir* procéder dans l'urgence. La première d'entre elles concerne la répartition des responsabilités. Les résultats des élections européennes ont provoqué un certain coup de colère, dirigé, en premier lieu, contre le secrétaire général. On parle du « *souci de dignité* », qui devrait amener M. Marchais à considérer que l'heure est venue de passer le relais.

Le bureau politique, réuni mardi matin 19 juin, devait fixer définitivement la date et arrêter les modalités de la réunion du comité central, programmée *pour le début de la semaine* prochaine. Au-delà, il convient de prévoir, également, le moment où se *réunira* le prochain *congrès du parti*, qui, statutairement, devrait intervenir au début de 1985. Le comité central en *fixera-t-il, dès la semaine prochaine*, la date ? Celle-ci sera-t-elle avancée à la fin de cette année ? *Telles sont quelques-unes des questions* auxquelles les dirigeants communistes devront faire connaître *leurs réponses dans les prochains* jours.

PATRICK JARREAU.

Le recul du PCF dans les départements entre 1981 et 1984





Abstention et vote PCF

Nous donnons, ci-dessous, une liste de départements dans lesquels les abstentionnistes ont été nettement plus nombreux, le 17 juin de cette année, qu'ils ne l'avaient été le 10 juin 1979. On verra que ces départements sont, aussi, en général, ceux où le PCF a enregistré le plus fort recul, cette année, par rapport au premier tour de l'élection présidentielle, le 26 avril 1981, qu'il s'agisse de départements de forte implantation communiste, ou, au contraire, de départements où l'influence du PCF a toujours été marginale. On relèvera, aussi, quelques contre-exemples, telle la Corrèze, où l'abstention semble avoir peu affecté le résultat du PCF.

DÉPARTEMENTS	ABSTENTIONS		RÉSULTATS DU PCF	
	1979	1984	1981	1984
Haut-Rhin	43,22	49,87	5,84	2,56
Seine-Saint-Denis	41,26	49,55	27,27	21,84
Meurthe-et-Moselle	42,33	48,61	17,75	11,98
Moselle	45,53	48,37	11,79	6,59
Bas-Rhin	42,60	47,91	4,55	2,27
Loire	43,73	47,31	15,84	11,23
Vosges	40,24	46,97	11,51	4,24
Rhône	44,16	46,52	13,28	8,50
Charente-Maritime	42,68	46,31	12,86	9,79
Marne	41,52	46,17	15,57	10,14
Val-d'Oise	39,38	45,94	18,80	13,33
Indre-et-Loire	40,30	45,81	11,97	8,12
Bouches-du-Rhône	44,17	45,46	25,55	17,90
Loire-Atlantique	41,12	45,40	9,33	6,20
Essonne	39,33	45,17	16,80	12,16
Gironde	39,97	45,12	14,06	9,85
Val-de-Marne	39,09	44,91	21,37	18,20
Isère	44,07	44,83	16,54	11,13
Ardennes	38,90	44,76	19,63	12,32
Calvados	41,08	44,26	11,46	6,76
Jura	40,47	44,12	13,69	8,46
Seine-Maritime	37,32	43,88	19,14	13,94
Yvelines	38,62	43,54	12,51	7,86
Paris	38,98	43,33	9,16	6,15
Charente	38,22	43,29	16,01	12,69
Haute-Marne	39,90	43,17	13,36	8,31
Seine-et-Marne	37,92	42,86	15,36	10,13
Territoire de Belfort	43,14	42,80	11,87	6,56
Hauts-de-Seine	39,24	42,74	16,14	11,51
Aube	38,89	42,56	15,62	9,56
Hérault	41,32	42,53	20,92	16,57
Gard	40,50	42,11	25,13	20,18
Haute-Garonne	37,78	41,86	15,43	10,53
Cher	36,41	41,79	20,25	17,86
Loiret	36,15	41,75	12,61	8,80
Eure	35,61	41,46	13,53	8,85
Indre	35,56	40,98	19,28	13,85
Allier	36,85	40,67	28,83	20,70
Oise	33,50	40,23	18,15	11,57
Aisne	32,23	39,92	21,69	15,32
Vaucluse	37,80	39,04	19,03	12,81
Nord	30,94	38,62	21,44	15,78
Côtes-du-Nord	32,11	36,57	12,20	12,65
Pas-de-Calais	29,55	36,54	23,16	18,02
Dordogne	31,34	34,92	20,44	16,69
Somme	28,77	34,22	22,38	16,35
Corrèze	27,89	32,93	21,85	20,89

AU FRONT NATIONAL
La famille

M. Bernard Chauveau, trésorier de la fédération de Paris du *Front national*, referme avec satisfaction un classeur tout neuf : il contient les bulletins d'adhésion de ce lendemain de victoire. *La moisson est belle : cent cinquante* formulaires, trois fois plus qu'un jour ordinaire.

Toute la journée, le petit appartement de la rue Bernouilli à Paris, dans le huitième arrondissement, n'a pas désempli. *« Après le passage de Le Pen à « L'heure de vérité », nous avions été pris de court. Aujourd'hui, nous nous y attendions. Nous étions dix pour recevoir les nouveaux adhérents »* (dont une grande part de bénévoles, tel cet agent d'assurances qui reçoit les impétrants entre deux visites de clients).

Organisation aux structures *encore floues*, le Front national rêve de créer des *« commissions » : « Déjà un spécialiste des ASSEDIC vient une fois par semaine renseigner les chômeurs*, explique le trésorier. *Nous avons également un service de conseils juridiques, avec un spécialiste des expropriations. »*

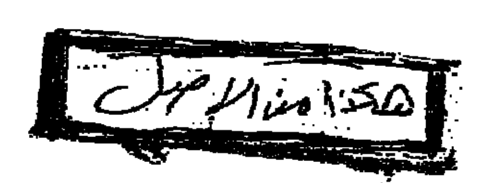
Car *« ce n'est pas le seizième arrondissement qui se presse ici »*. Affolés d'insécurité, chômeurs, divorcés même : *« Ils essaient de trouver ici comme une famille »*, explique M. Chauveau, lui-même ingénieur commercial au chômage.

Les formulaires d'adhésion *sont évidemment moins éloquents*. A la question *« Avez-vous déjà milité dans un mouvement politique ? »*, la grande majorité n'a *pas* répondu. Un nouvel adhérent revendique toutefois des activités dans le service d'ordre du mouvement basque Iparretarrak, mais *« il ne sera pas admis »*, s'empresse de nous préciser un militant. *« Nous sommes favorables à la peine de mort pour les terroristes. Dommage pour vous qu'il n'ait pas été membre du GAL, ça vous faisait un scoop. »*

Sans exception, tous ceux qui avouent d'anciennes amours sont des déçus du RPR. Voici Béatrice, vingt et un ans, étudiante en droit dans une université privée. *« Chirac est trop mou contre le gouvernement. Il a même osé dire que les lois Auroux n'étaient pas si mauvaises ! »* Au sein du RPR, Béatrice a tout de même longtemps rongé son frein, *« car les médias faisaient du Front national un mouvement raciste. Il m'a fallu dépasser cette image »*.

La liste unique dirigée par Mme Simone Veil, à qui cette catholique n'a pas pardonné la loi sur l'avortement, a emporté toutes ses préventions. *« Les idées de Le Pen sont les miennes »*, dit-elle, paraphrasant sans le savoir le slogan-roi de la campagne du Front national. Tout de même, si elle brûle de militer, elle préférerait le faire hors de son quartier. Les préjugés ont la vie dure !

DANIEL SCHNEIDERMANN.





société

LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Un nouveau combat du général Delaunay

Antisoviétique passionné, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean Delaunay, démissionnaire en mars 1983, partage au moins une obsession avec le secrétaire général du Parti communiste français : comme M. Marchais, il accuse la télévision de manquer, depuis 1981, de la plus élémentaire objectivité et il y voit même comme *un instrument de perversion intellectuelle qui démobilise les esprits en Occident*.

Le général Delaunay, qui a retrouvé une grande part de sa liberté d'expression en abandonnant son uniforme et ses fonctions, ne l'a pas caché récemment encore, lorsqu'il s'en est pris (*le Monde* du 6 mars 1984) aux émissions d'Antenne 2 sur le Vietnam qualifiées de *« désinformation »*. Il vient de récidiver, en élargissant, toutefois, sa condamnation à tous ceux qui, selon lui, contaminent la France en constituant ce *« cancer »* du *« doute »*, de la *« mauvaise conscience »*, du *« manque de références élevées »* et de l'*« abandon des valeurs de base »* pour la défense desquelles, observe-t-il, tant de militaires français ont donné leur vie.

Dans une lettre qu'il adresse *aux présidents de plusieurs organismes « qui, de près ou de loin, sont préoccupés par la défense de ces idéaux, qu'il s'agisse des associations patriotiques, des cercles de réflexion sur la défense, des mouvements d'information civique »*, le général Delaunay écrit notamment : *« Ce cancer-là me paraît plus menaçant encore que la « foudre atomique » qui mettrait fin à notre civilisation moderne vulnérable. »*

Terrorisme intellectuel

L'ancien chef d'état-major invite – *au besoin en investissant* une association déjà existante, dénommée Combat pour la France, créée sur l'initiative de membre de l'Association des croix de guerre, mais encore peu active – les présidents des associations patriotiques *à constituer* un groupe de pression qui aura pour tâche de défendre *« des valeurs directement liées à l'idée de patrie »*. Cette nouvelle association *devrait*, dans un premier temps, veiller au contrôle de l'objectivité des livres scolaires ou réagir aux atteintes, par ou dans les médias, à l'honneur national comme, précisément, l'émission sur le Vietnam.

A l'avance, *le général Delaunay* reconnaît que les associations patriotiques, dont il aimerait recueillir l'adhésion, sont censées être *« apolitiques »*. *« Il me semble cependant,* ajoute l'ancien chef d'état-major, *que la menace actuelle est si grave et qu'elle engage tellement l'avenir, que les conceptions anciennes de neutralité idéologique ne sont plus de mise dès lors qu'une certaine forme de terrorisme intellectuel est en action et que notre pays risque d'être miné de l'intérieur... »*

Mais dans l'intérêt de qui le général Delaunay agit-il ? Dans sa lettre, il souligne qu'il n'a aucune *« attache politique »*. Personne ne lui fera l'injure de vouloir désinformer ses interlocuteurs en la circonstance. Modestement, le général, en conclusion de sa lettre, indique que, si d'aucuns pensaient à lui pour animer une telle action, il répondrait par l'affirmative.

JACQUES ISNARD.

DES PROJETS DE DÉCRETS SUR LA PARTICIPATION DANS LES ÉCOLES

Portes entrouvertes pour les parents

La porte de l'école primaire s'ouvre aux parents, s'entrouvre plutôt, puisque des projets de décrets soumis à la concertation par le ministère de l'éducation nationale prévoient une avancée prudente sur la voie de la participation des usagers inaugurée après 1968.

La participation des *parents* à la vie de l'école avait été instituée dans l'enseignement maternel et élémentaire par la loi Haby du 11 juillet 1975, qui étendait la participation mise en œuvre dans le secondaire quelques années plus tôt. Un conseil des maîtres et un comité de parents élus pouvaient se réunir en un conseil d'école consultatif. Pour des raisons différentes, instituteurs et parents avaient boudé le système, les premiers craignant de voir les parents envahir l'école, les seconds *critiquant* le peu de place que leur accordaient les textes Haby dans la vie des établissements. Après 1981, le ministère avait donc résolu de rebâtir la participation sur des bases nouvelles. Un premier projet élaboré après l'arrivée de M. Savary rue de Grenelle (*le Monde* du 16 septembre 1982) prévoyait la suppression des comités de parents et l'instauration d'une véritable parité parents-instituteurs dans toutes les écoles.

La volonté d'adapter les textes à la décentralisation et aux exigences des parents sans pour autant malmener le Syndicat des instituteurs (SNI-PEGC, FEN), a finalement abouti à une nouvelle version plus *prudente*. Il n'est ainsi plus question de supprimer les comités de parents, modification qui aurait nécessité un vote du Parlement. Ces structures seraient conservées, mais leur composition *serait transformée* afin d'assurer la parité parents-instituteurs. Actuellement, le nombre de représentants des parents fixé selon la taille de l'école est plafonné à cinq, alors que tous les maîtres sont admis au conseil d'école. Dans l'avant-projet de décret, l'égalité serait établie au conseil, qui comprendra toujours le directeur, mais accueillera trois nouveaux membres : le maire, le conseiller municipal *chargé des affaires scolaires et* le délégué départemental de l'éducation nationale chargé de visiter l'école.

Des conseils de secteur

Le maire, qui entre au conseil d'école en vertu de la décentralisation, pourra désormais modifier les heures d'entrée et de sortie de classe *« en raison des circonstances locales »*, après avis de l'inspecteur départemental. L'organisation du temps scolaire pourra être aménagée, à titre expérimental et pour une durée *limitée*, par l'*inspecteur* d'académie à la demande de la majorité du conseil d'école. Les compétences du conseil seront élargies. Il votera le règlement intérieur de l'école et *pourra notamment* organiser la garde des enfants hors du temps scolaire, alors que son rôle n'était, jusqu'à présent, que consultatif sur ces sujets. Selon l'expression d'un *membre du cabinet* de M. Savary, *« il n'y a plus de sujet tabou »*. Le conseil est aussi consulté sur des questions comme la gestion matérielle de l'école, le projet éducatif de l'école et les transports scolaires. Mais ses compétences ne lui permettent que d'être *« informé sur la composition des classes et le choix des manuels scolaires »*, qui restent l'apanage de l'équipe pédagogique.

Autre innovation, totale celle-là : les « conseils de secteur » définis par un second avant-projet de décret. Cette instance, destinée principalement à *« assurer une réelle continuité pédagogique entre l'école et le collège »*, regrouperait, à partir de la rentrée 1985, des représentants des deux types d'établissements d'un même secteur (parents, enseignants, conseillers d'éducation, etc.) autour d'*élus* et du *délégué départemental* de l'éducation nationale. Le conseil de secteur serait présidé par l'inspecteur départemental de l'éducation nationale.

Un accueil très favorable a été réservé à ces projets par les principales fédérations de parents d'*élèves* : la FCPE (fédération Andrieu) en demande *« l'application effective dans les meilleurs délais »*. En revanche, le SNI-PEGC a exprimé des réserves. Il est très favorable au principe du « conseil de secteur », puisque ce syndicat regroupe à la fois les instituteurs et les professeurs de collège, mais il voudrait éviter que cette nouvelle structure ne devienne *« monstrueuse »* dans les zones urbaines les plus denses. A propos des conseils d'école, le SNI n'est toujours *« pas pressé »* de voir aboutir les projets ministériels puisqu'il juge ces assemblées *« inutiles, ou presque »*, lui préférant d'autres formules, telles les *« journées banalisées »* permettant la rencontre maîtres-parents d'élèves.

Veto ou acquiescement du bout des lèvres ? Les instances du syndicat des instituteurs devraient trancher à la fin du mois de juin. Leur avis pèsera lourd.

PHILIPPE BERNARD.

LA FÉMINISATION DU VOCABULAIRE PROFESSIONNEL

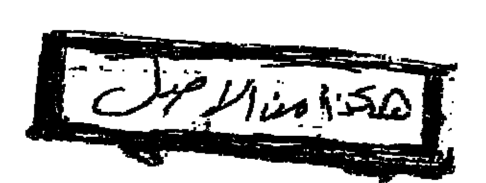
L'Académie contre Mme Roudy

L'Académie française – qui compte *une seule femme* dans ses rangs – part en guerre contre la féminisation des titres et des fonctions. Dans une mise en garde adressée à la commission de terminologie (*le Monde* daté 29-30 avril) chargée d'étudier cette question par Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, les académiciens expliquent qu'ils craignent qu'une révision du vocabulaire concernant les activités des femmes *« ne procède d'un contresens sur la notion de genre grammatical »*.

Ils soulignent qu'il existe en français deux genres traditionnellement dénommés *« masculin »* et *« féminin »*, mais *« ces vocables, hérités de l'ancienne grammaire, sont impropres »*. Pour l'Académie française, *« le seul moyen satisfaisant de définir les genres du français, eu égard à leur fonctionnement réel, consiste à les distinguer en genres respectivement marqué et non marqué »*. Le genre dit couramment *« masculin »* est le genre non marqué, qui a capacité à représenter à lui seul des éléments relevant de l'un et l'autre genre. Par exemple, quand on dit : *« Tous les hommes sont mortels »*, ou encore : *« Tous les candidats ont été reçus »*, le genre non marqué désigne indifféremment des hommes et des femmes. *Son emploi*, selon l'Académie, signifie que, *« dans le cas considéré, l'opposition des sexes n'est pas pertinente et qu'on peut donc les confondre »*.

En revanche, le genre dit couramment *« féminin »* est le genre marqué. Il est limitatif. Appliqué aux êtres animés, il institue entre les sexes une ségrégation. En conséquence, l'Académie estime que, *« pour réformer le vocabulaire des métiers et mettre les hommes et les femmes sur un pied de complète égalité, on devrait recommander que, dans tous les cas non consacrés par l'usage, les termes du genre dit féminin – genre discriminatoire au premier chef – soient évités, et que, chaque fois que le choix reste ouvert, on préfère pour les dénominations professionnelles le genre non marqué »*.

L'Académie indique également que, quand on a forgé des noms de métier au féminin, ils ont été très vite empreints d'une nuance dépréciative (chefesse, doctoresse, poétesse). *« On peut s'attendre,* ajoute-t-elle, *à ce que d'autres créations non moins artificielles subissent le même sort (...). Il paraîtrait plus avisé de laisser à l'usage le soin de modifier. »*



SOCIÉTÉ

M. JACQUES DELORS ET L'ÉCOLE PRIVÉE

« Sur les cinq questions essentielles le gouvernement a respecté la liberté »

Interrogé sur l'école privée au cours de l'émission d'Antenne 2 « l'Heure de vérité » dont il était l'invité, lundi 18 juin, M. Jacques Delors s'est demandé : « *Comment les socialistes se sont-ils fait voler le thème de la liberté ?* » Conseillant aux Français de lire la loi sur l'enseignement et de « *se poser quelques questions* », le ministre de l'économie, des finances et du budget a donné ses propres réponses :

« *Premièrement, est-ce que chaque famille a le choix entre plusieurs écoles pour mettre ses enfants ? La réponse est indiscutablement oui. Pas simplement dans les pétitions de principe, mais c'est organisé pour. Deuxièmement, si elle choisit une école plutôt qu'une autre, est-ce que l'école sera pratiquement gratuite ? La réponse est oui, et l'État verse vingt milliards de francs pour l'enseignement privé. Troisièmement, est-ce que chaque type d'école pourra choisir son projet pédagogique ? La réponse est oui. Quatrième question : est-ce que les écoles dites privées pourront choisir leur directeur ? La réponse est oui. Cinquième question : quant aux enseignants, que peuvent-ils faire ? Ils ont le choix entre un statut de contractuels publics ou bien un statut de fonctionnaires. Ils ont le choix. C'est la liberté. Par conséquent, voilà un projet qui a été mal expliqué ou mal compris, je ne sais pas (...).*

» *Il y a un petit point d'interrogation. Sur 100 F que paye l'Etat, il y a 2,50 F qui correspondent à des frais de fonctionnement versés par des communes. Dans l'état actuel des choses, il n'est pas sûr que, dans neuf ans ou dans onze, selon les cas, ces 2,50 F seront payés. Je vous pose la question : est-ce que cela vaut la peine de mettre dans la rue des centaines de milliers de personnes ? Ma réponse est non. Cela dit, qu'il y ait au dernier moment un malentendu, une sorte de théâtre pirandellien...*

» *Sur les cinq questions essentielles, le gouvernement a respecté la liberté, il s'est concerté pendant trente mois. Lorsqu'on a fait voter la loi Debré en 1959, on l'a votée en six heures. Alors, qui a essayé d'arranger les choses par la concertation ? Et on voudrait nous culpabiliser. Cela, non. Qu'il y ait eu un malentendu de dernière heure entre le premier ministre et les représentants de l'enseignement privé, peut-être, mais vraiment, est-ce que cette péccadille, parce que c'est une péccadille par rapport à l'enjeu, vaut la peine d'une grande manifestation ?* »

« Le ministre devrait lire le texte de plus près »

nous déclare le Père Guiberteau

Le chanoine Paul Guiberteau, qui a écouté et regardé M. Delors, estime, dans une déclaration qu'il nous a faite mardi, que les propos du ministre « *sont conformes à la doctrine officielle et reproduisent le document diffusé actuellement par le gouvernement dans les établissements scolaires. C'est un discours intéressant, mais qui gomme un certain nombre de points* ».

Aux questions posées par M. Delors, le secrétaire général de l'enseignement catholique n'apporte pas les mêmes réponses : « *La liberté de choix des parents ? Le texte du projet de loi ne précise plus, comme le faisait l'avant-projet, que le vœu des familles sera pris en compte pour fixer les dotations annuelles de postes budgétaires. La gratuité ? Elle restera relative, comme aujourd'hui et plus encore, puisque la charge des constructions et des agrandissements d'écoles incombe aux associations privées, et que les collectivités territoriales ne pourront plus, nous semble-t-il, les subventionner, ni cautionner les emprunts.* »

» *Sur le choix du projet éducatif par chaque établissement, nous regrettons que le texte de loi ne fasse pas, comme l'exposé des motifs, le lien entre le projet et le « genre d'éducation ». Quant au libre choix du directeur, c'est vrai. C'est vrai jusqu'au jour où il n'y aurait plus que des fonctionnaires dans les établissements privés. Pour ce qui concerne la titularisation des enseignants, nous continuons de penser qu'elle n'est pas simplement une mesure individuelle, mais qu'elle engage l'avenir des établissements privés, puisqu'elle engage le mode de gestion et de formations des maîtres et prélude ainsi à une intégration progressive. C'est d'ailleurs comme cela que M. Mauroy l'a présentée à l'Assemblée nationale.* »

» *Enfin, M. Delors a omis d'évoquer les EIP* [établissements d'intérêt public]. *Nous craignons que le contrôle des collectivités locales fasse cesser l'autonomie des établissements.*

» En définitive, je conseillerai à M. Delors de lire le texte du projet de loi de plus près. Entre ce qui est affirmé dans l'exposé des motifs et ce qui est explicité dans les articles de la loi, il reste pour nous une différence considérable. »

CHARLES AZNAVOUR, LES ARMÉNIENS ET LES TURCS

Le chanteur médiateur

De notre envoyé spécial

Paradou (Bouches-du-Rhône). – Une rencontre très discrète, mais peut-être « historique » – l'avenir le dira, – a eu lieu samedi 16 juin, dans le décor biblique de l'arrière-pays provençal : Charles Aznavour a en effet reçu, sous une tonnelle de Paradou (Bouches-du-Rhône), deux journalistes turcs, Ragip Duran, correspondant de la BBC à Paris, et Erol Ozkoray, responsable à Istanbul des « dossiers » de *Nokta*, hebdomadaire lu par l'intelligentsia turque.

Les deux journalistes avaient demandé au chanteur, Français *d'origine arménienne, de pouvoir* s'entretenir avec lui, après l'interview qu'il a accordée au *Monde aujourd'hui* (daté 10-11 juin) et dans laquelle il souhaitait *notamment « un dialogue, une ouverture »*, entre les Arméniens et la Turquie. Charles Aznavour a accepté cette entrevue.

Pendant trois heures, à bâtons *rompus et dans une atmosphère* très détendue, l'auteur de *Ils sont tombés*, la chanson consacrée au *génocide* arménien des années 1915 et 1923, a repris, à destination soit des dirigeants, soit de l'opinion publique de Turquie, tous les thèmes et réflexions qu'il avait développés pour *le Monde aujourd'hui*. Se déclarant *« contre la violence »*, mais *« comprenant »* le désespoir des jeunes activistes arméniens qui militent pour la *« reconnaissance des faits historiques »*, et soulignant que ceux-ci étaient survenus sous l'Empire ottoman et non sous la République turque, il a de nouveau rendu hommage à *« l'intelligence »* des responsables d'Ankara tout en disant en substance : il faut être intelligent *jusqu'au bout et ne pas laisser de « points d'ombre dans la véritable histoire de son pays »*. Interrogé par les journalistes turcs sur les attentats commis contre des diplomates turcs, le chanteur a simplement répondu que tout cela était *« dommage »*.

Révélant que M. Ara Toranian, leader du Mouvement national arménien (MNA), avait demandé à le rencontrer et qu'il avait accepté de le recevoir prochainement, *Charles Aznavour a répété* qu'il n'était pas question, pour lui, de dépasser un rôle consistant *« à mettre des gens de bonne volonté autour d'une table ». « Je suis d'abord et avant tout un artiste »*, a-t-il redit. Ainsi, après le tournage, terminé fin août, du feuilleton en six épisodes auquel il participe et que *réalise Denis de la Patellière*, et sous le titre *le Paria* – dont la diffusion est prévue en avril 1985 sur la troisième chaîne, – il fera une tournée dans le midi de la France avec *Liza Minelli*.

Devant les deux journalistes turcs, finalement séduits par les multiples facettes du personnage, l'auteur d'*Il faut savoir* a déclaré, dans un large sourire : *« Je n'ai jamais renié mes racines, bien au contraire, et je me suis engagé pour la cause arménienne, mais je suis un Franchouillard. »*

MICHEL CASTAING.

LES RÉACTIONS EN TURQUIE

Parlons surtout de l'avenir

De notre correspondant

Ankara. – L'offre de « médiation » de Charles Aznavour entre des Turcs « *qu'il respecte* » et des Arméniens « *qu'il aime* » n'a guère trouvé d'écho tant dans la presse, du moins jusqu'à présent, que dans les milieux officiels.

Se refusant à tout commentaire, les sources proches du ministère turc des affaires étrangères se sont bornées à indiquer : « *Nous ne sommes pas l'interlocuteur d'Aznavour, et de ce fait sa proposition n'a aucune valeur pratique.* »

Une personnalité s'exprimant « *uniquement à titre personnel* » devait cependant indiquer que la déclaration de M. Aznavour représente « *dans ses grandes lignes* » le sentiment général qui prévaut dans la diaspora arménienne, « *à la fois modérée et réaliste* » à l'égard de la Turquie. « *Dire que la cause arménienne est une cause sans espoir est une prise de position courageuse qui ne va sûrement pas plaire aux militants durs de cette cause.* » Toutefois, selon la même source, s'exprimant toujours « en privé », notre interlocuteur note que la différence, faite par le chanteur français, entre l'empire ottoman et la République turque « *risque de ne trouver aucun appui ni officiel ni intellectuel en Turquie* ». Tel est aussi l'avis du professeur Mumtaz Soysal, intellectuel de gauche : « *Nous sommes très sensibles à la vérité ottomane. Nous n'avons aucune intention de renier nos ancêtre. La question ne consiste pas à opposer les Ottomans aux Turcs.* » Autrement dit, les Turcs ne souhaitent nullement désavouer leurs racines. « *Si nous le faisions, nous admettrions que les Ottomans se sont montrés coupables.* »

Cela dit, le professeur Soysal a acceuilli « *très favorablement* » l'offre de dialogue entre les intellectuels turcs et arméniens. « *Nous sommes également prêts à discuter du passé, à condition que le dialogue se déroule sur des bases objectives et non passionnelles. Mais pourquoi ne pas avoir de discussion davantage axée sur l'avenir que sur le passé ?* »

En général, les Turcs que nous avons interrogés estiment que les accusations portées à l'encontre des Ottomans ne pourront jamais déboucher sur une piste positive.

Charles Aznavour est un chanteur toujours très populaire en Turquie, où il est venu, à plusieurs reprises, donner des récitals.

Une des chansons très connues d'Aznavour, *la Mamma*, a d'ailleurs été interprétée dans sa version turque par le célèbre chanteur d'ici Zeki Muren.

Ce sont les milieux intellectuels turcs, surtout de formation française, qui qualifient la prise de position d'Aznavour de très positive. Les plus réalistes estiment cependant que, si le dialogue est possible, ses résultats ne pourraient avoir qu'une portée réduite. Mais, ajoutent-ils, une telle attitude est préférable au mutisme des deux côtés.

ARTUN UNSAL.

EN BREF

Le fondateur du « couvent » de l'Immaculée-Conception est mort

Le fondateur de l'ordre de la Grande Réparation, directeur du « couvent » de l'Immaculée-Conception, une communauté d'une cinquantaine de fidèles établie à Puylaurens (Tarn), est mort, samedi 16 juin, d'une crise cardiaque. Victor Lefèvre, cinquante-neuf ans, avait eu récemment des démêlés avec les habitants de Puylaurens *pour avoir publié* plusieurs « lettres d'information » mettant en cause nommément des personnes du village. Il avait aussi attiré l'attention de la presse sur le cas d'une *orpheline qu'un juge de tutelle* d'Alès (Gard) refusait de confier au « couvent » de l'Immaculée-Conception (*le Monde* daté 12-13 février).

Pierre-Yves Ligen quitte l'Atelier parisien d'urbanisme

M. Pierre-Yves Ligen, *maître des* requêtes au Conseil d'Etat, directeur de l'aménagement urbain et de l'Atelier parisien d'urbanisme quittera ces fonctions, à sa demande, le 15 juillet prochain, pour réintégrer son corps d'origine, a annoncé la Mairie de Paris.

« *L'Atelier parisien d'urbanisme peut, à bien des égards, être regardé comme la création personnelle de M. Ligen, qui a su lui donner une dimension et une réputation internationales* », précise le communiqué de la Ville.

[Né le 30 novembre 1937 à Quimper, Pierre-Yves Ligen est ancien élève de l'Institut *d'études politiques de Paris et* de l'Ecole nationale d'administration (promotion Blaise Pascal 1962). Nommé auditeur au Conseil d'Etat le 1er juin 1964, il est chargé de mission auprès du préfet de la région Provence-Côte d'Azur en juin 1967, puis auprès du directeur de la télévision en décembre de la même année. Directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme depuis sa création au mois d'octobre 1968, il cumule cette fonction avec celle de directeur de l'aménagement urbain depuis 1978.]

M. Pierre-Yves Ligen sera remplacé *dans les fonctions de directeur* de l'aménagement urbain par M. Alain Grellety-Bosviel, sous-préfet, directeur général adjoint de l'Agence foncière et technique de la région parisienne depuis 1981.

[Né le 21 mai 1938 à Paris, Alain Grellety-Bosviel est licencié ès-sciences économiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion Blaise Pascal 1962), il occupe, à partir de 1964, divers postes dans l'administration préfectorale et dans plusieurs cabinets ministériels.]

La direction de l'Atelier parisien *d'urbanisme* sera confiée à M. Nicolas Politis, actuellement directeur adjoint de cette agence où il est entré en 1972. Une réorganisation est prévue pour recréer la situation antérieure à 1978 où l'échelon de conception et de réflexion sur l'urbanisme était distinct des services opérationnels.

L'Union des consommateurs et l'électricité nucléaire

La 31e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean-Michel Guth, vient de relaxer, le 14 juin, M. Marcel Boiteux, président du conseil d'administration d'EDF, du chef de publicité mensongère. Le tribunal a condamné l'Union fédérale des consommateurs (UFC), partie civile, à 1 franc de *dommages-intérêts pour procédure* abusive, pour ne pas avoir agi « *dans le cadre de l'intérêt des consommateurs* ».

L'action de l'UFC était motivée par une campagne publicitaire faite en faveur de l'électricité d'origine nucléaire. EDF affirmait que celle-ci était pour la France *une source* d'économies de devises étrangères, l'électricité provenant ainsi pour 80 % des ressources nationales en 1983, pour devenir totalement française en 1990.

L'UFC faisait remarquer que l'uranium, qui entre actuellement pour 47 % dans la production de l'électricité nationale, était pour les deux tiers importé. Elle ajoutait que *le développement de centrales* nucléaires avait entraîné un endettement ruineux en dollars. Or le coût de l'uranium, selon le ministère public, n'entre que pour 10 % dans le prix du kWh *d'origine nucléaire*. Quant à l'endettement extérieur d'EDF, « *il n'est pas, selon le parquet, directement lié à la réalisation du programme nucléaire* ».

Une nouvelle victime après la tuerie de La Roche-sur-Foron

Mme Annie Dunand, trente-quatre ans, est morte, vendredi 15 juin, des suites de ses blessures dans un hôpital de Lyon. Mme Dunand était l'épouse de Gérard Dunand, trente-neuf ans, tué dans la nuit du 16 au 17 mai au hameau des Argulines, non loin de La Roche-sur-Foron (*Haute-Savoie*), par *deux* cambrioleurs en fuite, Henri Gruffat vingt-deux ans, et Jean-Marc Bieser, dix-huit ans. Auparavant, ces derniers avaient tiré sur des gendarmes et mortellement blessé l'un d'eux. Les deux malfaiteurs s'étaient ensuite donné la mort (*le Monde* du 19 mai).

Embryons orphelins

Deux « *embryons orphelins* » sont actuellement conservés en Australie par une équipe médicale de *Melbourne qui vient d'apprendre la* mort des « parents » donneurs, survenue l'an dernier au Chili.

La disparition du couple, deux Chiliens tués dans un accident d'avion, pose à l'équipe australienne des questions de droit et d'éthique : qui, en effet, décidera du maintien en vie ou de la suppression des deux ovules fécondés dont plus personne n'est juridiquement responsable ? Une commission gouvernementale doit statuer sur cette question en juillet. Mais les médecins australiens estiment que les ovules, fécondés et congelés à l'aide de méthodes qui ont *été perfectionnées* depuis, ont relativement peu de chances de survie.

SALUT

Le ministre de la défense, *M. Charles Hernu*, a décidé que les militaires salueront désormais de la même façon *« qu'ils portent une coiffure ou non »*, afin de leur permettre *« en toutes circonstances de rendre individuellement les honneurs aux autorités et aux symboles »*. Auparavant, un militaire nu-tête rectifiait la position sans saluer de la main. La formule adoptée est déjà en vigueur dans l'armée américaine dont les membres saluent *nu-tête*.

● *Deux attentats à Paris.* – Une explosion d'origine criminelle a eu lieu à 2 h 30, mardi 19 juin, dans le hall d'un immeuble de la gendarmerie, 65, rue Louis-Lumière, à Paris (20e). L'attentat non revendiqué n'a provoqué que des dégâts matériels. Une autre explosion non revendiquée avait eu lieu la veille, vers 3 heures, contre un bâtiment de la police judiciaire, 34, rue de Rivoli (4e).

SOCIÉTÉ

Les responsables des hôpitaux publics et privés protestent contre les mesures d'austérité

L'ensemble des organisations représentatives de l'hospitalisation publique et privée (1) protestent, dans une déclaration commune, contre *« les mesures déjà décidées ou envisagées »* par les pouvoirs publics, mesures qui *« vont se traduire par une réduction inévitable de la qualité des soins et par le début d'un rationnement en matière de santé qu'aucune de ces organisations ne peut accepter »*.

Les fédérations contestent *« le bien-fondé des estimations »* avancées dans le IXe Plan, selon lequel *« plusieurs dizaines de milliers de lits devraient être supprimés »*. Elles demandent *« la justification de ces projets »* et se déclarent *« hostiles à la mise en œuvre immédiate de cette politique de réduction des équipements sans concertation préalable, tant que des critères fiables et non contestables et que des règles de procédures indispensables à la mise en application n'auront pas été déterminés »*.

Enfin, les fédérations rappellent que le gouvernement travaille à la mise au point d'un projet de loi portant sur la planification sanitaire et qu'elles souhaitent, à ce propos, *« être consultées et entendues »*.

[Cet appel fait suite aux vigoureuses protestations auxquelles ont déjà donné lieu les congrès, tout récents, de plusieurs organisations d'hospitaliers — privés et publics — contre l'application des mesures d'austérité dans ce secteur. Austérité qui se traduit, notamment, par l'entrée en vigueur du *« budget global »* dans les hôpitaux publics, par la fixation d'un *« taux directeur »* d'augmentation des tarifs calculés au plus juste, et par le maintien d'un strict contrôle des prix dans le secteur privé.

A ces objections, les pouvoirs publics répondent que les moyens dont disposent les établissements hospitaliers ne *sont pas en régression, qu'un effort particulièrement* important est même consenti en faveur des équipements lourds, tels que les scanographes, et que les mesures appliquées depuis quelques mois ne font que s'inscrire dans la ligne de la rationalisation entreprise de longue date.]

(1) La Fédération hospitalière de France (FHF) ; la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP) ; l'Union hospitalière privée (UHP) ; la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif (FEHAP).

UN PARI PERDU

La mort de « Médical »

On savait l'entreprise risquée. On n'imaginait pourtant pas qu'elle se solderait aussi vite par un échec. En lançant, en février dernier, l'hebdomadaire *Médical* (*le Monde* daté 5-6 février), les responsables de l'UNAFORMEC (Union nationale des associations de formation médicale continue) prenaient un double pari : montrer qu'on pouvait « parler clair » aux médecins généralistes et *qu'il était possible de travailler* en bonne intelligence avec les annonceurs, c'est-à-dire parvenir à se dégager du carcan que constitue, pour la presse médicale, l'homogénéité des ressources publicitaires contrôlées *en totalité par l'industrie* pharmaceutique. C'est ainsi que *Médical* avait averti les laboratoires qu'ils ne pourraient compter sur aucune publicité rédactionnelle et qu'on leur proposait une formule de contrats annuels à la place des campagnes au coup par coup. Une petite révolution dans ce secteur clos de la presse spécialisée.

Si les objectifs rédactionnels ont pu, en partie, être atteints, c'est l'intendance qui n'a pas suivi : *le volume de la publicité* fut nettement moins important que celui prévu et le nombre des abonnements ne dépassa pas les 1 500 alors qu'on tablait au départ sur plus de 30 000. L'abonnement annuel ayant été fixé à 350 F et le prix de revient de chaque numéro se situant aux eviron de 450 000 F, il était clair que *Médical* ne vivrait guère. Aussi, un montage financier d'un nouveau type était à l'étude depuis quelques semaines. Il n'aura pas, *en définitive*, pu être réalisé, le bureau de l'UNAFORMEC prenant la décision de ne pas publier le numéro 19 de son hebdomadaire *« afin de ne pas augmenter le déficit »*.

Cette triste aventure, à laquelle vingt-cinq personnes dont neuf journalistes auront été associées, a le mérite de remettre en lumière la difficile question de la *participation financière du médecin* à sa formation médicale continue. Sur ce point, force est de constater que *Médical* n'aura aucunement bénéficié du réseau de l'UNAFORMEC, qui, à travers la France, groupe 20 000 praticiens. *Recevant gratuitement ou* presque de nombreux périodiques, les médecins n'ont pas répondu à l'offre qui leur était faite d'un hebdomadaire d'un style nouveau.

D'autres revues de formation médicale continue sont également en difficulté. On assiste, en *effet, à une nouvelle stratégie* des laboratoires, retenant leurs investissements au maximum, ce qui, en définitive, privilégie les journaux à périodicité courte (1). Ainsi, en 1983, si les laboratoires pharmaceutiques ont dépensé 450 millions de francs dans la presse médicale, ils ont aussi donné 70 % de cette somme aux dix titres leaders, privilégiant pour l'essentiel les quotidiens et les bihebdomadaires. La mort de *Médical* vient rappeler *l'étroite marge de manœuvre* dont disposent ceux qui entendent modifier les règles et les habitudes du financement de la formation médicale continue.

JEAN-YVES NAU.

(1) Sur ce thème, on peut lire le dossier sur *« La communication médicale »* qu'a publié la revue *Médias* dans son numéro du 13 avril dernier.

CONFLIT ENTRE LES CONSTRUCTEURS ET LA MUNICIPALITÉ

Un enjeu de 53 millions de francs pour le nouveau stade de Nantes

Après un week-end chargé et avant les derniers matchs de groupe 1 du Championnat d'Europe des nations qui opposent, mardi 19 juin, à Saint-Etienne, la France à la Yougoslavie et, à Strasbourg, la Belgique au Danemark, les footballeurs étaient au repos lundi. Réuni à Paris, le jury d'appel de l'Union européenne des associations de football (UEFA) a confirmé la suspension du Français Manuel Amoros pour trois matchs. En marge de la compétition, on parle aussi beaucoup du recours au tribunal administratif de Nantes pour régler le contentieux entre les constructeurs du nouveau stade et la municipalité qui refuse de payer un dépassement des coûts de construction supérieur à 50 millions de francs.

De notre correspondant

Nantes. — Le nouveau stade de la Beaujoire, à Nantes, n'a pas manqué son inauguration avec France-Belgique. *Mais ce match* au sommet ne doit pas masquer une autre confrontation dont l'enjeu est exclusivement financier. Elle oppose, non plus sur la pelouse, mais dans le champ clos du prétoire, les concepteurs et les constructeurs du stade à la ville de Nantes : celle-ci refuse de payer le dépassement demandé pour travaux supplémentaires réalisés au cours de la construction.

C'est devant le tribunal administratif de Nantes que l'architecte, M. Agopyan, la société Inginierie CERA et l'entreprise pilote (Les chantiers modernes) ont décidé de porter le contentieux. Un contentieux de taille, puisque le supplément demandé se chiffre à 53 158 976 francs, toutes taxes comprises, soit une augmentation de la facture de 63 % par rapport au marché conclu : 89 956 309 francs.

Les constructeurs n'ont pas attendu la fin du chantier pour poser le problème. Dès le début 1983, une première note de dépassement a été présentée et refusée par M. Alain Chenard, député-maire de Nantes (PS). La note allait rapidement s'alourdir, et le nouveau maire, M. Michel Chauty (RPR), dès le début de son mandat, en mars 1983, avait annoncé qu'il s'en tiendrait aux termes du contrat et à rien d'autre. Toutefois, les entreprises *n'avaient pas interrompu* le travail, et l'édifice était fin prêt pour le championnat d'Europe.

La Beaujoire est le seul stade *français construit de toutes pièces* pour cette compétition. La décision remonte à novembre 1980, quand M. Valéry Giscard d'Estaing annonça que l'Etat était disposé à apporter son aide à six villes pour l'aménagement ou la construction de *stades d'une capacité de cinquante* mille places. Le maire d'alors, M. Alain Chenard, saisissait l'occasion de remplacer le vieux stade Marcel-Saupin, qui ne pouvait être agrandi. Une subvention de l'Etat de 30 millions de francs, une équipe nantaise caracolant en tête du championnat de France, un public potentiel drainé jusque dans le Finistère : tout plaidait en faveur d'un grand stade dont le seuil de rentabilité ne semblait pas inaccessible.

Le procès, dont l'instruction commence, devrait lever le voile sur cette affaire. On sait que le dossier technique et financier a été établi dans des délais rapides, imposés par le calendrier, ce qui a dû entraîner des dépassements de coût auxquels il est difficile d'échapper quand on veut édifier une construction conforme aux normes. Mais de là à forcer la note dans cette proportion, il y a un *grand* pas. M. Michel Chauty, en mettant les entreprises en demeure de terminer le chantier sous peine de rupture de contrat et en refusant de négocier, a sans doute surpris ses interlocuteurs.

Le recours des constructeurs enregistré le 5 juin au greffe du tribunal administratif n'est sans doute que le coup d'envoi de cette nouvelle partie. Les défenseurs ont confié leurs intérêts à Me Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat.

YVES ROCHCONGAR.

D'un sport à l'autre

● ATHLÉTISME : *championnat de France des 100 km.* — A l'occasion du championnat de France des 100 km gagné, le 17 juin à Migennes, par Claude Ansart, en 6 h 44 mn, Chantal Langlacé, qui *s'est classée huitième*, a *amélioré* de 1 mn la meilleure performance mondiale féminine de la distance — qu'elle détenait depuis 1981 — en réalisant 7 h 26 mn.

● ESCRIME : *championnats de France.* — *A l'issue des championnats* de France à Tours, au cours desquels Jean-François Lamour a remporté son septième titre au sabre, et à Paris, où Philippe Boisse s'est imposé pour la quatrième fois à l'épée tandis que l'ancienne championne du monde junior, Laurence Modaine, gagnait son premier titre au fleuret féminin, la sélection française pour les Jeux olympiques a été ainsi établie :

— *Fleuret féminin* : Brouquier, Gaudin, Modaine, Meygret, Trinquet.

— *Epée* : Boisse, Lenglet, Riboud, Henry, Salesse.

— *Sabre* : Lamour, Granger-Veyron, Delrieu, Guichot, Ducheix.

● NATATION : *record du monde du 400 mètres quatre nages.* — Le Canadien Alex Baumann a établi, le 17 juin à Toronto, un nouveau record du monde du 400 mètres quatre nages en 4 mn 17 s 53. Agé de vingt ans, Baumann, qui détient également le record du monde du 200 m quatre nages, a amélioré de 2 s 08 le précédent record détenu depuis le 23 mai dernier par l'Allemand de l'Est Jens-Peter Berndt.

● RUGBY : *Victoire des rugbymen français en Nouvelle-Zélande.* — L'équipe de France a remporté sa cinquième victoire depuis le début de sa tournée en Nouvelle-Zélande en battant la province d'Hankes Bay par *40* à 18, mardi *19* juin à Napier.

CYCLISME

LA COURSE ESCAMOTÉE

(De notre envoyé spécial.)

Perpignan. — L'organisateur du Grand Prix du *Midi libre* présentait une affiche de *qualité* réunissant les noms de Bernard Hinault, Pascal Simon, Bernaudeau, vainqueur de l'épreuve à quatre reprises, Caritoux, gagnant du Tour d'Espagne, et ceux de plusieurs Colombiens dont *Luis Herrera et Francisco* Rodriguez. Mais les vedettes du peloton, préoccupées de neutraliser les coureurs sud-américains, se sont sabordés avec eux dès la première étape en se désintéressant d'une échappée qui a permis *à Dominique Garde, Alain Vigneron* et Marc Durant de prendre d'entrée dix-sept minutes d'avance.

Cette course escamotée s'est au moins donné un vainqueur attachant en la personne de *Dominique Garde.* L'homme est jeune, athlétique, ambitieux. Il s'était distingué à l'occasion du Critérium du *Dauphiné libéré*, et son directeur sportif, Roland Berland, avait déjà confirmé sa sélection pour le Tour de France avant *qu'il ait obtenu, dimanche* 17 juin, à Saint-Estève, près de Perpignan, sa première grande victoire professionnelle.

Bien des routiers de solide réputation ne sont pas dans son cas. Bernard Thévenet, responsable du groupe La Redoute-Motobécane, estime par exemple que pour *l'instant* seuls Stephan Roche et Jérôme Simon ont leur place pour le Tour. Il lui faut trouver huit coureurs d'ici au 27 juin.

JACQUES AUGENDRE.

LA TRANSAT ANGLAISE EN SOLITAIRE

Poupon premier mais Fauconnier vainqueur ?

Philippe Poupon, (trimaran *Fleury-Michon-VI*) avait franchi le premier, lundi 18 juin à 19 h 06, à Newport (mardi à 1 h 06, heure de Paris), la ligne d'arrivée de la septième Transat anglaise en solitaire, mais c'est son compatriote Yvon Fauconnier (trimaran *Umupro-Jardin*) qui sera probablement déclaré vainqueur après examen de son livre de bord par le comité de course. Arrivé un peu plus de 10 heures et 30 minutes après Poupon, il devrait se voir déduire les seize heures passées auprès de Philippe Jeantot lors du chavirage de son catamaran.

Encore méconnu du grand public, Philippe Poupon avait déjà reçu un bel hommage. Celui d'Eric Tabarly, qui le considérait comme le meilleur des équipiers qu'il ait eus à bord de ses *Pen-Duick*. C'est à l'occasion de sa première course hauturière, le Triangle atlantique (Saint-Malo, Le Cap, Rio-de-Janeiro), que le jeune Bigoudin avait rencontré au Cap, en 1975, le *premier* vainqueur français de la Transat anglaise.

Tabarly lui avait alors proposé de le prendre à bord du *Pen-Duick-VI*, *aux côtés d'autres équipiers* qui deviendront des skippers célèbres : Alain Colas, Olivier de Kersauzon, Yvon Fauconnier, etc... A bord de la goélette noire, Poupon avait participé, en 1978, à la Course autour du monde en équipage, mais c'est en solitaire ou en équipage réduit qu'il a obtenu ses meilleurs résultats : septième de la Route du rhum en 1978, septième avec Patrick Tabarly de la Transat en double Lorient-les Bermudes-Lorient en 1979, neuvième de la Route du rhum en 1982 et sixième, avec son frère Luc, de la Transat en double en 1983.

C'est dans la course en solitaire du *Figaro* que Poupon avait obtenu sa première consécration. Il n'avait pu confirmer son succès en 1983, *mais avait pris* la *deuxième place.* Ce talent reconnu de régatier solitaire lui a été très utile, notamment dans les derniers jours de la Transat anglaise pour revenir, dans la nuit du 16 juin, sur le Britannique Peter Phillips et son trimaran *Travacrest-Seaway*, qui avait mené la course durant la deuxième semaine après les accidents survenus aux catamarans *Jet-Services* de Patrick Morvan et *33-Export* de Gilles Gahinet. Mais, surtout dans les dernières quarante-huit heures où, le vent étant tombé, il a su profiter de la moindre risée pour résister au retour de Marc Pajot et de son catamaran *plus léger.*

Dessiné en 1981 par l'architecte britannique John Shuttleworth, puis modifié en 1983, le trimaran de Philippe Poupon *n'était sans* doute pas le plus performant au départ de Plymouth. Mais le skipper avait l'avantage de parfaitement le connaître pour le mener au maximum de ses possibilités sans risquer la casse. Marc Pajot, très prudent les premiers jours de course, ne pouvait en faire autant avec son tout nouveau catamaran.

Philippe Poupon ne s'attendait sûrement pas à une telle performance dans la Transat anglaise. Sans doute misait-il beaucoup plus sur la prochaine course en équipage Québec-Saint-Malo, pour laquelle il disposera d'un catamaran géant de 25,90 mètres, le *Fleury-Michon-VII*, qui devrait lui valoir bien d'autres satisfactions.

G. A.

Ordre d'arrivée. — 1. Philippe Poupon (*Fleury-Michon-VI*), 16 jours 11 h 56 mn ; 2. Marc Pajot (*Elf-Aquitaine*), à 21 mn ; 3. Eric Tabarly (*Paul-Ricard*), à 2 h 30 mn ; 4. Peter Philipps (*Travacrest-Seaway*), à 5 h 30 mn ; 5. Daniel Gilard (*Nantes*), à 5 h 55 mn ; 6. Olivier Moussy (*Région-Centre*), à 6 h 39 mn (premier de la classe 2).

A PARIS (14e)

Le béton gagne...

Un des plus vieux sujets de polémique de Paris va-t-il disparaître ? Le jardin du couvent de la Visitation (14e) est aux mains des ouvriers du bâtiment. Après six ans et demi d'efforts, les religieuses de ce monastère qui avaient besoin d'argent pour entretenir les bâtiments de leur congrégation, semblent avoir eu gain de cause.

Le jardin, de 18 000 mètres carrés, avait été classé par le plan d'occupation des sols de la capitale en espace vert non constructible. A une exception toutefois : celle du potager, d'une surface de 2 200 mètres carrés. C'est sur cette modeste parcelle que, depuis 1977, les religieuses veulent faire construire un immeuble de standing. Le comité de défense du quartier de l'Observatoire s'y oppose avec la même ténacité, estimant que ce jardin doit être loué par la Ville de Paris et ouvert au public.

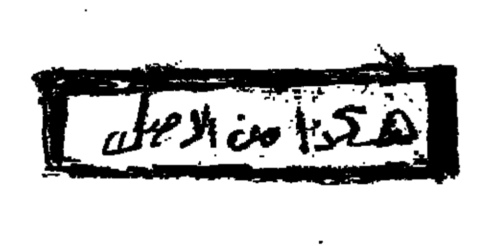
Ne voulant pas s'engager dans cette voie, mais ne souhaitant pas non plus une construction dans ce secteur, M. Jacques Chirac a longtemps refusé son feu vert. Mais, au gré des quatre permis successivement déposés, le nombre des appartements a été réduit de soixante-dix à cinquante-trois, la hauteur de l'immeuble abaissée, sa façade redessinée pour rendre le projet plus acceptable. Finalement, le maire a cédé en avril 1980. Peu après, le tribunal administratif de Paris, saisi par le comité de défense, annulait son autorisation. Il fut à son tour désavoué par le Conseil d'Etat, moins d'un an plus tard.

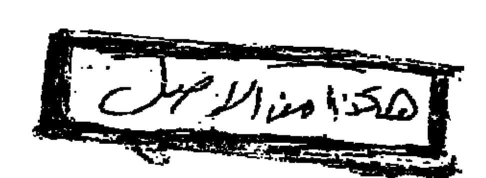
Les religieuses de la Visitation ont donc le droit de construire sur leur ancien potager, et elles le font. Mais l'association ne désarme pas et, par de nouveaux recours, elle continue son combat pour les arbres et les petits oiseaux.

... et perd

Par une décision du 29 mai, le tribunal administratif de Paris, faisant droit à une requête de l'association de défense du quartier de l'Observatoire, a ordonné que soit stoppé le chantier de construction d'un immeuble de neuf étages dans le parc de l'infirmerie Marie-Thérèse (quatorzième). Ce parc, situé sur l'avenue Denfert-Rochereau, et classé en espace vert protégé, appartient au diocèse de Paris, qui veut y faire édifier une maison de retraite pour ecclésiastiques. Malgré deux avis défavorables de la direction des parcs et jardins de Paris, un permis de construire avait été délivré en novembre 1983. Ce coup d'arrêt au bétonnage de l'avenue Denfert-Rochereau est d'autant plus remarqué que, après le parc Marie-Thérèse, un second projet de construction était envisagé dans le prolongement, sur le terrain du Centre culturel américain.

M. A.-R.







culture

ROCK

DEUX NOUVEAUX ALBUMS

Springsteen et Costello mènent le jeu

Elvis Costello est Anglais, Bruce Springsteen est Américain. A un mois d'intervalle sortent *leurs* nouveaux albums. Celui de Costello *(Goodbye Cruel World)*, attendu dans quinze jours, succédera aux *deux concerts* du Casino de *Paris*, dont le premier, lundi 18 juin, a donné un avant-goût chatoyant. Au *terme de deux années de silence*, la *mise* en vente de *Born in the USA* a eu valeur de symbole pour cet *enfant de l'Amérique qu'est* Springsteen. Il faudra encore patienter quelques mois, *probablement à la rentrée*, avant de le voir sur une scène.

Autant Springsteen invente dans *la* douleur, tenaillé par *le* doute, passant des mois devant les consoles de studio pour restituer paradoxalement la spontanéité de l'acte public, autant Costello multiplie les enregistrements, s'essayant à toutes sortes d'aventures, les transformant *pour la scène et s'imposant comme* l'un des *créateurs* les plus prolifiques. En l'espace de onze ans, l'*Américain a produit sept albums* (ce qui est peu), sept ans ont suffi à l'Anglais pour réaliser neuf 33 tours et une multitude de 45 tours (ce qui est beaucoup).

Au-delà des apparences, la plus *évidente* étant d'avoir choisi une carrière à la première personne, les deux hommes pourraient n'avoir rien en commun si, à un moment *donné de leur vie*, ils n'avaient écouté les mêmes disques, trempé de chaque côté de l'Atlantique dans les mêmes *références* entre rock, country et rhythm'n blues, puisé aux mêmes sources, de Presley à Otis Redding, en passant par Eddie Cochran, Buddy Holly et Hank Williams ou même, pêle-mêle, Frank Sinatra, Bob Dylan, les Beatles.

Ils sont les dépositaires de tous les mythes du rock'n roll ceux qui ont le mieux réussi à cristalliser les idées, *les* passions posées bout à bout par les générations qui se sont enchaînées depuis trente ans. Fidélité à un style et à une approche en forme de coup de poing pour Bruce Springsteen, excentricité et patchwork de tendances pour Elvis Costello, *chacun à sa manière (symptomatique* de sa nationalité) traduit dans toute sa force la culture du rock *telle qu'elle a évolué* aujourd'hui, tout en perpétuant la tradition des pionniers.

Tous les deux ont eu à lutter *contre les étiquettes : celle du « nouveau Dylan »* pour Bruce Springsteen en 1975, qui fit, en tant que tel, pour *la première fois dans l'histoire*, les couvertures de *Newsweek* et de *Time* la même semaine. Celle du punk de service pour Elvis Costello, *qui émergea* en pleine explosion du mouvement. Pour le premier, profiter de la comparaison, *aussi flatteuse fût-elle, c'était être* voué à n'être jamais que le second. Pour l'autre, même s'il bénéficiait *de l'émulation, c'était se limiter à* un champ d'action trop restrictif.

Springsteen le jouait à l'arraché, héros au grand cœur, s'épuisant *chaque soir dans des concerts marathons* de trois heures, au bord de l'évanouissement. Les Américains ont *aussitôt* adopté *le* petit gars du New-Jersey parce qu'il leur ressemblait et qu'il parlait d'eux. Son langage était le leur. Inutile d'en rajouter. Il était le fils qu'on n'a pas eu ou le frère qu'on a perdu. Une affaire de famille. Ils l'ont appelé « le Boss ».

Costello, *lui*, l'a *joué en profondeur*, de clins d'œil en pieds de nez, souvent perceptibles par les seuls *initiés, s'imposant progressivement* à force de détermination et de provocation — lors de sa première tour*née aux États-Unis, il déclara : « Je suis ici pour corrompre votre jeunesse. »* Rien pour attirer la sympathie, Costello, franc-tireur, un peu l'enfant *rebelle* qu'on ne sait pas par quel bout prendre, revanchard et teigneux, ne tendant aucune perche à son public, sauf *musicale* (là, par contre, à profusion), parano et mégalo, refusant le dialogue et allant *jusqu'à inscrire son nom sur* le manche de sa guitare. On a fini par l'appeler *« le King »*. Depuis, il s'est révélé un interlocuteur attentif et loquace.

Partant d'une structure classique (couplet-refrain-couplet), les compositions participent de la même démarche. Springsteen va droit au but, taille sans fioritures dans la matière première, privilégie l'énergie *sur les détails* de style avec un son volumineux, des interventions au canon, une production à l'américaine qui arrondit les angles faisant, sur son nouvel album, la démonstration d'un rock éternel. Costello, en revanche, met l'accent *sur les arrangements*, mixe les styles, travaille sur des mélodies pointues et des harmonies en porte-à-faux. Son *nouvel album*, à mi-chemin entre le punch rhythm'n blues du précédent et le baroque d'*Imperial Bedroom, est un modèle* de sophistication et d'audace.

Tout en évidence, le premier séduit instantanément, le second, en nuances et en subtilités, se gagne à l'usure. L'un se livre, l'autre cultive le mystère, leurs textes étant à la mesure de leurs personnalités. Bruce Springsteen est *né* en 1975 avec son troisième album. Un titre en forme de slogan *(Born To Run, Né pour courir)*, qui *présentait* le double avantage de caractériser l'auteur et de résumer en trois mots les *idées*, les *fondements du rock* en général et d'un rock urgent et cavaleur en particulier. Le sien.

Entre ballades poignantes et boo*gies furieux*, Springsteen chante avec amour son pays, celui des camionneurs et des péquenots, celui *des métropoles*, des *immigrés* et des *déshérités* : tranche de vie paumée à la recherche d'un idéal perdu dans le rêve américain, histoires et personnages au quotidien. Dès son premier album, en 1977, Elvis Costello, *mysterioso* futé, entame avec son public un jeu du chat et de la souris. Phrases éclairs, associations de mots percutantes, lui aussi a le *sens* du slogan, mais c'est *dans* des histoires à tiroirs, des petits scénarios tarabiscotés comme autant de pièces qui, posées bout à bout, forment un puzzle tourmenté.

On les sait tous deux hommes de scène exceptionnels, Springsteen *expansif*, bondissant dans tous les sens, bousculant tout sur son passage, Costello plus statique et nerveux, jouant sur les attitudes, l'un comme l'autre étant resté fidèle aux groupes de leurs débuts : le E. Street Brand pour le premier, les Attractions pour le second.

A l'*époque* de *Born To Run*, Jon Landau, le manager du Boss, avait écrit, alors qu'il était encore jour*naliste à Rolling Stone : « J'ai vu le futur du rock'n roll, et il s'appelle Bruce Springsteen. »* Sans doute n'avait-il jamais vu Elvis Costello. C'était compter sans lui. Neuf ans plus tard, ils sont au moins deux à conjuguer le rock... au présent.

ALAIN WAIS.

★ Elvis Costello : ce mardi *19 juin, à 20 heures au Casino de* Paris. *Goodbye Cruel World* (RCA, ZL 70317). — Bruce Springsteen : *Born in the USA* (CBS, 86304).

FESTIVAL

La démission de M. Faivre d'Arcier

(Suite de la première page.)

Il s'en est allé annoncer, mardi 19 juin, sa décision à ses nombreux tuteurs : la municipalité, le département du Vaucluse et la région, et *officialiser* ce que la rumeur laissait entendre depuis plusieurs semaines, à savoir son usure, l'impossibilité de maintenir plus longtemps l'indépendance *de son entreprise au milieu* des intrigues très florentines de la vie politique locale.

Le directeur du Festival, homme de gauche, proche du Parti socialiste, ne cache pas sa déception d'avoir l'impression de devoir se retirer, en raison du désengagement, inexplicable, des *hommes* du PS qui détiennent la majorité au conseil général et au conseil régional. Étrange paradoxe : ce n'est pas l'opposition, à première vue, qui prive la manifestation d'été de *« son soutien moral et financier »*, mais la gauche, *expulsée de la municipalité* d'Avignon en 1983 et désormais repliée, en ce qui concerne ses rapports avec le Festival, dans les instances régionales. Et c'est de là, que, apparemment, sont partis les premiers coups. Exilés loin de la ville, les socialistes, *et à leur tête* l'*ancien* maire, M. Henri Duffaut, semblent moins empressés de servir ses subventions à une manifestation qui localement profite désormais au renom de l'opposition.

Embûches financières

Calcul étroit, bien sûr. Mais, bien qu'ils s'en défendent, les élus de gauche paraissent avoir volontairement semé d'embûches financières la préparation du prochain rendez-vous théâtral. Le conseil régional, en omettant de siéger au conseil d'administration du Festival et en rognant sa *subvention*, malgré les tentatives de M. Dominique Taddei, (PS) député du Vaucluse.

Le conseil général, sous l'influence de M. *Henri* Duffaut, président de la commission des finances, en n'accordant pour l'instant qu'un acompte, assorti de l'obli*gation, pour l'équipe de M. Faivre* d'Arcier, d'assurer pendant l'été l'animation culturelle des villages du Vaucluse. *« Ce n'est pas notre rôle »*, se plaint M. Guillaume Grenier, l'un des organisateurs du Festival. Demande-t-on à Bayreuth de promener *ses opéras* en Bavière, à Cannes de projeter ses films sur les terrains de camping de la Côte d'Azur ?

M. Duffaut trouve légitime cette demande du conseil général. *« Elle est conforme*, dit-il, *au nécessaire souci de décentralisation d'une instance comme la nôtre. »* Les élus ruraux se seraient subitement trouvés, depuis l'élection municipale de 1983, du goût pour la vie culturelle. Ils auraient persuadé l'ancien maire d'Avignon de leur accorder ce qu'il n'avait jamais songé à leur céder au temps où il régnait à l'hôtel de ville de la place de l'Horloge. Étrange, en effet.

M. Faivre d'Arcier reconnaît *s'être épuisé durant* l'hiver et le printemps à contourner une difficulté à laquelle il trouve un fort goût de provocation, par des échanges de lettres stériles avec des partenaires régionaux toujours courtois, toujours bienveillants, mais apparemment insensibles aux objectifs et aux contraintes de gestion du Festival. Et cela fait, évidemment, l'affaire de la nouvelle municipalité d'opposition, qui peut désormais avancer ses craintes d'un désengagement financier de la gauche régionale. *« La ville, elle, respecte son contrat moral avec le Festival*, souligne M. Jean-Pierre Roux, *mais elle ne pourra pas soutenir indéfiniment cette entreprise si les autres partenaires baissent les bras. »* Avignon a réglé cette année la subvention promise au Festival, — *hélas !* précise le maire, sans avoir pu l'augmenter *« en raison du trou laissé par vingt ans de gestion socialiste »*.

M. Jean-Pierre Roux joue sur du velours. Il tient là l'occasion unique de passer pour le dernier défenseur de la manifestation d'été, solidaire des difficultés de M. Faivre d'Arcier. Il prend sa revanche sur tous ceux qui l'avaient accusé en 1983 de vouloir « casser » un festival très enraciné dans une tradition culturelle de gauche, après avoir — ce qu'il dément — porté le fer en 1968 contre le Living Theater et la plus fameuse tempête théâtrale qu'a connue la ville, pendant son mandat de député.

Le maire a appris à aimer une manifestation souvent décriée par ses amis et par sa base politique, à *« apprécier des artistes comme Jean-Pierre Vincent ou Georges Lavaudant »*, bref, à remplacer M. Duffaut dans le rôle du *« grand garant »*, parfois offusqué mais compréhensif, prompt à défendre le Festival quand la population avignonnaise, l'*été* venu, montre des signes de lassitude, soucieux, enfin, de laisser toute liberté aux responsables de la programmation culturelle.

« Je trouve indispensable que les créateurs travaillent en toute indépendance d'esprit », laisse-t-il tomber, passionné, devant le grand tableau de Gérard Philipe, peint par Gérard Fromanger, *dont* il a *décoré* son bureau. En moins de temps sans doute qu'il ne le pensait lui-même, et avec l'aide inespérée de la majorité régionale, il affirme faire aujourd'hui la preuve, *« derrière Paris »* et avec Grenoble, qu'Avignon, *dirigée* par un élu RPR, peut contribuer au *« souci culturel de l'opposition »*.

Entre l'arbre et l'écorce

Pourtant, l'équipe démissionnaire du Festival paraît se méfier aussi de cet empressement-là en contradiction apparente, à écouter M. Faivre d'Arcier, avec les *forts* nuages qui se présentent à l'horizon du changement politique *local*. *Derrière* M. Jean-Pierre Roux, le conseil municipal et l'opinion d'opposition critiquent de plus en plus ouvertement le principe et la réalité même du Festival.

La Bourgeoisie locale, les commerçants, premiers bénéficiaires pourtant de l'afflux annuel de *près* de 140 000 festivaliers, ne retiennent plus la rancœur imprécise mais profonde qu'ils entretiennent depuis longtemps à l'égard de la manifestation théâtrale. Elle l'a prouvé le 17 juin, la droite avignonnaise a un *fort penchant* pour les *idées simples* de M. Jean-Marie Le Pen, et son traditionnel sentiment d'incompréhension à l'égard du Festival s'enhardit jusqu'à se transformer en rejet pur et simple.

La vieille revendication de base — *« le Festival aux Avignonnais »* — se relance aujourd'hui avec la force de la victoire municipale, et une certaine déculpabilisation d'une ville fatiguée de se laisser envahir chaque été par un monstre protéiforme qu'elle assimile volontiers à une cour des miracles.

Un signe : Mireille Mathieu chantera *pour* la ville le 4 juillet *sur* le parvis du palais des papes, à l'invitation de la municipalité, et *Vaucluse-Matin*, l'un des quotidiens locaux, s'est récemment indigné que l'enfant du pays, enfin réconciliée avec la ville, ne se voie pas offrir la cour d'honneur occupée par les répétitions du *Richard II* d'Ariane Mnouchkine. *« Le palais des papes*, note l'éditorialiste, *il est tout de même d'Avignon, et Mireille, qui fait parler d'Avignon dans le monde entier, n'est-elle pas chez nous chez elle ? »* On ne peut être plus clair.

Face à ces querelles encore larvées, à ces envies qui n'osent, pour l'instant, pas dire leur nom, M. Faivre d'Arcier et son équipe ont donc choisi de se *démettre* après cinq années d'une animation qu'ils estiment *« très satisfaisante »*, *« pour provoquer un choc salutaire, pour que tous les partenaires puissent réfléchir à ce qu'ils souhaitent vraiment »*. *« Mais nous ne pouvons plus,* note encore le directeur du Festival, *rester coincés plus longtemps entre l'arbre et l'écorce. »*

PHILIPPE BOGGIO.

■ INDEMNISATION CHOMAGE DES INTERMITTENTS DU SPECTACLE : LA CGT NE SIGNERA PAS L'ACCORD. — La Fédération nationale des syndicats du spectacle CGT a annoncé, le 18 juin, qu'elle refusait les propositions issues de la réunion de la commission paritaire de l'UNEDIC (*le Monde* du 15 juin) pour l'indemnisation du chômage des travailleurs intermittents du spectacle. En conséquence, les représentants de la confédération ne signeront pas l'accord sur lequel les autres organisations syndicales doivent se prononcer le 20 juin.

EXPOSITION

Révérences au passé à la Biennale de Venise

(Suite de la première page.)

Lorsqu'on en sort, on peut comprendre *les* réactions *d'humeur* de quelques critiques italiens, dont Achille Bonito Oliva, lequel n'a point été invité à *la curée de la modernité* bien que, *pourtant*, il ait passé pas mal d'années à théoriser en son pays sur cette histoire de la référence et de la citation.

Il a cependant trouvé le moyen d'être présent à Venise en organisant son *exposition hors Biennale*, à *la* Scuola San Giovanni Evangelista : *Quartetto*, qui réunit Joseph Beuys, Enzo *Cucchi*, *Luciano* Fabro, *Bruce* Nauman.

Tel qu'il est fait, le parcours de l'exposition Calvesi est à *désespérer de sérier les différents modes* d'appropriation du passé et de trouver autre chose qu'une ligne, celle-là *parfaitement mise en évidence, allant* de Chirico aux « anachronistes » d'aujourd'hui, et surtout à ceux qui *donnent dans le néo-classicisme*, comme Mariani, avec une si petite distance qu'on la soupçonne à peine.

Toute la *Mostra* est emportée par cette vague, passant vite, notamment, sur les néo-symbolistes et encore plus vite sur les artistes du type *trans-avant-garde*, qui multiplient les citations prises dans les débuts du vingtième siècle, *néo-fauves* et *néo-expressionnistes*. Quant à l'évocation de ceux qui, depuis le début du siècle, ont *revisité les anciens*, il faut bien constater que Chirico, *cf.* Savinio ou Guttuso, sont beaucoup mieux représentés que Picasso, Picabia, ou Duchamp.

Il y a là un certain nombrilisme italien indécent dans le cadre d'une manifestation internationale, qui fait perdre un peu plus de sa crédibilité à la Biennale. Celle-ci a pourtant besoin, on le sait depuis pas mal d'années, d'une exposition historique qui fasse événement, au pavillon central, peut-être à défaut de compétition et de prix comme jadis (1), les présentations nationales dans les *pavillons indépendants ne suffisant* plus à enlever le morceau. Pas plus que l'exposition des jeunes : *« Aperto 84 », regroupant* des artistes qui, s'ils n'ont jamais été exposés à Venise, sont déjà assez *introduits* dans le marché de l'art pour ne pas donner l'impression de révélation. Ainsi vont les choses de l'art d'aujourd'hui. Vite.

Dans les pavillons, les pays aux aussi étaient censés répondre au thème général de « L'art et les arts » *mais par bonheur beaucoup s'en sont écartés*, ou n'ont pas du tout joué le jeu. Cela met un peu de fraîcheur et de diversité et évite d'avoir affaire à la Biennale la plus *chargée en platras* et faux marbres de toute son histoire.

Dubuffet, l'invention

Au pavillon français, le commissaire, *Daniel Abadie, a carrément pris* le contre-pied, avec Dubuffet, dont il présente (et fort bien comme toujours) *les œuvres de 1983-1984, les Mires*. Des *Mires* grandes et moins grandes, faites par commodité sur *des feuilles de papier marouflé*, faites *pour réfléchir*, là *encore, mais sans* code, sans le point d'appui de l'histoire, sans images, avec *« rien qui se puisse nommer »*, *seulement* les trois couleurs primaires pétant comme des oriflammes, du rouge, du bleu, du *jaune, et du blanc, et un brouillage de* lignes propre à vous faire perdre pied. Des peintures *« faites pour les heures philosophiques et la reconstruction de la pensée à partir de données et de mécanismes entièrement renouvelés »*, précise l'artiste. Cela sent la liberté et l'invention, encore et toujours.

Malgré tout le plaisir que l'on peut éprouver à croiser Dubuffet et sa jeunesse aux Giardini, on peut tout de *même se demander si sa place est* bien là — l'artiste n'a plus à être consacré — et s'il n'aurait pas été *préférable de tenter de sortir un ou* deux artistes plus jeunes qui méritent une plus grande reconnaissance *internationale. Il n'en manque pas.* C'est d'ailleurs probablement un raisonnement de cet ordre qui nous *vaut la mise sur pied d'une seconde* sélection française, un peu loin de tout, au palais Sagredo, également due à *Daniel* Abadie... *Celui-ci* s'y montre d'une fidélité à toute épreuve quant aux artistes qu'il a défendus depuis qu'il fait le métier de critique et d'*organisateur d'expositions*.

On y retrouve une douzaine d'artistes de plusieurs générations, *d'Hélion et d'Hartung à Philippe* Favier (la note très jeune) en passant par Olivier Debré, Louis Cane, Viallat, Pagès, *Meurice*, *Titus Carmel*, *en* train d'entamer une seconde et intéressante carrière de peintre. *L'ensemble, pour honnête qu'il soit*, n'est pas malgré tout d'un dynamisme à toute épreuve, surtout dans *cet océan d'adversité que peut* représenter une Biennale où *a priori* ce n'est pas de la France qu'on attend *le messie*.

Pour en revenir aux pavillons des Giardini, on y enregistre quelques *bonnes* prestations ici et là. Chez les Allemands, c'est un duo Penck (un peu décevant en l'occurrence) — Baumgarten, un artiste conceptuel qui a fait refaire le pavement du pavillon pour y inscrire des noms à la mémoire de tribus indiennes. Chez les Anglais, on remarque un excellent petit maître sans prétention, Howard Hodgkin, un peintre un peu naïf, mais fin dans sa façon de brosser des hommages et d'ouvrir des fenêtres *sur la nature autant que sur l'art, en* prenant soin de le faire à coups de brosses hautes en couleurs. Chez les *Autrichiens, qui fêtent le cinquantième* anniversaire de la construction de leur pavillon, dessiné par l'architecte Joseph Hoffmann (ce qui tombe bien, parce que l'on retrouve Hoffmann et la Sécession viennoise dans une *formidable* exposition au palais Grassi), est *présentée* une rétrospective Attersee, un peintre se mouvant entre images et formes *explosives, avec une certaine douceur* malgré tout.

Quant au pavillon américain, qui constitue généralement *un des pôles* d'attraction de la Biennale, cette fois, c'est plutôt nul, sans être complément inintéressant ; Marcia Tucker, *la directrice du Nouveau Musée* d'art contemporain de New York City, y a regroupé vingt-quatre *artistes venus de tous les coins des* États-Unis pour proposer leur vision de l'Amérique : un paradis perdu, ou retrouvé, *qui* prend la forme de figurations simplistes. Notons, dans le genre ratage, la sélection italienne, sur laquelle, *hélas*, on bute toujours puisqu'elle communique *astucieusement* avec l'exposition internationale, au pavillon central.

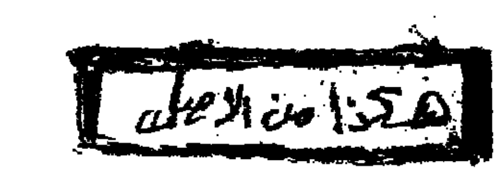
Citons la rétrospective Clavé au pavillon espagnol, un abstrait honnête qui donne un peu trop dans les beaux effets de matière pour impressionner, celle beaucoup moins large du Hollandais Armando, un autre abstrait, bon peintre, dans les gris forts en pâte, les œuvres récentes de l'Argentin Segui... Signalons encore un hommage à Zoran Music, qui est à *moitié vénitien d'adoption*, et le tour — classique et sans surprise — n'est pas joué du tout. Reste pas mal de pavillons qu'il faut aller visiter consciencieusement pour être sûr de *n'avoir rien manqué de capital* : *une* énorme exposition Vedova, Vénitien expressionniste et ombrageux, au *palais Correr, qui se poursuit aux* Zattere, aux magasins du sel, où se trouve également l'exposition *« Aperto 84 », dominée par les graffitistes* et quelques trans- et post-avant-gardistes, version Oliva ou version Calvesi, *et bien peu de Français* : il y en avait deux, Patrice Giorda et Jean-Charles Blais. Il n'en reste plus *qu'un, Blais ayant préféré se retirer* face à la cohorte des graffitistes.

Enfin, reste le plus gros morceau, *l'exposition* « Arts à Vienne de la Sécession à la chute de l'empire des Habsbourg », cette Vienne décadente qui fascine toute l'Europe aujourd'hui. Elle s'étale sur les trois étages du palais Grassi, elle est faite *sur le principe de la pluridisciplinarité*, *nécessaire pour rendre compte de ce* formidable mouvement de révolte créatrice lancé par Klimt, et qui a atteint tous les secteurs de la création, l'architecture, la peinture, le mobilier, *les* arts décoratifs. Il faut bien un jour *entier pour la visiter* et un papier à part pour en parler. En attendant, on peut s'en donner un avant-goût en allant à l'Hôtel de Ville de Paris, où sont présentés des dessins de Klimt, de Schiele et de Kokoschka.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Plusieurs critiques, rassemblés autour de Gian Carlo Politi, le directeur de la revue *Flash Art*, ont d'ailleurs *improvisé* un jury international et un prix — le prix Flash Art — pour tenter de faire à nouveau admettre le principe de la compétition interpavillons lors de la prochaine Biennale. C'est l'Allemand Baumgarten qui l'a obtenu.

★ Biennale de Venise, jusqu'au 30 septembre.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LIECHI OU L'ESPRIT DES BOIS, cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont, 21 h 30 (887-74-31).
GROS RENÉ ÉCOLIER, Théâtre de l'Atelier du Luxembourg, 17 h.
JOURNAL INTIME DE SALLY MARA, Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.
L'ENFANT DE LA HAUTE MER, 20 h 30 ; la Répétition dans la forêt, 22 h, Cave de l'hôtel de Beauvais (887-74-31).
WIELOPOLE, WIELOPOLE, Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30.
DE BROADWAY A HOLLYWOOD, Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 21 h.
LE BLUFFEUR, Théâtre des Variétés (233-09-92), 20 h 45.
SOURIEZ, S'IL VOUS PLAIT, Espace Marais (584-09-31), 22 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Ivanov.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Frédéric, prince de Hombourg.
SALLE ROGER-BLIN (325-70-32), 18 h 30 : Homme avec femme, arbre et enfant.
TEP (364-80-80), à 20 h 30 : Arabesque – Haït (364-80-80), 21 h : la Boîte à frissons.
BEAUBOURG (277-12-33), Concerts/animations : 20 h 30 : Atelier de l'IRCAM (œuvre de G. Amy).
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) 20 h 30 : Ballet Cullberg, chorégraphie Mats Ek.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : les ballets Bougarabou (chants, danses du Sénégal).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Naïves Hirondelles.
ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau ; 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Démons.
CALYPSO (227-25-95), 20 h 30 : la Mort douce ; 22 h : Une araignée au plafond.
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), 21 h : Monet ou la Passion de la réalité.
CC DE LA ROSE-CROIX (271-99-17), 20 h 45 : Hymnes à la nuit, de Novalis.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Gilgamesh.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), *Galerie, 20 h 30 : l'Art de la fugue* ; La Resserre, 20 h 30 : l'École des mères.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Mangeront-ils ?
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Aventures de la villégiature.
COUR DE LA MAIRIE DU VIII° (294-08-08), 21 h 15 : le Médecin malgré lui.
DAUNOU (261-69-14), 21 h, dim. à 15 h 30 : S.O.S. homme seul.
DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.J.) : 20 h : Ph. Genty ; 22 h : le Prince.
18 THÉATRE (226-47-47), 20 h 30, dim. 16 h : les Sincères – le Legs.
ÉDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30, dim. 15 h : Treize à table (sauf le 13).
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Momus dans l'abîme (dern. le 17).
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30, dim. 15 h : la Mouche et le Pantin.
ESPACE 88.5 (523-43-56), 21 h : Scapino Fantasmia.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 20 h 15 : l'Autre Dom Juan ; 22 h 30 : l'Empreinte.
ESSAION (278-46-42), *I*, 12 h 30 : Tranche de conte ; 18 h 30 : Nuit et jour ; 20 h 30 : Sensualité ; 22 h : Tabous. – *II*, 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini ; 22 h : Rimbophélie.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; *21 h 30 : Bonsoir Prévert.*
JARDIN SHAKESPEARE (264-91-49), 20 h 30 : Twelfth night.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : la Mort vivante ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 20 h 15 : Quatuor. – Petite salle, 22 h 30 : Duo Cobra.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 21 h : Perdre.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.
MAISON DE L'ALLEMAGNE (707-77-65), 20 h 45 : Un homme véritablement sans qualité.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Madame Benoît ; 22 h : la Reine est morte.
MARIGNY, grande salle (256-04-41), 21 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Exercices de style. – Petite salle, 21 h : la Salle à manger.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PLACE SAINT-SULPICE (329-12-78), 17 h : Gros René écolier ; 18 h : Coct'Œdiporphée.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Polka du spleen.
POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. 21 h : le Plaisir de l'amour.
PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 45 : le Pain dur.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 21 h : le Bouc.
RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 45 : le Vison voyageur.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
STUDIO BERTRAND (783-99-16), 20 h : l'Échelle des vertus ; l'Arbre de mademoiselle d'Escarbasse.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : Bataille navale.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Écume des jours ; 22 h 30 : l'Homme cassé.
TEMPLIERS (303-76-49), 19 h : la Ballade de Monsieur Tadeuz ; *20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.*
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Y'en a marr...ez vous.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE NOIR (346-91-93), I. 20 h 30 : les Enfants de Zombi. – II. 20 h 30 : Concerto en ré majeur pour une reine.
THÉATRE DE PARIS, petite salle, 20 h 30 : Drôle de programme.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), *21 h : Salomé ; Médée.*
TOURTOUR (887-82-48), 22 h : Arlequin poli par l'amour.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Pay cause toujours ; 22 h : Laissez-les rire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : la Troisième Jambe du carrosse ; 22 h 15 : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Mains basses sur la ville ; 22 h 15 : l'Omelette aux pingouins.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; *II. 20 h 15 : Ils avaient les foies dans l'Ouest* ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
DIX HEURES (606-07-48), 20 h : la Vie *du gars qui sait* ; *21 h 30* : la Gauchère contrariée ; 22 h 30 : Théâtre de poche.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 19 h 30 : Britanniicus ; 21 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : les Dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Roméo et Juliette ; 22 h 30 : Acide.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 20 h 15 : M. Boujenah.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 45 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 21 h 30 : le Céleri jaune ; 22 h 30 : Phèdre.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : Petitelle.

La danse

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Obsolète Paul II.

Mardi 19 juin

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
TH. DE L'ESCALIER D'OR (523-15-10), *20 h 30 : Ballets Jazz d'art.*

Le music-hall

BATACLAN (700-30-12) 20 h 30 : Mezz, la rage de vivre.
OLYMPIA (742-25-49) 20 h 30 : Quilapayun.
SOLEIL D'OR (543-50-12) 20 h 45 : Sri Raghunath Manet.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : La Villette en chansons.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) 22 h 30 : Los Indianos, Gotan ; 24 h : G. Rabol.

Opérettes

BOBINO (322-74-84) 20 h 45 : Plein feu sur Offenbach.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24) 21 h : Mam'zelle Nitouche.
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (833-09-31) 20 h 30 : Barbe bleue.

Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : K. Lechner (Beethoven, Schumann).
Lucernaire, 20 h 30 : T. Marmor, M.-Ch. Nahon (Fauré, Debussy, Wolf).
Chapelle St-Louis de la Salpêtrière, 20 h 45 : Orchestre de chambre Ad Artem, Ensemble vocal Cum Jubilo (Damais, Landowsky, Bach).
Eglise St-Roch, 20 h 30 : Petits chanteurs N.-D. de la Joie, Ensemble vocal J.-P. Lore, Ensemble de cuivres J.-R. Arban (Gabrieli, Schütz, Bach...).
Eglise St-Séverin, 21 h : Orchestre P. Kuentz (Mozart).
Eglise *St-Georges*, 20 h 30 : L. Jackson, R. Gowman (Haendel, Schubert).
Centre culturel suédois, 20 h 30 : A. Sundstrom (Beethoven, Brahms, Chopin).
Radio-France, Auditorium 106, 19 h : Concert-lecture (Zbar).
Eglise des Billettes, 20 h 30 : L. Mallie, J. Chambon, J.-P. Laroque (Bach, Boismortier, Telemann...).
Eglise *St-Germain des Prés, 21 h* : The Philadelphia Boy's Choir, dir. : R.-G. Hamilton (Nelson, Bernstein, Hanson...).
Tour Eiffel, 21 h : L. Korcia, Y. Henri (Schubert, Liszt, Dukas...).
Salle des fêtes de la mairie du VI°, 18 h 30 : J.-P. et A. Sabouret (Mozart, Holstein, Strauss).

Les festivals

FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)

CONCERT

Eglise Saint-Merri, 21 h 15 : E. Ameling, *D. Baldwin (Schumann, Brahms,* Strauss).

DANSE

Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 20 h 45 : Miserere.

CONTES ET CHANSONS

Place du Marché Sainte-Catherine, II : 19 h 30 : IV° République ; 20 h 30 : le Véritable Combat entre Carême et Carnaval.

En région parisienne

CACHAN, MJL (665-66-12), 20 h 45 : Orchestre de l'Ile de France, dir. J. Mercier (Arrachart, Mozart, Beethoven).
MONTREUIL, TEM (858-64-33), 21 h : Le petit maître corrigé.
SAINT-*DENIS*, Festival (243-30-97), Basilique, 20 h 30 : Orchestre national de Lille, dir. J.-Cl. Casadesus (Mahler).
VERSAILLES, 21° Festival (950-71-18). Opéra, 21 h : English Bach Festival Baroque Orchestra (*Haendel*).
VILLE-D'AVRAY, Eglise, à 21 h : Ensemble vocal M. Piquemal (d'Indy).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Aspects inconnus du cinéma américain : Mickey, de R. Jones et J. Young ; Cannes 84 – Quinzaine des réalisateurs : 19 h, Plus heureux que jamais, de M. Salles ; 21 h, Le contrat, de S. Frears.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

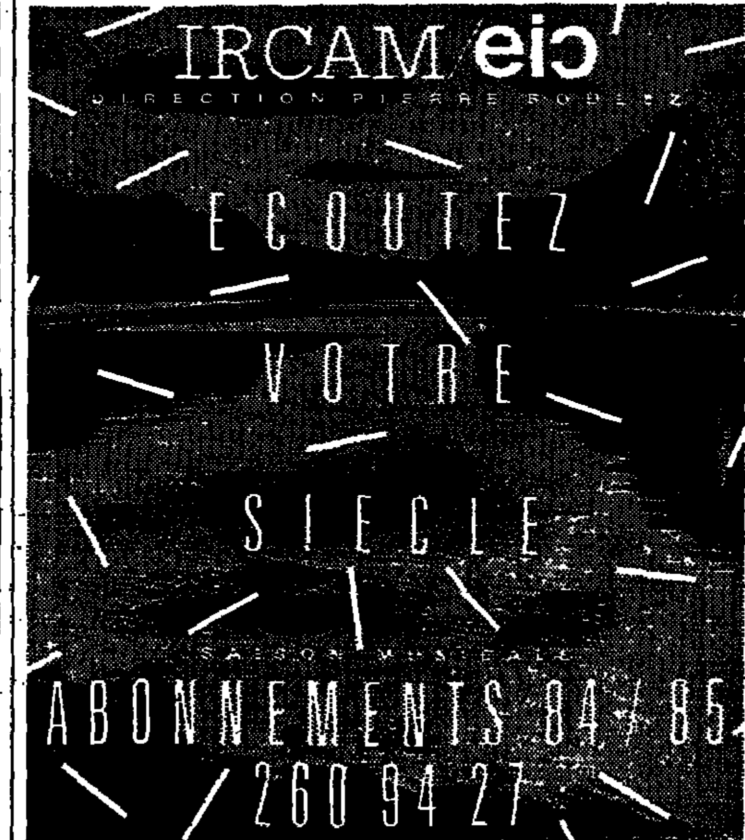
L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Biarritz, 8° (723-69-23).
ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz (h. sp), 2° (742-60-33) ; Paris Loisirs Bowling, 18° (606-64-98).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, *v.o.*) : Denfert, 14° *(321-41-01)*.
LES ARAIGNÉES (All.) : Studio Saint-Séverin, 5° (354-50-91).
LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5° (634-25-52).
BEAT STREET (A., v.o.) : Forum, 1°° (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2° (296-80-40) ; *Paramount Odéon*, 6° (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8° (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9° (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12° (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13° (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14° (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, *15° (579-33-00)* ; Paramount Maillot, 17° (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18° (606-34-25).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14° (321-41-01).
CARMEN (Esp., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17° (380-42-05) ; Cité internationale (h. sp.), 14° (589-38-69).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2° (742-97-52) ; Gaumont Champs-Elysées, 8° (359-04-67) ; Kinopanorama, 15° (306-50-50).
CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) : Marbeuf, 8° (225-18-45).
LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15° (554-46-85).
LA CLE (It., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36) ; UGC Odéon, 6° (325-71-08). V.f. : Rex, 2° (236-83-93) ; UGC Rotonde, 6° (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8° (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9° (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12° (343-01-59) ; UGC Convention, 15° (828-20-64) ; Images, 18° (522-47-94).
CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1°° (233-42-26) ; *Quintette, 5° (633-79-38)* ; *George V*, 8° (562-41-46) ; Marignan, 8° (359-92-82) ; 7 Parnassiens, 14° (320-30-19). V.f. : Maxéville, 9° (770-72-86) ; Français, 9° (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14° (320-12-06).

LES FILMS NOUVEAUX

BREAK STREET, film américain de Joël Silberg. V.f. : UGC Danton, 6° (329-42-62) ; UGC Ermitage, 8° (359-15-71). – V.o. : Rex, 2° (236-83-93) ; UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6° (544-14-27) ; Normandie, 8° (359-41-18) ; Lumière, 9° (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12° (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13° (336-23-44) ; UGC Convention, 15° (828-20-64) ; *Pathé-Wepler, 18°* (522-46-01) ; Secrétan, 19° (241-77-99).
LE DERNIER TESTAMENT film américain de Lynne Littman. V.o. : Gaumont-Halles, 1°° (297-49-70) ; Hautefeuille, 6° (633-79-38) ; Ambassade, 8° (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2° (742-60-33) ; Bretagne, 6° (222-57-97) ; Fauvette, 13° (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15° (828-42-27) ; Images, 18° (522-47-94) ; Lumière, 9° (246-49-07).
EN PLEIN CAUCHEMAR (*), film américain de Joseph Sargent. V.o. : Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36) ; Quintette, 5° (633-79-38) ; Ermitage, 8° (359-15-71). – V.f. : Rex, 2° (236-83-93) ; UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9° (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12° (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13° (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14° (329-90-10) ; UGC Convention, 15° (828-20-64).
L'ETE DU BAC, film américain de George Bowers. V.o. : Publicis Saint-Germain, 6° (222-72-80) ; Paramount City, 8°, (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9° (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12° (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13° (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10) ; Paramount Orléans 14° (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18° (606-34-25) ; Maxéville, 9° (770-72-86).
RECKLESS, film américain de James Foley. V.o. : Forum Orient Express, 1°° (233-42-26) ; Saint-Michel, 5° (326-79-17) ; Ambassade, 8° (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2° (742-60-33) ; Maxéville, 9° (770-72-86) ; Montparnos, 14° (327-52-37) ; Gaumont Sud, *14° (327-84-50)* ; Gaumont Convention, 15° (828-42-27).
UNDER FIRE, film américain de Roger Spottiswoode. V.o. : Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36) ; UGC Odéon, *6° (325-71-08)* ; *Biarritz, 8°* (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79) ; Murat, 16° (651-99-75). – V.f. : Grand Rex, 2° (236-83-93) ; UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9° (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12° (343-01-59) ; UGC Gobelins 13° (331-23-44) ; Montparnos, 14° (327-52-37) ; Mistral, 14° (539-52-43) ; Secrétan, 19° (241-77-99).
MAIS QUI A TUE HARRY ? (A., v.o.) : Forum, 1°° (297-53-74) ; Hautefeuille, 6° (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6° (222-87-23) ; Marignan, 8° (359-92-82) ; Action Lafayette, 9° (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 11° (357-90-81) ; Parnassiens, 14° (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79). – V.f. : Français, 9° (770-33-88) ; Nation, 12° (343-04-67) ; Fauvette, 13° (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14° (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18° (522-46-01).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS





SPECTACLES

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-66) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EMMANUELLE IV (**) (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

LES FAUVES (*) (Fr.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Cinoche, 6e (633-10-82).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA FÊTE DE GION (Jap., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Petite Salle, 14e (545-35-38).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

FORT SAGANNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FORTERESSE NOIRE (A., v.f.), Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

GABRIELA (Brésilien, v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

L'HOMME AUX FLEURS (Aust., v.o.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-46-18).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-12-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Rex, 2e (239-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

L'INVASION DES PIRANHAS (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Calypso (h. sp.), 17e (380-30-11).

LOOKER (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; George-V, 8e (562-41-46).

MISTER MOM (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Secrétan, 19e (241-77-99).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Images, 18e (522-47-94).

NEW YORK NIGHTS (A., v.o.) (**) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

OSTERMAN WEEK-END (A., v.o.) (*) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaîté Rochechouart, 2e (878-81-77).

RUE CASES NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR WARS LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

STRYKER (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-96) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE SUCCÈS A TOUT PRIX (Franco-Britannique, v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (320-42-05).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (H. sp.), 17e (380-30-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Élysées Lincoln, (8e) (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

VIDÉODROME (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA VOIX HUMAINE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

YENTL (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; v. f. UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 25.

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 05.

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21) 17 h 45.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

LA CITE DES FEMMES (*) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

COUP DE TORCHON (Fr.), Grand Pavois, 15e (554-46-85), 22 h 15.

COUP DE GRACE (All., v.o.), République Cinéma, 11e (805-51-33), 16 h.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.), St-Lambert, 15e (532-91-68), 20 h 30.

LES DIABOLIQUES (Fr.) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LA FIEVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 17 h.

IL ETAIT UNE FOIS, LES PLOUFS (Fr.-can.), St-Ambroise, 11e (700-89-16), 16 h 15.

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (Ang-A. ; v.o.), Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 05.

MORT A VENISE (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

POSSESSION (**) (Ang., v.o.) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LE RIDEAU CRAMOISI (A., v.o.), République Cinéma, 11e (805-51-33), 20 h 30.

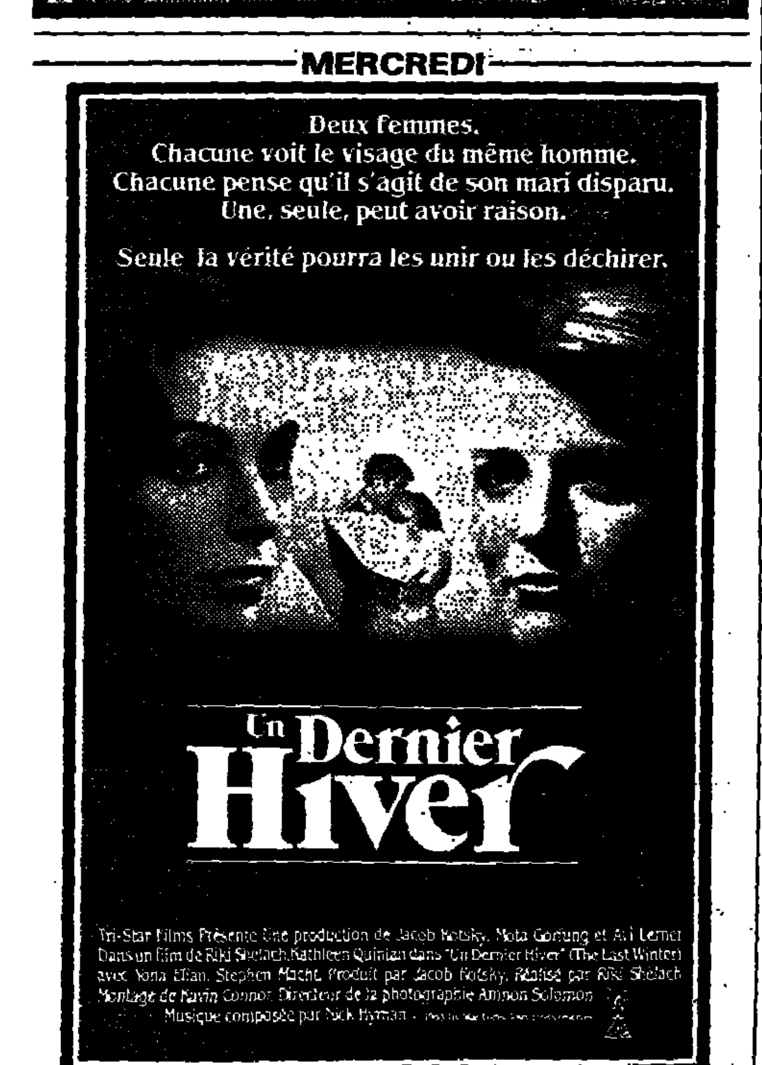
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), 19 h 15.

SUZANNE SIMONIN, LA RELIGIEUSE DE DIDEROT (Fr.), St-Ambroise, 11e (700-89-16).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 15.

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 05.

LES YEUX DE LAURA MARS (*) (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 23 h.



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 19 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Les Mardis de l'information : 2002, l'Odyssée du quotidien.
Magazine de la rédaction de TF1 et d'Alain Denvers.
Un récit-reportage – proposé par Michel Parbot et Daniel Cattelain – qui nous transporte à l'aube du vingt et unième siècle : pas de fiction ; seulement la transposition dans un avenir somme toute assez proche d'une série de faits quotidiens (la vie de famille, le travail, les cultures...). Une émission curieuse et vivante.

21 h 35 Théâtre : Gin game, ou le rami n'est pas ce qu'on pense.
De Donald L. Coburn, spectacle du Théâtre de la Ville, mise en scène de Jean Mercure avec Fonsia Dorsay et Martin Weller.
Deux retraités, Fonsia et Martin, se rencontrent dans une maison de retraite, jouent aux cartes, confrontent



leurs souvenirs et revivent, à quarante ans de distance, le même conflit. Il réapparaît comme le tyran qu'il était, elle comme victime, tout bascule...

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 20 Football : France-Yougoslavie.
En direct de Saint-Etienne ; à 22 h 20, Danemark-Belgique, en différé de Strasbourg.

23 h 50 Journal.

0 h 10 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance : soirée Humphrey Bogart.
Emission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui.
Actualités Gaumont (1955) ; Tex Avery ; présentation du film par Eddy Mitchell, 22 h 15, Tex Avery, réclame de l'époque ; attraction, annonce du deuxième film.

20 h 50 Cinéma : la Main gauche du Seigneur.
Film américain d'E. Dmytryk (1955), avec H. Bogart, G. Tierney, L.-J. Cobb, A. Moorehead, E.-G. Marshall.
La Chine en 1947. Prisonnier d'un « seigneur de la guerre », un aviateur américain lui échappe et se réfugie dans une mission catholique en usurpant l'habit et l'identité d'un prêtre. Film d'aventures sur le thème de la réhabilitation morale d'un homme devenu un aventurier. Sans l'interprétation de Bogart, ce serait plutôt médiocre.

22 h 40 Journal.

23 h Cinéma : le Port de l'angoisse.
Film américain de H. Hawks (1944), avec H. Bogart, L. Bacall, W. Brennan, D. Moran, H. Carmichael (v.o. sous-titrée - N.).
A Fort-de-France, en 1940. Un Américain, indifférent à la politique, s'éprend d'une chanteuse de cabaret et choisit d'aider des résistants gaullistes contre la police de Vichy. Cette adaptation assez fantaisiste d'un roman de Hemingway marque la rencontre de Bogart et de Lauren Bacall, troublante, insolente, et le début de leurs rapports amoureux, réels. Ainsi naissent les mythes.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 10 Ciné 16 : Au bout du printemps.
De G. Tanugi.

18 h 40 Danse : Qui a tué Lolita ?

18 h 55 Atout Pic.

19 h Informations.

19 h 35 Feuilleton : Une fille du régent.

19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues : Vie et mort des paysages, avec Pierre Sansot et Claude-Henri Rocquet.

21 h 45 Lectures : P. Jacottet.

21 h 50 Musique : Angers, musiques du XXe siècle.

22 h 30 Nuits magnétiques : la ville.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Musique traditionnelle *Cante flamenco de Utrera.*

22 h 34 Les soirées de France-Musique : Programme musical ; à 23 h 10, Jazz-Club (en direct du New Morning).

Mercredi 20 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 TF1 Vision plus.

11 h 50 Le rendez-vous d'Annik.

12 h 15 Télé-foot.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 35 Vitamine.
Emission de Christine Coutin et Cécile Roger-Machart.
Au sommaire : Gigi ; Invités du placard ; Pixifoly ; Pourquoi-comment ; Lotovitamine ; Dessin animé : Jackson 5 ; Vitaboum ; Dessins animés : K wickly Koala le roi Arthur ; Jacques Trémolin raconte : un cas de démocratie chez les abeilles ; Arok le barbare.

16 h Jouer le jeu de la santé.

16 h 5 Temps X.
Emission d'Igor et Grichka Bogdanoff.

17 h Un métier pour demain : la micromécanique.

17 h 15 Les infos.

17 h 25 Le village dans les nuages.
Emission pour enfants de Christophe Izard.

17 h 45 Série : Quand la liberté venait du ciel.

18 h 15 Presse-Citron.

18 h 25 Jack Spot.
Emission de Stéphane Collaro et Carole Fay-Keller.

18 h 50 Jour J.

19 h 15 Les petits drôles.

19 h 40 Tirage de la Loterie nationale.

19 h 50 Journal.

20 h 20 Tirage du Loto.

20 h 25 En eurovision : football.
Championnat d'Europe des nations : RFA-Espagne en direct, et Portugal-Roumanie en différé.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

13 h 35 Feuilleton : L'appartement.

13 h 50 Les carnets de l'aventure.

14 h 25 Dessins animés.

15 h Récré A2.

17 h 30 Micro-Kid.

18 h Platine 45.
Elton John, Mylene Farmer, Culture Club, Madona, et le groupe qui monte, Carte de Séjour.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).

20 h 40 Téléfilm : la Digue.
De J. Labrune, avec C. Boisson, M. Garel, R. Blanche...
Un téléfilm à part qui tranche avec les productions télévisées habituelles, un huis clos dramatique, imaginé à partir d'un mélodrame : la crise d'une jeune femme aux prises avec sa famille, une ambiance infernale dans une maison-blockhaus au bord de la mer. Belles images violentes.

22 h 10 Magazine : Moi... je.
De Bernard Bouthier.
Lettres au président ; Les rois de la sape ; Overdanse ; Machines détournées, images-retrouvées ; L'homme-bus.

23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma 16 : Sortie interdite.
De Daniel Boulanger et Patty Villiers, avec G. Blain, M. Noël, P. Chesnais...
L'histoire d'une amitié étrange entre un flic et des clochards. Une intrigue – qui oscille souvent entre le réel et l'imaginaire – servie par de très bons comédiens.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Football.
Championnat d'Europe des nations (résumé).

22 h 45 Prélude à la nuit.
Sonate pour violon et piano, *de César Franck, interprétée par Aldo Ciccolini au piano et Jean-Pierre Wallez au violon.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD

17 h 10 Mon ami Guignol.

17 h 25 Jazz aux Argentières.

18 h 5 Série : La porteuse de pain.

18 h 30 Vie régionale.

19 h Informations.

19 h 35 Feuilleton : Une fille du Régent.

19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

FRANCE-CULTURE

9 h 5 Matinée des sciences et techniques.

10 h 30 Le livre, ouverture sur la vie : « Tsou, l'effrayeur de dragons », de N. Vidal, avec de jeunes lecteurs.

10 h 50 Musique : Angers, musique du XXe siècle : René Leibowitz (et à 16 h 03 et 20 h 30).

12 h 5 Agora.

12 h 45 Panorama : la musique.

13 h 30 Instantané, magazine musical.

14 h 30 « La missive », de Claire Viret. Avec R. Baillet, J. Bollery, C. Laborde...

15 h 35 En remontant le Saint-Laurent : la poésie québécoise d'aujourd'hui (A la pointe du jour).

18 h Le cri du homard.

18 h 10 L'école des parents et des éducateurs : les jeunes d'origine étrangère.

18 h 30 Feuilleton : « A la dure ».

19 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Perspectives scientifiques : sociologie de la connaissance, par P. Thuillier (Auguste Comte).

20 h Les enjeux internationaux.

20 h 30 Musique : Angers, musiques du XXe siècle, (œuvres de Bach, Leibowitz et P. Fenelon, par l'Orch. philharmonique des Pays de la Loire, dir. H. Luig).

22 h 30 Nuits magnétiques

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5 Le matin des musiciens : Gustav Malher avant Vienne ; œuvres de Mahler, Mascagni, Liszt.

12 h 5 Concert : œuvres de Brahms, R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht.

13 h 32 Les chants de la terre.

14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Schumann, par M. Kameda, piano, et D. Delattre.

15 h Microcosmes : Elle était une fois Blanche-Nouilles ; à 15 h 25 : Un sonal dans la sono (et à 16 h 20) ; à 15 h 30, Microdigital ; à 15 h 50, Sonoscopie ; à 15 h 55, Maraboutdeficel ; à 16 h 25, Court-circuit.

17 h Histoire de la musique.

18 h 5 L'imprévu.

19 h Le temps du jazz : Feuilleton « Le jazz en France » ; Intermède ; Où jouent-ils ?

20 h Musique contemporaine : magazine.

20 h 30 Concert : *le Roi malgré lui*, de Chabrier, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. C. Dutoit, sol. B. Gardet, violon, E. Hendricks, I. Garcisanz...

23 h Les soirées de France-Musique : Walter Gieseking en public (1943-1948) ; œuvres de Beethoven, Brahms, Pfitzner ; à 1 h, Poissons d'or.

COMMUNICATION

La CGT et la CFDT réclament des réformes dans l'audiovisuel public

Les syndicats CGT et CFDT estiment chacun que le système audiovisuel français devrait faire l'objet de réformes importantes. La Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle CGT estime, notamment, nécessaire le regroupement de TF 1 et Antenne 2, qui conserveraient, cependant, leur indépendance de programmation. Cette fusion devrait permettre, aux yeux de M. René Lomet, secrétaire confédéral, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, jeudi 14 juin, d'accomplir un effort accru en faveur des programmes. M. Lomet, pour qui la loi de juillet 1982 est la *« réforme ratée du gouvernement de gauche »*, a réaffirmé que la logique de la CGT était *« le développement du service public de la radiotélévision. Nous ne voyons aucun intérêt à l'apparition ou à la mise en place de chaînes ou de réseaux privés, pas plus au plan national qu'en matière de télévision par satellite et, à plus forte raison, pour la télévision par câble »*.

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (SURT-CFDT) s'inquiète, lui, surtout de la situation financière du service public de l'audiovisuel. Selon un tract daté du samedi 9 juin, et diffusé depuis lors, le projet de budget 1985 *« prévoit une diminution des emplois de 2 % et la reconduction pure et simple du budget de 1984, ce qui conduira à une baisse de 4 % à 5 % du niveau de ressources (...) La conséquence sera un déficit d'exploitation, en 1985, pour toutes les sociétés à six mois d'une échéance législative »*.

Tout en suggérant une loi rectificative *« modifiant les aspects négatifs de la loi de 1982 »*, le SURT réclame la création d'une *« société financière pour le service public »*, *« une planification rigoureuse »* dans l'emploi des moyens, l'élaboration d'un *« plan pluri-annuel pour les industries de programmes »*, la négociation d'une charte pour *« l'introduction des nouveaux matériels et nouvelles technologies)*.

[Le compte est bon. Sauf oubli, chacun des partenaires de l'audiovisuel s'est, à présent, exprimé sur les aménagements qu'il conviendrait d'apporter au système : après le gouvernement, qui donnent cinq ans au service public pour surmonter les défis des nouveaux médias, après le Parti communiste, favorable à une fusion de TF 1, d'A 2 et de la SFP, après l'opposition, qui préconise une large « désétatisation », et après la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui réclame des réformes de structures pour favoriser la création, voilà deux des principaux syndicats qui se prononcent pour des réformes de fond. Personne n'est donc vraiment content du système actuel et chacun envisage une refonte du service public dans un sens souvent différent. Dans ce concert, la question est donc moins de savoir s'il sera remis sur l'ouvrage que de savoir comment, par qui et à quelles fins ? – E.R.]

EN RAISON D'IMPORTANTES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Licenciements à Radio-Caraïbes Internationale

Difficultés financières à Radio-Caraïbes Internationale (1). La station privée la plus importante des Antilles francophones, en « guéguerre » constante avec la radio de FR 3-DOM-TOM (devenue aujourd'hui RFO), qu'elle concurrence *dangereusement par son ton* plus libre, son plus grand dynamisme et une plus grande rapidité dans l'information, objet depuis toujours d'âpres enjeux politiques et économiques, vient de licencier six personnes pour raisons économiques.

Cette mesure, qui a été décidée par la direction de la station à la suite d'un plan de redressement demandé par la SOFIRAD (2), et qui a été autorisée par l'inspection du travail, n'a en réalité surpris personne. Depuis que la station a été rachetée par la SOFIRAD en 1982, les frais de personnel (embauches et avantages sociaux respectant la législation sociale) ont augmenté de 45 % en 1983. Les frais entraînés par la destruction du matériel lors du dernier attentat commis dans la station en Guadeloupe se sont élevés à plusieurs centaines de milliers de francs. Mais c'est l'introduction de la publicité à la télévision qui a définitivement mis la station en péril.

En décembre 1982, M. Olivier Garon, directeur général adjoint de RCI, que nous avions rencontré à Fort-de-France, s'inquiétait déjà. Une chute de 20 % sur les recettes avait été envisagée, soit 3 millions de francs pour 1984. Bien que le déficit en réalité soit moindre – de l'ordre de 15 % (*« le délai est beaucoup trop court pour donner des chiffres précis »*, dit M. Jean-Claude Asselin de Beauville, directeur des programmes en Martinique, qui évalue cependant le déficit pour 1983 à environ 1 million de francs), – tout le monde s'accorde à dire que c'est l'introduction de la publicité à la télévision – et non sur les radios locales – qui menace gravement la radio. Les annonceurs « nationaux » passeraient majoritairement à la télévision, gênant RCI, tandis que ce sont de tout petits annonceurs, un marché peu important, qui vont sur les radios locales.

« Nous avons demandé à la direction de RCI de mettre en place un plan de restructuration qui tienne compte de la nouvelle réalité économique sur un marché déjà surmédiatisé », nous a déclaré M. Bernard Miyet, à la tête de la SOFIRAD depuis août 1983. Cet effort, qui s'inscrit dans une logique d'ensemble du holding – et qui touche d'autres groupes où la SOFIRAD n'est pas forcément majoritaire, – doit s'accompagner dans son esprit d'un effort de rationalisation dans l'organisation de la radio, éclatée entre la Guadeloupe et la Martinique, d'une amélioration de la qualité tout en conservant la spécificité de chaque radio.

RCI a déjà supprimé ses émissions de nuit. Elle va multiplier les « journaux communs » entre la Guadeloupe et la Martinique, remodeler son antenne, accroître le professionnalisme. On peut s'étonner au passage du licenciement d'un des meilleurs journalistes de la station, M. Bruno Marion, réputé pour sa (compétence et remarqué plus récemment pour son travail à la Grenade).

CATHERINE HUMBLOT.

(1) RCI, qui a un chiffre d'affaires annuel de 10 millions de francs, comprenait avant les licenciements environ cinquante-deux personnes salariées en Guadeloupe et en Martinique, pour faire trois programmes différents de 5 heures à minuit, plus une dizaine à Sainte-Lucie et cinq à la Dominique.

(2) Société financière de radiodiffusion, contrôlée par l'État, qui détient des actions à Europe 1, RMC, Sud-Radio, etc.

LE CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET LE STATUT DES RADIOS LOCALES PRIVÉES

Le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), que préside M. Lucien Sfez, a réaffirmé lundi 18 juin son attachement à l'instauration d'un double secteur pour les radios locales privées : associations non publicitaires d'une part, sociétés commerciales de l'autre. Le CNCA – sorte de Parlement de l'audiovisuel – estime que le troisième secteur prévu par le projet de loi (des associations de loi de 1901 pouvant avoir recours à la publicité) est « *hybride* » et risque d'*« aller à l'encontre de l'exigence de transparence »*. *« En effet, de nombreuses entreprises commerciales risqueront de se déguiser en entreprises associatives »*, ajoute-t-il.

Le Conseil juge, d'autre part, nécessaire de *« voir mieux préciser la compétence du juge judiciaire »*, qui doit pouvoir, selon lui, prononcer le retrait de l'autorisation dans le cas de confiscation des installations et matériels d'une radio ou en cas de troisième infraction par une radio. Enfin, le CNCA réclame que des sanctions soient prévues contre *« le franchissage, source d'injustice et forme cachée des réseaux »*. Rappelons que le projet doit venir en discussion au Sénat le 26 juin, après avoir été adopté par l'Assemblée nationale le mardi 12 juin (*le Monde* du 14 juin).

● *La relaxe de M. Hersant : l'UNSJ fait appel.* – L'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, SJF-CFDT, SNJ-CGT) annonce dans un communiqué sa décision de faire appel après le verdict de relaxe pour M. Hersant intervenu jeudi 14 juin devant la 17e chambre de Paris (*le Monde* du 16 juin). L'UNSJ *« affirme ainsi sa détermination* contre Robert Hersant *qu'elle continue à considérer comme le véritable maître de France-Soir (...). Les plaintes que les syndicats de journalistes ont introduites en 1977 visent l'ensemble de ce groupe, et c'est à ce titre que Robert Hersant demeure inculpé depuis cinq ans »*, poursuit le communiqué.

● *La CGC s'insurge contre les chaînes de télévision.* – La Confédération française de l'encadrement (CGC) juge *« consternante et scandaleuse »* la publication des temps de parole dont ont bénéficié les intervenants politiques et sociaux sur les antennes des trois chaînes de télévision lors du premier trimestre de l'année (*le Monde* du 14 juin). *« Quatre minutes pour la CGC et deux heures quarante-trois minutes pour la CFDT, c'est une honte pour le gouvernement et les présidents-directeurs généraux des trois chaînes. »*

LE CARNET DU Monde

Décès

– *M. Jérôme Bindé,*
Mlle Sibylle Bindé,
Mme Michèle Bourdet,
Le colonel et Mme Pierre Garot,
Mlle Lou Mollgaard,
M. Francis Duvernay,
son petit-fils Alexis,
ses parents et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice BINDÉ,
née Jeanne Bourdet,

leur mère, sœur, belle-sœur, amie, grand-mère et parente,
qui s'est éteinte le mardi 12 juin 1984, dans sa soixantième année.

La cérémonie et l'inhumation ont eu lieu à Rochefort-sur-Mer, le vendredi 15 juin.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, en souvenir de son époux le

capitaine Maurice BINDÉ,

mort en service commandé à l'âge de vingt-neuf ans, le 13 mai 1953.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, avenue Denfert-Rochereau, 75014 Paris.
4, rue Boulard, 75014 Paris.
10-14, rue des Lilas, 75019 Paris.
99, boulevard Albert-Ier,
33 Bordeaux.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Hélène CONTARD,
née Urdaisure,

De la part de
Ses fils,
Gérard et Guy Contard,
Sa famille et ses amis,

Les obsèques auront lieu en l'église de Gif-sur-Yvette, le mercredi 20 juin 1984, à 15 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le général Guy Grosleron,
son époux,
Marie-Pierre et Alain Beylot,
François-Denis Grosleron,
Nathalie et le docteur Jean-Marc Gros,
ses enfants,
Stéphanie, Vincent, Cécile, Emilie, Isabelle,
ses petits-enfants,
Denise Charles-Marfin,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Geneviève GROSLERON,
née Charles-Marfin,

survenu, à Blaye, le 14 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Crocq (Creuse) le 18 juin 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23260 Crocq.

– Albi.

Mme André Jeanselme,
son épouse,
Mme Hélène Ravon,
M. et Mme Alain Jeanselme,
ses enfants,
Karine et Fabrice Ravon,
ses petits-enfants,
Les familles Jeanselme, Giboury et Bruliard,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André JEANSELME,
ancien administrateur principal
des Communautés économiques européennes,
ancien directeur départemental
du commerce et des prix,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Albi le 16 juin 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 18 juin 1984 en la cathédrale Sainte-Cécile d'Albi (Tarn).

Adresse du deuil :

68, rue Salvan-de-Salies,
81000 Albi.

– Chambéry. La Chambre. Carantec.

Mme Jean Kerrien,
Anne et Françoise Kerrien,
M. et Mme Yves Combot,
Mlle Clotilde Stragiotti,
Parents, alliés et amis,

ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean KERRIEN,
professeur INGS
(en retraite),

survenu à Chambéry, à l'âge de soixante et un ans.

L'inhumation aura lieu à Carantec (Finistère) le 20 juin 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Robert Marty-Musso,
Mme Marie-Christine Marty,
M. et Mme Olivier Marty
et leur fils Jean-Baptiste,

ont l'immense tristesse de faire part du décès du :

docteur Robert MARTY,

ancien chef de clinique
à la faculté de médecine de Paris,
professeur
à l'université de Montpellier-II,

Pour respecter sa volonté, la cérémonie religieuse s'est déroulée dans la stricte intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu au cimetière marin de Sète le lundi 18 juin 1984.

« Qui peut dire où la mémoire [commence
Qui peut dire où le temps présent [finit
Où le passé rejoindra la romance
Où le malheur n'est qu'un papier [jauni. »

(Aragon).

– M. et Mme Jean MENAGER,
ses parents,
Ses frères, sœur, beau-frère, belles-sœurs, ses neveux
Et toute sa famille,
M. Jean-Claude Detais,
M. et Mme Georges Detais,
M. Yvon Sauderais,
Tous ses proches collaborateurs et amis,
Mme Beor, Mlle Delabrosse,
Mme Denis, Mme Deniseau,
Mme Doumeg, Mme Dubosc,
Mlle Le Hanvic, Mme Levy, Mlle Manon,
Mme Merignac, Mme Pariseau,
Mme Soulard, Mlle Wiener,
L'Assistance aux animaux,
La SPA,
font part du décès de leur cher

Michel,

survenu subitement dans sa trente et unième année.

Une cérémonie religieuse aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, chapelle de l'Est-Parisien le jeudi 21 juin, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Mme Christian Olier,*
son épouse,
Lucile, Brigitte et Dominique Olier,
ses enfants,
Mme Georges Olier,
sa mère,
M. et Mme Nicolas Jacoby,
ses beaux-parents, leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Odette Olier,
sa tante,
M. et Mme Hervé Le Chapelain,
son beau-frère, sa sœur et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Christian OLIER,
professeur à la faculté de médecine
de Clermont-Ferrand,
chirurgien des hôpitaux,

survenu à l'âge de quarante-cinq ans, le 14 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 16 juin, en l'église de Saint-Pierre de Beaumont (Puy-de-Dôme), suivies de l'inhumation à Saint-Julien-des-Chazes (Haute-Loire).

– *Bonnieux.*

M. Jean-Pierre Rondeau,
M. et Mme Jean-Philippe Rondeau,
Les lieutenants Didier et Anne-Marie Rondeau,
Mlles Ingrid et Stéphanie Rondeau,
M. et Mme Roger Protat,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Elisabeth RONDEAU,

survenu le 12 juin 1984.

Selon la volonté de la défunte, la cérémonie s'est déroulée dans la plus stricte intimité familiale, en l'église de Treloup-sur-Maine (Aisne).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

84480 Bonnieux.

– Jean-Marie Schléret, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignements public (PEEP),
a la douleur d'annoncer le décès de sa mère,

Mme Carola SCHLÉRET,

le 18 juin 1984, dans sa soixante-dix-huitième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

89, boulevard Berthier,
75017 Paris.

– *M. Georges Walrave,*
son époux,

M. Michel Walrave et Mme,
née Denise Banduret,
M. Jean-François Lardeur et Mme,
née Françoise Walrave,
M. Alain Walrave et Mme,
née Edith Dartevelle,
ses enfants,

Thierry, Patrice et Florence Walrave,
Bénédicte, François-Xavier et Anne-Claire Lardeur,
David, Nathalie et Emeric Walrave,
ses petits-enfants,

Mlle Jenny Lequime,
Les familles Walrave, Turotte, Lequime et Picard,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Georges WALRAVE,
née Denise Turotte,

survenu à Paris le 17 juin 1984, dans sa *soixante-dix-neuvième année*, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le *mercredi 20 juin*, à 11 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Vaires-sur-Marne (77), où l'on se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière de Saint-Hilaire-sur-Helpe (Nord).

Ni fleurs ni couronnes.

Les remplacer par des messes et des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, allée des Tilleuls,
Parc de l'Aulnay,
77360 Vaires-sur-Marne.

Remerciements

– M. et Mme Girard,
dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui leur ont *témoigné* leur sympathie lors du décès de leur fille,

Monique GIRARD,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs sentiments très émus et très reconnaissants.

– Toulouse. New-York.

Mme Maurice Grynfogel
et ses enfants Anne et David,
M. B. Grynfogel,
M. et Mme Joseph Sanger,
Les familles Grynfogel, Sanger, Feldbaum et Martin,
Parents et alliés,
très touchés des marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès du

***docteur* Maurice GRYNFOGEL,**

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur deuil et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

– Le 17 juin 1981 nous a quittés le

vice-amiral d'escadre

Marc ANTOINE.

Ceux qui l'ont connu et aimé gardent vivante sa mémoire.

– L'Association culturelle israélite *française du Québec rappelle*, avec émotion et fidélité, le souvenir du

grand rabbin
docteur David FEUERWERKER,
ZT"L
(*2 octobre 1912 - 20 juin 1980*),
officier de la Légion d'honneur,
héros de la Résistance,
officier d'académie,
chevalier de la santé publique,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
créateur et premier titulaire
de l'aumônerie israélite
de la marine nationale,
lauréat de l'Académie française,
ancien rabbin des Tournelles,
fondateur-directeur
du cercle d'études du Marais
(14, place des Vosges).

A la Libération, il fonde à Lyon *l'Unité*, le premier hebdomadaire israélite en France. Auteur de *l'Emancipation des juifs en France, de l'Ancien Régime à la fin du Second Empire*. Il introduisit l'hébreu, langue vivante, au baccalauréat français.

– Ceux qui l'ont bien connu se souviennent que le 18 juin 1974 est mort

Daniel THORNER,
directeur d'études
à l'Ecole des hautes études
en sciences sociales.

Avis de messes

– *Le président*
et les membres du Comité de direction du Syndicat national des courtiers d'assurances et de réassurances *feront célébrer une messe le mardi* 26 juin 1984, à 11 h 30, en l'église de la *Sainte-Trinité*, place d'Estienne-d'Orves, à Paris-9e, à la mémoire de

M. Gilbert TETARD,
président d'honneur,

décédé le 26 mai 1984.

Communications diverses

Echange d'art contemporain
Tokyo-Paris 8 + 8
Nane Stern est heureuse de présenter les peintures de

KOSAI HORI,
du 19 juin au 7 juillet 1984
du mardi au vendredi de 15 h à 20 h 30 ;
le samedi de 10 h à 12 h et de 15 h à 20 h 30.
25, avenue de Tourville, Paris-7e.
Tél. : 705-08-46.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Paris-I, mercredi 20 juin, à 15 h 30, salle L.-Liard, Mme Marie-Françoise Courel-Plot : « Etude de l'évolution récente des milieux sahéliens à partir des mesures fournies par les satellites ».

– Université Paris-I, jeudi 21 juin, à 9 heures, salle L.-Liard, Mme Pauline Donceel-Voute : « Les pavements des églises anciennes de la Syrie et du Liban ; archéologie et liturgie ».

– Université Paris-IX (Dauphine), jeudi 21 juin, à 15 h 30, salle D-520, thèse en sciences économiques, M. Amor Bentahar : « L'Algérie et la contrainte mondiale ».

– Université Paris-X (Nanterre), vendredi 22 juin, à 9 h 30, salle des Actes (bât. F), Mlle Patricia Gaden : « Les superports pétroliers ».

– Université Paris-V, vendredi 22 juin, à 14 heures, amphi Durkheim, Mme Marie-Madeleine Fernandez : « Discours contrastif, oralité, plurilinguisme : l'espace communicatif same, finnois, suédois (en Finlande) ».

– Université Paris-V, samedi 23 juin, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Abdelhamid Chirane : « Les formes et les forces créatrices de l'islam contemporain en Algérie (1900-1954) ».

– Université Paris-VIII, jeudi 21 juin, à 14 h 30, bâtiment G, salle 201, M. Jacques Champion : « Problèmes de la communication interculturelle en France et en Afrique ».

– Université Paris-IV, jeudi 21 juin, à 14 heures, amphithéâtre Quinet, M. Mohamed Béchir Alaya : « Le vocabulaire économique et financier en arabe ».

– Université Paris-IV, jeudi 21 juin, à 17 heures, salle des Actes, M. Myeong-Ho Ri : « Etudes comparatives syntaxiques sur les propositions d'objet direct du verbe en français et en latin ».

– Institut d'études politiques de Paris, *vendredi* 22 juin, à 15 heures, salle 931, M. René Leyral et Mme Daniela Verdura-Rechenmann : « Les communistes et le fascisme italien (*1919-1926*). *Introduction à une lecture* politique de Gramsci ».

– Université Paris-V, jeudi 21 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme *Suzanne Mallo, née Bouvier* : « La sélection implicite à l'école. Pratiques du discours et discours de la pratique » ;

– Université Paris-III, jeudi 21 juin, à *14 heures, salle Bourjac*, M. Claude Graz : « La dérivation suffixale en français *contemporain dans les familles* des monosyllabes de haute fréquence ».

– *Université Paris-III, jeudi 21 juin*, à 14 heures, salle A, M. César Fernandez *Moreno* : « *Poésie existentielle en* Amérique latine » (antipoésie et poésie *conversationnelle*).

– Université Paris-IV, samedi 23 *juin*, à *14 heures, amphithéâtre Guizot*, Mme Maria Delaperrière, née *Korcala* : « *Aux sources des nouvelles structures* de l'imagination poétique en Pologne (*1918-1930*) ».

– Université Paris-IV, salle Liard, samedi 23 juin, à 14 heures, M. Jean-Marie Pailler : « Bacchanalia, vestiges, *images, répression des mystères* bachiques dans l'Italie romaine ».

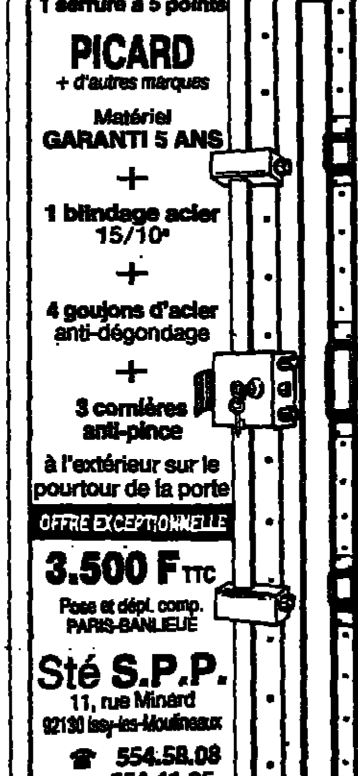
– *Université Paris-VIII, samedi* 23 juin, à 14 heures, salle G 201, M. *Hubert Perrier* : « *Idées et mouvements* socialistes aux Etats-Unis 1864-1890 ».

– Université Toulouse-II, vendredi 22 *juin, à 14 heures*, salle 237, M. Robert Marconis : « Les transports et l'*histoire socio-spatiale* de Midi-Pyrénées ».

– *Université Paris-II*, vendredi 22 juin, à 9 heures, salle des Conseils, Mme *Caroline Watine, née Drouin* : « La séparation de corps ».

– *Université Toulouse-I*, vendredi 22 juin, à 17 heures, ancienne faculté de droit, *M. Alain Montech* : « *Les relations* civilo-militaires et la politique de *défense dans le* Portugal *contemporain* ».





INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Démocratie locale : la troisième légitimité

L'école et la communication (radios locales, télévision par câble, presse écrite...) *sont des* enjeux sociaux d'une importance primordiale.

Or, dans chacun de ces dossiers, une dimension essentielle a *presque toujours* été passée sous silence : celle de la vie locale. *Une fois le rideau retombé sur* les discussions parlementaires, on oublie trop souvent que c'est à l'échelon de la région, de la commune et même du quartier que ces décisions trouveront leur application.

Les parents d'élèves d'un collège, les auditeurs d'une radio « privée », les lecteurs d'un journal de province, peuvent – doivent – être compris comme autant de « collectivités d'intérêt local ».

La FONDA (Fondation pour la vie associative) s'est inquiétée des conditions dans lesquelles les personnes ou les groupes pouvaient, justement, faire entendre leur voix aux échelons les plus modestes. *Réunies au sein d'un* « Comité d'études de liaison pour la participation à la vie locale », des associations de toutes tendances et de toutes origines ont travaillé sur ce thème pendant plus d'un an.

Résultat de ce travail, un document, rendu public récemment, présente *un certain* nombre de propositions. Plutôt qu'une collection de vœux pieux, ce texte se veut un outil de réflexion concrète, et une base d'innovations : trois secteurs de la participation ont été explorés, à l'échelon de la commune.

La *concertation*, dans l'esprit des auteurs du texte, doit être la clef de voûte des relations entre les élus locaux et les personnes ou les groupes. Une nouvelle instance, créée en 1983 par la loi sur la réorganisation de Paris, Lyon et Marseille (dite « loi PLM »), semble en être un bon support. Il s'agit des « Comités d'initiative et de consultation d'arrondissement » (CICA), qui regroupent de droit toutes les associations locales qui en font la demande. Leur mise en place dans ces trois villes est encore balbutiante, mais – sous réserve de leur donner véritablement les moyens de fonctionner, – la FONDA propose la généralisation de cette innovation (avec des *modalités spécifiques* pour les communes de petite importance).

Si la concertation permet de contribuer à l'action des élus par *les propositions et* les interrogations des habitants, il est parfois nécessaire de donner à des ensembles sociaux qui peuvent rarement s'exprimer en tant que tels la possibilité de faire entendre leur voix : résidents d'une HLM, usagers d'un théâtre municipal, etc.

La pétition, entendue comme droit collectif d'expression, et le *référendum d'initiative locale* doivent être reconnus comme autant de moyens à mettre à la disposition des personnes concernées.

Ces formes de participation ne seraient que des « coquilles vides » si elles ne reposaient solidement sur une réelle *circulation de l'information* entre les élus et les habitants.

Pour ce qui est de ce troisième secteur, le texte propose une obligation qui serait faite aux élus d'informer la population, assortie d'une obligation de *lisibilité* et de *délais*.

D'autres moyens de communication doivent être valorisés : presse associative, centres de ressources, mairies de quartier dans les villes d'une certaine importance. Toutes ces procédures de participation *ne sauraient, bien entendu, se substituer aux pouvoirs des élus, qui restent, dans tous les cas, maîtres de leurs décisions.*

Au moment où la décentralisation se met effectivement en place, on ne peut se permettre de laisser, entre la légitimité des élus locaux et les pouvoirs – redéfinis – des fonctionnaires de l'Etat, se creuser un vide là même où devrait se situer la « légitimité sociale » des forces vives de chaque communauté locale.

Les lois de décentralisation ont bien redéfini les droits et les compétences des deux composantes « publiques », mais il ne faut pas oublier que le dernier train de mesures – toujours à l'état d'avant-projet – concernait justement la « participation des citoyens » ! *Faute d'achever* ce travail, la démocratie locale risque fort de se retrouver assise sur un trépied... dont il manquerait un montant.

PHILIPPE BONE et MONIQUE DUMONT.

★ Animateurs à la FONDA. FONDA, 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 549-06-58.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3735

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II									
III			■						■
IV						■			
V								■	
VI					■				
VII			■	■					
VIII				■					
IX			■					■	
X									■
XI						■	■		

HORIZONTALEMENT

I. Souvent sec chez celui qui l'arrose abondamment. Ebauche un ornement ou peut en être le composant. – II. Aucuns de ceux figurant *sur cette liste ne peuvent* répondre à l'appel. – III. En pleine foulée. Perdu pour la basoche. – IV. Poissons, dans la Haute-Marne. Ses pierres n'amassent pas mousse. – V. A autant de cœur que les autres, mais ne le partage pas. – VI. Marcel Proust *la portait au milieu*. Organe élastique. – VII. Contes sans queue ni tête. Ne travaille que lorsque les autres ont la rame. – VIII. Juge d'Israël. Mène ses *domestiques* à la baguette. – IX. Négation. On le sollicite avec une certaine gêne. – X. *Préparer une* dinde ou abuser de son innocence. – XI. Tel l'esprit sain. L'un se bat facilement, l'autre beaucoup moins.

VERTICALEMENT

1. Tiennent la queue de la poêle et font leur cuisine avec notre beurre. – 2. Le sixième sens de l'automobiliste. – 3. Traduit une hypothèse. Parfois baptisée du nom de celui qui l'a engendrée. Eleveurs de canards. – 4. Deux Etats minuscules empêchent sa parfaite unité. Humeur insupportable. – 5. Fut couronné à Compiègne et auréolé à Montfaucon. Unité divisionnaire d'un pied de longueur variable. – 6. Filtre sous une porte. Sièges plutôt branlants de nos jours. – 7. Etat néant. – 8. Entre le loup et l'agneau. Base de tir. Divinité. – 9. Note. Elément d'une poire.

Solution du problème n° 3734

Horizontalement

I. Guitounes. – II. Innocente. – III. GI. Ho ! – IV. AFAT. Ni. – V. Nô. If. Cor. – VI. Troll. Ri. – VII. Implosion. – VIII. Se. Au. Age. – IX. Pré. Nus. – X. – Evidentes. – XI. – Ans. Dés.

Verticalement

1. Gigantisme. – 2. Uniforme. Va. – 3. In. OP. Pin. – 4. Tortillards. – 5. Oc. Flouée. – 6. Uélé. ND. – 7. NN. Criante. – 8. Ethnologues. – 9. Seoir. Ness.

GUY BROUTY.

EN BREF

VOTRE ASSOCIATION M'INTÉRESSE. – Après *Comment créer votre association* et *Comment gérer les comptes de votre association*, le Crédit mutuel publie un troisième guide : *Comment faire connaître votre association*. Promouvoir une activité, réaliser une affiche, un tract, une exposition, un bulletin, organiser une manifestation, alerter la presse, les radios, préparer un discours, un défilé : pour toutes ces activités, ce guide est pratique, précieux et gratuit.

★ Disponible au Crédit mutuel et à la Confédération nationale du Crédit mutuel, relations avec les associations (M. Francis Reynier). 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél : (1) 766-01-51.

QUATRE MILLE DEUX CENTS OCCASIONS DE RENCONTRES. – Plus de la moitié des Parisiens vivent seuls, repliés sur eux-mêmes, désespérant d'établir le contact avec les autres. Or la capitale leur *offre quatre mille deux* cents possibilités de briser ce confinement psychologique : ce sont les associations qui fleurissent partout. Elles s'occupent de vie quotidienne, de culture, de sport, de défense du cadre de vie, d'entraide, de distractions, de vie professionnelle et de beaucoup d'autres choses encore.

Pour la première fois, les voici recensées dans un gros bouquin judicieusement intitulé *Vivre ensemble à Paris*. Il a été conçu par Bernard Descours et André Nison, qui ont regroupé cette multitude associative en six secteurs géographiques groupant chacun trois ou quatre arrondissements. Chacun peut donc trouver à proximité de chez lui le petit clan sympathique qui lui permettra de participer à la vie collective, de mieux connaître son quartier, de mieux *profiter des trésors cachés de la* capitale. L'ouvrage devant paraître tous les deux ans, les associations oubliées ont le temps de se faire connaître à l'éditeur (SA2, 37, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : (1) 266-19-94).

★ 320 p., 69 F, vente en librairie et à Chiron-diffusion, 40, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : (1) 326-47-56.

DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE. – Répondant à une question de M. Michel Sainte-Marie, député PS de la Gironde, Mme Edwige Avice, *ministre délégué* au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a récemment exposé à l'Assemblée nationale les mesures prises en faveur de la *vie associative* :

– des conventions avec des villes pilotes vont permettre de faire connaître les actions menées par les associations ;

– *une journée « Vie associative* en ville nouvelle » aura lieu, le 23 juin, à Saint-Quentin-en-Yvelines (*le Monde* du 23 mai) ;

– une semaine des associations *présentera*, entre le 20 septembre et le 20 octobre, selon les villes, les activités de la vie associative, dans leur richesse et leur diversité. Des carrefours traiteront du bénévolat et du dialogue avec les collectivités locales ;

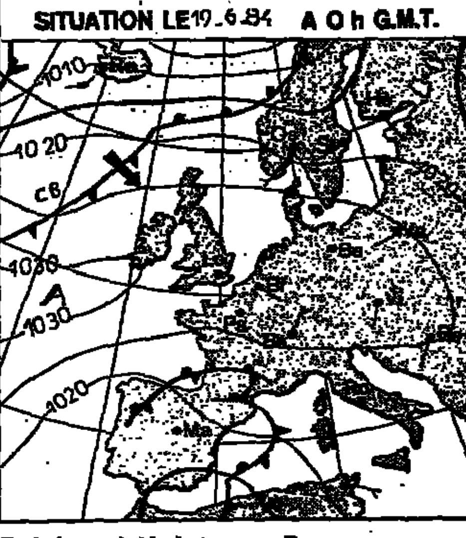
– *enfin, les premiers éléments* d'une médiathèque sur l'éducation populaire et la vie associative sont en place à l'INEP (Institut national d'éducation populaire).

EMPLOI

NOUVELLES PRATIQUES DE L'EMPLOI. – « *L'initiative associative (...) a précédé, parfois, l'action de la puissance publique. Elle a contribué à faire évoluer la législation.* » S'agissant de l'emploi, enjeu social préoccupant, la FONDA estime que les associations n'ont pas démérité. Aussi *consacre-t-elle un numéro double* aux « Nouvelles pratiques de l'emploi ». Elle y relate des expériences associatives originales.

FONDA, 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 549-06-58. Le numéro double de 95 pages : 35 F.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 20-06 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 20 JUIN A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France entre le mardi *19 juin à 0 heure et le* mercredi 20 juin à 24 heures.

Les hautes pressions qui recouvraient la France s'effritent sur leur face occidentale. Des perturbations orageuses vont pouvoir pénétrer sur le pays à la fois par le sud-ouest et par le nord-est.

Mercredi matin, sur les régions pyrénéennes, l'Aquitaine et les Charentes, des résidus orageux de la nuit donneront encore des ondées locales. Ailleurs, beau temps bien ensoleillé et ciel clair.

Au cours de la journée, aggravation avec recrudescence des orages *sur la* côte atlantique. Plus à l'intérieur, des foyers orageux isolés éclateront. Au nord de la Loire et dans le quart nord-est, arrivée de la perturbation orageuse qui aura traversé la Manche, ciel chargé de nuages menaçants et ondées localement violentes, surtout en bordure des côtes.

Sur la moitié sud-est, toujours du beau temps chaud et bien ensoleillé. Il fera 26 à 30 degrés aux meilleurs moments de l'après-midi.

Sens d'évolution pour la fin de semaines : jeudi, le champ de pression continuera à baisser, et *l'activité* orageuse se renforcera à l'avant de la limite frontale océanique *qui atteindra le* Nord-Ouest. Ensuite, cette limite traversera l'ensemble du pays en marquant l'arrivée d'air nettement plus frais. Toutefois, samedi, sur la plupart des régions, une hausse de pression devrait favoriser le retour à des conditions plus favorables.

Temps prévu de jeudi à samedi : jeudi, sur l'extrême sud-ouest, il fera encore beau et chaud. Ailleurs, la dégradation *du temps se poursuivra*. Des orages éclateront un peu partout, en particulier *sur le relief. Les pluies et les* nuages seront plus marqués sur la moitié nord-ouest. *Toutefois, en fin de journée*, des éclaircies devraient réapparaître près de la Manche où les vents tourneront au nord-ouest en se renforçant. Les températures commenceront à baisser, surtout des côtes atlantiques à celles de la Manche où elles n'atteindront plus que 20 à 22 degrés tandis qu'elles resteront encore plus proches de 28 à 30 degrés sur la moitié sud-est. Vendredi, les pluies orageuses traverseront *la plus grande partie du pays dans la* journée, affectant surtout la moitié sud-est.

Samedi, un temps assez beau devrait se rétablir. Toutefois, sur le nord du pays, on peut s'attendre à l'arrivée dans la journée d'une nouvelle zone nuageuse. Un mistral assez fort se lèvera.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 19 juin à 8 heures, de 1027 millibars, soit *770,3 millimètres de mercure.*

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 juin ; le second, le minimum de la nuit du 18 juin au 19 juin) : Ajaccio, 24 et 18 degrés ; Biarritz, 22 et 18 ; Bordeaux, 30 et 18 ; Bourges, 27 et 14 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 24 et 12 ; Cherbourg, 22 et 14 ; Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 27 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 29 et 14 ; Grenoble-St-Geoirs, 26 et 14 ; Lille, 25 et 13 ; Lyon, 26 et 14 ; Marseille-Marignane, 27 et 19 ; Nancy, 24 et 10 ; Nantes, 29 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 20 ; Paris-Montsouris, 19 et 17 ; Paris-Orly, 27 et 16 ; Pau, 25 et 19 ; Perpignan, 24 et 18 ; Rennes, 28 et 15 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Tours, 27 et 15 ; Toulouse, 28 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 17.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 degrés ; Amsterdam, 23 et 11 ; Athènes, 29 et 21 ; Berlin, 20 et 12 ; Bonn, 23 et 8 ; Bruxelles, 23 et 11 ; Le Caire, 33 et 21 ; Iles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 20 et 13 ; Dakar, 30 et 26 ; Djerba, 29 et 20 ; Genève, 26 et 11 ; Istambul, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 16 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 26 et 16 ; Luxembourg, 24 et 14 ; Madrid, 20 et 16 ; Moscou, 18 et 12 ; Nairobi, 25 (maxi.) ; New-York, 21 et 17 ; Palma-de-Majorque, 27 et 21 ; Rio-de-Janeiro, 22 (maxi) ; Rome, 27 et 17 ; Stockholm, 22 et 14 ; Tozeur, 37 et 26 ; Tunis, 34 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 18 et mardi 19 juin :

DES DÉCRETS

● Relatif aux commissions de l'*informatique et de la bureautique*, à la création d'un comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration et au comité restreint chargé de donner un avis *sur les projets* d'équipements.

● Modifiant le décret du 2 octobre 1981 portant création d'un centre d'études des systèmes d'information *des administrations.*

DES ARRÊTÉS

● Modifiant un précédent arrêté fixant la répartition des placements des comptes pour le développement industriel et les règles relatives aux *fonds en instance* d'emploi.

● Portant nomination des stagiaires du cycle préparatoire à l'Ecole nationale de la magistrature.

● Fixant la liste des titres admis en dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les universités.

DES LISTES

● D'admissibilité au cycle préparatoire aux concours internes de l'Ecole nationale d'administration.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 JUIN

« Exposition Lutèce », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Mme Duhesme

« De l'hôtel de Sully à la place des Vosges », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Oswald.

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, *entrée, Mme Saint-Girons (Caisse nationale* des monuments historiques).

« La crypte de Notre-Dame », 15 heures, Parvis (Arcus).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 20, *Place de l'Hôtel de Ville*, devant la poste (Art et promenade).

« Le Paris d'Haussmann », 14 heures, place du Châtelet, devant le Zimmer (D. Bouchard).

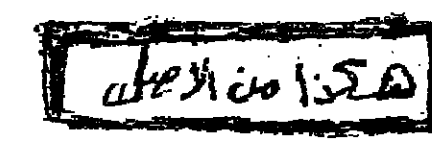
« *L'Ile Saint-Louis* », *15 heures*, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

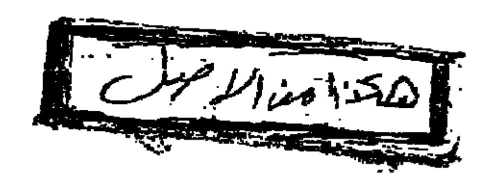
« L'atelier d'un tourneur d'étain », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers (P.-Y. Jaslet).

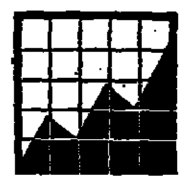
« Boutiques insolites des passages couverts », *15 heures*, métro Richelieu-Drouot (M.-C. Lasnier).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66







DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Sous-Directeurs d'Agences

Classe V ou VI

Pour ses agences de **Paris et de sa proche banlieue**, une importante banque française à vocation internationale recrute des Sous-Directeurs.

Ces postes aux nombreuses responsabilités conviendraient :

- à des **Diplômés de l'Enseignement Supérieur** justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une *banque de dépôt*,
- à des **Diplômés d'Etudes Bancaires** (ITB, CESB) possédant une expérience de l'exploitation, de l'analyse financière et du crédit.

Les candidats sauront faire preuve de leurs **capacités à encadrer et animer** une équipe.

*La taille, le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque garantissent aux meilleurs éléments d'***intéressantes perspectives d'évolution dans le réseau national, ou international.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 5058 et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter à rscg carrières 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

Vous voulez rester votre propre maître?

Une société d'étude et de conseil très dynamique dans le secteur de l'emballage-conditionnement, déjà très bien établie au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Bénélux, désire *étendre ses activités à la France et recherche pour cette occasion exceptionnelle un*

Directeur ventes et marketing expérimenté.

Basé à Paris, vous aurez pour responsabilité de mettre sur pied la nouvelle filiale *française, de l'animer et d'identifier son marché potentiel. Vous serez entièrement épaulé* depuis le Royaume-Uni au plan création et commercial. Votre expérience vente ou marketing a été acquise dans le domaine des biens de consommation courante à forte rotation ou dans un secteur assimilé, vous parlez couramment l'anglais et vous avez la motivation et la présence nécessaire pour négocier au top niveau.

Salaire et avantages sociaux très intéressants. Merci de faire parvenir votre candidature en anglais accompagnée de votre CV, en citant la référence L364, à Questor Associates Ltd., *29 Buckingham Gate, Londres SW1 (Angleterre). Tél: (01) 834 7966. Les interviews se* tiendront à Paris.

Questor

SELECTION SPECIALISTS

Une importante société spécialisée dans le stockage et la distribution de biens de consommation recherche son

Directeur Logistique Distribution

Sa mission sera d'animer une grande équipe (environ 250 pers.), d'optimiser la gestion des stockages et expéditions et de réduire les délais de réapprovisionnement.
Il participera à la mise en place d'un nouveau système de distribution s'appuyant sur l'utilisation de technologies nouvelles.
Agé *d'au moins 35 ans, le candidat,* homme d'organisation et de méthode, est un professionnel de la distribution. Il a acquis *une expérience réussie de la gestion physique d'un stock important,* et de l'animation du personnel.
Il est habitué au dialogue avec l'informatique.
Une formation supérieure serait un atout supplémentaire.
Le poste est à prendre en grande banlieue parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 560 à



EKA

18, Avenue Matignon - 75008 Paris

Dessein

Notre expansion c'est votre rayonnement

Jeune et très dynamique filiale d'un Grand Groupe du secteur **alimentaire**, nous produisons et commercialisons *des crèmes glacées et des sorbets de haut de gamme,* et nous souhaitons intégrer

Notre directeur des ventes France et export

Il participera à l'élaboration de notre politique **commerciale, dynamisera** notre réseau de concessionnai-*res/vendeurs et* ***négociera*** *avec les centrales d'achats.*

A 30 ans au moins, une expérience d'**Animateur des Ventes** dans l'**alimentaire** de marque garantira votre réussite et votre accession à terme à notre Direction **Commerciale.**

Résidence souhaitée : région de Châtellerault.

Merci d'envoyer lettre man. + C.V. + prétentions, s/réf. 610/A à notre Conseil M. Dassonneville - **CAPFOR - 145, av. de Paris - 79000 NIORT.**

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA PA

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

commercialisation de produits industriels

AFRIQUE FRANCOPHONE

Un Groupe international recherche un Directeur Administratif et Financier pour l'une de ses filiales d'Afrique équatoriale, spécialisée dans la commercialisation de matériel d'équipement.

Sous l'autorité du Directeur de cette filiale, qu'il remplacera en son absence, il sera responsable de la comptabilité, de la trésorerie et du contrôle de gestion dans son ensemble.

Il participera à l'élaboration du budget annuel qu'il suivra dans sa réalisation.

Il établira les prévisions de trésorerie et il assurera les relations avec les banques et le suivi du financement des importations.

Il sera chargé de la gestion administrative de la Société (fiscalité, contentieux)

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, possédera une formation comptable BP, DECS... et une expérience professionnelle de plusieurs années de la gestion administrative, financière et comptable d'une entreprise commerciale.

La connaissance de l'Afrique constituerait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. ss réf. 95676 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 *qui transmettra.*

Directeur Administratif et Financier

Région parisienne
300 000

Société performante dans l'industrie des arts graphiques, nous réalisons avec 230 collaborateurs, *un CA de 160 millions,* en progression annuelle moyenne de 20%.

Notre D.A.F., appelé à d'autres fonctions, cherche à intégrer et mettre au courant son successeur.

Responsable d'un service de 12 personnes et en collaboration étroite avec la direction générale, *ce cadre assurera* la direction des tâches administratives - comptables - financières et coordonnera la gestion de 5 entreprises partenaires.

Il animera en outre la fonction personnelle dans le cadre d'une politique sociale dynamique.

Une formation supérieure et *une expérience similaire minimum* de trois ans acquise en milieu industriel ou financier, sont des atouts essentiels. Une pratique confirmée de l'informatique est nécessaire (IBM 36).

Nous attendons de ce cadre la capacité de dépasser les acquis pour proposer, animer et gérer nos projets d'évolution et de diversification.

Michel DUSSAULT *vous remercie de lui adresser* votre dossier sous réf. *737* et vous garantit la confidentialité.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

LEVI TOURNAY

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
leader dans sa spécialité,
recherche pour son siège Paris

directeur des comptabilités

- *Ce collaborateur de haut niveau sera attaché* à la Direction Générale administrative et financière, et prendra en charge la coordination des procédures financières et comptables du Groupe, en vue de conforter l'homogénéité et la performance *du système, et d'élaborer* des synthèses destinées à la D.G.
- DECS minimum + ICG ou Ecole de Gestion. Expérience d'expert comptable ou d'audit en Cabinet, Maîtrise de la comptabilité analytique en milieu industriel. Dialogue constant avec les informaticiens. Management d'une équipe hautement compétente. Age minimum 35 ans.

Adresser Curriculum-Vitae, sous référ. 186,
LPA - GENEVAY
11, square Jasmin, 75016 *Paris.*

P.R.B.

Filiale française d'un Groupe international important (grande consommation) - Usine 200 km Sud Paris.

300.000 ±

Directeur de la logistique

Rattaché au Directeur d'Usine.

Il aura l'entière responsabilité du flux matières et produits, de la définition des besoins jusqu'à la livraison des produits finis, production exceptée (achats, planification, contrôle des inventaires, *magasins,* distribution/expéditions) pour des sites de production très automatisés.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction similaire au sein d'une *entreprise* performante à justifier.

Bonnes connaissances de la gestion informatisée indispensables.

Formation supérieure et parfaite maîtrise de l'anglais requises.

De 35 ans minimum le candidat doit être bon gestionnaire et homme de communication et de formation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24011 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.
(Les interviews auront lieu en Juillet/Août selon convenance des candidats)

Créez votre agence ...

Directeur d'agence

300 000 F +

Nous sommes une importante SSII, aux activités internationales.
Nous recherchons actuellement pour notre implantation en région nantaise, un responsable d'agence.
Informaticien, il aura acquis une expérience similaire, de préférence dans le domaine du service.
En complète autonomie sa mission consistera à créer, organiser et gérer un centre de profit.
Ecrire sous référence 5056 à rscg carrières
48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, *qui fera suivre en toute discrétion.*

..... en région nantaise.

Important groupe industriel *- filiale d'un groupe américain -, recherche pour sa plus importante unité de production (800 personnes) située dans l'Ouest de la France,*

son futur

Directeur des relations sociales

Rattaché directement au ***Directeur de l'usine*** *ce spécialiste de la fonction personnel,*

- *participera à l'élaboration de la politique sociale, veillera à son application...*
- *élaborera les plans de formation adaptés aux besoins de l'entreprise et de son personnel et veillera à leur suivi...*

Ce poste, s'adresse à un cadre de formation supérieure, 30 ans minimum, ayant déjà exercé des responsabilités, en qualité d'adjoint par exemple, au sein d'une direction de personnel d'usine.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 4526 à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris.

Directeur Régional

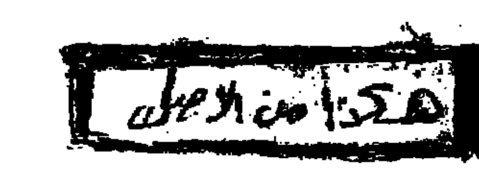
Société française de distribution d'équipements de **Bureautique, Télématique, Télécommunications** aux entreprises et administrations.
240 MF, 220 pers., en croissance, recherche son Directeur Régional, **Adjoint du Directeur Commercial** pour cette région à fort potentiel. Il assume la responsabilité des objectifs de CA et de marge brute.
Il dirige + 30 personnes, commerciaux et techniciens de SAV, développe la pénétration en clientèle, assure la qualité et la rapidité du SAV, génère les profits, administre la région.
Poste de 1er plan, dans une branche en expansion pour forte personnalité. 35 ans, formation commerciale supérieure, 10 ans d'expérience dont 5 ans de vente et 5 ans de direction d'une force de vente régionale avec gestion *réussie d'un centre* de profit.
Lieu de *travail :* **Lyon.** *Mobilité* et autonomie nécessaires.
Fixe important + prime d'objectif sur MB, pour une rémunération de 250 000 F et +/an, frais remboursés, avantages sociaux.
Adresser lettre manuscrite, CV et photo à Conseils SA, 14 rue du Lieutenant Heitz, 94300 VINCENNES.
Décision avant l'été garantie

Rhône-Alpes, Provence, Côte d'Azur (Lyon)

250 000 F



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)





emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)



شركة تطوير حقل زاكوم، زادكو

ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY (ZADCO)

ZADCO, a leading oil producing company in Abu Dhabi - United Arab Emirates offer the following position. The qualified candidates are invited to apply.

SITE MEDICAL OFFICER
(Base of work : ZIRKU ISLAND)

REF. : ZDC/ZA/M/15/84
JOB AND DUTIES :
Plans, coordinates and controls all medical activities on Zirku Island provided for ZADCO and contractor's personnel, Government officials, visitors and tankers personnel, includes examining patients, diagnosing ailments, treating, prescribing and/or administering medicines and drugs, dealing with emergency cases related to traffic, occupational and diving accidents. Refers special cases to a specialist in Abu Dhabi

QUALIFICATION :
a. M.B.CH.B. from a recognised university plus a short course in industrial medicine, and diploma on tropical diseases.
b. 5 years experience as a general practitioner including 2 — 3 years experience in a an accident unit (ORTHOPEDIC AND EMERGENCIES) certificate and experience in divers decompression chamber.
c. Fluent in English

SALARIES AND BENEFITS :-
Minimum total salary will be US$ 3500- per month depending on the qualifications and experience. Free food and lodging will be provided. Leave will be on rotation basis as per Company rules with air passages to the country of origin. Handwritten applications in English mentioning the job and it's reference with a copy of diplomas and certificates of employment and send to :
THE SENIOR RECRUITMENT AND SELECTION SUPERVISOR.
P. O. BOX 6808
ABU DHABI — U. A. E.
Send a copy of the application to :
THE SECRETARY FOR EMPLOYMENT COMMITEE
P. O. BOX 9, ABU DHABI — U. A. E.

Fiduciaire Tahitienne d'Expertise Comptable
Membre d'un réseau d'Audit International

recherche pour

POLYNÉSIE FRANÇAISE

POUR CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
dans le cadre de son expansion :

- **UN EXPERT COMPTABLE MÉMORIALISTE**
- **UN ASSISTANT CONFIRMÉ**
Minimum DECS - Formation universitaire.

POUR SON ENTREPRISE INDUSTRIELLE

- **UN CHEF COMPTABLE**
Niveau DECS ou BTS minimum, expérience Direction Service Comptable, connaissance informatique nécessaire.

CONTRATS D'EXPATRIÉS - MINIMUM 2 ANS.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous nº 290.646
RÉGIE PRESSE - 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

POUR PARTICIPER A ÉQUIPE D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS UN PORT D'ARABIE SAOUDITE
SOCIÉTÉ RECHERCHE

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

- Chargé de la surveillance des travaux en cours, de l'entretien des infrastructures portuaires et de la préparation des extensions envisagées.
- Minimum cinq ans d'expérience portuaire.
- Anglais indispensable.
- Avantages liés à l'expatriation.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous nº T 66 559 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy – 75007 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

GROUPE INTERNATIONAL
DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE LOURDE
SITUÉ EN BELGIQUE
OFFRE UNE POSITION INTÉRESSANTE
de

GENERAL SALES MANAGER

Un cadre de formation supérieure (ingénieur commercial ou grande école) ayant la connaissance des marchés internationaux et l'expérience d'une direction commerciale dans un groupe industriel ou une grande société.

La personne que nous cherchons sera âgée au minimum de 35 ans, aura pour mission d'animer une force de vente, de prendre en charge les négociations les plus importantes et de proposer des plans de rentabilisation du portefeuille produits clients.

Elle s'exprimera couramment en anglais et en allemand.

Merci d'envoyer votre c.v. complet sous réf. 7 153 à l'Agence HAVAS, 13-17, boulevard Adolphe-Max, 1000 Bruxelles (Belgique).

Discrétion garantie.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

---

emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS
SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS D'AIX-LES-BAINS
SAVOIE

Dans le cadre du démarrage de cette unité pilote d'ASSEMBLAGE et de TEST automatisés de circuits intégrés complexes MOS, nous recherchons :

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU SERVICE MÉTHODES

Ayant au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire de méthodes et d'ordonnancement, il sera chargé de :
– l'élaboration des standards et du suivi des performances des services de production.
– l'organisation des nouvelles implantations et des postes de travail.
– la réalisation des audits procédures, coûts et méthodes de production,
– la définition, la mise en place et l'animation des programmes qualité. (Réf. 1/M)

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU GROUPE ENGINEERING ASSEMBLAGE

Ayant 5 années d'expérience au moins dans le domaine de l'assemblage de composants semi-conducteurs, il sera chargé de l'animation de la partie sustaining engineering :
– assurer le transfert, la mise au point et la maintenance des procédés d'assemblage.
– participer au choix et à l'amélioration des équipements.
– assurer le maintien puis l'amélioration des rendements et de la qualité.
et de la partie recherche et développement :
– définir et assurer le déroulement des programmes. (Réf. 2/M)

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU GROUPE MAINTENANCE ASSEMBLAGE

Ayant une très bonne expérience et une grande compétence en électronique et en mécanique de précision, avec si possible une connaissance d'équipements d'assemblage automatiques de semiconducteurs importants et complexes, il sera chargé de l'animation et la gestion d'un groupe de techniciens pour :
– garantir les taux de fonctionnement des équipements,
– organiser et planifier les maintenances préventives,
– gérer les coûts de maintenance. (Réf. 3/M)

TECHNICIENS DE SUSTAINING ENGINEERING ASSEMBLAGE

Titulaires de BTS ou DUT d'électronique, de mécanique ou de mesures physiques, avec quelques années d'expérience dans la production de semi-conducteurs. (Réf. 4/M)

Prière d'adresser votre candidature détaillée sous référence choisie au Service des Relations Humaines de THOMSON SEMICONDUCTEURS SCA - BP 134 - 73101 AIX-LES-BAINS CEDEX.



THOMSON
COMPOSANTS

HAVAS CONTACT





Un grand nom de la Télématique.

Filiale du Groupe MATRA, située à QUIMPER, en bord de mer, nous poursuivons notre forte expansion (600 MF, triplement en 3 ans) par l'AUTOMATISATION des moyens d'Etudes et de Fabrication de nos matériels. Nous créons le poste de :

INGENIEUR LOGICIEL INDUSTRIEL

Vous serez l'interlocuteur de la Société pour le choix et la mise en oeuvre d'un système de pilotage atelier *Temps Réel (Automates programmables, Réseaux Industriels, etc...).*

Vous participerez à la conception des moyens de production au niveau des systèmes des commandes Contrôle de Processus.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur GRANDE ECOLE, *ayant choisi de se spécialiser en Informatique* Industrielle. DÉBUTANT / 1 à 2 ans d'expérience.

Adresser lettre, photo, CV sous référence **JD 184** à **MATRA COMMUNICATION**
50, rue du Président Sadate - B.P. 32 - CREAC'H-GWENN - 29101 QUIMPER CEDEX

D'abord la technique. Le management ensuite.

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

Grande Ecole

Normandie

Nous sommes une très grande entreprise, filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, mettant en oeuvre des techniques de très *haut* niveau au service d'une industrie unique au monde. Notre usine en Normandie travaille 24 h sur 24. Nous confions après formation et par rotation à des ingénieurs jeunes, et de fort potentiel le soin d'en superviser le fonctionnement *afin qu'ils acquièrent la maîtrise des techniques* de l'entreprise et qu'ils se préparent aux responsabilités auxquelles ils sont destinés d'ici à deux ans.
Les candidats, diplômés d'une grande école d'ingénieurs à dominante mécanique ou chimique seront *des hommes de sang froid* et de dialogue, rigoureux et vigilants, ils auront le goût des responsabilités majeures.
Pour information complémentaire et premier dialogue en vue d'un rendez-vous, appeler 763.11.15
Réf. 108
RESSOURCES HUMAINES CONSEIL
65, avenue du Wagram 75017 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MANAGERS EXPERIMENTES

FINANCE OU INFORMATIQUE

Division industrielle de GRENOBLE.
*Dans le cadre de la décentralisation de notre direction administrative et financière, nous recrutons, aujourd'hui, ceux qui seront dans quelques mois les **BRAS DROITS DE NOS DIRECTEURS FINANCIERS.***

En fonction de votre expérience, nous vous confierons la responsabilité de services ou départements dans les domaines suivants :

INFORMATIQUE :
- *direction informatique,*
- *direction du centre de calcul,*
- *direction d'équipes de développement.*

COMPTABILITE :
- *direction comptable,*
- *direction du service reporting,*
- *direction du service trésorerie.*

CONTROLE DE GESTION :
- *direction du contrôle de gestion,*
- *direction du service contrôle industriel et comptabilité analytique.*

ORGANISATION :
- *direction et coordination de projets et études de haut niveau.*

*Dans tous les cas vous serez secondés par des équipes jeunes et brillantes et vos responsabilités auront un caractère tout à fait opérationnel. Vous serez jugés sur vos résultats et nous vous donnerons les moyens d'**AGIR**, de **CHANGER** et de **CREER** les structures, les équipes et les outils indispensables à notre croissance et à notre réussite. Enfin à moyen terme (3 à 4 ans), votre objectif doit être d'assurer un poste de management de haut niveau (du type direction financière par exemple).*

Vous êtes diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez une expérience de 3 ans au cours de laquelle vous avez démontré votre aptitude à diriger des équipes ou de très grands projets et vous parlez couramment anglais.

Ecrivez sous référence 057 M à Claire BACHELARD, Département du Personnel HEWLETT-PACKARD - 5, av. Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



AFFLUENTS



LIMAGRAIN

GROUPE INTERNATIONAL DE L'AGRO-INDUSTRIE
consolide ses structures du DEPARTEMENT DU PERSONNEL
et recherche un

SPECIALISTE
de la fonction Personnel
dans le domaine de l'Assistance Juridique

Homme d'études, c'est aussi un homme de contact, capable de négocier, dont les principales responsabilités concerneront :
- *le suivi de la législation sociale*
- la définition et le contrôle des procédures internes découlant de l'application de la loi, des CCN et des accords internes
- l'harmonisation des différents régimes sociaux des sociétés du Groupe dans le cadre d'un plan à long terme.

Pour assurer cette fonction, nécessitant de fréquents déplacements, le candidat de formation juridique, justifiera d'une expérience minimum de 3 ans en entreprise et sera *motivé pour se spécialiser en droit social.*

Le poste est **basé dans la région de Clermont-Ferrand (63)** et les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous **référence 316**, à **LIMAGRAIN** - BP 51 - 63360 GERZAT.

RESPONSABLE MAINTENANCE



Importante Société de la Région Nord, recherche le Responsable de son service Entretien (100 personnes).

Rattaché au Directeur Technique, il assurera la *maintenance des bâtiments et d'ensembles industriels* automatisés. Bénéficiant d'une large autonomie, il redéfinira la politique d'entretien et négociera *les contrats de sous-traitance. Homme de contact,* il sera en relation permanente avec les "exploitants", et participera avec les bureaux d'études à la réalisation de nouveaux projets industriels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant une expérience de la conduite de services de production ou de maintenance.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence 77650 LM à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Cette entreprise de maintenance industrielle sur le secteur de la pétrochimie est de dimension nationale.
Entreprise de services, un de ses soucis est de s'adapter en permanence aux besoins de sa clientèle pour mieux y répondre.
Cette politique l'amène à restructurer 3 de ses secteurs en plein développement et elle recherche 3 nouveaux cadres.

Chef du secteur «arrêt unités»

Réf. 120 LM

Il *entamera et mènera à terme la réorganisation* de ce service. Novateur, il propose à sa direction *les réformes à effectuer, les nouvelles procédures* et codifications à mettre en place.
Homme de dialogue mais *aussi de caractère, il* est en mesure de faire accepter et appliquer ses *décisions au personnel en place.*
Parallèlement, en contact avec les clients, il est chargé de la gestion *des chantiers* : calcul des prix de revient des arrêts d'unités de raffinerie et *pétrochimie*, planification, organisation et supervision de ces chantiers.
Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien possédant plusieurs années *d'expérience* sur le terrain en production ou *maintenance* (raffinerie, pétrochimie ou industrie lourde).
Anglais souhaité.

Chef d'exploitation «nettoyage chimique»

Réf. 121 LM

Ce secteur vient d'être créé et connaît déjà un *véritable succès auprès des responsables entre*tien de raffineries centrales thermiques et entre*prises diverses.*
Le Chef d'exploitation, adjoint du Chef de sec*teur, spécialiste de la chimie, est chargé des* problèmes de terrain. Responsable des hommes *et du matériel, il organise et suit les opérations de* nettoyage. Ses interlocuteurs sont essentielle*ment des techniciens de haut niveau. Il doit donc* posséder lui-même un bagage technique sans *faille (au minimum D.U.T. + 7 à 10 ans d'expé*rience du terrain en production, maintenance ou *exploitation en chimie).*

Ingénieur d'affaires service organisation méthodes

Réf. 122 LM

Diplômé d'une école d'ingénieurs à tendance *mécanique et parfaitement bilingue anglais,* vous avez à 32 ans environ, plusieurs années *d'expérience à un poste où vous avez assumé* des responsabilités de gestion de projets dans les *secteurs offshore, BTP, entretien, ingénierie.*
Vous serez chargé de la gestion d'opérations *(jusqu'à 10 MF chacune) depuis les négociations* commerciales au bilan des chantiers en passant *par l'étude des projets, leur mise en oeuvre et* leur suivi. Pour certains chantiers importants, *vous serez assisté par des superviseurs à qui* vous délèguerez une partie de vos responsabilités.

GPME

Ces 3 postes, passionnants par la diversité des relations et contacts qu'ils impliquent, nécessitent une très importante disponibilité, un dynamisme à toute épreuve, une grande adaptabilité technique et bien sûr du charisme, le sens de l'initiative et l'esprit de synthèse.
Charlotte VOITURIEZ vous remercie d'envoyer votre candidature (LM + CV + photo) en précisant la référence du poste choisi, à GPME «Le Mercure A» ZI d'Aix-en-Provence, 13763 Les Milles Cédex.
Les candidats seront reçus à Paris et Marseille.

Serete dans votre région

Serete (800 personnes), est l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie. Son haut niveau de technicité et l'action de ses Directions Régionales lui permettent de présenter à ses clients l'ensemble des services nécessaires à la réalisation de leurs *projets d'investissement. Nos Directions Régionales consolident leur développement.* Elles recherchent :

Ingénieurs de projet industriel

Vous prendrez en charge la réalisation de nos contrats : élaboration des offres, planning d'études et de réalisation, coordination des spécialistes, des fournisseurs, des sous-traitants, recettes, suivi des clients... Votre expérience dans le domaine de l'ingénierie ou des bureaux d'études sur des projets industriels vous a rendu familier avec les problèmes de conception, d'installations, d'équipements et d'unités d'automatisation de procédés. Ces postes sont basés dans nos Directions Régionales de Bordeaux, *Clermont-Ferrand, Lille, Marseille, Nancy, Nantes, Toulouse.*
Merci d'adresser votre candidature en précisant la Réf. 83 M 40 à Serete Recrutement, *86 rue Régnault 75640 Paris Cédex 13.*



Ingénieur électronicien confirmé

assurez le support de nos concepts VLSI

Vous participerez auprès de nos grands clients à l'implantation de nos concepts VLSI : synthèse vocale, circuits de télématique, réseaux prédiffusés, microprocesseurs...
Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous avez une bonne connaissance des microprocesseurs et de leurs logiciels *(Assembleur, Pascal), et 2 ans d'expérience de développement d'applications en laboratoire ou en société de service.* Nous vous confierons une mission d'assistance à notre clientèle : les aider dans le choix de nos produits, de nos concepts et en assurer la mise en œuvre. Bénéficiant d'une large autonomie, vous déterminerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation de vos objectifs. Nous offrons une rémunération importante à un candidat de valeur.

Poste basé à **TOULOUSE.**

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence SCCSC/0684/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE *8/10, avenue Morane Saulnier* 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



Organisation et Publicité

Jeunes diplômés, le secteur bancaire vous attire.

Enseignement supérieur commercial ou gestion

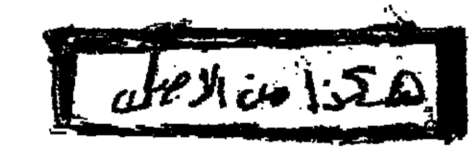
La Compagnie du Crédit Universel a pour vocation d'apporter, directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, son concours aux entreprises (services bancaires, lignes de crédit, affacturage...) et aux particuliers (services bancaires personnalisés et toutes opérations de crédit...).
Notre réseau d'agences (80) couvre toute la France, mais nous restons une entreprise à taille humaine et nous accordons la priorité à la gestion individuelle des carrières.
Vous allez entrer dans la vie professionnelle, dynamique et autonome, vous avez un goût prononcé pour les affaires et la finance, votre désir de réussir n'a d'égal que votre capacité à entreprendre et à décider.
Débuter à Pau ou Nancy et vous retrouver, 1 an après, à Brest ou Orléans ne vous rebute pas. Vous avez là les qualités indispensables pour accéder rapidement à des postes de Direction d'agence au sein de notre groupe.
Envoyer LM et CV, sous réf. LM.



Compagnie du Crédit Universel

Département du Personnel Agences
152 Bd Haussmann 75008 Paris.

Réponse assurée - Opération de sélection fin Juin, début Juillet.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIVISION MOYENS DE PAIEMENT : DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement (cartes magnétiques, terminaux points de vente, autorisations en temps réels...) LE GROUPE SLIGOS, importante société de Services et de Conseil en Informatique (1900 personnes) recherche pour son Centre de VINEUIL :

INGÉNIEUR TÉLÉMATIQUE

5 ans d'expérience minimum.
- maîtrise des applications téléinformatiques (réseaux, protocoles, etc.),
- missions encadrement d'une équipe de développement,
- évaluation et suivi des besoins techniques en relation avec différents interlocuteurs (exploitation, système et clientèle),
- connaissances bancaires appréciées,
- aptitude aux dialogues.

INGÉNIEUR

2 à 4 ans d'expérience informatique :
- connaissances des systèmes d'exploitation temps réel sur minis et équipements de télécommunications,
- devra s'intégrer dans une équipe chargée de la conception, de la réalisation et du suivi de logiciels d'application téléinformatique,
- connaissance matériel IBM (série 1, 43XX,...) souhaitée.

TECHNICIEN TÉLÉCOMMUNICATION

- BAC F (électronique) + 2 ans,
- expérience équipements téléinformatiques,
- assistance technique clientèle (matériel grand public) :
  - télédiagnostic
  - centralisation et suivi des problèmes
- connaissances bancaires souhaitées.

TECHNICIEN D'EXPLOITATION

- Niveau BAC,
- 1 à 2 ans d'expérience dans un environnement informatique,
- suivi d'exploitation – production – bureau de contrôle,
- notions de programmation,
- contacts avec clientèle,
- connaissances bancaires souhaitées.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- 2 à 3 ans d'expérience,
- connaissances CICS.

Adresser CV et photo à M. CHAUVIN - SLIGOS - Zone Industrielle - 41350 VINEUIL.



DIRECTION TECHNIQUE

HAVAS CONTACT

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE recrute pour son Centre de

NANTES

INGÉNIEUR OU UNIVERSITAIRE

Sous contrat à durée déterminée, possédant de bonnes connaissances de base en PHYSIQUE NUCLÉAIRE pour participer à un programme de recherches en laboratoire et in-situ sur les techniques d'analyse d'éléments chimiques par activation neutronique.

Ce programme a pour objectif d'aboutir à une méthode opérationnelle sur des chantiers de génie civil et en milieu industriel.

Adr. C.V. et prét. s/réf. 96.110 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

PROCIDA recherche pour son ET. DE MARSEILLE

1 TECHNICIEN CHIMISTE

Titulaire d'une maîtrise ES/Sciences. Poss. des certificats de chimie ou ayant une formation équiv. complétée par une expérience prof. en formulation ou galénique.

Sous l'autorité du Chef de Service, il animera et dirigera une équipe chargée de la mise au point de formul[t]ions en labo.
- Sens de l'organisation des contrats et des relations humaines indispensables.
- Conn. de l'anglais souhaité.

Adresser C.V. à PROCIDA GROUPE ROUSSEL UCLAF service du personnel, B.P. 1-13367 MARSEILLE Cedex 11.

INGÉNIEUR HOSPITALIER

dans le Tarn-Sud CENTRE HOSPITALIER (802 lits) de CASTRES (50.000 HABITANTS) recherche ingénieur A. & M. ou sim. pour assister le Directeur du C.H. dans la direction des services techniques, de la maîtrise d'œuvre et dans la conception du développement. Logement de service assuré. Ecrire ou tél. pour r.-vs au Directeur du C.H., 81108. Tél. : (63) 59-24-00.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU LIBOURNAIS

recherche

organisateur HF

MISSION : • mettre en place des applications nouvelles visant à l'organisation et à l'optimisation des procédures, circuits et moyens, • participer à la conception des nouveaux systèmes de traitement informatique.

PROFIL : Formation supérieure, avec une première expérience professionnelle (et si possible bancaire), ainsi que de réelles capacités d'analyse et de synthèse. Connaissances informatiques appréciées.
Cette fonction implique un sens certain des contacts et de l'expression écrite et orale, et un goût prononcé pour l'innovation.

Position cadre. Bonnes perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de valeur.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Monsieur le Directeur - CRCAM du Libournais
B.P. 210 - 33504 LIBOURNE Cedex

Organisation et Publicité

INGENIEUR VIDEOCOMMUNICATION



ENSOLEILLEZ VOTRE CARRIERE

TOULON

IOS (Informatique, Organisation, Systèmes) est la filiale d'un des plus grands groupes industriels français.

Pour notre Direction Régionale Sud-Est, implantée à Toulon, nous recherchons un Ingénieur Vidéo-communication.

Vous avez une formation Grande Ecole, complétée par une expérience des réalisations d'applications télématiques. Vous êtes en outre familiarisé avec les activités d'ingénierie informatique et êtes capable d'imposer et de vendre vos idées.

Si tel est le cas, nous avons une place pour vous au soleil.

Adressez C.V., photo et prétentions à IOS - La Tour d'Ivoire - Place Horace-Cristol - 83000 TOULON.



MEDIA BA

THOMSON SEMICONDUCTEURS
CENTRE D'ÉTUDES ET DE FABRICATION D'AIX-EN-PROVENCE

Leader français en semiconducteurs aux ambitions internationales, 9 usines en France et dans le monde (USA - EXTRÊME-ORIENT), recherche pour son SERVICE CONTRÔLE FINANCIER

LE RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE/REPORTING

Il sera chargé de :
- l'établissement et de l'analyse des résultats analytiques,
- l'édition et la diffusion du reporting externe et interne,
- la gestion d'une équipe de 5 personnes.

LE RESPONSABLE ORGANISATION ADMINISTRATIVE/PROCÉDURE

Il sera chargé de :
- l'optimisation des outils informatiques existants,
- la mise en place des nouveaux logiciels choisis dans le cadre du plan informatique de la société.

En liaison continue avec les services de production et fonctionnels, les candidats retenus seront des hommes de contact ayant un sens aigu de l'organisation, ayant des capacités pédagogiques certaines.

Ils auront 2 à 5 ans d'expérience, parleront anglais de préférence, et seront de formation supérieure (ESC ou équivalent...).

Ces recrutements s'inscrivent dans le cadre d'un développement important de notre entreprise, nos objectifs sont ambitieux. Ceux que nous recrutons aujourd'hui, moteurs de notre croissance, auront de larges perspectives d'évolution. Nous souhaitons rencontrer des hommes ayant une solide formation et la capacité de "meneurs d'hommes". Notre politique de gestion permettra de progresser rapidement.

Adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée à Olivier ORSINI, THOMSON SEMICONDUCTEURS, 15, rue Camille Pelletan. BP 57, 13602 AIX-EN-PROVENCE Cedex.

THOMSON COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR implanté à BORDEAUX

recherche

3 PROFESSEURS PERMANENTS :

- **LOGISTIQUE** (responsable des enseignements : production, stockage, transport, distribution).
- **COMMERCE INTERNATIONAL**
- **MARKETING**

Merci de transmettre curriculum vitae détaillé à :
M. REGNARD, 680, cours de la Libération, 33405 TALENCE Cedex.

Centre social recrute ASSISTANTE SOCIALE pour animat. globale dans ZAC. Exp. d'animation exigée. Ecrire avec C.V. : BAS mairie de Miramas 13140.

NICE, école de français p. adultes étrangers, recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DVV exigée, parlant bien anglais, plein temps, poste permanent. Ecr. av. CV. dét., n° 45 902 M. RÉGIE PRESSE 7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE bien positionnée sur un marché en développement et sûr recherche pour ses Directions Régionales des

FUTURS RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, SUP de CO, option comptabilité - contrôle de gestion ou équivalent). Après une période de formation et de stages dans plusieurs de nos établissements, vous devrez être en mesure de prendre en charge toutes les questions autres que techniques qui se posent en Direction Régionale.
Ultérieurement, sous l'autorité du Directeur et en liaison avec les services centraux du siège, vous aurez pour missions principales :
- le suivi et le contrôle de la comptabilité
- l'établissement des situations périodiques, des déclarations sociales, fiscales ...
- la gestion du personnel
- la connaissance et la pratique de l'informatique décentralisée et conversationnelle sont indispensables
- anglais apprécié.

Une première expérience (deux ans maxi) n'est pas indispensable mais sera bienvenue.

Les postes à pourvoir sont basés dans des villes moyennes de Province.

Disponibilité pour une mutation ultérieure dans d'autres régions, ou l'étranger souhaitée.

Adresser votre candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 96133 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT GROUPE DE PRESSE FRANÇAIS recherche, dans le cadre de son développement régional

HOMME DE RÉGIE pour :

- Renforcer et animer une équipe de vente.
- Développer et gérer les activités de sa filiale à Lille.

Ecrire sous référence 290.737 M, RÉGIE-PRESSE, 75007 PARIS qui transmettra.



LE CRÉDIT MUTUEL

recherche son responsable de l'AUDIT

Il est rattaché au Directeur chargé principalement au niveau des caisses locales :
- De contrôler l'ensemble de leurs activités.
- D'effectuer un diagnostic de gestion.
- De s'assurer que les dispositions légales et règlementaires sont bien appliquées.
- De proposer des améliorations (circuits, procédures...).
- De vérifier les comptes de fin d'année.

Sa formation est :

Grandes Ecoles de Commerce + DECS complet ou expertise comptable.

Son expérience :

5 à 7 années de cabinet. Une préférence sera donnée à ceux ayant une expérience bancaire.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo au C.M.A.B., 67, bd Lafayette, 63000 Clermont-Ferrand.

SHRM

Holding de Sociétés de Restauration de Collectivités, d'Ingénierie Hôtelière, de Commerce Alimentaire et de Services

recherche

UN AUDITEUR INTERNE

âgé de 32 ans environ, titulaire du DECS complet + un certificat supérieur.

Quelques années d'expérience dans un cabinet d'audit ou à un poste équivalent.
Pratique courante de l'anglais indispensable pour des missions en pays anglophone.

Cette fonction implique des déplacements fréquents de l'ordre de 40 % du temps.

Poste basé à **MARSEILLE**.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature s / réf. C 99 à S.H.R.M., Direction du Personnel 113, rue de l'Evêché 13002 MARSEILLE.

La Direction des Constructions et Armes Navales de Lorient

recherche

DEUX INGÉNIEURS CIVILS SUR CONTRAT

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA CELLULE « LOGICIEL OPÉRATIONNEL DES SYSTÈMES D'ARMES ET DES ÉQUIPEMENTS EMBARQUÉS »

Profil :
- Ingénieur informaticien diplômé de l'Enseignement Supérieur ;
- Analyste-programmeur ;
- Anglais souhaité ;
- Expérience souhaitable de quelques années dans les systèmes informatiques.

Une formation spécifique pourra être dispensée.

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INDUSTRIALISATION DES CONSTRUCTIONS EN MATÉRIAUX COMPOSITES

Profil :
- Ingénieur niveau ENSI ;
- Connaissances souhaitables en mécanique, automatisme et résistance des matériaux ;
- Lecture de l'anglais indispensable ;
- Expérience souhaitable de quelques années dans l'industrie ou la recherche.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions à :
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Service « Personnel Officiers-Cadres »
B.P. 465 - 56324 LORIENT Cedex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune cadre fonction personnel

Diplômé d'études supérieures (gestion, droit...) vous avez une première expérience de la fonction ou bien votre motivation pour celle-ci vous a conduit à choisir cette option au cours de vos études.

A notre siège pour la France et l'Europe, situé près de NICE, nous vous confierons la gestion du personnel étranger muté en France : modalités d'implantation, procédures de transfert, gestion et arbitrage des problèmes administratifs et autres, liés à leur venue... Vous serez également associé aux relations sociales (suivi du C.E., délégués du personnel etc.).

L'environnement international qui sera le vôtre implique une bonne connaissance de l'anglais.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence CORP2/0684/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10 avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex



Organisation et Publicité

INGENIEUR et GESTIONNAIRE

pour diriger un Centre de Profit

Avec la trentaine d'années et une dizaine d'années d'expérience, votre ambition vous porte à orienter votre carrière vers la Direction d'une Société (PMI) ; peut-être même songez-vous à créer votre entreprise... Depuis votre diplôme d'Ingénieur (AM ou équivalent), vous avez acquis des compétences de gestion à l'intérieur d'une entreprise pratiquant la gestion budgétaire (direction d'une usine, Production, Ingénieur d'affaires, etc...). Peut-être l'IAE, l'ICG vous ont-ils débarrassé de vos complexes de technicien.

Nous vous proposons de prendre la tête d'une petite filiale industrielle de 120 personnes, qui réalisera 60 MF de CA en 1984. Appartenant au secteur CONSTRUCTIONS METALLIQUES (pour l'industrie et le Bâtiment), son marché est encore très local. Votre challenge consistera à développer le chiffre d'affaires sur une zone régionale plus large, à diversifier ses fabrications en profitant de ses références techniques et commerciales, et à créer l'exportation. Faisant équipe avec un chef de fabrication (Ingénieur) et disposant d'un bon outil de gestion, vous aurez, personnellement, à mettre en place des objectifs commerciaux et à structurer et animer une équipe de vente.

Vous dépendrez d'une Société (sœur aînée 4 fois plus grande) qui vous aidera - dans un premier temps - à bien connaître ce métier et vous fera bénéficier de son expérience à l'exportation. Mais il vous appartiendra - à vous seul - de lui donner une autre dimension et de lui conserver sa spécificité.

Le poste est basé dans une petite ville des CHARENTES.

Le consultant d'OCS vous remercie d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 2725 LM

OCS
29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX.
91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

Nous sommes la filiale d'un des tous premiers groupes industriels privés français. Avec 650 personnes, nous fabriquons et commercialisons des sous-produits destinés aux équipementiers et aux constructeurs automobiles. Notre chiffre d'affaires dépasse 350 MF dont près de 40 % à l'export. Nous recherchons un

Ingénieur d'affaires export

Grenoble **250.000 +/an**

L'ingénieur généraliste que nous souhaitons rencontrer aura une expérience industrielle et commerciale d'au moins 5 ans, acquise si possible chez un équipementier ou un aciériste.

Très disponible, il assurera le suivi des contacts et des modifications avec nos clients étrangers (en RFA, Italie, et Amérique du Nord).

Son activité couvrira en particulier les aspects commerciaux, techniques, financiers, contractuels et de gestion en s'appuyant sur les compétences internes.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand constitue un atout supplémentaire.

Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et salaire actuel + photo, sous référence 506 02 M, à notre Conseil qui vous garantit une entière discrétion.

Staff Consultants
91 rue du Faubourg St-Honoré 75008 Paris

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

Cadre de Personnel à fort potentiel

Débutant ou Première Expérience

La filiale française (340 personnes) d'un groupe industriel multinational de forte carrure souhaite étoffer sa fonction Personnel en confiant à un jeune diplômé E.S.C., Droit, CIFFOP, ... des responsabilités dans différents domaines de l'administration, de la gestion, et du développement social.

Rattaché au Directeur du Personnel, en prise directe avec plusieurs centres de profit intégrant le commercial, la fabrication et une gestion avancée, il devra être capable d'évoluer, à terme, vers la responsabilité globale de la fonction.

Peut-être un premier passage dans une unité de fabrication, des connaissances de base en informatique, la pratique de l'anglais complètent le profil que nous recherchons. Le poste est basé dans une ville moyenne à 2 heures est de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 6212 M à notre Conseil.



11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72



DIVISION EQUIPEMENT MENAGER

recherche

Adjoint au Directeur Régional

Appelé à seconder le Directeur Régional des Ventes sur le secteur Ouest et à faire face à un développement important, il interviendra dans l'ensemble des responsabilités de cette direction : animation de l'équipe de vente, animation du réseau de distribution, promotion d'une politique basée sur les services, gestion de la D.R. en tant que centre de profit.

De formation commerciale supérieure, ce cadre, jeune, devra toutefois avoir acquis quelques années d'expérience réussie du terrain et de l'animation des hommes.

Ce poste est à pourvoir à Vendôme (41) mais implique des déplacements fréquents.

CORT

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 3013 M à Danielle JALBERT.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC



Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recherche pour son centre de BREST

UN INGENIEUR DE RECHERCHE

formation de chimiste ou géochimiste.

Il sera chargé d'organiser et de suivre des actions de recherche sur les rejets en mer. Une bonne pratique de la chimie appliquée aux études d'environnement ainsi qu'une expérience des techniques de micro-analyses en milieu marin et, plus spécifiquement, des composés métalliques sont nécessaires.

Connaissances en traitement de données et modélisation appréciées.

5 à 10 ans d'expérience professionnelle.

Encoyer C.V. au Service du Personnel CNEXO 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

GROUPE BANCAIRE

recherche

JEUNES DIPLOMES HF

IUT FC / TC ou équivalent

Après formation, les candidats retenus (10) seront rattachés à la direction d'une agence et chargés du développement des activités du groupe auprès des clientèles « privée » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouvriront d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Mobilité géographique indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo s / réf. 8867 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Réponse assurée.

THOMSON-LOGICIEL NORD

recherche

pour des projets en informatique industrielle

des INGENIEURS LOGICIEL

Ayant une expérience de 1 à 2 ans sur mini-calculateur et/ou micro-processeur.

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. DZ/1 à THOMSON LOGICIEL NORD 102 rue Nationale 59800 LILLE

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

Importante entreprise industrielle (470 personnes) située à la campagne et à 100 km d'une grande ville universitaire, appartenant à un groupe de dimension internationale

recherche un

CHEF DE GROUPE DE COMPTABILITÉ

(Statut assimilé cadre)

Il dépendra du chef comptable et animera la petite équipe des trois personnes qui l'assisteront dans l'exécution des travaux courants.

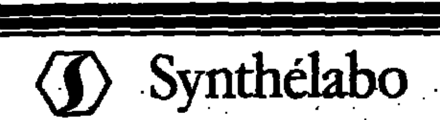
Il sera chargé du contrôle et du suivi des :
- comptes d'exploitation ;
- écritures comptables liées aux paies ;
- déclarations sociales et fiscales ;
- comptes de trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation D.U.T. ou B.T.S. comptabilité et justifiant d'une précédente expérience dans le poste avec, si possible, la connaissance des opérations liées à l'export.

Adresser lettre manuscrite + C.V + prétentions + photo d'identité, sous réf. 904



Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
3, place Godinot, 51100 REIMS
122, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion



Groupe Pharmaceutique Français recherche pour son unité de production de MONTARGIS / AMILLY (450 personnes)

UN PHARMACIEN

Laboratoire de Contrôle.

Les candidats auront, de préférence une bonne expérience du milieu industriel pharmaceutique, et plus particulièrement du contrôle qualité.

— Connaissances en informatique et en anglais souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 179 à l'attention de M. JONES - SYLAGEST BP 144 - 45203 MONTARGIS.

CREATION DE POSTE

En vue de renforcer le potentiel d'achat de la société, une importante entreprise région Centre recherche

UN CHEF DES SERVICES ACHATS

FONCTION :
- animation des services achats de l'usine, fixation d'objectifs et contrôle des résultats,
- négociation de contrats importants avec les Acheteurs spécialisés,
- participation à l'évolution des procédures de calculs des besoins et de lancement.
- maîtrise de la gestion des achats.

FORMATION :
Ecole Supérieure de Commerce, Ingénieur diplômé ou formation analogue.

APTITUDE :
- sens élevé des responsabilités financières du poste,
- facilité de contact et autorité dans la négociation,
- expérience confirmée dans les missions d'achat avec, si possible, assistance informatique,
- connaissance d'une langue étrangère souhaitée (allemand, anglais...).

CLASSIFICATION :
Cadre III (métallurgie).

Adresser C.V. et lettre manuscrite avec prétentions sous référence 4254 à PIERRE LICHAU S.A. BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Synthélabo

Groupe Pharmaceutique Français recherche pour sa nouvelle unité de chimie à MOURENX (64)

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Placé sous l'autorité du Directeur d'Usine, il devra notamment :
- être le lien entre l'Usine, la Direction Générale Technique et les services centraux,
- assurer le contrôle de gestion local,
- élaborer et suivre les budgets,
- calculer et contrôler les prix de revient,
- suivre les investissements et leur rentabilité.

Les candidats devront être de formation supérieure : Ecole de Commerce, option comptabilité ou finances, Sciences Economiques ou équivalent.

Une période de formation de quelques mois est prévue au Siège en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 178 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO 22, avenue Galilée 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Importante Société de Construction Mécanique recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés et développement modèles de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature ss réf. 96014 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

GROUPE INDUSTRIEL

recrute

POUR UNE UNITE DE PRODUCTION A 250 KM SUD DE PARIS DIRECT S.N.C.F.

Ingénieur CHEF DE PRODUCTION 200 personnes

IL DIRIGE ET ANIME
- DANS UN SOUCI PERMANENT DE PERFORMANCE
- UNE UNITE DE PRODUCTION autonome (Fabrications - Méthodes - Contrôle - Entretien - Appro./Ordonnancement) produisant des articles de sécurité en grandes séries.

INDISPENSABLE
- INGENIEUR diplômé A.M. ou équivalent
- 5 à 10 ans d'EXPERIENCE EN PRODUCTION GRANDES SERIES.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétent. et photo à N. 3999 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

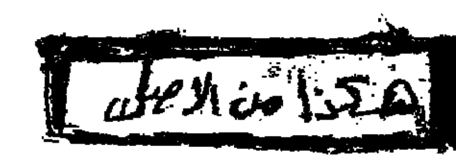
PARIS 8e

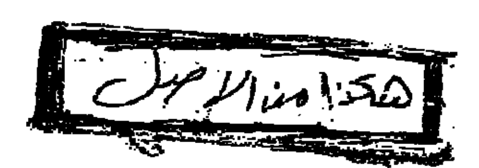
RECHERCHONS POUR DIRECTION COMPTABLE

UN CADRE DE FORMATION SUPÉRIEUR

- ESC ou DECS + maîtrise en droit.
- Avantages sociaux.

Envoyer CV, manuscrit + photo sous nº T 66 561 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Montessuy 75007 PARIS.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



STRATEGIE DE CONQUETE...

COMPUTERVISION leader mondial de la CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) notre place de numéro 1 est le meilleur moteur de notre ambition.
Dans la voie que nous nous sommes tracée nous avons fait un choix : celui d'être toujours en avance d'une technologie.
*1984 est l'année d'une nouvelle percée : nos nouveaux systèmes **CDS 5000** sous VM/CMS font d'ores et déjà figure de référence dans leur domaine.*
Les hommes qui assureront leur réussite doivent être capables de participer au plus haut niveau à notre démarche : une stratégie de conquête.

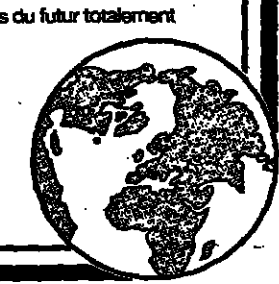
INGENIEUR SYSTEME - HAUT NIVEAU

Spécialiste VM de haut niveau, possédant une solide expérience d'ingénieur système il sera le véritable maître d'œuvre du lancement de nos nouveaux produits.
Formé à nos techniques de CFAO, à l'occasion de stages aux USA, il maîtrisera parfaitement l'architecture des systèmes (configuration multi CPU) basés sur **IBM 4361.** Interface privilégié entre COMPUTERVISION et ses clients, *il sera dans un contexte très international un véritable conseil en stratégie capable d'imposer ces nouveaux produits aux grands utilisateurs* et d'en maîtriser toutes les implications au niveau du système.

INGENIEUR FORMATION

Homme de Training, chargé d'assurer la formation des utilisateurs, il mettra au point des outils pédagogiques et la documentation utilisateur de nos nouveaux produits. C'est un spécialiste VM, un homme de contact et de dialogue, capable de prendre en charge une fonction pédagogique essentielle à la réussite de nos nouveaux systèmes, en France puis au niveau européen.

COMPUTERVISION propose à ces nouveaux collaborateurs un environnement tout à fait exceptionnel.
Pour eux c'est une occasion unique de participer entre autre à la naissance d'un nouveau concept, celui des usines du futur totalement intégrées (CIM, Computer Integrated Manufacturing).
Dans ce domaine COMPUTERVISION a tous les atouts : l'expérience, le savoir faire, la technicité et l'audace.
Notre stratégie est ambitieuse : c'est une stratégie de conquête.
Depuis longtemps déjà elle assure notre réussite.
Ces deux postes impliquent une bonne maîtrise de l'Anglais.
Nous avons confié ces recrutements qui ont pour nous une très grande importance à notre Conseil ALPHA CDI, auquel vous adresserez un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions). La discrétion la plus complète est garantie.
ALPHA CDI - Conseil en Recherche de Cadres 181, Avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY S/SEINE



Jeune DIRECTEUR D'USINE

ECP, AM...

GROUPE FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche pour l'une de ses filiales spécialisée dans les produits grand public un **Directeur d'usine.**

Véritable patron de l'entreprise (250 personnes), il définira et appliquera la politique industrielle et sera jugé sur sa capacité à atteindre les objectifs de rentabilité financière prévue pour cette unité.
Ce poste tremplin pour une évolution ultérieure dans le Groupe représente une opportunité pour un ingénieur diplômé grande école pouvant faire la preuve de ses capacités de **"Manager"** sur les plans humain, technique (BE), production et financier.

Lieu de travail : région Lyonnaise

Rémunération : 300.000 F/an

Ecrire sous réf. JY 484 AM.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**



DIVISION MESURES, recherche

1 INGENIEUR D'ETUDES EXPERIMENTE

Réf. A

Diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique (ESE, ENSERG, ENSIET, etc...) il aura acquis une expérience de quelques années en électronique analogique, bas niveau et micro-processeurs (matériel et logiciel). Il participera à l'étude et au développement d'appareils de mesure de petite et moyenne séries en liaison avec le service industrialistion.

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ref. B

Ayant de bonnes connaissances en informatique.
Il sera chargé, au sein du service technico-commercial :
- de développer des logiciels d'application pour le couplage instruments de mesure/calculateurs (liaison IEEE, RS 232...)
- de conseiller les clients dans le choix des matériels pour constituer leur système de mesure et de les aider à développer leur logiciel.

Postes basés à Paris, avec déplacements tant en France qu'à l'étranger. Anglais courant.

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

Réf. C

Sous l'autorité du Chef du Service Industrialisation, il animera une équipe de techniciens chargée :
- de participer à l'industrialisation d'appareils de mesures électroniques de petite et moyenne séries,
- de gérer la réalisation des pré-séries,
- de déterminer les procédures de mise au point et d'étalonnage,
- d'étudier ou d'adapter les moyens de test nécessaires.

Une expérience de quelques années dans un service industrialisation ou méthode et un DUT ou un BTS sont indispensables.

2 TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Réf. D

Titulaires d'un DUT ou d'un BTS, ils participeront à l'étude et au développement d'appareils de mesures électroniques mettant en œuvre des techniques électroniques, bas niveau et micro-processeurs.

Envoyer CV et prétentions sous réf. A, B, C ou D à l'attention de Monsieur PERNOT, à AOIP, BP 301, 75624 Paris Cedex 13

CONTESSE

Le CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES INDUSTRIELLES est un des tous premiers organismes de formation continue de France. Ses 200 ingénieurs et ses 1300 intervenants extérieurs réputés sont au service des plus grandes entreprises dans toutes les régions.
Pour développer ses 14 établissements sur toute la France

il recherche des

CONSULTANTS-FORMATEURS EN INFORMATIQUE

des

CONSULTANTS-FORMATEURS EN MANAGEMENT

capables, dans un cadre d'autonomie importante, de conduire et développer :
- des actions de diagnostic, de conseil et d'interventions internes aux grandes entreprises
- des conceptions et réalisations nouvelles en matière de formation de haut niveau, en France et à l'étranger

en particulier dans les domaines de
- *la mise en place de l'informatique de gestion ou industrielle et de l'adaptation des systèmes d'informations*
- *l'organisation des entreprises et le management*

Si vous possédez
- une formation supérieure
- une expérience opérationnelle dans ces domaines
- la capacité de nouer des contacts et d'animer des groupes de travail
- le goût de transmettre des savoir faire évolués et de les faire partager
- l'envie d'intégrer des équipes créatives et motivées.

envoyez votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame AUGER

CESI 21 bis, rue des Plantes
75014 PARIS

Concevoir et réaliser des actions de développement

Au sein d'un établissement financier très connu, nous souhaitons *intégrer un jeune cadre afin de lui confier des projets de* développement, tant au niveau des produits que des hommes, en utilisant des moyens publicitaires, promotionnels, relations publiques, formation. Vous serez responsable de l'initiation des projets jusqu'à leur réalisation : diagnostic du problème et objectifs à atteindre - *choix de l'approche commerciale et moyens correspondants - mise en place et suivi de l'opération.*

Homme d'action, de réflexion et de dialogue avec un «brin» de créativité, vous avez environ 25-27 ans et vous possédez une formation supérieure complétée par une expérience développement de 2 à 3 ans.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6961M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

C.J&A CASTEL JACQUET ET ASSOCIES

recrute quelques

auditeurs confirmés

(niveau senior à supervisor)
- *ayant 2 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit et de commissariat aux comptes.*
- *diplômés de l'enseignement supérieur*
- *préparant le diplôme d'expertise comptable.*
- *ayant une pratique suffisante de la langue anglaise.*

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à Chantal BERNI
CJA, 28, bd Haussmann - 75009 PARIS

Consultant en recrutement et chasse de tête

La notoriété de notre Cabinet et sa réputation ne sont plus à faire.
Notre expansion nous conduit à intégrer rapidement un

JEUNE CONSULTANT

Dans un secteur spécialisé, il prendra progressivement en charge des missions complètes de recherche de Cadres.

En plus d'une formation évidemment supérieure, la fonction suppose une expérience réussie d'au moins deux ans en entreprise et la capacité de dépasser la simple prestation de service pour agir comme Conseil en ressources humaines, structures et organisation.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 84500 M (à mentionner sur l'enveloppe)



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

BANLIEUE SUD

SOCIETE DE HAUTE TECHNOLOGIE

Leader dans un marché à très forte croissance recherche pour supporter la promotion commerciale de ses nouvelles lignes de produits

Ingénieur système support technique

Votre mission :
Au sein d'une petite équipe dynamique, vous devrez participer :
- A l'étude et à l'adaptation de la gamme de produits suivant les besoins spécifiques de notre clientèle.
- A la préparation et au développement de benchmarks sur demande du service commercial.
- A la présentation des produits et à la formation des utilisateurs.

Votre profil :
- Formation supérieure (ingénieur ou équivalent).
- Expérience d'au moins 4 ans dans une fonction similaire.
- Pratique Unix, C. obligatoire, VMS appréciée.
- Connaissance Fortran.
- Maîtrise de l'anglais courant.
- Formation complémentaire aux USA.

Notre conseil en recrutement :

CAP SOGETI SELECTION

83-85, Boulevard Vincent Auriol 75013 Paris.
Envoyer votre CV + prétentions + photo à Any Boulode en précisant la référence IST 006.

média-system

ENTREPRISE DE MECANIQUE
filiale d'un groupe international
(PARIS OUEST)
cherche son

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

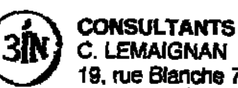
GRANDE ECOLE ou ENSI...

chargé de mettre en œuvre, auprès de l'Ingénieur en chef, le plan de développement technique et scientifique :
- **OUTILS DE CALCUL** (dynamique des fluides, structures).
- **PRODUITS NOUVEAUX** (*conception, calculs, essais*).
- **OPTIMISATION TECHNICO-ECONOMIQUE,**
- introduction pratique des **RESULTATS DE RECHERCHES AMONT** (centres techniques, laboratoires de recherches...).

Il a une première expérience industrielle en *dynamique des fluides (compressible, incompressible, thermique) en RDM (métallurgie, matériaux composites) et en élastomères.*

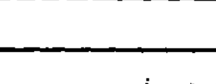
ANGLAIS INDISPENSABLE.

Les ingénieurs intéressés envoient leur C.V. et rémunération souhaitée à :



CONSULTANTS ASSOCIES
C. LEMAIGNAN
19, rue Blanche 75009 PARIS.



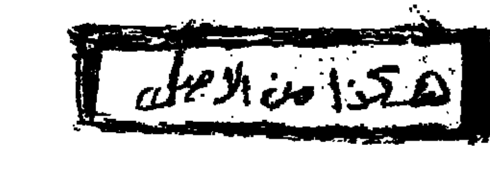


Important Eablissement financier filiale d'un des premiers groupes industriel français proche banlieue Est (BER) recherche pour sa DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE



diplômé Grandes Ecoles ou Universités 5 ans d'expérience en informatique de gestion de préférence dans le domaine financier ou bancaire, acquise dans un cabinet d'organisation ou un poste similaire.
Il participera en étroite liaison avec les utilisateurs et les informaticiens à des projets de gestion transactionnelle utilisant des bases de données.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 8308 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris (qui transmettra).



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune ingénieur production haut niveau
référence VK 474 CM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PERFORMANTE ET MODERNE, en expansion sur le marché de la transformation des papiers et cartons ondulés, offre à *un **jeune Ingénieur AM, IDN, ENSI** ou **équivalent** un poste à larges perspectives* d'avenir.

Ses premières fonctions auront comme objectif de seconder le Responsable de l'unité la plus importante *comprenant* 200 *personnes et des moyens de production* très diversifiés.
La réussite à ce poste implique une expérience de 5 ans environ en fabrication dans un secteur nécessitant une grande souplesse de gestion de production et des outils automatisés.
Homme de terrain et de contact, mais aussi Homme d'organisation, de conception, il devra associer les qualités de rigueur et d'imagination dans un souci constant de productivité optimale.
Le succès de sa mission lui permettra d'accéder dans l'entreprise à de larges responsabilités tant en gestion qu'en technique.
Lieu de travail : 30 km d'une ville universitaire centre-ouest.

INGÉNIERIE
Ingénieur électricien confirmé et bon potentiel
référence HW 483 AM

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS (plus de 50 000 personnes) offre un poste intéressant et évolutif à un Ingénieur Électricien, au sein de sa filiale Ingénierie qui travaille pour les usines du Groupe.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école ayant environ 10 ans d'expérience (acquise en travaux neufs, ingénierie ou chez un grand constructeur) lui ayant permis d'acquérir des connaissances solides et polyvalentes en électrotechnique, capable :
- d'assurer la responsabilité technique des définitions des installations,
- *d'établir les estimations, les plannings de réalisations et d'assurer la bonne* exécution des travaux,
- d'animer une équipe de techniciens de bon niveau.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur ayant des qualités de rigueur, d'organisation et de contact.
Poste à Paris.

INDUSTRIE DE LUXE
Un ingénieur chimiste et commerçant
référence CR 479 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PERFORMANTE, ayant l'exclusivité dans la diffusion de techniques japonaises d'impression pour la décoration de produits haut de gamme : parfums, alcools, cosmétiques, etc., offre un poste particulièrement intéressant à un jeune Ingénieur Chimiste (ou universitaire) ayant une première expérience commerciale ou débutant.
Rattaché au PDG, il sera chargé :
- d'établir les contacts avec les "créatifs" des entreprises clientes : Directeurs de marketing, Chefs de Produits, Responsables de publicité...,
- d'élaborer avec eux le cahier des charges,
- *d'assurer les liaisons techniques avec les Japonais.*

Ce poste implique des qualités relationnelles marquées, liées à un sens esthétique très développé.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste à Paris.

Manager pour diriger PME
référence YN 477 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE (3 200 personnes, CA 1,6 milliard), rattachée à un des premiers groupes mondiaux dans son domaine, recherche un **Manager** pour lui confier la Direction et le Développement d'une de ses filiales (55 personnes, 43 millions de CA).
Homme de terrain, animateur et gestionnaire, il sera responsable d'un Centre de Profits à dominante commerciale et bénéficiera d'une large autonomie.
Son action visera une organisation plus performante, une optimisation des résultats *en définissant la politique de développement de la société et en la considérant sous* forme de budgets d'investissement et d'exploitation.
Ce poste conviendrait à un candidat **ayant le profil de chef d'entreprise** et disposant d'une formation supérieure (école d'Ingénieur ou de Commerce ou de niveau équivalent).
Réelles perspectives d'avenir au sein du groupe pour cadre de premier plan ayant des qualités marquées d'opérationnel et une experience dans le domaine des *produits industriels.*
Poste : ville importante 100 km ouest Paris.

d'Ingénieur commercial à chef de produit
référence GY 482 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ "MÉCANIQUE AUTOMOBILE" (1 milliard de francs CA) toujours en expansion, filiale d'un grand groupe mondial (50 000 personnes), recherche un **Ingénieur Commercial (diplômé AM ou équivalent)** *pour prendre en charge rapidement le développement commercial* d'un produit nouveau devant représenter 200 millions de CA.
Il aura à dynamiser une petite équipe connaissant déjà le marché et le produit.
Si vous avez une expérience d'au moins trois ans dans un domaine industriel au cours de laquelle vous avez démontré des qualités de vendeur et votre potentiel d'animateur et si vous parlez couramment l'anglais, nous aimerions vous rencontrer.
Lieu de travail : banlieue ouest Paris.

Juriste haut potentiel droit des sociétés
référence HS 448 AM

CABINET JURIDIQUE ET FISCAL, solidement implanté, recherche un **Collaborateur** pour participer activement à son développement.
Ce poste conviendrait à un candidat, Maîtrise de Droit (DESS de conseil juridique ou de fiscalité apprécié) ayant minimum 3 ans d'expérience en droit des sociétés, acquise dans un cabinet ou un grand groupe.
Il assurera avec autonomie la gestion et le développement d'une clientèle et aura à traiter de questions variées : assemblées et conseils, augmentations de capital, fusions, apports partiels d'actifs...
Réelles perspectives d'avenir pour un candidat de valeur dynamique, ayant d'excel*lentes capacités de contacts à tous niveaux.*
Poste à Paris.

Ingénieurs débutants un premier poste motivant et évolutif

Valeo **PREMIER FABRICANT FRANÇAIS D'ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES** *offre, au sein de la Direction* **des Études Avancées de l'ensemble du Groupe, deux postes d'Ingénieurs débutants.**

- **UN INGÉNIEUR CHIMISTE** (ENSC...) référence ET 480 CM
- **UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN** (AM, ENSI, ECL, IDN...) référence FU 481 CM

Chaque ingénieur devra avoir une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand.
Ces fonctions de documentation scientifique et économique permettent une bonne connaissance du groupe et constituent un **premier poste motivant et évolutif.**
Il s'agit d'exploiter la documentation et d'être l'interlocuteur des différentes directions de recherches et utiliser une base de données informatique.

Postes formateurs impliquant des qualités de contact et de curiosité intellectuelle ***ouvrant de multiples possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.***
Lieu de travail : Saint-Ouen.

Écrire en précisant la référence et la langue étrangère pratiquée.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Quand on invente des cerveaux, on a besoin d'intelligences...



Avec 23.000 collaborateurs répartis dans le monde entier, et un CA de 1.122 millions de dollars en 1983, INTEL est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Le siège d'Intel France et Intel Europe, basé *actuellement à Rungis s'installera courant 85 à Saint-Quentin en Yvelines dans son nouvel immeuble en cours de* construction. Notre activité systèmes est en pleine expansion, et nous proposons à des Ingénieurs informaticiens d'y participer dans ces fonctions :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Ingénieurs confirmés, *ils seront chargés de la vente de systèmes micro-informatique et de logiciels.* Une expérience préalable de la vente chez un constructeur ou dans une société de conseil informatique serait très appréciée. Voiture de fonction.

INGENIEURS FORMATION-CONSEIL

Ingénieurs informaticiens avec une première expérience des systèmes d'exploitation et de la programmation en langage évolué, ils auront la responsabilité de la formation technique client.
Nous leur offrons la possibilité de se familiariser avec notre gamme produits avancés, afin de la faire découvrir à une audience de concepteurs confirmés. Cette compétence constamment entretenue par des spécialistes leur permettra également d'assurer des missions de conseil auprès de nos clients.

INGENIEURS GENIE LOGICIEL

Ingénieurs système expérimentés dans les applications temps réel ou temps partagé, ils fourniront à nos clients les conseils et l'assistance nécessaire à la réalisation de projets complexes. Expérience RMX-UNIX appréciée.

Pour tous ces postes, une formation technique initiale et constamment renouvelée est assurée en Europe et aux USA.
Anglais nécessaire.

Merci de faire parvenir votre CV en précisant le poste choisi à : Intel Corporation, Direction du Personnel, Silic 223, 5 Place de la Balance, 94528 Rungis Cédex.

média-system

PLAN DE VOL

Informatique de Gestion
Haute Altitude

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
débutants et confirmés :



AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

HAVAS CONTACT

Nous recherchons pour participer à l'expansion de notre **DIRECTION COMMERCIALE** dans le domaine des **TELECOMMUNICATIONS D'ENTREPRISES**

Ingénieurs commerciaux "export"

De formation supérieure, vous avez acquis de bonnes connaissances en produits **"télécommunications"** ou **"informatique"** *ainsi qu'une experience confirmée des ventes à* **l'exportation.**

Au sein du service **export,** *nous vous proposons de commercialiser les produits suivants :*
- matériels de transmission de donnees **(Modems),**
- Commutateurs de données,

notamment à travers notre réseau de distributeurs a l'etranger.

Anglais indispensable, deuxième langue appréciée.

Poste à pourvoir à Paris 13ème

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel - 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.



l'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle dont le % à l'exportation représente + du tiers de son CA.

LES METHODES DE MAINTENANCE COMME CLEF DE LA SATISFACTION DE NOS CLIENTS EN BUREAUTIQUE

Imaginez-vous confier une FORMULE 1 à quelqu'un qui n'a jamais conduit ? Confier à des utilisateurs sans compétence en informatique des produits à l'avant-garde de la **technique,** graphique, couleur, réseaux locaux, DSA/SNA etc... C'est bien là le défi de la BUREAUTIQUE.
Nous recherchons notre

Chef de Division Méthodes

Rattaché au DIRECTEUR du support RESEAUX.
Il aura à orienter la politique de maintenance de nos produits, à définir les outils nouveaux (matériels et logiciels) nécessaires pour mener à bien cette politique, à créer et faire appliquer les méthodes modernes de documentation et de formation. Le candidat parlant couramment anglais devra posséder une bonne expérience (8 à 10 ans) de la diffusion à grande échelle (grand public éventuellement) de produit à haute technicité en logistique. **Créer pour devancer nos** terme de maintenabilité et **concurrents** telle est notre approche du problème.
Nous sommes situés dans une banlieue facilement accessible par le RER.
Merci de bien vouloir adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous réf. 4687 à A. ROEDERER - 45, rue Legendre - 75017 Paris, qui transmettra.

FORMATEUR
HF

IDEP-CELER FORMATION est un organisme spécialisé dans la communication et l'efficacité personnelle.

IDEP-CELER depuis 1973 poursuit sa progression grâce à la cohésion de son équipe et à l'engagement *personnel de chacun. Pour que* cette progression continue, l'équipe cherche à intégrer un formateur (trice) à temps plein, à Paris, pour prendre en charge l'animation des stages **LECTURE ACTIVE, EXPRESSION ECRITE et ORALE, MEMOIRE, ORGANISATION DU TRAVAIL PERSONNEL.**

Le poste demande une formation supérieure, un très bon niveau de culture générale, une première expérience de la formation des adultes, une disposition pour assurer la promotion des séminaires et négocier *les contrats avec les responsables de formation.*

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci de nous écrire à :

IDEP-CELER, 43, rue de la Brèche aux Loups 75012 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

Déjà bien parti dans la vie professionnelle, vous avez la volonté d'assumer rapidement une Direction d'Entreprise (ses hommes, sa technique, ses clients, sa gestion, ses résultats et surtout son développement).

Nous accordons une importance toute particulière à votre dynamisme, et la nature même de nos activités ainsi que le niveau de vos futurs interlocuteurs exigent une formation de haut niveau : **X, MINES, CENTRALE, HEC, ESSEC.**

X, MINES, CENTRALE, HEC, ESSEC

Filiale très performante d'un très grand groupe industriel français, nous vous proposons de prendre la direction de l'une de nos unités régionales.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 4683 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 Paris.

DESSEIN

UN IMPORTANT ÉDITEUR ENCYCLOPÉDIES EN FASCICULES recherche

responsable de la rédaction

En charge de l'organisation des parutions de plusieurs Encyclopédies chaque semaine en fascicules hebdomadaires, il organise et coordonne l'activité des différents collaborateurs, internes ou externes : auteurs, traducteurs, spécialistes de l'iconographie, maquettistes, secrétaires de Rédaction... Il établit les plannings, et contrôle les délais d'application. Il participe au lancement de nouveaux titres, ou à l'adaptation de productions étrangères. Il propose lui-même certains auteurs ou traducteurs en fonction des objectifs fixés par la Direction Générale de l'Entreprise.

Ce poste, qui exige organisation, rigueur et sens des relations humaines, ne peut convenir qu'à un RÉDACTEUR EN CHEF ayant l'expérience de publications spécialisées ou à un SECRÉTAIRE DE RÉDACTION ayant une expérience de 5 ans minimum dans l'ÉDITION et pouvant justifier de sa réussite dans ce domaine.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2874 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

CETTE ANNONCE S'ADRESSE EXCLUSIVEMENT AUX ANALYSTES PROGRAMMEURS ALLANT DE L'AVANT...

G3S INFODIF FILIALE DE CSEE - SAGEM - SAT

Vous offre de :

travailler dès aujourd'hui sur les réseaux télématiques de demain

Vous aurez : à utiliser un ou plusieurs de ces langages : Cobol, Pascal, Fortran, Basic, C...
Sur un système de conception récente (réseaux multi-micros), opérant sous xenix

Vous êtes : un homme de contact aimant travailler en équipe et ayant un an d'expérience minimum en informatique de gestion.

Vous interviendrez : en support de l'équipe commerciale, en avant et après-vente, sur des applications de gestion variées.

Poste basé à Levallois.

Ecrivez moi : Responsable du département Logiciel en précisant vos prétentions
G3S INFODIF - 37, rue Anatole-France BP 81 - 92303 LEVALLOIS-PERRET CEDEX



SOPALIN S.A., filiale d'un groupe multinational, marques :

sopalin – Freedom – BREVIA – Kleenex

Nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

RATTACHE AU DIRECTEUR FINANCIER, IL EST LE CONSEILLER FINANCIER DES DEUX DIVISIONS COMMERCIALES DE LA SOCIÉTÉ, POUR CELA :

- Il réunit, contrôle et explique toutes les données financières des divisions.
- Avec les services comptables, techniques et les départements du marketing :
  - il participe aux études concernant la création des nouveaux produits,
  - il élabore et explique les résultats,
  - il participe à l'établissement du budget annuel et du plan à 5 ans,
  - il analyse la rentabilité des investissements,
- il a sous sa responsabilité un analyste financier junior.

POUR RÉUSSIR DANS CE POSTE, IL EST NÉCESSAIRE :

d'être diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.,...),
- d'avoir au minimum 3 à 4 ans d'expérience en contrôle de gestion,
- de pratiquer l'Anglais couramment.

Poste à pourvoir à SAINT-CLOUD

Adresser votre candidature (C.V. + photo) à :
Société SOPALIN - François ROBERT
Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD
Discrétion totale et réponse de rigueur.

COFAP



Leader dans le domaine de la collecte, du traitement et de la diffusion des informations économiques, financières et boursières.

RECHERCHE

dans le cadre de son expansion au niveau européen et pour faire face à son développement pour la FRANCE.

DEUX TECHNICIENS

pour assurer la supervision et la maintenance de son nouveau réseau européen.

Nous demandons une expérience minimum de deux à trois ans dans les domaines des mini-ordinateurs et équipements de télétransmissions.

La connaissance des procédures de télécommunications est souhaitable.

Les candidats doivent avoir une bonne maîtrise de l'anglais lu et parlé.

Ces postes, basés à Neuilly, comportent une grande autonomie et de nombreuses relations avec l'étranger et la clientèle française.

Salaires très motivants et perspectives d'évolution importantes pour candidats de valeur.

Travail en horaire décalé pour cette équipe de deux personnes qui devra assurer un service entre 8 h et 23 h.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à DAFSA, Service du Personnel - 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

Sté DE DISTRIBUTION
+ de 4 milliards F.

+ de 1.000 MAGASINS
à dominante alimentaire
CRÉE
au Siège (proche Banlieue PARIS)
le poste de

CONTROLEUR DE GESTION central

Reportant au Directeur du C. de G., assisté par 4 collaborateurs, dans une Entreprise en pleine mutation, il exercera son goût d'entreprendre dans une fonction multiple : SCHEMAS DE PROFIT par ligne de responsabilités ou de produits, TABLEAUX DE BORD (conception et suivi), PROCEDURES ET REPORTING (plan budget, contrôle des écarts), INVESTISSEMENTS (plan, analyse et contrôle), PRIX DE REVIENT ET MARGES. Systèmes INFORMATIQUE et de STATISTIQUES.

UN « PROFESSIONNEL » DU CONTROLE DE GESTION

- de formation ECONOMIQUE supérieure type ENSAE2, ESC, Maîtrise de gestion,...
- ayant une expérience (3 à 5 ans minimum) DE MISE EN PLACE ET/OU ANIMATION D'UN SYSTEME PERFORMANT de C. de G., dans la DISTRIBUTION ou une INDUSTRIE DE PRODUITS DE G.C.

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9053 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

chef de produit

protection contre le feu

Leader européen de la chimie, nous voulons développer en France un produit pour la sécurité contre le feu dans les bâtiments au niveau des portes et ouvertures. Il a déjà fait ses preuves outre Rhin et est agréé en France.

Nous confierons cette mission : marketing, information des prescripteurs, mise en place d'un réseau de vente... à un Architecte ou Ingénieur B.T.P. ou similaire ayant déjà développé avec succès un produit dans le bâtiment (5 ans d'expérience minimum).

La pratique de l'allemand est indispensable, l'anglais souhaité. Ce poste, basé à Paris, implique de brefs déplacements sur toute la France.

BASF
Ecrire sous réf. DRH 4 PO 1
Compagnie Française BASF
140, rue Jules-Guesde - 92303 Levallois-Perret

bleu

Groupe multinational américain, leader de la micro-électronique (1.122 millions de dollars en 1983), fortement implanté en Europe, recherche

European Tax Manager

Basé au siège parisien, il sera responsable de la définition, de l'application et du contrôle de la politique fiscale auprès des filiales européennes du Groupe (France, Allemagne, Angleterre, Italie, Suède, etc.).

Son rôle :
- Planning et supervision des déclarations fiscales compatibles avec la réglementation de chaque pays.
- Reporting à la maison mère.
- Montage de dossiers dans le cadre de créations, rachats de sociétés ou échanges intra-groupe.

Diplômé de l'enseignement supérieur (bases solides en fiscalité, finances et comptabilité, connaissances en droit international), il a acquis une expérience d'environ 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon et pratique un anglais courant.

Cette fonction exige de nombreux déplacements à l'étranger.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier sous la référence DG/1 à notre Conseil.



INFRAPLAN
Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

Importante société d'Ingénierie située à PARIS-LA DÉFENSE recherche pour sa Direction des Affaires Sociales, une

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

une expérience en entreprise est souhaitée

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81048 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Société nationale de 8 500 personnes, nous assurons, par l'intermédiaire de 12 unités régionales réparties sur l'ensemble du territoire, la distribution de la quasi-totalité des tabacs vendus en France.

Rapidité et efficacité sont nos leitmotive ; modernisation de l'outil par une informatisation toujours accrue est l'un de nos objectifs. Nous recherchons un

Débutant E.S.C., maîtrise gestion ou sciences économiques

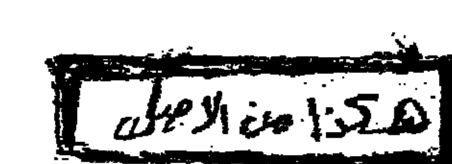
homme ou femme, pour devenir, après une période de formation dans l'unité parisienne, l'adjoint du directeur du centre de distribution en province. Responsable de la gestion de la distribution, vous animez et coordonnez les activités des unités comptabilité, recouvrement, gestion des stocks et traitement des commandes. Interlocuteur des agents commerciaux, vous visez à améliorer la qualité des relations commerciales avec nos clients.

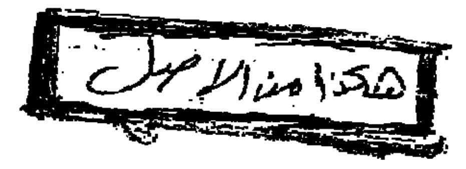
Votre intérêt réel pour la comptabilité, la gestion et l'informatique, votre disponibilité et capacité de réaction aux imprévus, votre rigueur et sens de l'organisation font de vous la personne que nous souhaitons intégrer.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6956M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec







ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

à SAINT-CLOUD

recherche

ingénieurs informaticiens grandes écoles

débutants ou quelques années d'expérience

si vous êtes motivés par les techniques de pointe, si vous avez le goût de l'animation et des responsabilités, plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :

AÉRONAUTIQUE

étude & réalisation de nouveaux projets:

- *Réseaux de microprocesseurs.*
- *Systèmes de transmission de données.*
- *Logiciels temps réel.*

(Réf. 2867 M)

GÉNIE LOGICIEL

développement & intégration de nouveaux outils

- *Langages de spécifications.*
- *Compilateurs.*
- *Outils de test et de validation.*
- *Assurance et contrôle qualité.*

(Réf. 2868 M)

CONCEPTION & FABRICATION ASSISTÉES PAR ORDINATEUR

conception & test assistés par ordinateur

- *Analyse, synthèse et simulation de circuits électroniques en technologie avancée.*
- *Étude de testabilité et diagnostic de pannes de fonctions complexes.*
- *Implantation assistée par ordinateur de circuits en micro-électronique hybride et monolithique.*

(Réf. 2869 M)

INFORMATIQUE DE GESTION

conception & développement de nouvelles applications

- *En collaboration avec les utilisateurs.*
- *Avec pour objectif un outil informatique de gestion intégré.*
- *Dans un environnement langage 4ᵉ génération.*

(Réf. 2870 M)

suivi & amélioration de la qualité des produits opérationnels

- *Nombreux contacts avec les utilisateurs.*
- *Environnement télétraitement et bases de données en évolution.*
- *Maintenance et amélioration des produits opérationnels.*

(Réf. 2871 M)

SYSTÈMES INFORMATIQUES

(IBM 3081, 3083, 3032, et DEC vax 780, vax 750)

mise en œuvre & maintenance des systèmes d'exploitation

- *Environnement MVS, CICS, DL/1, SNA, VM/CMS, UNIX, VMS, etc...*
- *Réseau d'ordinateurs.*
- *Important réseau de terminaux.*
- *Nombreux progiciels de gestion et de CFAO.*

(Réf. 2872 M)

Les dossiers de candidatures – sous réf. correspondantes à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MÉMOIRE DE SYNTEC

EUROPHANE

L'un des principaux fabricants français de matériel d'éclairage

recherche

UN RESPONSABLE ZONE EXPORT

- Il sera chargé du développement des ventes à l'intérieur d'une zone.
- Il aura une formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce).
- Une expérience d'au moins 5 ans est exigée.
- Il devra être parfaitement bilingue anglais.
- L'usage d'une 3ᵉ langue sera apprécié.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à EUROPHANE, Mme Pavie – 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recherche pour son Centre de Recherche du **BOUCHET (Essonne)**, un

INGENIEUR

Responsable de programmes-formation a dominante mécanique : ENSMA, INSA,...
Quelques années d'experience et des compétences en pyrotechnie sont souhaitables.
Le candidat retenu aura la responsabilité des programmes qui lui seront confiés.
Il sera ammené à coordonner ces actions au niveau de plusieurs usines.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à SNPE, Centre de Recherche du Bouchet, B.P. 2 - 91710 Vert Le Petit.
Référence à rappeler I.G.T.Y. 84/27.

votre deuxième emploi : participer à la création d'une unité comptable

Notre société, en plein développement, réorganise son service *comptable en créant* une unité autonome que nous souhaitons vous confier ; vous animerez une équipe de 2 personnes ; vous avez la maîtrise de notre outil informatique (IBM 34).

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 682-10 à notre Conseil :

ONOMA *26, rue de Berri 75008 PARIS* (confidentialité, réponse assurées)

Juriste d'entreprise *H ou F*

une carrière dans le Droit de l'informatique

Nous vous offrons cette possibilité dans une des premières S.S.I.I. en France, le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE :** *1.100 personnes, 335 millions de F. de C.A. en 1983, un développement dans un contexte international, une gamme de services étendue.*
Rattaché au Directeur Financier et Juridique du groupe à Paris, vous assistez et conseillez les différents responsables opé*rationnels dans l'élaboration et le suivi des contrats commerciaux : conception et modification des modèles de ces* contrats, participation aux négociations et à la rédaction des propositions, gestion du contentieux. Vous créez cette fonction et l'exercez en bénéficiant rapidement d'une large autonomie.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum, si possible titulaire d'un DESS ou d'un DEA en Droit des affaires et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience d'au moins trois ans acquise dans un cabinet d'affaires ou dans une entreprise, de préférence du secteur de l'informatique. Une bonne pratique de l'anglais et des connaissances en Droit de l'informatique seraient très *appréciées.*

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M/4170, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION **49, av. de l'Opéra 75002 Paris**

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

(4 unités de production) recherche pour sa principale unité un **GESTIONNAIRE**, homme de terrain, rompu aux contacts à tous niveaux. Rattaché directement au *Directeur de l'établissement et*, en liaison fonctionnelle avec le Directeur des Relations Sociales du Groupe, il aura la responsabilité de l'ensemble des services du personnel de l'usine et assurera la liaison permanente avec les partenaires sociaux.
En outre, il contrôlera les services généraux.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la fonction personnel, ouvert à l'échange.

Le poste est à pourvoir dans une ville agréable à 100 km au Nord de Paris.
La rémunération est stimulante. Votre candidature restera confidentielle.

Veuillez adresser votre dossier avec niveau de situation actuelle sous référence 95.670 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

LE PATRON DE NOTRE STRATÉGIE INFORMATIQUE

X, Mines, Centrale

En France, autant qu'au plan mondial, nous occupons une place prépondérante dans un secteur technologique de haut niveau.

La richesse de nos acquis nous permet de disposer d'importants *atouts financiers* et techniques.

L'introduction de nouveaux outils et de méthodes informatiques avancées (Génie Logiciel, Intelligence artificielle) est l'un des axes de notre stratégie.

Une stratégie dont vous allez être le vecteur. Et qui nous permettra de faire de notre Groupe le leader de l'informatique du futur.

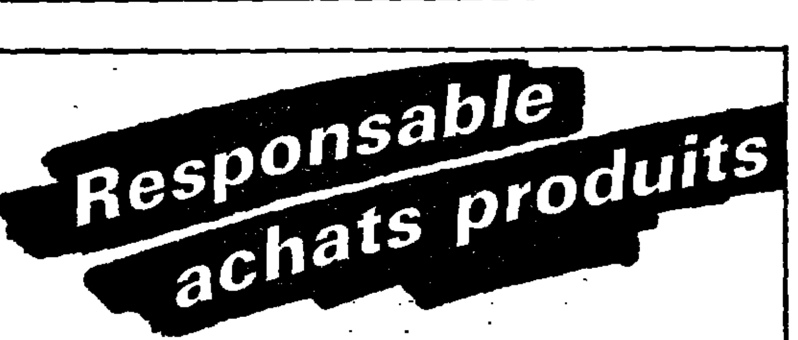
Ingénieur de haut niveau, vous êtes, aujourd'hui, un **PATRON de L'INFORMATIQUE.**

Vous déciderez de nos orientations ; en définirez les objectifs ; mettrez en œuvre leurs applications. Une mission riche, complexe *que vous mènerez avec une* large autonomie.

Assuré d'une parfaite confidentialité, votre dossier de candidature est à adresser, en précisant la référence 81030 à notre Conseil MILO MRH - 43 bis, boulevard Victor-Hugo 92200 NEUILLY.

MILO M.R.H

HAVAS CONTACT



STANHOME S.A., Société de vente par réunions à domicile, filiale d'une multinationale américaine, recherche un Responsable Achats Produits afin d'étoffer sa Direction Achats.

Sa mission consistera *à améliorer le coût* des produits, à assurer la sécurité des approvisionnements et à participer à la recherche de nouveaux produits.

Ce poste conviendra à une personne expérimentée et efficace. L'anglais est souhaité.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle à *Alain* WIESENBERG, *Chef* des Relations Humaines - **STANHOME S.A.** - 10, rue Jean-Jaurès - 92800 PUTEAUX.

MEDIA PA

BANQUE NATIONALE

recherche pour sa DIRECTION INTERNATIONALE à PARIS, le

Responsable Adjoint de la Zone Amérique (Nord et Sud)

- Diplômé d'études supérieures
- 3 ans d'expérience acquise sur cette zone dans la Direction Internationale d'une banque
- Excellente maîtrise de la langue anglaise. Langue espagnole appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous référence 95836 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.





LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES GAZ INDUSTRIELS

L'AIR LIQUIDE

recherche pour son

Centre technique d'applications du soudage

(Saint-Ouen L'Aumône)

Un chef de service

Animant une équipe d'une dizaine de personnes, il sera chargé de **l'étude** et **la mise au point** de matériel de mise en œuvre des **procédés flamme** *en relation avec les bureaux d'études du* Groupe. Ces études porteront sur le développement d'application de haute technologie : machines d'oxybrasage, automatisation de procédés, coupage au plasma d'arc,...

Ingénieur-mécanicien confirmé (Centrale, Arts et Métiers, INSA...) une expérience d'une dizaine d'années en bureau d'études et en production lui aura permis de connaître les diverses utilisations de ces technologies,en particulier dans le domaine de la petite mécanique. De très bonnes aptitudes *relationnelles lui permettront d'animer une équipe* et de développer des contacts avec des interlocuteurs internes et externes au Groupe.

Le Groupe AIR LIQUIDE (25.000 personnes, 125 Sociétés, présent dans 55 pays) offre d'intéressantes opportunités d'évolution de carrière à ses cadres de valeurs.



Les candidats voudront bien adresser CV détaillé avec lettre, photo et rémunération actuelle à L'AIR LIQUIDE DRHP 75, quai d'Orsay - 75321 PARIS Cédex 07



SOCIETE NATIONALE,

nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires, et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental. Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un Groupe puissant.

Le Groupe SNECMA

(22.000 personnes, dont 2.200 cadres)
entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale

Nous recherchons pour notre établissement de
GENNEVILLIERS (92)

CADRE COMPTABLE
expérimenté

responsable d'une section de comptabilité analytique et de gestion budgétaire au sein d'une usine de forge-fonderie.

Ce poste implique l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes. DECS demandé.



Merci d'adresser sous référence 186/83, lettre, CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, Bld Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

Valoriser votre Compétence en Informatique Industrielle

Ingénieur généraliste de formation, vous avez acquis une compétence technique dans le domaine de l'automatisation, de l'informatique industrielle.

Vous souhaitez maintenant donner une nouvelle dimension à vos actions et mettre l'accent sur vos qualités d'organisateur soucieux de l'intégration de la dimension humaine dans la *réalisation d'un projet* technique.

Le Groupe BSN – 25 Md de F de CA, 38 000 personnes, n° 1 français de l'alimentaire – vous propose de rejoindre son équipe de consultants au sein de la Direction Stratégies Socio-Industrielles et Formation à Paris.

Vous prendrez en charge de façon autonome la réalisation de projets variés. Vous aiderez les entreprises françaises et étrangères du Groupe à concrétiser leurs changements d'organisation liés à l'introduction de techniques faisant appel à l'informatique industrielle. Vous consoliderez votre acquis et vous saurez en faire bénéficier l'ensemble du Groupe.

De réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes à terme.
La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 7 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Cabinet de conseil de direction en pleine expansion
(activités en France et aux U.S.A.)

recherche

INGÉNIEURS-CONSEIL

ayant acquis une solide expérience en milieu industriel ou en cabinet dans les domaines suivants :

- Organisation de la Gestion Industrielle ; fabrication de *série dans les industries de transformation (35 ans environ)* ;
- Conception et mise en place de systèmes d'information de gestion (32 ans environ) ;
- Amélioration de l'efficacité et de la sécurité informatique (32 ans environ).

FORMATION SUPÉRIEURE
(Grandes écoles, universitaires 3e cycle).

RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE
POSSIBILITÉS D'INTÉRESSEMENT A TERME.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous n° T 066.542 M, *RÉGIE PRESSE, 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.*

Vous souhaitez travailler pour une Société internationale et êtes un

NÉGOCIATEUR de PREMIER ORDRE

auprès des dirigeants d'entreprises (surtout PME – PMI).

DEVENEZ NOTRE HOMME DE TERRAIN POUR VOTRE RÉGION

(RÉGION PARIS – OUEST MIDI-PYRÉNÉES)

Envoyez candidature et CV à
Made in Europe FRANCFORT, C/O COREP – 14, rue de Liège, 75009 PARIS.
Téléphone : 526-36-85.

INSTRUMENTAL COLOUR SYSTEMS

Leader Mondial dans les techniques informatiques de contretypage de couleurs
recherche

UN CHEF DE VENTE

POUR SA NOUVELLE FILIALE FRANÇAISE

Expérience commerciale confirmée et connaissances informatique souhaitées, *anglais courant*
– Rémunération : fixe + primes.
– Position cadre.
– Voiture de fonction.

Envoyer curriculum vitae complet et prétentions à : ICS, 1, rue Jules-Juillet, 60100 CREIL.



CGA-ALCATEL, c'est 800 personnes, 450 MF.
La **Direction AUTOMATISMES ET SYSTEMES INFORMATIQUES** conçoit, réalise et met en œuvre (clés en main) tous systèmes informatisés : banques de données, centres de calcul, fichiers informatisés.
Robotique, simulation, gestion automatisée des fluides,... : elle est à la pointe de toutes les nouvelles technologies.

DEUX CHEFS DE PROJET LOGICIEL

- L'un chargé d'assurer la responsabilité technique d'un projet dans le domaine des simulateurs pédagogiques complexes.
Votre solide expérience en logiciel de systèmes temps réel vous permettra d'assurer l'encadrement d'une équipe d'analystes-programmeurs, la cooperation avec une équipe de réalisation mécanique électronique et le suivi du projet.
- L'autre chargé de la conception et de la réalisation de logiciel d'application sur VAX.
Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous connaissez bien les réseaux et la télétransmission (DATA TRIEVE).

DEUX INGENIEURS LOGICIEL

Chargés du développement de logiciels d'application sur mini 6.
Intégrés à une équipe opérationnelle, vous évoluerez rapidement vers une responsabilité de chef de projet.
Formation école d'ingénieurs ou équivalent.

Pour un premier contact, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à P. MARIE JOSEPH - CGA ALCATEL - Direction du Personnel - B.P. 57, Le Plessis Pâté - 91220 BRETIGNY S/ORGE.



2 OSCARS A L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil - Eragny-Pontoise)

Ingénieurs Logiciel
Ingénieurs Electroniciens
Maîtrise Informatique
de haut niveau

Pour tous ces postes, une formation complémentaire en France ou aux Etats-Unis serait appréciée.

Agents Techniques Electroniciens
BTS - DUT

Débutants ou expérimentés

pour études :
- **systèmes TELEMATIQUES**
- **systèmes INFORMATIQUES**
- **systèmes de NAVIGATION**

Adresser CV manuscrit et photo sous réf.180 à
SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales - 6, avenue d'Iéna 75783 PARIS CEDEX 16.

jeunes financiers,

L'IMMOBILIER SOCIAL
VOUS OUVRE SES PORTES

Vous êtes diplômé H/F d'une école de commerce ou équivalent, option Finances, avec si possible une première expérience dans l'Audit, l'Immobilier, les Finances.
Vous souhaitez participer à l'émergence de la fonction financière et prendre une part active dans la réalisation de nos objectifs ambitieux de réhabilitation, de construction et de gestion.
Naturellement, le travail ne vous fait pas peur.
Si vous êtes prêts à relever ce défi, rencontrons-nous, nous vous ferons part de nos propositions.

om

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence 240 à :
4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

LE CREDIT NATIONAL

recherche pour son siège social à PARIS

JURISTES

possédant :
- *une maîtrise en droit (au minimum)*.
- cinq années d'expérience juridique acquise de *préférence dans un* établissement de crédit.

Ils seront chargés de la mise au point des contrats de prêts et de la constitution des garanties. Cette activité implique des contacts avec les entreprises, les banquiers et les notaires.

Il leur est offert une rémunération motivante et des possibi*lités de progression.*

Prière d'adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales - 45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS LAITIERS

recherche immédiatement sour son Siège parisien :

— UN(UNE) CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

pour assurer l'exploitation d'un ordinateur IBM 34,
la maintenance et le développement des programmes.
Connaissances souhaitées :
Matériel IBM 34, Langages Cobol, GAP 2.
Expérience confirmée, position Cadre, rémunération intéressante.

— UN(UNE) PROGRAMMEUR

pour l'écriture ou la modification de programmes IBM 34.
Connaissances souhaitées : Pratique des Langages Cobol, GAP 2, niveau IUT.

— UN(UNE) PUPITREUR

pour assurer seul la conduite de l'ordinateur IBM 34.
Expérience souhaitée sur matériel similaire.

Les candidats intéressés devront adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, prétentions à la SPEDIC, 10, quai du Président-Paul-Doumer, 92402 COURBEVOIE Cedex sous réf. 657, qui transmettra.

Un des premiers fabricants américains de semi-conducteurs recherche pour son centre parisien de conception de semi-custom un (m/f)

ingénieur électronicien

Les exigences de la fonction:
- diplôme d'ingénieur électronicien;
- connaissance de la conception sur ordinateur;
- expérience en développement de systèmes électroniques;
- anglais écrit/parlé;
- nombreux déplacements à l'étranger à prévoir.

Les personnes désireuses de postuler, peuvent envoyer leur curriculum vitae sous référence 290.427 M., Régie Presse, rue de Montessuy 7, 75007 Paris.

GROUPE SG2

Ingénieurs et universitaires option informatique,

SG2 : l'ouverture à la créativité et la diversité.

Jeune diplômé en informatique, vous voulez apprendre un métier passionnant : choisir une SSII dynamique sur son marché, c'est aussi pour vous choisir la diversité et l'évolution.

SG2, groupe puissant de 4500 personnnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose la réalisation de projets informatiques mettant en oeuvre les technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activité très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie).

Notre structure souple, notre organisation en équipes, la solide formation que nous assurons sont de nature à intéresser et motiver tout esprit curieux et créatif. Vous serez responsable de votre évolution personnelle : nous vous donnons les moyens de révéler vos compétences dans la réalisation de nos projets, en intégrant nos équipes études à Paris.

Votre souplesse d'adaptation, votre ouverture à la diversité, votre goût de l'autonomie vous aideront à saisir les réelles opportunités de carrière chez nous.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) Réf. YR 29 M à SG2, 12-14, avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

media-system

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
filiale d'un grand groupe

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN INFORMATICIEN

FONCTION : conception de matériels pour applications « ROBOTIQUE » et « PRODUCTIQUE »

Envoyer C.V., photo et prétentions à I.M.C., s/réf. 1292, 38-40, avenue du Président-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Dans son secteur en expansion
(C.A. 1 MILLIARD)
offre situations d'avenir à

2 CADRES DIPLOMÉS

dans son département

ADMINISTRATIF

— *l'un de formation* I.U.T., Ecole de Commerce ou équivalent, aura une première expérience et devra avoir le goût des problèmes de droit commercial et de législation du travail. Il sera responsable de la gestion du budget d'un service important. (*réf. 8.291*).

— *l'autre* INGÉNIEUR (*chimiste possible*) + I.A.E. ou équivalent souhaité sera chargé de misions ponctuelles de gestions. (réf. 8.292).

Adress. C.V., lettre manuscrite en rappelant référ. du poste à

B.E.O.

3, r. de Téhéran, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE
REGION SUD DE PARIS
recherche

INGENIEURS

A.M. - I.N.S.A. ou EQUIVALENT.

Spécialistes en installations de manutention mécanique automatisée.
5 à 10 ans d'expérience pour projets calculs, chiffrages et réalisations.

PROJETEURS

spécialisés en manutention mécanique automatisée.
BTS + 5 ans d'expérience minimum.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., photo et prétentions s / réf. 1294 à
SIETAM
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

Ordina

Ingénieurs grande école ou universitaires bureautique/télécommunication

Vous avez une compétence de la conception de systèmes bureautiques s'appuyant sur les réseaux d'entreprises, les serveurs, les nouveaux postes de travail et équipements de dialogues associés.

Vous maîtrisez les diverses techniques des télécommunications, vous avez le sens du contact *humain et de la synthèse.*

Avec **Ordina** et sa volonté d'expansion sur les marchés où se développent ces techniques, nous réussirons à conquérir une position enviée.

Philippe TERRENOIRE étudiera avec vous la poursuite de votre carrière au sein de notre société.

Ordina *10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88*

Importante Banque Française nationalisée regroupant un effectif de 7.500 personnes, le **Crédit Commercial de France** cherche à renforcer sa *Direction Organisation Informatique* par l'intégration d'un jeune

Chef de Projet

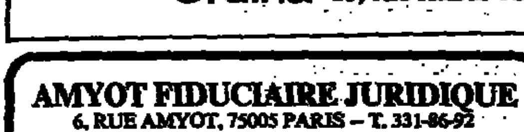
CCF

Dans un **environnement informatique moderne** (gros système IBM, *réseau de mini-ordinateurs, temps réel, base de données*), le candidat recruté pourra étendre et valoriser ses connaissances.

Ce poste conviendrait, à un **Diplômé de l'Enseignement Supérieur** (ingénieur ou *MIAGE*), ayant au cours d'une **expérience professionnelle de 3 à 5 ans minimum,** conduit une étude en relation avec les utilisateurs et assuré sa réalisation.

La fréquence des contacts liés à la fonction requiert par ailleurs de *sa part le goût du travail en équipe et de réelles aptitudes à la* négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions à
Crédit Commercial de France - *Direction des Carrières*
103, Champs-Elysées - 75008 PARIS.



AMYOT FIDUCIAIRE JURIDIQUE
6, RUE AMYOT, 75005 PARIS – T. 331-86-92
RECHERCHE

EXPERT FISCALE

Ancien élève ENI ou équivalent ayant plusieurs années d'expérience en vue de gérer et de développer portefeuille clients.

JURISTES

Expérimentés : Droit des affaires
Débutants : diplômés maîtrise droit des affaires ou équivalent

Envoyer CV, manuscrit, photo et rémunération annuelle souhaitée.

Société française, siège social pont de Puteaux, nombreuses agences et filiales en province, recherche pour seconder chef de service domaines

JEUNE COLLABORATEUR(TRICE)

ayant au moins 4 ans d'expérience, de préférence notariale (niveau clerc aux actes courants 3e catégorie) : baux commerciaux, actes d'acquisition et de vente d'immeubles, bail à construction, crédit-bail, actes divers.

Lieu de travail : siège social.

Les candidatures seront traitées avec la plus totale discrétion.

Elles sont à adresser, accompagnées d'une lettre manuscrite, c.v., *photo et prétentions s/réf.* 8.875 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Les offres d'emploi du Monde donnent la parole à Hewlett Packard France.

Demain découvrez un nouveau style de communication pour le recrutement, découvrez :

EMPLOI, LA REPONSE DE...

Une information différente sur le recrutement, la formation et les carrières chez HP France, en introduction à la rubrique offres d'emploi du Monde.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CGA Alcatel

CGA-ALCATEL, c'est 800 personnes, 450 MF dont 50 % à l'export.
La **Direction TRANSPORT** *recherche pour assurer* la vente de systèmes automatisés (distribution et contrôle automatique de titres, systèmes de contrôle et régulation *de trafic pilotés par ordinateurs*).

INGENIEUR COMMERCIAL grands comptes

Votre mission sera d'assurer prospection et suivi de la clientèle des grands comptes publics : SNCF, RATP, grandes municipalités,... D'expérience *confirmée et* réussie, vous connaissez bien ces *marchés* nationaux. C'est sur ce secteur que vous avez valorisé votre formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co, ...). La langue anglaise est, à ce niveau, fortement souhaitée.

INGENIEUR COMMERCIAL export

Responsable de la prospection et de la vente de systèmes automatisés sur le marché international.
Vous prendrez en charge les réponses aux appels d'offres internationaux, les négociations techniques et le suivi des projets jusqu'à la signature des contrats.
Ingénieur de formation, vous avez une expérience commerciale confirmée à l'export.
Votre anglais est bien sûr opérationnel et vous savez qu'un des impératifs de cette fonction est la disponibilité pour voyager (30 à 40 % de votre temps).

Pour un premier contact, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à : P. MARIE JOSEPH - CGA ALCATEL - Direction du Personnel - B.P. 57 - Le Plessis Pâté - 91220 BRETIGNY S/ORGE.

Votre solide formation supérieure, votre propension à communiquer, votre culture générale et d'entreprise vous ont naturellement conduit vers la formation. Pour apprendre, il nous apparaît nécessaire d'avoir préalablement appris. Aussi, une première expérience significative de l'encadrement, de l'animation ou de marketing vous permettra de prendre en charge l'animation de stages *inter et intra entreprise.* Les produits que nous distribuons répondent aux besoins de formation dans l'entreprise, en matière de management, de motivation, de recrutement, de vente et d'après vente. Les perspectives d'évolution vers des fonctions de Responsable d'Unité opérationnelle sont à la hauteur de votre potentiel de développement. Si cette proposition vous intéresse, adressez votre dossier à notre conseil chargé de cette recherche sous Ref. 41221 A - 15, rue du Louvre PARIS 1er.

Animateurs de formation
Paris

Curriculum





® Société d'électronique professionnelle de haut niveau technique, très novatrice, à taille humaine, leader sur son marché en France *et fortement exportatrice,* recherche:

DES INGENIEURS ETUDES ET RECHERCHES HF

Pour étudier et développer sous contrats d'études de longue durée des matériels pour des marchés en forte expansion. Ils interviendront dans les domaines suivants:
- techniques microprocesseurs (Hard, Soft),
- hyperfréquences,
- électronique analogique HF, VHF.

Au sein de petites équipes, ils assureront le développement complet d'un projet.

Débutants ou quelques années d'expérience.

Postes à pourvoir à Trappes (ligne Montparnasse/Versailles/Rambouillet, *ligne* C RER, *20 minutes).*
Merci d'adresser votre CV + *photo* + *prétentions à* la Direction du Personnel - ADRET ELECTRONIQUE BP 33 78192 TRAPPES CEDEX.

THOMSON-TITN

Vous considérez que votre première expérience (acquise dans un environnement SSII, constructeurs informatique,...) vous a permis de faire vos preuves et souhaitez élargir votre horizon dans une société de haute compétence technique et à fort potentiel de développement.

Société d'ingénierie informatique ayant multiplié son C.A. par 10 en 6 ans (266 MF en 1983), nous créons 2 postes

INGENIEURS COMMERCIAUX

— pour nos produits logiciels de communication,
— pour nos produits mesures de performance.

Après s'être familiarisé avec notre technicité, chacun deviendra rapidement autonome et responsable, pour son domaine, de l'ensemble des opérations depuis la prospection jusqu'au suivi des clients.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Ariane CHARTIER - THOMSON TITN
Rue Denis Papin - Z.I. La Vigne au Loups
91380 CHILLY-MAZARIN

GROUPE FINANCIER
COTÉ
situé à Paris
LEADER DANS SON SECTEUR
recherche

CHEF COMPTABLE FILIALES

Le candidat retenu (35-40 ans env., niveau DECS) sera chargé, sous l'autorité du directeur comptable du groupe, d'encadrer la comptabilité d'une dizaine de filiales et de superviser une quinzaine de collaborateurs.
Cette personne sera sélectionnée sur ses qualités d'utilisateur informatique, sa compétence comptable et financière, sa connaissance du droit et de la fiscalité.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence C 4284, à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

Importante société d'assurances de personnes
recherche son.

futur adjoint au responsable marketing

Mission :
Après une période de formation, il aura l'entière responsabilité d'une gamme de produits et devra : • analyser la concurrence • mettre au point les nouveaux produits • mener à bien les différents projets • promouvoir la gamme par des actions sur les points de vente et par des réunions d'information.
Le poste implique de fréquents déplacements en province.

Profil :
Diplômé d'une Ecole de Commerce, le candidat aura une expérience de 2 ans dans les techniques marketing grande consommation. Très actif et d'excellent contact, il a le goût du travail, le sens de l'organisation et de la rigueur. De solides connaissances en mathématiques (probabilités) seront appréciées.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel (indiquer votre n° de téléphone si possible), réf. M.618, à notre Conseil

MICHEL JOUSSE
13, rue Tronchet 75008 Paris

Société Chimique Internationale
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé du développement des ventes de plusieurs lignes de produits et de l'animation d'un réseau de distributeurs à travers l'Europe (déplacements 50 %) dans les domaines suivants :
- *industrie chimique,*
- industrie cosmétique.

Profil souhaité :
- 2 à 3 ans d'expérience de vente de spécialités chimiques à l'échelle européenne ;
- diplôme de chimiste ou ingénieur ;
- *bilingue français-anglais, plus allemand souhaité.*

Envoyer C.V. détaillé au Directeur Général,
OLIN EUROPE S.A.
108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

SPECIALISTE DE LA DISTRIBUTION MODERNE
PARIS + MISSIONS AFRIQUE

Issu d'une grande Ecole de Commerce.
Agé au minimum de 30 ans.

Il devra posséder une expérience de plusieurs années dans la distribution spécialisée, de préférence dans le secteur bricolage et équipement de la maison.

Il assurera un ensemble de missions d'assistance aux magasins et grandes surfaces quincaillerie professionnelle et ménage d'Afrique Noire :
— Formation du personnel d'exploitation.
— Merchandising et rénovation de magasins.
— Etude de nouveaux marchés...

Mobilité indispensable pour déplacements fréquents en Afrique représentant au minimum 50 % du temps d'activité annuel.

Nous sommes un Groupe (30 filiales - 4.000 personnes) qui distribue en France et en Afrique une *large gamme de biens de consommation.* Nous offrons au spécialiste que nous recherchons une rémunération motivante et de réelles perspectives *d'évolution au sein de notre Groupe.*

Nous vous remercions d'adresser C.V. et lettre *manuscrite sous réf.* Nº 50124 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Chef du service productique
Région Centre

Venez nous aider à la mise en place de cette nouvelle fonction dans notre usine d'Ingrandes (10 km de Châtellerault), nous y fabriquons des articles chaussants.

Rattaché à la Direction de l'établissement, votre principale mission sera d'animer et de coordonner toutes les opérations d'amélioration de productivité prévues dans un plan de 5 ans.

Créer votre équipe de productivité, prendre la responsabilité du service maintenance (30 personnes), mettre en œuvre des investissements de l'ordre de 10 *MF* par an seront vos *premiers objectifs.*

Si vous avez une formation d'ingénieur *Electromécanicien,* de solides connaissances en automatismes, une expérience Industrielle de 5 ans en bureau d'études ou méthodes et de bonnes capacités d'organisation et d'animation, adressez votre CV sous réf. 186 M à HUTCHINSON *Département Recrutement*
2, rue Balzac - 75008 PARIS.



ROCHE

PRODUITS « ROCHE » S.A.
recherchent

pharmacien HF
législation pharmaceutique

Au sein d'une équipe, il participera à l'élaboration et à la synthèse des dossiers administratifs.

Le candidat est un pharmacien titulaire d'un DESS de législation pharmaceutique et possède nécessairement une première expérience professionnelle.

Adresser lettre manuscrite,
C.V., photo et prét.
au Département du Personnel
Produits ROCHE S.A., 52, Bd du Parc
92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.



SCOTI

Cabinet de Consultants d'Unilever France Services renforce ses structures et recrute des

INGENIEURS CONSEILS

Cette offre s'adresse à des diplômés débutants ou ayant 1 an d'expérience professionnelle en entreprise (HEC, ESSEC, ESCP, MBA, ECP, *Mines,* ENPC, ESE...) à qui nous offrons :
- des missions de conseil et des interventions au niveau des politiques, des structures, des moyens et des méthodes auprès des sociétés françaises de notre Groupe et de nombreuses sociétés extérieures ;
- une formation très complète dans tous les domaines de la gestion des entreprises ;
- une ambiance d'équipe stimulante ;
- des développements de carrière importants, en France ou à l'étranger, au terme de 4 ans environ d'exercice de cette fonction.

Cette activité enrichissante comporte certaines missions exigeant la mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, C.V et photo
au Département Central du Personnel réf. XVII/84M
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



Le Groupe

Printemps prisunic

recherche pour son ***Département Audit Interne***

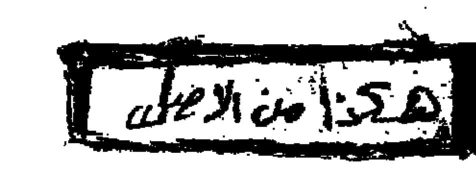
UN AUDITEUR CONFIRME

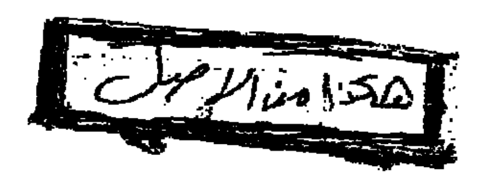
Titulaire d'au moins un certificat supérieur du diplôme d'Expertise Comptable ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il aura une expérience de 3 ans minimum dans un Cabinet d'Expertise et de Révision Comptable.

Sa mission ne se limitera pas à l'audit financier mais s'étendra à l'audit opérationnel (organisation et information de gestion).

Perspectives d'avenir intéressantes au sein du Groupe pour candidat de valeur.

Adressez votre lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. AC au Groupe Printemps-Prisunic,
Département du Personnel D.C.D.S.R.H. - 61, rue Caumartin
75009 PARIS.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GENERAL ELECTRIC
INDUSTRIAL AUTOMATION

AUTOMATES PROGRAMMABLES

En développant le concept de **«FACTORY WITH THE FUTURE»** General Electric vise la position de leader dans le marché de la productique. L'usine de demain sera l'intégration de la CFAO, IAO, des machines à commandes numériques, des robots et des **AUTOMATES PROGRAMMABLES.** Nous disposons des produits pour assister efficacement les entreprises à tous les niveaux de fabrication et prévoyons de grands investissements pour développer nos structures de vente d'automates programmables. Nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX
DE VRAIS INGENIEURS. DE VRAIS COMMERCIAUX

Formation Electromécanique, Electronique, Automatismes.

A 25 ans ou plus, vous avez, pendant au moins 3 ans, commercialisé des produits ou équipements industriels. Vos succès vous ont convaincu que vous étiez un fin négociateur, mais vous êtes conscient que votre formation supérieure vous a beaucoup aidé, ne *serait-ce que pour tenir un dialogue cohérent* avec vos *interlocuteurs. Dans nos structures,* vous aurez l'occasion d'aiguiser votre curiosité, de développer vos qualités de contacts à tous niveaux, de «bouger» puisque vous rencontrerez vos clients sur toute la France. Tant mieux si vous connaissez les automatismes mais dans la négative, nous vous formerons à nos produits. Anglais lu courant. Salaire attractif et voiture de fonction.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 906 M à notre Conseil :
ALPHA CDI - 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

SI VOUS AVEZ 35 ANS ENVIRON

HOMME OU FEMME

DYNAMIQUE, PÉDAGOGUE
ET SENS DES RELATIONS HUMAINES

Une société d'assurances à *forme mutuelle* dans la région parisienne, vous offre une situation de cadre responsable pour définir, promouvoir et suivre les actions de formation professionnelle et assurer la diffusion de l'information dans l'entreprise.

- Expérience professionnelle souhaitée.
- Niveau universitaire minimum.
- Licence *droit et diplôme documentaliste.*

Adresser curriculum vitae et prétention à
GEMUT 9, rue de Leningrad 75008 PARIS

Si vous avez reçu une réponse d'attente à la suite de la première annonce parue les 24 et 25 avril.
Renouvelez votre candidature en joignant la photographie de notre réponse. Merci.

Diplômés de l'Université, vivez l'évolution informatique à travers le succès CGI

Vous avez fait des études scientifiques et souhaitez vous orienter vers un secteur en pleine expansion.

La Compagnie Générale d'Informatique, une des premières sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique par son développement et son avance technologique, vous offre l'opportunité d'une **formation approfondie.**

La diversité des projets sur lesquels travaillent plus de 1 100 collaborateurs répartis en petites équipes vous permettra.

- de varier vos activités et votre environnement,
- d'accéder au métier de consultant de haut niveau.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à CGI, DJ/U-06, 84 rue de Grenelle - 75007 Paris.

cgi

EMPLOIS CADRES
CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F
L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOIS

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ______________ Prénom ______________

Adresse ______________

Code postal ______________ Ville ______________

Nombre d'exemplaires ______________ X 7 F (frais de port inclus) ______________

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427-PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

Accumulateurs industriels et conversion d'énergie

Membre d'un groupe international performant, notre société est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation en France de *systèmes de conversion d'énergie et d'alimentation de secours dans des* domaines très divers : industries, transports, télécom, hôpitaux, informatique, *recherche pétrolière, etc...*
Abordant un nouveau stade de notre développement commercial, nous *recherchons :*

Ingénieur de vente
Diplômé Grande Ecole

pour assurer la promotion et la vente de nos systèmes auprès d'ingénieries, bureaux d'études, administrations et entreprises nationales depuis la préparation des cahiers des charges jusqu'à la conclusion des affaires.

Technico-commercial
Diplômé BTS ou DUT

qui se verra confier plus particulièrement la prospection et la gestion d'une clientèle d'utilisateurs P.M.I./P.M.E., services informatiques, etc...

L'un et l'autre, de formation Electrotechnique/Electronique, doivent disposer d'une première expérience dans la vente de biens d'équipement aux entreprises. *L'anglais lu et compris est souhaité.*
La zone d'activité est essentiellement la Région Parisienne.
Nous offrons, après formation, des rémunérations, fixe + intéressement, attrayantes et l'opportunité d'intégrer une équipe de taille humaine ; l'appartenance à un groupe dynamique garantit l'évolution.

Les postes sont basés en proche Banlieue-Ouest de Paris.

Il sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo, téléphone, prétentions et délai de disponibilité, adressée à notre conseil, sous réf. 186 M.

C.S.H.

9 Square Hervé Bazin
78150 Le Chesnay.
Discrétion assurée.

Office notarial, proche périphérie EST de PARIS, *cherche*
Jeune Chef de service (ou adjoint (e) gestion et comptabilité.
Conditions : excellent niveau. Très bonne formation, présentation parfaite, références exigées employeur ou école.
Connaissances ou aptitudes informatiques souhaitées.
Curriculum vitae + photo.
Stagiaire accepté (e) si diplômes suffisants.
Ecr. s/nº 8.060 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour
VENTE POSTERS RETRO
à boutiques type carteries, bouquinistes, temps partiel, rémunération à l'unité. *Tél. : 288-12-07, h. bur.*

ENTREPRISE ALFRED HERLICQ & FILS département lignes H.T. et T.H.T. (ÉTUDES ET TRAVAUX) recherche :

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou expérience de moins de 5 ans. Bonnes connaiss. de l'anglais appr. *Ecr. Ets Alfred HERLICQ* & FILS, Département Lignes, 72, r. *Gabriel-Péri*, 92120 MONTROUGE.

Sté expertise comptable et commissariat aux comptes désirant développer son service juridique recherche

JURISTE

- DEA ou DES droit des affaires ou équivalent.
- Expérience similaire souhaitée chez Conseil ou Service juridique.
- Aptitude à organiser et à prendre en charge le suivi des dossiers du cabinet sous leur aspect juridique (droit des Stés, social, ccial, etc.).
- Poste attractif et autonome placé sous l'autorité directe des dirigeants.

Ecrire avec C.V. et prét. sous réf. GS à Nº 4.002 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

TRADUCTEURS-BILINGUES FRANÇAIS - ANGLAIS
Connaissances en mécanique, électricité, électronique appréciées
Tél. : B.I.A.T. 577-97-96.

ASSOCIATION recherche pour cycles préparatoires (Math sup., math. spéc.)
Paris – Rouen – Fontainebleau

INGÉNIEURS
OU
PROFESSEURS

Pour enseignement :
- Mathématiques.
- *Physique.*
- Mécanique.
- Electricité.

Temps plein, temps partiel, vacataires.
Ecrire sous le nº T 066.530 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ÉCOLE PRIVÉE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION BANLIEUE PARISIENNE
recherche

ENSEIGNANT (E) EN INFORMATIQUE

Pr anim. et dével. des cours.
Ecrire avec C.V. sous nº T 066.543 M
RÉGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, Paris-7e.

Vous êtes

INGENIEUR EN LOGICIEL

Vous avez des connaissances de base en microprocesseurs et vous désirez vous spécialiser dans le logiciel *microprocesseur.*
Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience.
Vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe en plein essor.
Rejoignez *l'équipe carte à mémoire* du Groupe BULL.
Au sein d'une Division de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78340 les-Clayes-sous-Bois puis prochainement 78190 Trappes) au développement *de logiciel dans la carte CP8, ou pour les terminaux* utilisant la carte CP8 - Une connaissance en électronique serait alors fort appréciée.

Si cette offre vous intéresse, adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 3668 M à

Patrick Challier
Cii Honeywell Bull
Rue Jean Jaurès
78340 les Clayes-sous-Bois

Bull

LEVI TOURNAY

GROUPE NATIONAL
IMMOBILIER DE LOISIRS
Filiale d'une banque, recherche pour son siège à PARIS 8e

CADRE COMPTABLE

HF

Agé d'environ 30 ans, vous serez chargé de seconder le Directeur comptable dans les domaines suivants :
• L'animation d'une equipe comptable, • L'établissement et le contrôle des déclarations fiscales et sociales, • L'établissement du bilan consolidé, • La coordination des comptabilités décentralisées, • L'étude et le développement du système comptable.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant de bonnes connaissances comptables et fiscales (niveau DECS).
3 à 5 ans d'expérience de préférence en cabinet.
• Esprit d'initiative. • Bonne connaissance de l'outil informatique.
• Déplacement de courte durée en province à prévoir.

Envoyer votre dossier de candidature lettre, CV, photo et prétentions sous référence 204 a CONSTRUCTION-RECRUTEMENT 5, rue de Chartres 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex qui traitera votre dossier confidentiellement.

deb's

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour sa Direction de l'Informatique et des Télécommunications

MAITRISE D'INFORMATIQUE

(4 ans d'expérience)

pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'informations mettant en oeuvre des techniques de pointe (bureautique, mini et micro informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseils serait appréciée.

Le candidat devra posséder de réelles capacités de travail en équipe.

Lieu de travail : **ORLY**
Nombreux avantages sociaux.
Adresser CV, photo, prétentions sous référence 984/M au Service Recrutement des Cadres
1 avenue du Maréchal Devaux
91550 PARAY VIEILLE POSTE

Organisateur administratif

Ce poste axé sur la DISTRIBUTION est à pourvoir dans une entreprise du Secteur Alimentaire (C.A. 700 Millions de Francs), leader sur son Marché.

Vous serez chargé d'étudier l'ensemble des circuits administratifs au sein de la Société et de mettre en place les systèmes informatiques nécessaires.

Vous avez une formation supérieure à dominante administrative, informatique et gestion, plusieurs années d'expérience de l'organisation au sein de sociétés à vocation commerciale et/ou distribution, si possible dans un domaine proche de l'alimentaire.

Votre réussite à ce poste garantira votre avenir au sein de la Société.

Le poste est basé en Région Parisienne.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 406.211 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

JEUNE PROFESSIONNEL CONSOLIDATION ORGANISATION

« Vous avez déjà une première expérience de la consolidation et vous avez le DECS. Nous vous offrons, sous l'autorité du Chef des Services Comptables, la responsabilité entière de la Consolidation des 45 sociétés industrielles et de distribution qui constituent notre Groupe.

En outre, il assurera la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des procédures comptables.

Une grande compétence professionnelle, autant que le sens des contacts, sont des atouts pour réussir à ce poste.

Lieu de travail : **PARIS-ETOILE.**

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 1847-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrégies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

FILIALE FRANÇAISE
D'UN GROUPE CHIMIQUE
DE PREMIER PLAN
recrute

Chef du Service comptable
ET DU CONTROLE DE GESTION
HF

pour son siège de la région Parisienne.

En dehors de la supervision d'un service comptable de 15 personnes, la fonction comporte principalement le développement de systèmes de gestion informatisés, le management reporting et le suivi de la trésorerie.

Le candidat aura une formation de type École de Commerce, complétée par une formation comptable.

Il aura acquis une expérience de quelques années en audit ou en entreprise.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Candidatures à envoyer
ICI SOPRA - Service du Personnel
8, Avenue Réaumur - 92142 CLAMART

bleu

Au sein d'une équipe d'études statistiques commerciales

Vous contribuerez dans un premier temps à l'élaboration d'une base de traitement informatique des données. Par la suite, vous participerez activement à la recherche et à l'interprétation économique.

Vous avez une formation supérieure - Votre sens des contacts et votre esprit d'équipe seront des atouts pour votre réussite, au sein de notre importante société de négoce international.

Anglais indispensable.

Lettre manuscrite et CV sous référence 8361 (mentionnée sur l'envoi) seront à adresser à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris.

Notre société (3 500 personnes) jouit, dans le domaine des techniques avancées, d'une notoriété internationale.

Nous recherchons un

Adjoint à la direction commerciale

Ingénieur de formation (MINES, CENTRALE ou équivalent), il se verra confier dans un premier temps des actions précises qui lui permettront de se former à nos techniques, d'appréhender nos méthodes et de se familiariser avec notre organisation.

Progressivement, il devra dégager une autonomie de plus en plus large et mettre en valeur un sens des relations, de l'animation et de la communication.

Ce poste, qui est proposé à un jeune diplômé ayant quelques années d'expérience Technico-Commerciale, procurera des satisfactions intellectuelles et matérielles certaines.

Il permettra au titulaire de se construire parmi nous un avenir de tout premier plan.

Une très bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

La base de travail se situe en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.
Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence F/180, à notre Conseil.

PHB conseil
GROUPE **Equation** PARIS-LYON
71, bd de Sébastopol - 75002 PARIS

MEDIA PA

GROUPE INDUSTRIEL

AYANT SON SIEGE A PARIS 10è

recherche

DIRECTEUR ADJOINT

CHARGE DE LA COORDINATION DES DIFFERENTS SERVICES DU GROUPE

Ce poste s'adresse à un bon généraliste, dynamique, ayant autorité, bon gestionnaire, pouvant justifier d'une expérience de quelques années de Secrétaire Général ou emploi similaire en Entreprise.

Son rôle de COORDINATEUR demandera au candidat sélectionné d'être capable de prendre des initiatives et d'en déléguer les applications en les contrôlant dans les faits.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétent. et photo à N. 4000 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
filiale du groupe Pechiney
recherche
POUR SON SIÈGE SOCIAL A LA DÉFENSE

UN(E) JURISTE

hautement qualifié(e) en Droit des affaires (DEA ou DES) possédant obligatoirement 5 à 10 années d'expérience professionnelle dans les Affaires industrielles.

Ce juriste, de 35 ans environ, dépend du Directeur Administratif et Financier et est chargé :
- De la rédaction de contrats et du traitement des dossiers contentieux (*France et étranger*) ;
- Du droit des Sociétés – Conseils & Assemblées – Fusions... ;
- Droit Immobilier – Assurances – Droit du Travail.

Envoyer c.v. + photo sous nº T 066.575 M
Régie-Presse, 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Nous sommes une société internationale basée à Paris.
Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.

Nous recherchons un(e) jeune diplômé(e) titulaire d'une

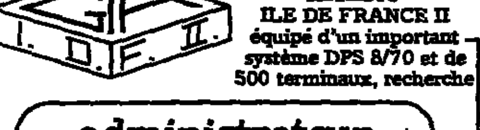
maîtrise en sciences
(Electronique ou Electrotechnique...)

Vous êtes dynamique, vous vous passionnez pour les nouvelles technologies, nous vous offrons un travail varié et formateur.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyez votre C.V. détaillé à
SVP - Mme E. LIPUSCEK
54, rue de Monceau
75008 Paris



SVP



GROUPEMENT INTER ASSEDIC
ILE DE FRANCE II
équipé d'un important système DPS 8/70 et de 500 terminaux, recherche

administrateur de base de données

rattaché au groupe système, il aura à gérer les données des prestations d'allocation ainsi que les données d'encaissement.

La personne que nous souhaitons rencontrer aura une bonne connaissance de base de données sur DPS 8, sera capable de concevoir une base, évoluera aisément dans les relations à tous niveaux.

Nous vous proposons un travail technique stimulant, un salaire motivant et des avantages sociaux.

Lieu de travail : **MALAKOFF (92)**
Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 0150 - Eliana CARRASCO
TASCO GESTION
124 rue Lafayette - 75010 PARIS

pmp

Un important Bureau d'Etude
en *AMENAGEMENT et EN URBANISME*
recherche pour son Siège à PARIS

ingénieur
TRANSPORTS ET CIRCULATION

Diplômé d'une GRANDE ECOLE scientifique (**Ponts, Mines, Centrale, ENSAM, T.P....**).
Il aura la responsabilité d'études concernant la circulation générale et des transports publics, au niveau :
- de la *conception et de l'organisation des réseaux* et des dispositions d'infrastructures,
- de l'exploitation de la voirie, compte-tenu des contraintes spécifiques liées au fonctionnement des transports en commun de surface.

Ce poste nécessite une imagination concrète, une expérience réussie d'au moins 5 ans dans l'Administration ou un Bureau d'Etude et implique des contacts à haut niveau.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2428 à Organisation et Publicité
2, *rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.*

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
Filiale d'une grande Banque Française
recherche

Assistant administratif change
GRADE III-IV

Back Office - Contrôle comptable
Déclarations Banque de France - DGDDI

Aptitudes comptables *confirmées.*
Bonnes connaissances des procédures comptables du **Service Change.**
Poste évolutif.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite à RECOR (*Département Recrutement bancaire et financier*),

RECOR 37 rue d'Amsterdam
75008 Paris.

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES
EN URBANISME
recherche pour son siège social à Paris

ECONOMISTE

Ingénieur Grande Ecole Scientifique (CENTRALE, *MINES, ENPC, ENSAM, ICAM...*), *il aura également* une solide formation économique (DESS Dauphine, SCIENCES-PO, Ecofi...).
Spécialiste en AMENAGEMENT URBAIN et en GESTION DES ENTREPRISES, • *il réalisera les études* centrées sur le développement des activités économiques dans un contexte régional • il sera un conseil actif auprès des collectivités locales.
Une pratique de 5 à 10 ans acquise dans une chambre de commerce, un syndicat professionnel ou un bureau d'études, est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2430 à ORGANISATION ET *PUBLICITE*
2, *rue Marengo* - 75001 PARIS, qui transmettra.

NOUS RECHERCHONS

UN CADRE BANCAIRE

Exploitant confirmé
Capable de prendre la responsabilité de la création et du fonctionnement d'une base de données sur certaines réglementations du crédit, à l'usage des exploitants bancaires.

Ecrire sous nº T 066.546 M Régie-Presse,
7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN TÉLÉINFORMATIQUE
ET LOGICIEL DE BASE
recherche
pour ses activités et celle de ses clients

INGÉNIEURS
INFORMATICIENS (NES)

EXPERTS :
Professionnels de haute technicité ayant des connaissances en *téléinformatique* (architecture de réseaux, protocoles de transmission...) et possédant une réelle expérience d'encadrement.

INGÉNIEURS D'ÉTUDE :
2 ans d'expérience minimum, connaissances réelles des logiciels de base et réseaux souhaitées.

Adresser C.V. à ARN INFORMATIQUE,
60-64, rue du Rendez-Vous, 75012 PARIS.

RADIALL

Société de composants électroniques
LEADER EUROPÉEN dans sa spécialité
recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-Ciaux
pour l'exportation

- *Formation technique supérieure demandée*
- Anglais et Allemand courant indispensables
- 1ère expérience de vente souhaitée.

Possibilité d'évolution intéressante pour candidats de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions
101, rue Philibert Hoffmann
93116 ROSNY-sous-BOIS

bleu

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	La lmm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPRIMERIE DYNAMIQUE
renforce son équipe
de COMMERCIAUX sur Paris

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation ou expérience graphique exigée.
Rémunération motivante avec intéressement aux résultats.

Ecrire sous nº T 066.524 M - RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Paris

Société française en plein développement

comptable client

Vous prendrez en charge le suivi des recouvrements.

Vous pratiquez l'informatique et maîtrisez l'anglais.

Vous avez un BTS et 1 ou 2 ans d'expérience.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 683-10 à notre Conseil :

ONOMA 26 rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

ETS PUBLIC, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE

diplômé d'une grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) ou d'une grande École d'Ingénieurs.

- Connaissances juridiques souhaitées.
- Expérience indispensable d'au moins 5 années dans le domaine de la gestion.

Adresser CV, photo, prétentions :
CSTB, 4, Av. du Recteur-Poincaré – 75016 PARIS.



Société multinationale
en expansion
recherche

INGENIEUR PAPETIER

pour la promotion et l'application de produits spéciaux pour la papeterie.

Première expérience industrielle souhaitable.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire à BURMAH FRANCE - B.P. 9
78230 LE PECQ

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
Filiale d'une grande Banque Française
recherche son

Cadre responsable service étranger

Il devra être parfaitement au courant de toutes les opérations du Service :

Change - Terme - Import - Export
Avances en devises, devises titres,

et de leur comptabilisation.

Merci d'adresser votre C.V., *lettre manuscrite* à RECOR (Département Recrutement bancaire et Financier),

RECOR 37 rue d'Amsterdam
75008 Paris.

CABINET DE PRESTATIONS DE SERVICES
recrute

CHEF COMPTABLE

Titulaire du B.P. ou D.E.C.S.

Maîtrisant parfaitement le domaine comptable (comptabilité *générale, informatique et analytique*), pouvant diriger une petite équipe.

Ce poste requiert une grande capacité de travail, la faculté de s'adapter rapidement, un esprit précis et rigoureux.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. *et prétentions* s/référence 1833 M (à noter sur l'enveloppe) à : l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 *PARIS* - qui transmettra.

CAMBISTE - PARIS

Un important Groupe Bancaire recherche

1 cambiste confirmé

pouvant justifier de 3 à 5 ans d'expérience dans une banque active sur le marché, possédant un bon niveau d'anglais.

Adresser C.V. sous réf. 3190/JN à :
Monsieur ALEXANDRE
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TRANSPORT
QUARTIER DÉFENSE

recherche

AUDITEUR INTERNE

(haute maîtrise)
30 ans minimum
pour contrôle
succursales FRANCE
Expérience d'un poste similaire indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous nº 22.034, réf. à porter sur enveloppe à La Publicité Française 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, *qui* transmettra.

Impte Sté de conditionnement des eaux recherche

MICRO-BIOLOGISTE

même débutant DUT *ou BTS.*
- Homme de préférence.
- Nombreux déplacements.

Ecrire avec CV s/réf. 8877 à
P. Lichau SA
BP 220, 75063 PARIS
Cedex 02 qui transmettra.

Ville de JOUARS-PONTCHARTRAIN (78760)
recherche pour son foyer rural
1 personne chargée des problèmes d'ordre technique (son, lumière, sérigraphie, impression, tirage de périodiques, etc...)
Emploi statutaire : O.P. 2.
- Logement de fonction
- Poste à pourvoir de suite
- Candidature avec CV à Monsieur le Maire.

ORGANISME
de
FINANCEMENT
du
LOGEMENT SOCIAL
offre situation stable à

COLLABORATEUR

au sein de sa

DIRECTION ÉTUDES

Le candidat aura une formation supérieure (Maîtrise Sciences Eco, Sciences Po, ou équivalent) et une expérience de quelques années dans le secteur du logement social.

- *Il devra posséder des capacités de rédaction, d'analyse, de synthèse et une bonne curiosité d'esprit.*
- Il possédera de bonnes *facultés de contacts humains* et une facilité d'expr. orale.

Après formation, il aura l'entière responsabilité de son *secteur d'activité.*

POSITION CADRE

Adr. lettre manuscrite + C.V. indiquant *dernier salaire* perçu sous référence 8.290 à

B.E.O.
3, r. de Téhéran, 75008 PARIS.

B.O.O.
78, CHAMPS-ÉLYSÉES

recrute pour

U.S.A. ET PARIS

plusieurs

INGÉNIEURS

LOGICIEL
ayant expérience

TELECOM

Tél. : 359-17-86, p. 420.

L'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, pour renforcer l'équipe pluridisciplinaire de la Direction des affaires sociales, à son siège *social* de PARIS

recrute

un ASSISTANT(E) SOCIAL(E) SPÉCIALISÉ(E) en hygiène mentale, adultes et enfants.

Conditions :
- Etre titulaire du DE *d'assistant(e) social(e)*
- Justifier d'une expérience professionnelle de 5 *ans*
- *Avoir* une expérience de travail social interculturel
- *Avoir* une bonne connaissance des populations des originaires des DOM-TOM
- *Avoir si possible le diplôme* de moniteur-monitrice de *stage.*

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions
à l'ANT. Service du personnel
3, r. de Brissac, 75004 Paris.

Très jeune Groupe à succursales multiples du secteur *pétrolier à très forte expansion* crée le poste de

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du secrétaire général, il *(elle)* sera chargé(e) principalement :

- de la comptabilité du groupe,
- *du suivi de la trésorerie,*
- du suivi administratif.

Le candidat qui sera âgé de, 28 à 35 ans, outre le DECS, devra avoir acquis une réelle expérience du traitement de la comptabilité sur micro-informatique.

Nous n'avons rien d'autre à offrir, pour l'instant, qu'une rémunération décente, si ce n'est des perspectives réelles d'évolution du poste et des *responsabilités.*

Jugez vous-même
C.A. 1983 25 *millions*
C.A. 1984 entre 120
et 150 millions prévus.

Si *notre* proposition vous intéresse, *rejoignez notre petite* équipe en adressant votre candidature, CV et photo et prétentions s/réf. 8 878 à P. LICHAU S.A., BP 220, *75063 PARIS Cedex 02* qui transmettra.

STE D'EXPERT. COMPTABLE
recherche

COLLABORATEURS CONFIRMÉS

- 2 ans expérience minimum.
- Formation.
- D.E.C.S., B.T.S. ou D.E.C.S. + *maîtrise en droit.*

Env. C.V. + prétent. + ph. à :
FIDUCIAIRE GEORGE V
166, rue du fb. St-Honoré,
75008 PARIS.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Particulier vend 505 *STI* gris fumé métallisé, 21.000 km, mai 83, T.O. automatique jantes alliage, sièges cuir beige, 70.000 F, 233-06-15 p. 53.

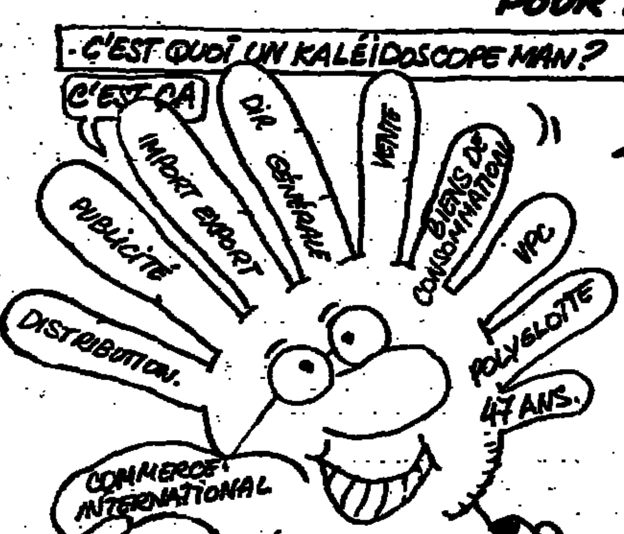
CITROEN CX GTI

8/83 état neuf, 11.000 km, *cause* mutat., 533-69-94 h. b.

DEMANDES D'EMPLOIS

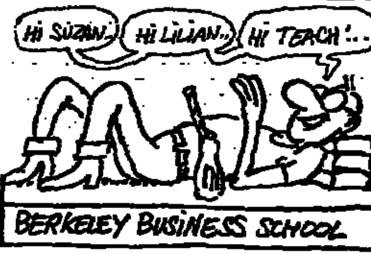
CANDIDATURE SPONTANEÉ EN B.D

POUR KALÉIDOSCOPE MAN























	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ENTREPRISES MULTINATIONALES pendant 10 ans. 47 ans. Maîtrise de Droit. Anglais courant. Expérience importante dans direction des relations publiques grande société et dans fédération professionnelle.
RECHERCHE poste de délégué général d'une fédération professionnelle ou de Directeur d'un département des relations publiques. Tout secteur d'activités accepté. PARIS, R.P. (Section BCO/GR 531).

J. F. 27 ans, D.E.S.S. de Psychologie + Stage Gestion personnel + DEUG de Droit. Anglais, allemand. Stage entreprise (recrutement, formation). Petite expérience en PME (contact clientèle, formation à l'informatique...). Goût du travail en équipe, grande disponibilité.
RECHERCHE situation dans entreprise désirant renforcer son département personnel. Paris, Région parisienne (Section BCO/JCB 532).

INGÉNIEUR AÉRONAUTIQUE, 39 ans, anglais, allemand, espagnol courants. 11 ans d'expérience commerciale, marketing produits industriels haute technologie. Machine-outil.
RECHERCHE poste Direction filiale ou PME France/Etranger. (Section BCO/LA 533).

CADRE COMMERCIAL, 34 ans, formation Supérieure, trilingue anglais, espagnol. 10 ans expérience Edition France et Etranger. Promotion, vente, suivi commercial, marketing.
RECHERCHE poste de représentation produits culturels ou autres. Paris. R.P (Section BCO/JCB 534).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

JEUNE FEMME, 26 ANS RESPONSABLE COMMERCE
CHERCHE ENTRETIEN ET CONTACT AVEC RESPONSABLE COMPÉTENT COMPAGNIE AÉRIENNE
Téléphone : 885-30-01.

Directeur général d'une société AFRIQUE 4.000.000.000 CFA chiffre affaires, 150 salariés, formation expertise comptable, cherche situation Afrique francophone.
Ecrire sous le n° 3.506 *le Monde* Pub., services ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, Paris-9e.

TRADUCTEUR ALLEMAND, 33 ans diplômé univ. de la Sarre, 5 ans expérience fonction publique (traducteur, interprète police) ch. emploi trad. techn. interpr. fonction publ. privé (FAF), conn. anglais, espag. Ecr. M. KRACHENWITZER Peter Worpeweder Strasse 9 D-1000 Berlin 41.

J.F. qualifiée et expérimentée recherche emploi traductrice anglais haut niveau Paris. Ecr. s/n° 3.512 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Licenciée en droit, bilingue anglais-français, formation supplémentaire en marketing, import-export, ai exercé le marketing dans l'industrie pharmaceutique, autre expérience dans le cas d'une diversification industrielle, cherche à mettre à profit ses connaissances dans multinationale ou PME-PMI. Ecr. s/n° 3.505 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Architecte DPLG expér. cherche poste entretien modif. dével. patrimoine libre. Ecr. s/n° 3.510 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille 17 ans, cherche emploi bureau Paris ou Meaux. Tél. 001-06-77.

FORMATRICE
D.E.A., espagnol, exp. ens. aux adultes, cherche, poste septembre 84.
Ecr. s/n° 8.059 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 35 ans, ESTCE, angl., 10 ans, exp. vente sur terrain Maghreb, Moyen-Orient, et gestion siège de produits industr., dispon. voyages ch. Sté motivante pr activité export. Ecr. s/n° 3.503 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE D'ENTREPRISE H. expér. prof. 20 ans prat. étendue droit affaires et fiscalité, rech. collaboration temps partiel. Disp. imm. 246-47-48.

J.H. études sup., bonne présentation, cherche juillet et/ou août place chauffeur direction sur R.P. + évent. courts déplacements prov. Tél. : (3) 973-14-11 mar. a.-m., ven., mat.

Assistante de direction, 35 ans, B.T.S., anglais, expérience, secrétariat classique + 10 ans, cinéma, vidéo, publicité. Libre de suite. Nicole Brasseur, 21, av. Hoche, 75008 PARIS. 563-94-33.

Afrique, 40 ans, directeur société, grande exp. Afrique Noire, Sénégal, Guinée, Côte-d'Ivoire, Gabon, très disponible, cherche à repartir Afrique. Tél. : 047-10-78.

Secrétaire de Direction, parfait. bil. angl., libre juillet, août, sept. 554-04-11.

J.H., 31 ans, bil. anglais D.E.A. économique et finances internationales, ch. emploi dans banque ou entreprise.
Ecrire sous le n° T 045.988 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J. F. 21 ans, sér., dynamique, exp. famille nombreuse, ch. pour juillet et août (w.-e. et fêtes comprises) garde d'enfants sur St-Tropez, Ste-Maxime ou env. Etud. ttes propos. Anne (21) 04-82-42.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN de haut niveau école Polytechnique de Darmstadt RFA. DEA Paris VI UTC en calcul de structures. En fin de thèse de doctorat d'ingénieur en mécanique, calcul de structures à l'UTC. Expérience en fluides et solides. Eléments finis. Cherche poste dans l'industrie ou laboratoire.
Ecr. s/n° 3.519 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Juriste d'entreprise homme, expér. prof., 20 ans prat. étendue droit affaires et fiscalité rech. collaboration temps partiel, disp. imméd. 246-47-48.

J.H., 22 ans, maît. AES, cherche emploi étude mark., rég. parisienne ou Bretagne. 1 an exp. qualit. et quant. Tél. : H.B. (3) 918-34-71.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 – 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 402-09 PARIS.

travail à domicile

Ts travaux DACTYLOGRAPHIE et/ou TRADUCTIONS d'Anglais, Allemand en Français. T. 226-18-64 le soir, 20 h 30.

traduction demande

JF qualifiée, rech. toutes traductions anglais à domicile, tarif SFT. Tél. : 250-20-63.

secrétaires secrétaires

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Un Directeur financier d'un important groupe de presse à Paris recherche collaboratrice de premier ordre
- Niveau BTS maîtrisant parfaitement sténo et dactylo, habitude des chiffres.
- 28 ans minimum
- Contact à haut niveau nécessitant diplomatie et aisance des contacts, solidité personnel et bagage culturel requis.

Envoyer lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous n° T 66 562 M, RÉGIE PRESSE – 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITÉ recherche pour son Président
SECRÉTAIRE de DIRECTION ASSISTANTE
parfaitement bilingue anglais.
Elle devra :
- maîtriser les relations avec les autres sociétés du Groupe ;
- préparer et suivre les dossiers sous le contrôle du président.

Adresser C.V., photo et prétentions.
Ecrire sous le n° 290.632 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

formation professionnelle

INGÉNIEURS DIPLOMÉS
pour votre
CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION
pour
LE PLAN DE FORMATION de votre entreprise
Avez-vous pensé au stage conventionné
DOUBLES COMPÉTENCES ÉLECTRONIQUE – INFORMATIQUE de l'ISEP
Ecrire ISEP (Institut supérieur d'Electronique de Paris) année spéciale – 21, rue d'Assas, 75270 PARIS Cédex 06. Téléphone : 548-24-87.

Formation professionnelle au :



- **ANALYSTES-PROGRAMMEURS IBM 34-38**
- **PRÉPARATION AU BTS.**

Tests – inscript. pour rentrée 84 – 205-24-63 Mme EDON.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

TURENNE-SAINTONGE living, 3 chambres, 140 m², 4e étage, asc., 1.600.000 F. DORESSAY 624-93-33.

4e arrdt

PLACE DES VOSGES (PRÈS) DUPLEX 290 m² R.-DE-CH., JARDIN PRIVATIF 700 m². Décoration exceptionnelle. Prix élevé justifié. GARBI 567-22-88.

MARAIS SÉJ. + CHBRE Bains. REFAIT NF. Poutres. 450 000 F - 526-99-04.

5e arrdt

RUE DES ÉCOLES
3-4 p., tt cft, en duplex, imm. ancien rénové. 940 000 F. LERMS - 535.14.40.

MAUBERT
6e étage sans ascenseur, plein soleil, 2 pièces, cheminée, kitchenette, douche, 245.000 F. Visite mercredi 14 à 17 h, 13, rue Lagrange, Paris-5e.

MONGE BEAU STUDIO tout cft, ascens., calme, 310.000 F. 325-97-16.

7e arrdt

DUROC
2 pces w.-c., bains, calme. 485 000 F. Brancion SARL - 575-73-94.

R. BARBET-DE-JOUY Dans Hôtel part. Napoléon-III, 2 sompt. récept., 2 ch. 180 m², 2 park. Px élevé justif. DORESSAY - 624-93-33.

8e arrdt

AVENUE GEORGE-V
FACE AU PR. DE GALLES
SUPERBE P.-A-T. 50 m², vue et soleil. Idéal H. ou Fme Affaires. SANTANDREA - 260-67-38.

RUE DE ROME
Beau pierre de t., 2e étage, 210 m², 7 PCES divisibles. POSS. PROFESS. 265-64-11.

9e arrdt

RUE LE PELETIER
Angle Victoire, imm. pierre de t., 5 pièces tt cft 134 m² + balc. Occupé dame 93 a. 282-03-50.

9e RUE D'AUMALE, TRÈS RÉSIDENT., SUPERBE 6 P., 230 m² + parkg + serv. DORESSAY 624-93-33.

Près TRUDAINE studio cft, 5e ét., asc., grandes baies. Px 175.000 F. 285-00-59.

Hôtel particulier 10 p., 500 m² développés s/3 plans, calme, div. poss., 285-00-59.

LIMITE 8e/9e, 2/3 p., 60 m², cuis., s. bains, 2e ét., très clair, calme, soleil, 285-00-59.

10e arrdt

95 m² : 750 000 F, imm. 1982. Calme. Liv. 2 ch. Gd cft. Merc. 16-19 h - 508-53-84. 40, quai Jemmapes.

11e arrdt

AV. J. AICARD, magnifique 4/5 p., balc., cuis. équipée, box, très lumineux. 1.000.000 F. 347-57-07.

12e arrdt

Me Daumesnil, imm. récent, gd 2 p. tt cft + balc., park. s.-sol, exceptionnel, 470 000 F. Immo Marcadet - 252-01-82.

13e arrdt

Part. vd près parc Montsouris 4 pces, 3 chbres, 8e ét., balcon sud, sur jardin, cuis. équipée. Imm. récent avec garderie enfants. 580-37-25, soir.

GOBELINS
Part. vend 2 pces 28 m², état neuf. (3) 954-14-56.

14e arrdt

PORTE D'ORLÉANS 65 m² 3 pièces, EN DUPLEX, BALCON 9e et 10e étage (dernier). GARBI 567-22-88.

15e arrdt

DANS IMM. GRAND STAND. Construit par CECOGI au
329, RUE LECOURBE
IL RESTE UN 3 PIÈCES : 72 m². Prix : 948 900 F. LIVRAISON IMMÉDIATE Tél. : 575-62-78.

Vte immobilier Paris 15e. PART. 71 bis r. ST-CHARLES. 3 p. réf. nf 75 m² + balc. 8e ét. vue dég., stand. 1970. 1 050 000 F. Mardi 19 : 11-18 h ; sam. 23 : 9-15 h - 577-26-88.

MÉTRO SÉGUR
Dans imm. pierre de t. Pptaires vd 3 p. Libres et occupés. 758-12-21.

16e arrdt

Propriétaire vd dans imm. neuf, calme, soleil, JAMAIS HABITÉ, SÉJ. + 2 CHBRES. Sanitaires luxueux, cuisine équipée. 1 300 000 F. 14, rue Jouvenet. Tél. : 504-81-47.

AVENUE FOCH
Superbe appt, réception, 8 fenêtres, plein soleil, balcon. Serge KAYSER 329-60-60.

Etage élevé, asc. pierre de t.
MUETTE GRAND 3 P.
Superbe living + 2 chambres. DÉCOR LUX. GD CONFORT. 1.720.000. VERNEL 526-01-50.

V. HUGO 8 P., bel imm., bon plan, ét. élevé, balc. 633-29-17 - 577-38-38.

17e arrdt

RUE AMPÈRE, GRAND 2 P. IMM. RÉCENT STAND. 650 000 F - Tél. : 526-99-04.

Wagram - Villiers - 703-32-31.
300 m² GD STANDING.

18e arrdt

CECOGI CONSTRUIT Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON STUDIO 2-3 P., PARK.
Studio à partir de 322 500 F. 2 pces à partir de 472 800 F. OFFRE EXCEPTIONNELLE 5 APPARTEMENTS EN PRÊTS CONVENTIONNÉS STUDIO, 2 P., 3 P. Bureau de vente ouvert mardi, jeudi et samedi de 14 heures à 19 heures. Tél. : 575-62-78.

Mairie XVIIIe, imm. p. de t, 3 pièces tt cft. Exceptionnel. 299 000 F. Immo Marcadet - 252-01-82.

SQUARE CARPEAUX
dans immeuble pierre de taille 1900 pptaire vend 3 p. tout confort 73 m² + balcon. Occupé dame seule, 282-03-50.

ATELIER LOFT
2 niveaux, accès utilitaire, léger, calme, clair. Sur place mercredi, jeudi, vendredi, 10 h à 14 h, 6, rue Coustou, 18e.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY/SABLONS 4 p., 75 m², 3e ét. s/asc., imm. rénové, 770.000 F, 727-84-24.

Boulogne 4e ét. possib. réunir 76 m², 2 p. 230.000 F. 2 p. 250.000. Tous les jrs, 12 h 30-13 h 30. 735-70-87. 91 bis, rue d'Aguesseau.

94 Val-de-Marne

GENTILLY
Me PORTE D'ITALIE 2, 3, 4, 5 P. SUR JARDINS
PRÊTS CONVENTIONNÉS
Taux préférentiels LISIÈRE DE PARIS 45, avenue Jean-Jaurès. LIVRAISON IMMÉDIATE Bureau de vente sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h, week-end de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. 546-07-73 - 365-03-23.

Villejuif dans petite résid. 76, pierre de t. stand. beau studio, balcon 32 m², état neuf, tout confort, cave, park. Prix à débattre. Tél. : 946-97-86, poste 34-45 soir 451-89-23.

Province

SAINT-TROPEZ
CHAPELLE SAINTE-ANNE STUDIO A 2 PIÈCES LUXE, TERRASSE, JARDIN. 502-13-43.

Province

URGENT
Particulier vend meublé Merlin-plage Vendée T.2, kitchenette, salle d'eau. 150.000 F. 705-15-30 H.B., poste 74 ou 958-83-44, après 20 h.

Etranger

ESPAGNE - COSTA-BRAVA Appt dans village Rosas. 70 m² grand séjour, 2 chbres. Libre de suite. Prix : 180.000 F. Téléphone : 362-77-41.

appartements achats

AGENCE DE L'ÉTOILE
Département International rech. pour clients sérieux 80 à 200 m² – 16e, 17e, 8e, 7e – % intéressant. Réservés aux indicateurs.
380-26-08 7, av. Carnot, PARIS 17e.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech. pour clients sérieux APPT 200 m², 15e, 7e arrdts.

Recherche 2 à 4 P., PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère rive gauche avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

RECH. 1, 2, 3 P.
même à rénover. 252-01-82.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez

locations non meublées offres

Paris

QUARTIER LATIN
Studio rénové + petite chbre, tout confort, aménagé, kitch., bains, tél., moquette, chauf. Calme, ensoleillé, s/rue et jard. Prix : 3.200 TTC. Tél. : 630-45-82 après 17 h.

PROX. Me ST-MAUR 12, RUE DES BLUETS
APPARTEMENTS NEUFS
2, 3, 4 pièces STANDING. Visites sur place mardi, jeudi, vendredi, 15 à 19 h, samedi de 11 à 18 h. G.F.F. Groupement Foncier Français.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. APPTS et VILLAS tes tailles, même loyer élevé Paris et env. 503-37-00 pte 240.

URGENT. Collaborateur du journal recherche appartement centre de Paris. 3-4 pièces, 100 m². Si possible avant 30 juin. Tél. : 277-40-37 ou 705-68-18 (journée).

Région parisienne

Pour stés européennes, cherche villas, pavillons pour CADRES. 889-89-86 – 283-57-02

locations meublées offres

Région parisienne

PARIS-LA DÉFENSE 1
Résidence ORION
2 jours-semaine-mois. Studios, 2 pièces. Tout équipés, linge fourni, téléphone, télévision. Renseignements : 39, rue de Suresne, PARIS-8e. Téléphone : (1) 266-33-26.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

bureaux

Ventes

BON XVIIe
Propriétaire vd BUREAUX DE GRANDE QUALITÉ. Parkings. Excellents locataires. Prix : 3 500 000 F. Excellente rentabilité. RCI - 766-12-21.

RUE AMPÈRE GRAND 2 P. IMM. RÉCENT STAND. 650.000 F. 526-99-04.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F, S.A.R.L. 180 F, Constitution rapide de société. G.S.M.P. 54, r. Crimée, 19e et 4, rue des Deux-Avenues, 13e. Tél. : 607-62-00.

DOMICILIATION (92)
burx meublés, secrétariat, tél., télex. BOULOGNE 92. Démarches, constitution sociétés. ACTE 92 – 603-38-32.

ARTISAN 100 F, R.C. 180 F, Constitution SARL 2.000 F. S.D.M. 21, rue Fécamp (12e), 340-24-54, 8, faubourg Poissonnière, 9e-10e, 770-54-66.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés, démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
TÉL. : 355-17-50.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social Tél., Télex, secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. Location courte ou longue durée.
ACTE 562-66-00.

CRÉATEURS d'entreprise !
disponible à Paris et Province
SIÈGES SOCIAUX
et adresses commerciales
loc. bureaux meublés, secrét., télex.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

SIÈGE SOCIAL 8e
RÉDACTION D'ACTES
TÉLEX TS SERVICES BURX
AGECO 294-23-93.
(STATIONNEMENT AISÉ).

locaux commerciaux

Locations

A LOUER appt plein centre de LYON-ARCHERS
200 m² entresol, 3 portes palières. Conviendrait PROFESSIONNEL médecin, dentiste, assurances, banquet, bureaux sociétés. Sans reprise. Urgt. Ecr. à HAVAS AN RÉGION 16417, BP 1000, 69222 LYON CEDEX 02.

18e ATELIER LOFT
2 niveaux, accès utilitaire léger, calme, clair. Sur place mercredi, jeudi, vendredi 10 h à 14 h, 6, rue Coustou, 18e.

Proximité av. d'Italie et rue Tolbiac, bâtim. indép., gde haut. sous plafond, surface 300 m² environ, entrepôt, idéal agence publicité ou local d'exposition. Tél. 329-58-65 après midi.

boutiques

Ventes

AVENUE MARCEAU
MURS de boutiques OCCUPÉS 40 m² env. + ss-sol. 450.000. 563-55-89 (10-12 hres).

immeubles

PARIS BD MAGENTA
Imm. de rapport 916 m² utiles, 2 appartements libres. 3.700.000 F. J.M. LEVET, 225-12-03.

maisons individuelles

PEUPLIERS voie privée, pavillonnaire, MAISON 110 m² + s/sol + jardinet, verdure. 1.450.000 F. 546-25-25.

100 m R.E.R. ET BOIS VINCENNES FONTENAY-SOUS-BOIS Sur 750 m² maison 19e, ravalement 1983, 7 chbres, 260 m² habit. Calme, verdure, soleil. 1.800.000 F. 873-73-08.

pavillons

BOURG-LA-REINE, résidentiel, belle maison, séj. Sud, 4 chbres, cuis., bains. Possib. 3 chbres supplémentaires, sous-sol complet, gar. Jard. 880 m². Px 2.100.000 F. 663-42-45.

ANTONY, limite Bourg-la-Reine, résid., près métro, séj. + bur., 5 ch., cuis., bns, ss-sol, gar. Jard. 590 m². Px 1.700.000 F. 663-42-45.

GAGNY-CHESNAY. Part. vend pavillon jumelé cause départ retraite, transp. S.N.C.F., R.A.T.P. R.-de-Ch. : entrée, w.-c., cuis., séjour 32m², cheminée. 1er ét. : 3 ch., s. de b., w.-c. Grenier. Le tout sur sous-sol, poss. 2 voitures, cave. Jardin 244 m² environ. 322-93-08. 460.000 F.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Libre 16e, Passy, 3 p. tt cft. 670.000 + 5.375. Fme 81 a. Imm. p. de t. T. 266-19-00.

Libre près Sacré-Cœur, 2 p. tt cft, impeccable. 200.000 + 3.450. Couple 81-83 ans. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

villégiature

Juillet, septembre, région BONNIEUX, TRÈS BELLE
BASTIDE dans LES VIGNES
2 salons bibliothèques, 6 ch., 5 b. PAS de PISCINE, [illegible] sol. [illegible] 844-26-[illegible].

Particulier loue 4.000 F juillet, maison 7/8 personnes (11) Port-La Nouvelle, centre vieille ville, proximité port. Tél. (61) 21-34-04 ou (61) 87-71-04.

LA GRANDE-MOTTE
loue studio, jardin, terrasse, tout près plage, centre et port. JUIN et SEPT. 1.200 F quinz. Tél. mat. av. 9 h, 321-24-68 ou h. bur. Bonon, 268-17-72.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

maisons de campagne

Résid. second. dans le Cher (St-Ger.-des-Bois) Mais. de village, pttes appar. et charpin, dans séj., cuis., s. d'e., 2 ch. dont une mans. Jard. clos et gar. Arbres fruit. Px 300.000 F à déb. Rens. Me Ernoux, not. (16-48) 25-31-08.

360.000 F
Dans charm. village du Médoc, 29 km de Montalivet
TRÈS BELLE MAISON, 120 m²
de plain-pied + 5.000 m² DE TERRAIN PLANTÉ. Tout confort, parfait état. Rens. 16 (56) 41-53-23 + 16/1/551-94-48. 17, rue du Palais-de-Justice, 33340 LESPARRE.

propriétés

BRUNOY belle ppté de style. Très bon état 10 P., 300 m². Parc 1.900 m² résidentiel. ALGRAIN : 288-09-55.

Moulin restauré, proximité océan (Pornic, Loire-Atlantique). Séjour, 4 chbres, cuis. amén., salle de bains, dépendances (chambres, garage, cave). Dans parc aménagé 2.500 m². Prix : 850.000 F. Téléphone : (40) 21-74-18 heures de repas.

Centre ville Basse-Sologne (8.000 ha). (200 km Paris, autoroute en cours). Vends après sinistre d'un commerce à usage d'habit. bâtiments anciens surface au sol 240 m², 1 étage, certains en bon état. Grdes dépend. Petite pisc. Pal. 800 m². Le tout bordé par riv. Très beau site. Conviend. habit. second. Prix : 390.000 F. Tél. : 16 (48) 57-39-31 entre 17 et 19 hres.

SOLEIL A LA COLMIANE 1500 (ALPES-MARIT. 06) STUDIOS 4 PERS. A PARTIR DE 150.000 F. CRÉDIT 100 %. A une heure de la promenade des Anglais, une vraie station de montagne (sports d'hiver, sports d'été) au milieu d'un parc naturel (Mercantour). (Exceptionnel, à comparer.) Téléphoner à PRIMM SOLEIL : (1) 354-09-71.

SOLEIL A MÉRIBEL (SAVOIE 73) STUDIOS 4 PERSONNES A PARTIR DE 295.000 F. CRÉDIT 100 %. Au cœur du plus grand domaine skiable du monde, au pied des remontées, avec tous les équip. sportifs poss. été comme hiver, dans un chalet, des stud. 4 pers. (Except., à comparer.) Tél. à PRIMM SOLEIL : (1) 354-09-71.

SOL. A MÉJANNES (GARD 30) CHALETS 4 PERS. + TERR. A PART. DE 99.500 F. Créd. 100 %. Dans les Cévennes, stat. verte de 3.800 ha, imm. base de pl. air aux nombr. équip. sport. (Exceptionnel à comparer.) Tél. à PRIMM SOLEIL : (1) 354-09-71.

SOLEIL A COLLIOURE (PYR.-ORIENT. - 66) APPART. 4/5 PERS. 2 SEMAINES EN AVRIL : PRIX 26.500 F. 320 jrs de pl. sol. par an, f. à la mer, vue port. (Except., à comparer.) Tél. à PRIMM SOLEIL : (1) 354-09-71.

SOLEIL EN CORSE (20), STUDIOS 4 PERS. A PARTIR DE 150.000 F. CRÉDIT 100 %. Au bord de l'eau, au pied d'un vieux village génois, près de Calvi, les Marines de Corbara. (Exceptionnel, à comparer...) Téléphoner à PRIMM SOLEIL : (1) 354-09-71.

VALLÉE DE MONTMORENCY 30 km Paris, très belle propriété, construct. 1970 de grde classe, style manoir, 15 pces pples, 500 m² hab., s./sol total, garage 4 voit., box cheval, sur terrain 2.400 m². Prix : 3.675.000 F. 989-40-01.

45 km Paris Sud près Barbizon, belle ppté, séj. 70 m², mezzanine, cuis., 4 chbres, 3 bains, gar. 4.000 m² arborés clos. 374-73-50.

A vendre maison, vallée de l'Eure à Ezy-/Eure, sur 1.800 m². 3 P., cuisine, bain, grande terrasse, garage, annexe, terrain aménagé. 360.000 F. Tél. : 622-29-75 avant 14 h et après 19 h.

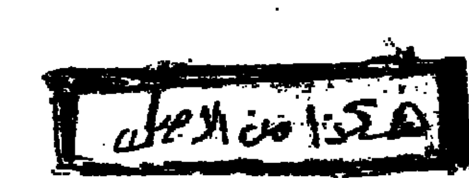
Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être LA PROPRIETE que vous recherchez

domaines

MARCHÉ DES NOTAIRES
DOMAINES
Château de Morainval. Près Beauvais. Demeure 19e siècle et nombreuses dépendances dans parc bois et terres 51 ha. Mise à prix : 2.000.000 F. Me DMITRIEFF, (1) 830-11-52.

CANADA. Région Montréal établissement horticole (4 serres en vitre), 1/2 ha + ferme 25 ha + pavillon actuellement en exploitation. Henry K. Madler, 514-29421-87.

les annonces classées **Le Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures au 555-91-82



Le Monde

économie

C.E.E.

Le contentieux agricole entre la RFA et la France rebondit

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). – Les Allemands vont-ils remettre en cause, lors du conseil européen de Fontainebleau des 25 et 26 juin, le programme de réduction des montants compensatoires monétaires (MCM) qui figurait dans l'accord agricole conclu entre les Dix le 31 mars 1984 ? L'hypothèse n'est pas à exclure après le refus de la Commission européenne, annoncé le 18 juin devant les ministres de l'agriculture réunis à Luxembourg, d'accepter les modifications d'application de ce programme qui sont demandées par le chancelier Kohl. Les Français et les Néerlandais ont vivement critiqué la position allemande.

Le 31 mars, la RFA a accepté d'abaisser de 5 points ses MCM à compter du 1er janvier 1985. Les montants, qui jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation, gênent la France. Ce démantèlement entraînerait une baisse d'environ 5 % des prix garantis payés aux agriculteurs allemands. Pour atténuer l'effet sur leurs revenus, il avait été décidé de leur consentir, toujours à compter du 1er janvier 1985, un abattement de 3 % sur la TVA.

La demande du chancelier Kohl

Le chancelier Kohl, mettant en avant une baisse du revenu agricole allemand, a demandé, voici une quinzaine de jours, à la Commission de proposer au conseil que cet abattement soit porté à 5 % et qu'il prenne effet à partir du 1er juillet 1984. M. Kohl expliquait, sans prendre beaucoup de précautions, que la position de la RFA dans les négociations en cours risquait de se durcir si la Commission ne lui donnait pas satisfaction.

Celle-ci, dans une réponse au ton très mesuré, après avoir constaté que la plupart des Etats membres sont confrontés à des difficultés comparables à celles que rencontre l'agriculture allemande, estime que le pacte du 31 mars 1984 constitue un tout, aussi bien en ce qui est une réforme fondamentale du secteur laitier qu'à propos du démantèlement rapide des montants compensatoires. Elle n'exclut pas la possibilité d'avancer la date d'application au 1er juillet prochain, mais rejette l'idée de relever de 3 % à 5 % le taux de l'abattement fiscal.

« La France est très irritée par cette position allemande. Les Allemands ont été les premiers à réclamer avec insistance une politique moins coûteuse, et maintenant ils demandent des aménagements qui se traduiraient par des dépenses supplémentaires. C'est illogique », a déclaré M. René Souchon, secrétaire français à l'agriculture.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –
$ E.-U.	8,4620	8,4640	+ 40	+ 60	+ 80	+ 110	+ 75	+ 175
$ can.	6,5047	6,5078	+ 11	+ 41	+ 36	+ 75	+ 28	+ 120
Yen (100)	3,6294	3,6318	+ 185	+ 200	+ 355	+ 375	+ 1080	+ 1135
DM	3,0732	3,0747	+ 166	+ 175	+ 325	+ 340	+ 970	+ 1015
Florin	2,7181	2,7294	+ 139	+ 150	+ 270	+ 285	+ 795	+ 835
F.B. (100)	15,0811	15,0887	+ 44	+ 120	+ 116	+ 210	+ 80	+ 395
F.S.	3,6973	3,6998	+ 247	+ 260	+ 478	+ 500	+ 1455	+ 1515
L.(1 000)	4,9660	4,9686	– 144	– 120	– 272	– 235	– 865	– 765
£	11,6581	11,6668	+ 318	+ 362	+ 568	+ 635	+ 1630	+ 1800

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11 9/16	11 11/16	11 3/8	11 1/2	11 7/16	11 9/16	12 3/16	12 5/16
DM	5 1/4	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	6 1/16	6 3/16
Florin	5 5/8	6	5 7/8	6	6	6 1/8	6 7/16	6 9/16
F.B. (100)	11 1/4	12	11 1/4	11 3/4	11 3/8	11 7/8	12	12 1/2
F.S.	3	3 1/2	4 3/8	4 1/2	4 5/16	4 7/16	4 1/2	4 5/8
L.(1 000)	14 1/2	15 1/2	14 7/8	15 3/8	15	15 1/2	16	16 3/8
£	8 1/4	8 1/2	8 7/8	9	9 1/8	9 1/4	9 5/8	9 3/4
F. franç.	12	12 1/4	12 1/8	12 3/8	12 7/16	12 11/16	13 5/8	13 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

De nouveaux affrontements violents ont opposé les mineurs grévistes et la police

De notre correspondant

Londres. – Alors que les négociations entre les mineurs et la direction des charbonnages sont toujours interrompues depuis la semaine dernière, de nouveaux incidents particulièrement violents se sont produits, le 18 juin, à Orgreave, dans le Yorkshire, devant un dépôt de charbon qui continue de ravitailler une aciérie de la région malgré la présence de piquets de grève. Dans une bousculade, M. Arthur Scargill, le président de l'Union des mineurs (NUM), a été légèrement blessé et a dû être hospitalisé de lundi à mardi matin. Cela n'a fait qu'accroître la tension dans ce conflit qui dure depuis le 12 mars, soit plus de quatorze semaines. Deux mineurs ont été tués, l'un en mars dans une échauffourée entre grévistes et non-grévistes, l'autre le 15 juin dans un accident de la circulation par un camion transportant du charbon que les membres d'un piquet de grève tentaient d'arrêter.

Selon la police, les événements qui viennent d'avoir lieu à Orgreave sont les plus graves dans un conflit de ce genre depuis quarante ans. Les Britanniques n'ont guère l'habitude de la violence en pareilles circonstances, mais cette fois les manifestants ont bombardé les policiers à coups de briques et les forces de l'ordre ont riposté en utilisant des matraques, ce qui est particulièrement rare. Les grévistes étaient venus nombreux à Orgreave – qui avait déjà été les semaines précédentes le théâtre de durs affrontements – parce que le syndicat des mineurs veut bloquer ce dépôt et faire ainsi un exemple dans sa tentative de paralyser complètement l'approvisionnement en charbon dans l'ensemble du pays, démarche vaine jusqu'à présent.

Une centaine de manifestants ont été arrêtés et quatre-vingts personnes ont été blessées, mais aucune grièvement. M. Scargill a été victime d'un choc à la tête. Il prétend qu'un policier l'a frappé avec son bouclier, mais les dirigeants de la police affirment qu'il a été seulement bousculé et a été assommé en tombant lourdement sur le sol. L'un des responsables du service d'ordre n'a pas hésité à déclarer que la présence de M. Scargill dans une telle manifestation tenait de la « provocation », accusation qui a soulevé de multiples protestations. – F. C.

● **Baisse de la production industrielle.** – Malgré la grève des mineurs, la production industrielle britannique n'a diminué que de 0,2 % en avril, la baisse de la production houillère ayant été compensée, dans une large mesure, par l'amélioration de l'activité manufacturière. De plus, la baisse intervenue en mars, évaluée à 1,4 %, a été révisée à 1 %. Pour les trois derniers mois, de février à avril, pris dans leur ensemble, la production industrielle est en régression de 1,5 % par rapport au trimestre précédent mais reste en reprise de 2,5 % sur la période correspondante de 1983.

A LA CONFÉRENCE DE CARTAGÈNE

Onze pays latino-américains vont tenter de définir une position commune sur le paiement de leur dette extérieure

Bogota. (*AFP*) – Les vice-ministres des finances et des affaires étrangères des onze pays les plus endettés d'Amérique latine se sont réunis, ce mardi 19 juin, à Cartagène, port du nord de la Colombie, pour préparer la conférence qui aura lieu les 21 et 22 juin au niveau des ministres.

Le Mexique, la Colombie, le Brésil et l'Argentine, qui sont à l'origine de cette conférence, ainsi que l'Equateur, le Venezuela, le Pérou, le Chili, la Bolivie, l'Uruguay et la République dominicaine sont présents à Cartagène pour une réunion qui met dans l'expectative les milieux financiers et économiques internationaux, hantés par l'idée d'un « cartel des endettés ».

Il est évident que ces pays vont chercher les moyens de rendre moins douloureux le paiement d'une dette globale de près de 350 milliards de dollars. Mais la Colombie, en sa qualité d'hôte, entend jouer un rôle de modérateur dans les débats, d'autant plus que sa dette extérieure (10,5 milliards de dollars) est sans commune mesure avec celle du Brésil (100 milliards), celle du Mexique (83 milliards) ou celle de l'Argentine (43,6 milliards). Cette dernière a rejeté le programme d'austérité que veut lui imposer le FMI (Fonds monétaire international). Quant à la Bolivie, on sait qu'elle vient de se déclarer provisoirement en cessation de paiement.

Pour sa part, le Venezuela refuse de négocier directement avec le FMI le rééchelonnement de sa dette extérieure de 34 milliards de dollars et cherche à passer un accord avec les organismes bancaires créditeurs. Il se dit en désaccord avec le FMI sur les exigences d'austérité et de rigueur budgétaire qu'il réclame. Le FMI n'en a pas moins délivré son certificat de bonne conduite à Caracas, ce qui inquiète certains des participants à la réunion de Cartagène. Ceux-ci y voient une manœuvre de division du mouvement de défense des pays latino-américains.

Il n'empêche que, selon un expert colombien participant à la réunion de préparation de la conférence, les différences de situation entre les divers pays rendent difficile la mise au point d'une position commune. Le plus important d'entre eux, le Brésil, s'estime quant à lui victime du protectionnisme des pays industrialisés. Il se déclare opposé à la création d'un club des pays débiteurs, mais voudrait que les autres participants à la conférence s'associent à sa protestation concernant le protectionnisme.

Au Japon

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONTINUE SUR SA LANCÉE

La croissance économique au Japon a enregistré une augmentation de 3,7 % en termes réels au cours de l'année budgétaire 1983 (avril 1983-mars 1984), dépassant l'objectif gouvernemental fixé à 3,4 %, a annoncé l'agence de planification économique.

Ce résultat est dans la lignée des 3,3 % d'augmentation pour l'année budgétaire 1982, après deux années consécutives de très faible croissance. Le produit national brut a atteint 212 784,9 milliards de yens (921,1 milliards de dollars). La reprise est largement basée sur les exportations qui progressent de 9,4 % sur la période, alors que les importations restent stables, avec une hausse de 0,3 % seulement par rapport à l'année budgétaire 1982.

AFFAIRES

Le congrès des Jeunes Dirigeants à Vittel

« Changeons sous la crise »

Le Centre des jeunes dirigeants (trois mille adhérents, chefs d'entreprise ou cadres dirigeants, de moins de quarante-cinq ans et en majorité patrons de PME-PMI) vient de tenir son congrès du 14 au 16 juin à Vittel. Quelque huit cents chefs d'entreprise se sont ainsi réunis pour réfléchir sur un thème commun : le changement face à la crise. *« Ce n'est plus le moment de se demander s'il faut changer »*, a expliqué avec conviction un adhérent, patron d'une entreprise de transport de Rennes, *« les dirigeants qui ne vont pas évoluer vont perdre de leur efficacité et périr »*.

Cette opinion résume bien l'analyse que fait le CJD de la situation économique et sociale actuelle : *« Parce que la crise n'est pas un revers passager de la conjoncture obligeant les chefs d'entreprise à lâcher du lest... trois grands défis doivent être relevés pour que l'entreprise vive et se développe : comprendre, maîtriser et assumer. »* Ce qui, au-delà des slogans, signifie pour les Jeunes Dirigeants *« être à l'écoute des nouvelles aspirations sociales et mobiliser les énergies – pour un nouveau projet d'entreprise, intégrer les nouvelles technologies, et conquérir de nouveaux marchés »*.

Le CJD part donc à la recherche d'un « style » de management, qui rejette « le pessimisme » et la « sinistrose »... Mais comment définir concrètement cette gestion de l'entreprise d'un type nouveau ? Car, si, au cours des différentes commissions et « tables rondes » (auxquelles ont participé M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée de la famille et des travailleurs immigrés, et Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement), on a beaucoup parlé d'ouverture de l'entreprise au monde extérieur, de communication et de relations sociales, aucun projet n'a été défini.

Voilà comment d'ailleurs M. Mike Burke, sociologue et invité à l'un des débats, résume la situation du mouvement des Jeunes Dirigeants : *« Le fond du problème, c'est que vous ne savez pas trop bien où vous allez... 50 % des Français pensent qu'il faut innover audacieusement, quitte à changer leurs habitudes, pour sortir de la crise. Et vous, voulez-vous vraiment changer ? »*

C'est là peut-être le dilemme majeur du CJD, traditionnellement partagé entre une direction ouverte à l'innovation sociale et une « base » plus conservatrice, dont certains membres n'ont pas caché leur déception. Venus à la recherche de solutions pragmatiques pour gérer leur entreprise avec plus d'efficacité, certains participants ont été déroutés par le ton trop général des débats. M. Philippe Nocturne, le président sortant, a eu beau déclarer avec optimisme. *« Notre changement est en marche »*, les réactions parfois élémentaires de certains adhérents du CJD, face à Mme Bouchardeau, notamment, montrent toutefois que ce mouvement, qui se définit comme un *« lieu de rencontre et d'échange d'expérience, qui rompt la solitude du chef d'entreprise »*, est hétérogène. Son nouveau président, M. Guy Jeanjean, a encore fort à faire pour l'amener à *« changer sous la crise »*.

C. Go.

En 1983

Une année favorable et un changement de décor pour la Caisse des dépôts

La Caisse des dépôts s'est bien portée en 1983, a déclaré M. Robert Lion, directeur général de l'établissement, au cours de la traditionnelle réunion de presse. L'ensemble des fonds confiés à sa gestion a augmenté de 13,2 %, pour atteindre 1 026 milliards de francs au 31 décembre 1983, ce qui fait de la Caisse l'organisme financier le plus important du pays. Ses ressources nouvelles ont été de 152 milliards de francs (+ 16,5 % et + 6,5 % en francs constants), 70,7 % de ce montant provenant des revenus, amortissements et remboursements des emplois antérieurs. La progression de ce pourcentage, qui n'était que de 54,9 % en 1979, met la Caisse largement à l'abri des variations de la collecte de l'épargne nouvelle. Cette dernière (29,3 % des ressources en 1983) a augmenté de 27,2 % à 39,7 milliards de francs, cette progression spectaculaire étant due essentiellement au lancement des nouveaux produits d'épargne, le Livret d'épargne populaire, dont le plafond a été quadruplé au début de l'année, et au départ fulgurant des CODEVI en fin d'année. Une telle progression est exceptionnelle, et a masqué une forte baisse de la collecte par les caisses d'épargne, dont les excédents en produits traditionnels (livrets A et B, épargne-logement) sont tombés de 26,3 milliards de francs en 1982 à 2,8 milliards de francs seulement en 1983, les retraits l'emportant même sur les dépôts au premier trimestre 1984, ce qui vient de motiver un nouveau relèvement du plafond des livrets A, porté à 68 000 F.

En ce qui concerne les emplois de la Caisse, les concours financiers, et traditionnels, aux collectivités locales ont faiblement augmenté (+ 3,3 % à 45,5 milliards de francs), la progression ressortant, toutefois, à 13,6 % annuellement sur quatre ans, le volume ayant fortement augmenté en 1981 et en 1982. Sur ces 45,5 milliards de francs, la part de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) a été de 13 milliards de francs. Les crédits pour le logement ont atteint 45,4 milliards de francs contre 42,8 milliards de francs représentant 30 % de l'ensemble des crédits attribués à l'habitat. Le secteur productif a reçu un soutien accru, avec 20 milliards de francs, soit une croissance de 34 % sur 1982, les investissements en valeurs mobilières, actions et, surtout, obligations, atteignant 21 milliards de francs, en augmentation de 13,4 % (à titre indicatif, la Caisse détient et gère, à travers ses caisses de retraite et ses instruments divers, 17 % des obligations françaises en circulation. Les emplois à court terme ou de trésorerie ont absorbé 20 % des ressources, soit 310 millions, les concours au Trésor ayant néanmoins, été réduits, passant de 35 milliards de francs en 1982 à 23,6 milliards en 1983. Quant aux activités financières « hors bilan » de la Caisse, dans ses fonctions de centrale de services, elles se sont également développées, notamment dans l'assurance, la Caisse nationale de prévoyance enregistrant un chiffre d'affaires de 6,7 milliards de francs, avec, pour la première fois, plus de 100 000 contrats d'assurance-vie individuels signés dans l'année.

Pour M. Lion, ces résultats favorables se sont accompagnés d'un véritable « changement de décor », notamment l'orientation croissante de l'épargne des ménages vers des placements à long terme, l'affectation au financement de l'industrie d'une part substantielle des capitaux provenant des CODEVI, et la concurrence accrue entre les réseaux de collecte. Pour la Caisse, ce changement a des conséquences. Sur la structure de ses ressources, le bond du LEP et des CODEVI a été exceptionnel, et la collecte se ralentit maintenant. Par ailleurs, la collecte sur les CODEVI doit être affectée au financement de l'industrie et ne peut être utilisée par la Caisse comme elle le fait pour les fonds provenant des caisses d'épargne. En conséquence, l'établissement doit adapter ses concours financiers à la nature nouvelle de ses ressources, avec un glissement important vers le financement de l'appareil productif, comme on l'a vu. Par ailleurs, M. Lion a annoncé la création de prêts à taux révisables pour le financement des concours aux collectivités locales, prêts accordés sur ressources provenant du Livret d'épargne populaire à intérêt indexé sur le taux d'inflation.

Le PDG d'AMREP, M. Miller, est inculpé

M. André Miller, président directeur général d'AMREP, société de construction de plates-formes pétrolières, en règlement judiciaire, a été inculpé le 18 juin d'infraction à la législation sur les sociétés pour avoir publié des informations fausses sur son entreprise en vue d'attirer les investisseurs boursiers. Selon l'enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB), les personnes qui ont souscrit à l'emprunt convertible d'AMREP, entre le 3 novembre et le 8 décembre 1983, ont été trompées par la note d'information publiée à leur intention en septembre par les dirigeants de la société.

Cette note ne reflétait pas la situation réelle de l'entreprise, puisqu'elle ne faisait pas état des graves difficultés financières que rencontrait le groupe et que connaissaient les dirigeants d'AMREP. Le groupe a en effet perdu 823 millions de francs en 1983 et devrait faire face à un déficit global de 1,4 milliard de francs d'ici à 1985, avant de sortir du rouge, s'il n'est pas démantelé.

De ce fait, M. Jean-Pierre Michau, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a aussi inculpé les deux commissaires aux comptes, MM. Pierre Levasseur et Henry Charrier, de *« confirmation d'informations mensongères »* pour avoir attesté dans la note de septembre 1983 de la sincérité des comptes d'AMREP et de sa filiale Union industrielle d'entreprises (UIE). Lorsque fut connue la réalité des comptes, le titre AMREP chuta de 28,8 % en cinq séances. De décembre 1983 à mars, la cote tomba même de 815 F à 279 F.

Le plus grand scandale boursier français depuis la fin des années 50 trouve dans ces inculpations un début de règlement. Mais il reste à s'occuper de la société et de ses 8 000 salariés dont quelque 3 000 en France. Les pouvoirs publics avaient un moment espéré voir Bouygues reprendre le groupe en location-gérance dans son intégralité. Cet espoir est désormais abandonné, et les conseils d'administration d'AMREP comme des filiales Technigaz et UIE devraient examiner les propositions de « reprise par appartement », Bouygues étant toujours prêt à s'approprier les 36 % d'AMREP dans Doris. Mais un tel démantèlement laissera pour compte l'usine de Montpellier, et nécessitera d'importantes suppressions d'emplois à Cherbourg. Il devrait cependant être plus « rentable » qu'une reprise globale pour laquelle un candidat pourrait encore se présenter.

VIVE BATAILLE JURIDIQUE AUTOUR DES PROJETS DE LESIEUR EN ESPAGNE

La prise de contrôle de l'huilier espagnol Koipe, par le groupe Lesieur (*le Monde* du 19 juin) donne lieu à une bataille juridique entre l'entreprise française et le président de Koipe, M. de Urquizu.

Ce dernier, qui avait quitté la salle lors de l'assemblée générale des actionnaires, samedi 16 juin, avant le vote majoritaire qui l'a sanctionné (à 50,7 %), considère que ce vote est nul et estime être toujours président de l'affaire. Lesieur, propriétaire à 49,9 % de Koipe et qui a réussi à rallier sept porteurs de parts à sa cause (lui donnant 50,7 % des voix), estime avoir le droit pour lui. *« Le PDG parti, c'est le vice-président de Koipe (représentant de Lesieur) qui est devenu président de séance, et le vote est valable »*, dit-on au siège du groupe français. *« C'est une affaire misérable »*, ajoute-t-on.

DUNLOP-FRANCE PASSERA LE 1er JUILLET SOUS LE CONTROLE DE SUMITOMO

Le sort de Dunlop-France est définitivement scellé. L'ancienne filiale du groupe britannique passera le *1er juillet sous le contrôle du fabricant* de pneus japonais, Sumitomo Rubber. L'acte de vente a été officiellement signé le 18 juin au tribunal de commerce de Nanterre par les syndics de Dunlop-France et M. Shinishi Saïto, président de Sumitomo Rubber.

Comme prévu, Sumitomo reprend Dunlop-France, délesté de son activité « pneus poids lourds » de Montluçon, de l'usine de roues du Bourget, et avec seulement 3 459 personnes, soit 2 062 de moins qu'actuellement. A titre temporaire, 381 autres salariés travailleront pour la firme nippone en attendant leur départ en préretraite (FNE).

Les premières discussions entre les organisations syndicales et la direction de Sumitomo devaient s'ouvrir ce mardi 19 juin sur les accords d'entreprise (congés, conditions de travail).

Des scientifiques dans les conseils d'administration des entreprises nationales

Lors de la Journée nationale du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, avait indiqué que *« des scientifiques de haut niveau devaient être présents dans les conseils d'administration et les conseils scientifiques des entreprises »*, et, quelques jours plus tard, le directeur général du CNRS, M. Pierre Papon, entrait au conseil d'administration de la CGE, (*le Monde* des 9 et 12 juin). Il en sera de même pour les autres entreprises nationales.

Sont acquises ou très probables : la nomination au conseil d'administration de Rhône-Poulenc de M. Philippe Lazar, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; à celui de Renault, celle de M. Michel Combarnous, directeur scientifique des sciences de l'ingénieur au CNRS ; comme administrateur de Saint-Gobain, de M. Jean Yoccoz, ancien directeur scientifique pour la physique nucléaire et corpusculaire ; à Thomson, de M. Claude Cohen Tannoudji, professeur au Collège de France.

Des nominations de personnalités scientifiques interviendront aussi aux conseils d'administration de Bull, de CGCT, de l'Entreprise minière et chimique, de Pechiney, de Sacilor et d'Usinor. Par la suite, des administrateurs *« scientifiques »* devraient être désignés dans une trentaine de filiales de sociétés nationales.

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS RENDRA LE 21 JUIN SA DÉCISION SUR L'AVENIR DE CREUSOT-LOIRE

Le tribunal de commerce de Paris a renvoyé au jeudi 21 juin sa décision sur l'avenir de Creusot-Loire. Dans son jugement, le tribunal indique que *« malgré l'état très critique de la société, les atermoiements et l'incompréhension qui ont caractérisé les tentatives d'accord entre les pouvoirs publics, la société Creusot-Loire, certains actionnaires de celle-ci et des tiers (...), les informations dont dispose ce tribunal sur les chances limitées mais réelles de la mise en œuvre d'une solution par les divers intervenants justifient un ultime examen de l'affaire en chambre du conseil à une audience qui se tiendra jeudi 21 juin à 15 heures »*.

Prévenu de la volonté des dirigeants de Creusot-Loire de démissionner en cas de tergiversation, le tribunal lance en outre un appel à ceux-ci, affirmant que *« rien ne justifie le retrait des mandataires sociaux et des administrateurs de la société Creusot-Loire »*, et ajoutant : *« Il convient au contraire pendant cette période exceptionnellement difficile que les décisions à prendre quotidiennement puissent l'être par ceux qui ont eu jusqu'à présent la charge et la responsabilité de la société. »*

Au Creusot, sous l'impulsion de la CGT et de la CFDT, des débrayages devaient avoir lieu le 19 juin pour protester contre la décision de la direction de demander la mise en règlement judiciaire de la société. Les arrêts de travail devaient durer deux heures par poste.

● **Chrysler prend une participation de 5% dans Maserati.** – Le constructeur américain Chrysler a annoncé le 15 juin avoir conclu un accord pour l'achat de 5% des parts de Maserati, le fabricant italien de voitures de sport. Chrysler, qui aura un siège au conseil d'administration, entend, grâce à cette transaction, *« avoir accès à la qualité du travail de Maserati »*. – (*AFP*).

LA CGT PROPOSE UN PROJET DE RECONVERSION DE L'USINE KODAK DE VINCENNES

M. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (UGICT-CGT), a présenté, le 18 juin, un plan de reconversion de l'usine Kodak à Vincennes (Val-de-Marne), qui emploie actuellement 1 800 salariés, et qui, selon la CGT, devrait être fermée en 1986 ou 1987 (au profit de l'usine Kodak de Chalon-sur-Saône). La centrale syndicale propose un accord de collaboration entre Kodak, Thomson et Rhône-Poulenc pour fabriquer à Vincennes des bandes vidéo.

Ce projet nécessiterait, selon elle, un investissement de 200 millions de francs et représenterait de 300 à 400 emplois. Cette démarche de la CGT chez Kodak s'inscrit dans une campagne d'action « de portée nationale », qui toucherait une quinzaine d'entreprises *« où des problèmes de modernisation se posent et sont opposés aux intérêts des travailleurs alors que ces impératifs devraient être conjugués »*.

● **Paquebots français sous pavillon de complaisance.** – Le Syndicat national des marins CFDT a lancé un mot d'ordre de grève pour protester contre la décision de la Nouvelle Compagnie des paquebots (NCP) de transférer sous pavillon de complaisance les deux derniers paquebots français. Le *Mermoz* et l'*Azur*, l'embauche de personnel étranger mettant en péril, selon le syndicat, trois cent vingt emplois. La CFDT déplore que les parties en jeu, la NCP, le groupe des Chargeurs réunis et le secrétariat d'État à la mer poursuivent *« la liquidation de la flotte de commerce et son transfert sous d'autres pavillons »*.

● **Le Chili proteste contre le protectionnisme américain sur le cuivre.** – Les autorités chiliennes se déclarent *« surprises et déçues »* des décisions du département américain recommandant au président Reagan de prendre des mesures protectionnistes contre les importations de cuivre. Pour le Chili, qui tire de ce métal 50 % de ces revenus à l'exportation, un contingentement signifierait une perte annuelle de 200 millions de dollars. – (*AFP.*)

CONJONCTURE

Modifier la politique économique serait un drame pour la France

déclare M. Jacques Delors

Invité, lundi 18 juin, de l'émission télévisée d'Antenne 2 « L'heure de vérité », M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, ne pouvait manquer d'évoquer les élections européennes qui s'étaient déroulées la veille et avaient été marquées par un lourd recul de la gauche.

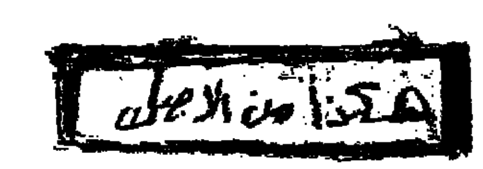
Après avoir rappelé que 43 % des Français s'étaient abstenus, M. Delors a déclaré : *« Il faut savoir si les Français ont voté contre la tempête ou contre le capitaine du bateau. Et, à mon sens, cela se voit également dans les autres pays, ils ont voté contre la tempête. Est-ce que pour autant ils désavouent le capitaine du bateau. Ça, c'est une autre question. Autrement dit, hier, ils ont dit, a contrario d'une émission célèbre,* « A bas la crise. » *Mais la crise, personne ne peut l'éviter. Et c'est l'honneur de notre gouvernement d'essayer d'y faire face avec le concours de tous les Français. »*

Continuant sur ce thème, M. Delors a affirmé que la politique économique n'était pas *« au premier chef »* la cause de l'échec de la gauche, et que la modifier *« serait un drame pour la France »*, avant d'ajouter : *« Nous ne gouvernons pas assez calmement, assez clairement. (...) Cela veut dire qu'il faut une planification politique ; il ne faut pas trop d'annonces ; il faut aller à l'essentiel. »*

Interrogé, enfin, sur le point de savoir si, d'ici les élections législatives (mars 1986), le chômage baisserait, M. Delors a répondu : *« Honnêtement, je ne peux pas le dire. Ce que je peux dire, c'est que, en ce qui concerne l'assainissement à court terme, le rétablissement des grands équilibres de notre économie, la lutte contre l'inflation, le redressement des échanges extérieurs, nous avons fait la moitié du chemin. En ce qui concerne la préparation de l'avenir, adapter notre appareil de production et notre économie à la nouvelle donne internationale, nous avons fait 40 % du chemin. Est-ce que ce sera suffisant pour inverser la courbe du chômage dans deux ans ? Je ne peux pas le dire, et je ne le dirai pas. »*

AUGMENTATION DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE EN AVRIL

Les réserves de change de la France ont augmenté de 3,3 milliards de francs en mai par rapport à avril. Elles se situaient à [illegible] milliards de francs à la fin du mois dernier.



SOCIAL

RESTRUCTURATION ET LICENCIEMENTS A LA SAMARITAINE

Le comité d'entreprise des magasins de la Samaritaine à Paris a examiné, la semaine dernière, un plan de restructuration du groupe qui entraînerait la suppression de quatre cent vingt-trois emplois avec des départs en préretraite à cinquante-cinq ans.

Ce projet intervient après la fermeture du magasin de la Défense (trois cents licenciements), la vente de celui de Rosny (trois cents licenciements), la suppression de cent quarante emplois dans l'établissement financier du groupe « la Semeuse » et une centaine de licenciements annoncés au siège social.

Ces mesures avaient déjà amené toutes les organisations syndicales (FO, CGT, CGT et CFDT) à mettre en cause *« le bradage »* de la société.

Le 18 juin, la CFDT a fait savoir que le plan de restructuration prévoyait *« une remise en cause du système de rémunération et des mutations arbitraires »*, ainsi que la transformation du magasin de la rue de Rivoli. Toujours selon la CFDT, le magasin, qui emploie deux mille huit cents personnes, serait divisé en sept établissements autonomes avec le concours de *« compétences extérieures »*. Le magasin nº 1 pourrait être fermé et laisser place à un hôtel comprenant, au rez-de-chaussée, une galerie marchande.

M. André Bergeron devrait se représenter au secrétariat général de FO

Force ouvrière réunit les 28 et 29 juin prochains à Strasbourg un comité confédéral national qui sera le dernier avant le quinzième congrès confédéral du 20 au 26 novembre au parc floral de Vincennes. C'est à l'issue de ces travaux, qui ne devraient être marqués par aucune initiative d'action nationale mais par *« une succession d'expressions de mécontentement »*, que M. André Bergeron, soixante-deux ans, secrétaire général de FO depuis 1963, annoncera son intention de briguer ou non un nouveau mandat de trois ans. M. Bergeron, qui *« préfacera »* son congrès par la sortie en septembre chez Flammarion d'un livre (*Mille cinq cents jours*, juin 1980-mai 1984), affirme quand on l'interroge qu'il réfléchit encore, mais il apparaît plus que vraisemblable qu'il « rempilera ».

Il y a, en effet, au minimum trois bonnes séries de raisons qui militent en faveur d'un nouveau mandat de M. Bergeron.

La période est particulièrement difficile en ce qui concerne les relations avec le gouvernement. Le secrétaire général de FO renouvelle à chacun de ses discours ses mises en garde sur le dépérissement de la négociation collective notamment, mais, en même temps, alors que la montée du chômage l'inquiète toujours – *« en moyenne 50 000 nouvelles demandes d'allocations aux ASSEDIC chaque semaine »* indique-t-il, – il reste un élément de modération sachant doser le propos et l'action sans jouer *« la politique du pire »*. Alors qu'un nouveau changement politique risque de se produire aux élections législatives de 1986, M. Bergeron symbolise la continuité du *« message FO »*. Son départ n'est donc guère concevable dans un tel contexte.

La deuxième série de raisons en faveur d'un nouveau mandat de M. Bergeron se trouve dans la nécessité de maintenir l'unité de cette organisation. Au quatorzième congrès, à Bordeaux en juin 1980, la motion d'orientation générale avait été adoptée à main levée avec seulement six votes contre et vingt-six abstentions. Aucune minorité n'avait présenté de texte alternatif. Depuis, cette unité interne n'a été qu'en se renforçant. M. Bergeron en apparaît à l'heure actuelle comme l'indispensable garant, alors qu'ici et là on évoque avec insistance une double pénétration du RPR et du PCI (Parti communiste internationaliste, trotskiste). Quand on évoque ce phénomène, le secrétaire général de FO cherche à le minimiser. *« La pénétration du RPR,* dit-il, *c'est du roman feuilleton. Cela n'existe pas. C'est de la malveillance. »*

En fait, il y a eu, avant même 1981, un regain d'adhésions de militants RPR à FO, notamment dans l'Est, mais à aucun moment ceux-ci ne se sont structurés. L'appareil de FO reste largement dominé par des militants socialisants qui, appartenant ou non au PS, sont comme M. Bergeron de la tendance « SFIO maintenue ».

Investir le secteur de l'enseignement

Le rôle du PCI relève d'un autre registre. *« Ils sont très actifs, mais ils ne font pas la loi à Force ouvrière »*, confie M. Bergeron. L'existence de cette minorité n'est pas nouvelle. On la rencontre dans la région nantaise, dans la région parisienne, chez Michelin, à la Sécurité sociale. Mais, indéniablement, elle s'est renforcée. En mettant l'accent, notamment avec le texte *« Un syndicat qui ne change pas »*, adopté au comité confédéral de janvier 1983, sur le refus de l'intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat, en écartant tout rapprochement avec la CFDT, M. Bergeron a habilement évité que cette minorité ne se comporte en opposition interne. Même la prise de distance avec le camp laïque à l'occasion des projets de M. Savary n'a pas modifié cet équilibre.

Enfin, la troisième série de raisons en faveur d'un renouvellement du mandat de M. Bergeron tient à l'excellente vitalité de cette organisation, due pour une très grande part à l'image de son leader dans l'opinion. On ne change pas le capitaine d'un bateau qui est en train de rattraper ses concurrents.

Eviter la guerre de succession

Les trois nouvelles années de secrétariat général de M. Bergeron devraient lui permettre de surcroît de veiller à ce que sa succession se fasse sans casse. Il veut avant tout éviter toute guerre de succession. Pour l'heure, c'est entre M. Marc Blondel (quarante-six ans), ancien secrétaire général de la Fédération des employés et cadres, entré au bureau confédéral en 1980 avec la responsabilité du secteur économique, et M. Claude Pitous (quarante-huit ans), ancien secrétaire général de la Fédération des PTT, entré au bureau confédéral en janvier 1982, où il supervise le secteur public et les négociations salariales, que la succession a des chances de se jouer. Mais d'autres dirigeants peuvent faire irruption comme outsiders...

M. Bergeron raconte que quand il avait succédé, en 1963, à M. Bothereau, il avait préalablement remonté l'avenue du Maine – où siège FO – pour se mettre d'accord avec son concurrent, M. Gabriel Ventejol, devenu président du Conseil économique et social. MM. Pitous et Blondel devront-ils se livrer au même exercice, ou bien M. Bergeron fera-t-il prévaloir sa préférence ? Question ouverte. Une indication pourrait toutefois être donnée au quinzième congrès, puisque trois membres du bureau confédéral, et non des moindres, MM. Sandri, Rouzier et Gitler, vont quitter cette instance. Selon les successeurs qui seront choisis à M. Sandri à l'organisation et à M. Rouzier au secteur international, une tendance apparaîtra. Autre question : le bureau confédéral restera-t-il à quatorze ou reviendra-t-il, comme avant 1982, à douze membres ? Suivant la décision prise, il faudra trouver un ou trois nouveaux responsables. M. Bergeron ne veut pas que le jeu apparaisse trop fermé. Sur aucun point il n'a dit son dernier mot.

MICHEL NOBLECOURT.

MONNAIES

DOLLAR FERME : 8,47 F

La remontée du dollar s'est confirmée mardi 19 juin sur tous les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine passant de 8,44 F à 8,4875 F et de 2,7440 DM à 2,7570 DM. Aucune raison spéciale n'est invoquée pour expliquer cette fermeté, si ce n'est une demande supérieure à l'offre, car les taux d'intérêt sont restés stables. Le mark demeure faible en raison de la prolongation du conflit sur les 35 heures et des propos du président de la Bundesbank M. Poehl, qui prévoit une diminution de la croissance. La livre sterling a également été faible au centième jour de la grève des mineurs de charbon.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

CANADA

● **Diminution du nombre de faillites.** – Le nombre des faillites canadiennes s'est élevé à 2 711 en mai, contre 3 072 pour le même mois de 1983. Depuis le début de l'année, 14 461 faillites ont été enregistrées, contre 17 250 pour la même période de 1983. – *(AFP.)*

ETATS-UNIS

● **Déficit record des paiements courants.** – Le déficit de la balance américaine des paiements courants a atteint le montant record de 19,4 milliards de dollars au premier trimestre 1984, a annoncé le 18 juin, le département du commerce. Le précédent record remontait au trimestre précédent avec un solde négatif de 17,2 milliards de dollars. Ce résultat provient d'un déficit commercial (25,6 milliards), que l'excédent enregistré sur les investissements et les services (8,4 milliards) n'a pas compensé. Pour leur part, les transferts unilatéraux, comprenant notamment l'aide à l'étranger, ont été déficitaires de 2,2 milliards de dollars. En 1983, le déficit courant des Etats-Unis avait représenté 41,6 milliards de dollars (chiffre révisé). – *(AFP).*

● **Faible hausse de la production industrielle.** – L'indice américain de la production industrielle a progressé de 0,4 % en mai contre 1,1 % en avril, soit la plus faible hausse mensuelle depuis novembre 1983 (0,2 %). La production a augmenté modérément dans la plupart des industries, bien qu'il y ait eu une légère régression dans le secteur automobile (la production d'automobiles a atteint 7,6 millions d'unités en rythme annuel contre 7,7 millions pour avril). En mai, pour la dix-huitième hausse consécutive, la production industrielle américaine a été supérieure de 13 % à celle de mai 1983, et de 21 % à son plus bas niveau de la récession en novembre 1982. – *(AFP, AP).*

RFA

● **La grève de la métallurgie compromet la reprise.** – Le gouverneur de la Banque centrale de RFA, M. Karl Otto Poehl, s'est déclaré, le 18 juin à Bâle, de *« plus en plus inquiet »* des conséquences des grèves du secteur métallurgique qui perturbent l'économie de son pays. La Bundesbank a déjà révisé en baisse ses prévisions pour le taux de croissance de l'économie ouest-allemande attendu en 1984, a indiqué son président interrogé à l'occasion de la réunion annuelle de la Banque des règlements internationaux. Ce taux, qui devait être entre 3 et 3,50 %, *« ne sera pas atteint »*, a-t-il précisé. Déjà la production industrielle pour la période mai-juin est en baisse de 2 % par rapport à la même période de 1983, a indiqué M. Poehl. – *(AFP.)*

Social

● *Citroën signe la convention sur 3 259 départs en préretraite.* – La société Citroën (45 000 salariés) a signé, lundi 18 juin, avec M. Gabriel Mignot, délégué à l'emploi, la convention portant sur les départs en préretraite FNE (Fonds national de l'emploi) des salariés âgés entre cinquante-cinq ans et soixante ans. Sur les 6 000 suppressions d'emplois annoncés début mars, 3 144 personnes bénéficieront de cette mesure, ainsi que 115 ouvriers nonprofessionnels, qui ne partiront qu'en 1985. Les 3 259 préretraites accordées concernent toutes les catégories de personnel, mais surtout les ouvriers, dans dix établissements de la région d'Ile-de-France et dans cinq établissements de province.

● **Trois mois de chômage technique chez Massey-Ferguson.** – La direction de Massey-Ferguson France, un des quatre grands constructeurs de matériel agricole en France, avec Renault, International Harvester et John Deere, vient d'annoncer la mise en chômage technique *« pour au moins trois mois »* à compter du 21 juin des 1 430 salariés de l'usine de Marquette-lès-Lille (Nord), spécialisée dans la fabrication de matériel de récolte, le temps de *« trouver des débouchés ou de nouvelles orientations »*. Cette décision est justifiée par les déficits successifs de la société (157 millions de francs pour les quinze mois de l'exercice 1983-1984) sur un chiffre d'affaires de 2,99 milliards, dont 1,9 milliard à l'exportation, malgré une réduction d'effectifs de 600 personnes depuis un an.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Afin d'accroître
les moyens qu'il met en œuvre pour concourir
au financement de son expansion,



augmente son capital

DE 169 950 000 F A 203 940 000 F

par émission de 339 900 actions nouvelles de 100 F nominal

à souscrire en numéraire

Prix d'émission	125 F
Jouissance	1er Janvier 1984
Droit préférentiel de souscription (les souscriptions à titre réductible ne sont pas admises)	1 action nouvelle pour 5 anciennes
Délai de souscription	du 18 juin au 18 juillet 1984

Une note d'information qui a reçu le visa de la COB n° 84-151 en date du 5 juin 1984 est tenue sans frais à la disposition du public.

Notice du BALO du 11 juin 1984

Siège social : 3, rue de la Paix, 75002 PARIS ■ SA au capital de 169 950 800 F
RCS Paris B n° 562 064 352 APE 8905

MORGAN & CIE S.A.

Faisant usage de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 25 mai 1984, le directoire de *Morgan & Cie S.A.* a décidé d'émettre un emprunt obligataire de 400 millions de francs.

Cet emprunt, émis au pair, portera intérêt annuel à un taux égal à la moyenne *des taux moyens mensuels* au jour le jour du marché monétaire entre banques en France, majorée de 10 % de sa valeur ; l'intérêt annuel sera au moins égal à 7,5 %.

Les 80.000 obligations émises à cette occasion seront remboursables en totalité à la fin de la huitième année ; cependant la société pourra procéder à toute époque à l'amortissement anticipé des obligations au moyen de rachats en Bourse.

L'emprunt bénéficie de la garantie inconditionnelle de *J.-P. Morgan & Co Incorporated*, New-York ; le paiement des coupons échus et le remboursement des titres amortis seront effectués aux guichets de la banque Morgan Guaranty Trust Company of New-York, 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Cet emprunt a fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par la Caisse Nationale de Crédit Agricole et Morgan & Cie SA, co-chefs de file.

L'émission, annoncée au *BALO* du 18 juin 1984, a donné lieu à la rédaction d'une note d'information portant le visa *de la Commission* des opérations de Bourse n° 84.166 du 12 juin 1984, qui est tenue à la disposition du public au siège de société : les titres seront admis à la cote officielle de la Bourse de Paris *à compter du 29 juin 1984.*

Cette émission, de même que l'augmentation de capital à laquelle vient de procéder Morgan & Cie S.A., renforcera la structure financière de celle-ci et augmentera ses possibilités de crédits à long et moyen terme.

CONTREFAÇONS DE LA MARQUE

DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

par les

MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE

PAR JUGEMENT DU 9 NOVEMBRE 1981,

Le Tribunal de Grande Instance de Paris dit que :

— **Les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE ont commis des actes de contrefaçon en vendant dans sa succursale, sise avenue Niel à Paris, une série de sacs portant deux C entrecroisés représentant la marque figurative de CHANEL, soit ;**

— *Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à payer à* **CHANEL la somme de 40 000 F** à titre de réparation de préjudice résultant de l'atteinte de sa marque ;

— **Interdit aux MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE de faire usage,** *sous quelque forme* que ce soit et à quelque titre que ce soit, de **ladite marque sous astreinte définitive de 1 500 F par infraction constatée** à partir d'un délai d'un mois à compter de la signifi*cation du jugement ;*

— **Autorise** la publication du dispositif du jugement dans trois revues ou journaux français ou étrangers, au choix de **CHANEL**, et *aux frais des* ***MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE**, sans que le coût global* des publications dépasse la somme de 15 000 F ;

— **Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à verser à CHANEL la somme de 4 000 F** en application de *l'article 700 du* nouveau code de procédure civile ;

— **Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE aux entiers dépens.**

PAR ARRÊT DU 9 MARS 1983, LA COUR D'APPEL DE PARIS

confirme :

— **En toutes ses dispositions,** ***le jugement du Tribunal de*** **Grande Instance de Paris du 9 novembre 1981 ;**

— Précise toutefois que la publication du dispositif du jugement ordonnée par les premiers juges devra faire mention de sa confirma*tion par le présent arrêt ;*

Ajoutant au jugement :

Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à verser à la Société ***CHANEL :***

— **la somme de 5 000 F** pour appel abusif et dilatoire ;

— **la somme supplémentaire de 4 000 F** sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;

Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à tous les dépens d'appel.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ THANN ET MULHOUSE PAR RHONE-POULENC S.A.

La Banque nationale de Paris, agissant pour le compte de Rhône-Poulenc S.A., s'engage à acquérir jusqu'au 29 juin 1984 inclus au prix *unitaire de 100 F* (*coupon 36* et suivants attachés) toutes quantités d'actions Thann et Mulhouse qui lui seront proposées. Le dernier cours coté (18 avril 1984) était de *52,30 F.*

Une note d'information, portant le visa de la COB n° 84141 du 23 mai 1984, est disponible dans les banques et chez les agents de change.

OFP-Omnium financier de Paris

L'assemblée générale ordinaire de l'OFP-Omnium financier de Paris s'est réunie le 15 juin sous la présidence de M. J.-C. Genton au siège social, 5, rue Michel-Ange.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par un bénéfice de 122,5 millions de francs contre 95 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le bénéfice consolidé de l'OFP s'élève à 227,9 millions de francs (dont *198,8 millions de francs* pour la part de l'OFP) contre, en 1982, 311,4 millions de francs (dont *247,9* millions de francs pour la part de l'OFP).

L'assemblée a décidé une distribution de 71,2 millions de francs, en progression de 12,5 % sur celle de l'exercice précédent. Le dividende unitaire sera de 43 F par action assorti d'un avoir fiscal de 21,50 F soit au total 64,50 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 2 juillet 1984 aux guichets de la Banque Indosuez, de la Banque nationale de *Paris*, de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, de la Banque Paribas, du Crédit chimique et du Crédit du Nord contre remise du coupon n° 45.



COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Il est rappelé que Mmes et MM. les actionnaires de la *Compagnie française* des pétroles sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le vendredi 29 juin 1984, à 10 h 30, hôtel Hilton International, 18, avenue de Suffren, *75015 Paris. Un film sera projeté à* 10 heures précises avant l'ouverture de l'assemblée.

La brochure *la Compagnie française des pétroles et le groupe Total en 1983* sera disponible après l'assemblée, en français et en anglais, sur demande au service diffusion, 5, rue Michel-Ange, *75781 Paris Cedex 16, tél. : 743-78-20* et 743-78-25.

GROUPE CdF

SOFIREM

ENTRE AU CAPITAL DE L'IDEB

SOFIREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) entre au capital de l'IDEB (Institut de *développement économique de la Bourgogne*) en prenant une participation de 300 000 F.

Après son entrée dans SORIDEC (Languedoc-Roussillon), SOFIREM, poursuivant sa politique de revitalisation des régions minières, intensifie sa coordination avec les organismes financiers régionaux.

Les Houillères de Blanzy sont situées sur le territoire d'intervention de l'IDEB, ce qui justifie cette nouvelle prise de participation de SOFIREM.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE (CMM)

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin 1984 sous la présidence de M. Roland Haas, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées. Elle a notamment nommé administrateur M. Pierre Collantier.

Tenant compte du résultat net de l'exercice qui s'élève à 2 223 009 F (contre 2 044 744 F en 1982), l'assemblée a approuvé la proposition du conseil de mettre en distribution un dividende de 14,50 F par action donnant droit à un avoir fiscal de 7,25 F, soit un revenu global de 21,75 F, dividende s'appliquant à *un capital augmenté* en cours d'année de 33,33 %. Le paiement de ce dividende sera effectué, à compter du 1er juillet 1984, aux guichets de la banque Paribas et de la Banque nationale de Paris contre remise du coupon n° 15.

Dans son allocution, le président a souligné le fait que, si la société pouvait présenter des résultats nets en légère augmentation par rapport à ceux de l'exercice précédent, cela *était dû* à la diversification de ses activités. Il a rappelé l'importante progression du capital et des fonds propres réalisée ces dernières années, celle-ci étant néanmoins accompagnée *d'une croissance du dividende* par action. Enfin, il a précisé que les conditions du rapprochement projeté avec la société Omnimines, annoncé précédemment, faisaient l'objet actuelle*ment de mises au point.*

L'ORÉAL

Assemblée générale du 15 juin 1984

L'assemblée générale des actionnaires, réunie sous la présidence de M. François Dalle, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, *faisant* ressortir :

— un chiffre d'affaires consolidé de 13,5 milliards de francs,

— un bénéfice net consolidé (hors plus-values) de 663 millions de francs,

— un bénéfice net par action de 138,13 francs,

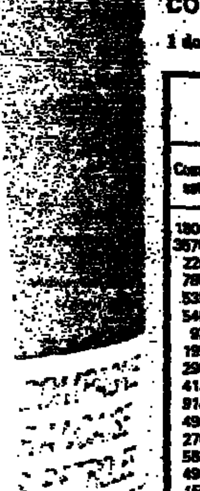
L'assemblée a voté la distribution d'un dividende net par action de 26,94 francs dont la progression est conforme aux recommandations gouvernementales et qui sera mis en paiement à partir du 28 juin 1984.

M. Dalle a souligné que l'exercice 1983 avait été favorable pour L'Oréal et qu'il était confiant dans la capacité de l'entreprise à poursuivre son développement dans les années à venir. Sa confiance s'appuie sur la qualité des laboratoires de recherche qui devraient permettre, comme dans le passé, la création de produits de qualité, sur une internationalisation sans cesse croissante et sur la réunion d'hommes compétents et motivés.

L'assemblée a approuvé la nomination de deux nouveaux administrateurs : M. Marc Ladreit de Lacharrière et M. Lindsay Owen-Jones.

Elle a également approuvé la nomination de M. Albert Pavie, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de M. Michel Jouan, en tant que commissaire aux comptes suppléant.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande auprès de Danielle Berbigier — L'Oréal - Information financière — 41, rue Martre, 92117 Clichy Cedex.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 juin

Léger accès de fièvre

Chaud, il faisait très chaud mardi à la Bourse de Paris et sur le groupe « C », le seul soumis aux attaques du soleil, les commis avaient déployé un parasol de couleur orange pour s'en protéger. « C'est pour mieux vendre L'Oréal », disaient les méchantes langues.

Dès l'ouverture, Avions Marcel Dassault donnait le signal de la reprise, que bien d'autres valeurs (CSF, BSN, Carrefour, Moulinex...) allaient suivre, si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané enregistrait une hausse de 1,7 % environ.

Dans leurs commentaires, les professionnels étaient unanimes : « la Bourse était mure pour une reprise technique. Wall Street nous ayant devancé, les cours n'avaient plus qu'à remonter. » (CQFD). Reste à savoir maintenant ce que durera ce redressement. Première réflexion des boursiers : « Tout dépendra de Wall Street. » Certains sont sceptiques sur les meilleures dispositions de New-York. D'autres, en revanche, sont confiants, assurant qu'ils n'ont pas cessé d'acheter là-bas au creux de la vague et que maintenant toutes ces indications leur donnent à penser que cette hausse est la bonne.

La seconde réflexion entendue se rapporte au volume d'affaires. « Cette rapide remontée des cours s'est faite avec peu d'échanges, aussi peu qu'il y en avait eu la veille quand la baisse était au rendez-vous », disait-on, ce qui est un signe d'un manque de tonus. Autrement dit, l'effet de levier a joué, derechef, avec cette fois une offre dérisoire face à une demande un peu plus étoffée.

En baisse la veille au soir, l'or est remonté à Londres : 370,40 dollars l'once contre 367,90 dollars. A Paris, le lingot a regagné 1 150 F à 101 350 F et le napoléon 2 F à 628 F (après 627 F). (La devise-titre s'est traitée entre 9,66 F et 9,70 F contre 9,53 F et 9,73 F.)

NEW-YORK

Très vif redressement

Après avoir traversé la plus dure épreuve subie au cours de ces cinq dernières années, Wall Street s'est très vivement redressé lundi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise s'est poursuivi durant presque toute la séance et, à la clôture, l'indice des valeurs industrielles enregistrait une hausse de 22,74 points à 1 109,64, la plus forte depuis deux mois.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1946 valeurs traitées, 1 060 ont monté, 491 seulement ont baissé et 395 n'ont pas varié.

Simple embellie ou reprise plus durable ? Les avis étaient partagés autour du « Big Board ».

Les signes d'un ralentissement de l'expansion économique – le PNB ne devrait croître que de 5 % sur une base annuelle pour le second trimestre au lieu de 8,9 % pour les trois premiers mois – et l'espoir tenace d'un plafonnement des taux d'intérêt à leurs niveaux actuels semblent donner raison aux optimistes. Mais, à juste titre, les pessimistes faisaient valoir que l'annonce attendue mercredi par le Trésor des modalités de son plan de refinancement avait de bonnes chances de refroidir les ardeurs du marché. Cependant, quelques-uns, plus avisés peut-être, rappelaient que, en 1982, juste avant le grand bond en avant, le même doute sur les capacités de hausse de la Bourse avait étreint les investisseurs. L'activité s'est accrue et 94,90 millions de titres ont été échangés, contre 85,5 millions.

VALEURS	Cours du 15 juin	Cours du 18 juin
Alcoa	32 1/8	32 1/2
A.T.T.	16	16 1/2
Boeing	41 5/8	43
Chase Manhattan Bank	37 1/8	38 1/8
Du Pont de Nemours	45	
Eastman Kodak	68 3/8	67 7/8
Exxon	38 7/8	39 1/4
Ford	34 7/8	37
General Electric	52 3/4	53 3/8
General Foods	53	54 1/4
General Motors	61 5/8	63 7/8
Goodyear	24 1/4	24 3/4
I.B.M.	99 1/8	101 5/8
I.T.T.	33	32 7/8
Mobil Oil	25 5/8	26 1/4
Pfizer	32	32 7/8
Schlumberger	44 1/2	45 1/2
Texaco	32 3/4	33 3/8
U.A.L. Inc.	33 1/4	34 3/8
Union Carbide	48 1/2	51 1/8
U.S. Steel	25 5/8	25 3/4
Westinghouse	20 3/4	22 1/8
Xerox Corp.	36 1/4	36 7/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FÉLIX POTIN. – Le bénéfice net comptable pour 1983-1984 s'élève à 28,63 millions de francs, contre 26,84 millions. Mais cette progression ne reflète pas la situation financière de la société. Correction faite des éléments exceptionnels pris en compte, le résultat avant amortissement est inférieur de 4 % au précédent.

COMPAGNIE FRANÇAISE BASF. – Le bénéfice après impôt pour 1983, s'élève à 8,1 millions de francs, contre 0,5 million. Le chiffre d'affaires passe de 3,15 à 3,7 milliards de francs. Après un bon démarrage au cours des premiers mois, un tassement des ventes a été observé au printemps.

VEBA OEL AG. – La compagnie pétrolière allemande table sur un retour aux bénéfices en 1984, après trois ans de déficits. *« Notre bilan s'est de nouveau renforcé cette année et nous pourrons bientôt redistribuer des dividendes à nos actionnaires »*, a déclaré le président du conseil d'administration, M. Fritz Oschmann.

PREMIER EMPRUNT RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS. – Le premier « emprunt régional » Nord-Pas-de-Calais sera lancé le 2 juillet prochain. Ce sera le premier à être émis conjointement, dans la région, par des collectivités.

D'un montant total de 400 millions de francs, cet emprunt est, en effet, émis par la région pour 125 millions de francs, le département du Nord et celui du Pas-de-Calais pour 100 millions chacun, la ville de Lille pour 60 millions et celle d'Arras pour 15 millions.

Cette participation conjointe constitue déjà une nouveauté. Mais cet emprunt, ont précisé ses émetteurs, présentera une autre originalité : ses titres seront cotés à la Bourse de Lille. Il associera aux collectivités les deux plus grandes banques de la région, le Crédit du Nord et Scalbert-Dupont.

Cet emprunt régional sera constitué de 80 000 obligations de 5 000 F, émises au taux actuariel brut de 14 %. Le premier coupon viendra à échéance le 2 juillet 1985.

La région affectera sa part de l'emprunt au financement du Fonds régional de développement économique et industriel, les départements du Nord et du Pas-de-Calais à des projets routiers, la ville de Lille à l'extension du réseau de chauffage urbain, et celle d'Arras au développement de l'activité économique de son secteur tertiaire.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	15 juin	18 juin
Valeurs françaises	109,2	107,8
Valeurs étrangères	86,4	85,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	15 juin	18 juin
Indice général	167	164,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 19 juin 11 1/2%

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18 juin	19 juin
1 dollar (en yens)	233	233,85

BOURSE DE PARIS Comptant 19 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	2 156
5 %	39	1 913
3 % amort. 45-54	71 10	2 656
Emp. 7 % 1973	9789	..
Emp. 8,80 % 77	117 80	0 675
9,80 % 78/93	89 86	9 211
8,80 % 78/86	92 45	4 592
10,80 % 79/94	92 80	8 557
13,25 % 80/90	101	0 617
13,80 % 80/87	102 93	9 351
13,80 % 81/99	101 35	5 520
16,75 % 81/87	109 95	12 997
16,20 % 82/90	110 70	7 038
16 % juin 82	110 80	0 482
E.D.F. 7,8 % 61	138 10	6 225
E.D.F. 14,5 % 80-92	101 80	0 787
Ch. France 3 %	122	..
CNB Bques janv. 82	102 05	6 238
CNB Paribas	102 30	6 238
CNB Suez	102 30	6 238
CNI janv. 82	101 92	6 238

Obligations convertibles

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B.S.N. 10,50 % 77	2650	....
Carrefour 6,75 % 77	339 60	338 50
Interbail (obl. conv.)	254	....
Lafarge 6 % 72	343	345
Martell 8,75 % 70	1765	1765
Michelin 5,50 % 70	847 10	....
Moët-Hennes. 6% 77	1850	1831
Pétr.(Fse)7,50 % 79	280	282
Peugeot 6% 70-75	370	365
SCREG	178	176
Télém. 7% 74	169	164
Thom.-CSF 8,9% 77	313	302

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	47 30	47
A.G.F. (St Cent.)	363	362
A.G.P. Vie	5700	5600
Agr. Inc. Madag.	77	....
Allobroge	290	286
Amrep	78 50	71 50 o
André Roudière	145	145
Applic. Hydraul.	294 10	291
Arbel	30	....
Artois	495	491
At. Ch. Loire	13	12 60
Austedat-Rey	24	23 20
Bain C. Monaco	81	80 20
Banania	473	472
Banque Hypoth. Eur.	299	295
Blanzy-Ouest	355	359
B.N.P. Intercontin.	152	148
Bénédictine	1670	1690
Bon-Marché	125 20	126
Borie	300	300
Bras. Glac. Int.	806	806
Calf	427	419
Cambodge	245	245
C.A.M.E.	100	100
Campenon Bern.	155 70	150 50
Caout. Padang	353	....
Carbone-Lorraine	66	71 80 d
Carnaud S.A.	162	....
Caves Roquefort	880	880
C.E.G.Frig.	270	270
C.E.M.	29	29
Cenpen. Blanzy	825	830
Centrest (Ny)	118	118
Cerabati	66	63 40 o
C.F.F. Ferrailles	263	258
C.F.S.	801	....
C.G.I.B.	118	....
C.G.V.	117	....
Chambon (M.)	402	402
Chambourcy (M.)	950	955
Champex (Ny)	113 50	....
Chim. Gde Paroisse	84	84 50
C.I. Maritime	409 80	410
Citram (B)	126	....
Clause	522	520
Cochery	38 60	....
Cofradel (Ly)	405	412
Cogif	255	255
Cominfor	748	748
Comiphos	185	180 10
Comp. Lyon-Alem.	240 60	249
Concorde (La)	318 50	....
C.M.P.	15	15 60
Conte S.A. (Li)	56 50	53 o
Crédit (C.E.B.)	200	208
Créd. Gén. Ind.	530	525
Cr. Universel (Cie)	465	....
Créditel	124 90	124 70
Darblay S.A.	242	....
Darty Act. d. p.	790	786
De Dietrich	380	380
Degremont	143	142
Delalande S.A.	780	748
Delmas-Vieljeux	740	....
Dév. Rég. P.d.C (Li)	115	115 20
Didot-Bottin	640	630
Dist. Indochine	484 10	....
Drag. Trav. Pub.	240	....
Duc-Lamothe	150	151
Eaux Bass. Vichy	1150	1180
Eaux Vittel	921	921
Ecco	2598	2598
Economats Centre	468	468
Electro-Banque	247	....
Electro-Financ.	475	474
Elf-Antargaz	174	174
E.L.M. Leblanc	800	800
Ensili-Bretagne	130	130
Entrepôts Paris	263	265 50
Epargne (B)	1220	1222
Epargne de France	322	....
Escaut-Meuse	380 10	385 30
Eurocom	568	570
Europ. Accumul.	29 75	29
Eternit	390 70	385
Félix Potin	1065	1072
Ferm. Vichy (Ly)	105	....
Finalens	100	98 60
FIPP	128	128
Fnac	252	252
Focep (Chât. eau)	1000	1000
Foncière (Cie)	195	195
Fonc. Agache-W.	169 80	....
Fonc. Lyonnaise	1780	....
Foncina	171	171 40
Forges Gueugnon	13 50	....
Forges Strasbourg	146 90	....
Fomtar	1150	1150
Fougerolle	64 20	64 20
France I.A.R.D.	124 80	127
France (La)	800	800
Frankel	188	180 50
Fromageries Bel	779	780
From. Paul Renard	396 70	391 70
GAN	675	668
Gaumont	491	500
Gaz et Eaux	1297	1285
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	27 10	26 90
Gerland (Ly)	570	578
Gévelot	270	280 80
Gr. Fin. Constr.	217	....
Gds Moul. Corbeil	80	80
Gds Moul. Paris	302 40	298
Groupe Victoire	740	750
G. Transp. Ind.	179 80	....
Hutchinson	562	426 o
Hydro-Energie	243 50	233 80
Hydroc. St-Denis	41 90	....
Imminde S.A.	218	210
Imminvest	171	....
Immobail	330	329 90
Immobanque	521	....
Immob. Marseille	2300	....
Immofice	389 50	391
Industrielle Cie	890	....
Invest. (Sté Cent.)	780	760
Jaeger	25	24
Lafitte-Bail	312	312
Lambert Frères	49	....
Lampes	127	125
La Brosse-Dupont	115	114
Lille-Bonnières	300	301
Locabail Immob	490	490
Loca-Expansion	201	201
Locafinancière	285	....
Locatel	327	330
Lordex (Ny)	119	118
Louvre	450	468
Luchaire S.A.	281	289 80
Machines Bull	32 60	32 60
Magasins Uniprix	62	60
Magnant S.A.	69	....
Maritimes Part.	149	150
Marocaine Cie	38 60	38
Métal Déployé	329	338
M. H.	88 70	84 o
Mic	314	....
Mors	250	240
Nadella S.A.	124 80	....
Naval Worms	125 10	....
Navig. (Nat. de)	64 30	....
Nicolas	315	315
Nobel Bozel	7 40	7 10
Nodet-Gougis	90	90
OPB Paribas	140	139 50
Optorg	127	127
Origny-Desvroise	108	108
Palais Nouveauté	291	293
Paris France	87 50	89 80
Paris-Orléans	152	151
Part. Fin. Gest. Im.	280	286
Pathé-Cinéma	240	204 o
Pathé-Marconi	115	....
Piles Wonder	119 50	....
Piper-Heidsieck	310	....
P.L.M.	99	100
Porcher	182 80	189
Profils Tubes Est	4	3 40 o
Prouvost ex-Lain.R.	72	72 10
Providence S.A.	421	410
Publicis	1277	1250
Raff. Souf. R.	121	122
Ressorts Indust.	56 80	56 60
Révillon	465 50	450
Ricqlès-Zan	127	....
Ripolin	39	....
Rochefortaise S.A.	88 30	84 80
Rochette-Cenpa	19 60	19 60
Rosario (Fin.)	110	108
Rougier et Fils	51 30	49 20
Rousselot S.A.	900	904
Sacer	42	....
Sacilor	3 71	3 25 o
SAFAA	173 30	180 20
Safic-Alcan	224	233 d
SAFT	240	....
Saunier Duval	20	19 40
Saint-Raphaël	82 50	83
Salins du Midi	282	291 80
Santa-Fé	154	....
Satam	49 10	48 80
Savoisienne (M)	77	....
SCAC	136	141 50
Sellier-Leblanc	267	268
Senelle Maubeuge	190	185
S.E.P. (M)	171	180 d
Serv. Equip. Véh.	30	31 20
Sicli	29 50	30 20
Sicotel	282	284
Sintra-Alcatel	480	491
Sinvim	150	150
Siph (Plant. Hévéas)	236	233
SMAC Acieroïd	160	161
Sofal financière	414	417
Sofio	207	207
Soficomi	496	496
S.O.F.I.P. (M)	90	90 50
Sofragi	786	....
Sogepal	210 50	211
Soudure Autog.	84 50	84 20
Sovabail	568	584
S.P.E.G.	182	177 50
Speichim	143	....
S.P.I.	335	325
Spie Batignolles	175	181
Stemi	280	281
Taittinger	752	750
Testut-Aequitas	541	460 o
Thann et Mulh.	100	....
Tour Eiffel	350	336 o
Ufiner S.M.D.	185	76 •
Ugimo	227	220
Unibail	526	526
Unidel	81	80 50
U.A.P.	557	560
Union Brasseries	68 50	68 50
Union Habit.	275	....
Un. Imm. France	267 50	267 90
Un. Ind. Crédit	326	320
Usinor	3 35	1 70 o
U.T.A.	248	249
Vicat	239	....
Virax	60	60
Vuitton	523	522
Waterman S.A.	232	230
Brass. du Maroc	138	138
Brass. Ouest-Afr.	32 10	32 20

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	345	....
Akzo	262 20	245
Alcan Alum	270	....
Algemeine Bank	959	975
Am. Petrofina	582	....
Arbed	305	270 o
Asturienne Mines	97	94
Banco Central	101	....
Banco Santander	80	80
Bco Pop Espanol	96	95
B. Régl. Internat.	30700	30700
Barlow Rand	104	105
Blyvoor	135	134 90
Bowater	33	34
British Petroleum	68	66
Br. Lambert	362 30	362 40
Caland Holdings	98	98
Canadian-Pacific	285 10	299 50
Cominco	380	380
Commerzbank	520	....
Dart. and Kraft	727	727
De Beers (port.)	69 20	....
Dow Chemical	280	....
Dresdner Bank	540	510
Femmes d'Auj.	57	....
Finoutremer	230	230
Gén. Belgique	300 20	300 20
Gevaert	530	....
Glaxo	110	....
Goodyear	240	243 90
Grace and Co	360	355 10
Gulf Oil Canada	126	123 40
Hartebeest	800	810
Honeywell Inc.	480	517
Hoogovens	176	160 o
I. C. Industries	425	....
Int. Min. Chem	328	340
Johannesburg	1350	....
Kubota	13 10	....
Latonia	220	222 60
Mannesmann	490	....
Marks-Spencer	32	34 10
Midland Bank Plc	44	41 30
Mineral-Ressourc.	79	76
Nat. Nederlanden	510	....
Noranda	149	154 60
Olivetti	22	23 80
Pakhoed Holding	190 10	....
Pfizer Inc.	301	312
Phoenix Assurance	62 10	60
Pirelli	10 65	....
Procter Gamble	476	480
Ricoh Cy Ltd	38	38 50
Rolinco	177	177
Robeco	178 50	184 80
Rodamco	420	419 50
Shell fr. (port.)	83	....
S.K.F. Aktiebolag	223	217
Sperry Rand	360	355
Steel Cy of Can.	165	165
Stilfontein	151	144
Sud. Allumettes	240	264
Tenneco	393	365
Thorn EMI	98 90	72 o
Thyssen c. 1 000	280	....
Toray indust. inc	18 35	16 75
Vieille Montagne	551	500 •
Wagons-Lits	320	335
West Rand	84	82 60

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1655	1635
C.D.M.E.	529	529
C. Equip. Elect.	244	244
Daisa	322	315
Dauphin O.T.A.	1620	1620

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Guy Degrenne	760	750
Merlin Immobilier	1700	1710
Métallurg. Minière	172	178 80
M.M.B	245	245
Novotel S.I.E.H.	1660	....
Om. Gest. Fin.	248	....
Petit Bateau	447	447
Petrofigaz	560	559
Poron	475	470
Salomon	1300	1295
S.C.G.P.M.	273	274
Far East Hotels	1 04	1 02
Sofibus	211	212
Sovac	510	511
Zodiac	1203	1205

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	201	201 o
Cellulose du Pin	28 90	....
C.G.M.	3 90	4 20 d
C. Sabl. Seine	116	....
Coparex	521	520
Dunlop	13	11 o
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	58 10	....
Pronuptia	133	137
Rorento N.V.	620	625
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	144	....
Total C.F.N.	47	....
Ulimex	262 20	273

SICAV 18/6

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	219 98	210
Actions-Investiss.	252 64	241 18
Actions sélectives	323 61	308 94
Audificandi	349 32	333 48
A.G.F. 5000	240 94	230 01
Agfimo	365 73	349 15
A.G.F. Interfonds	345 88	330 20
Altefi	210 98	201 41
A.L.T.O.	178 59	170 49
Amérique Gestion	446 06	425 83
A.M.I.	213 35	203 68
Assoc. St-Honoré	11428 04	11371 18
Associc	23137 10	23137 10
Bourse-Investiss.	285 10	272 17
Bred Associations	2138 70	2130 31
Capital Plus	1285 96	1286 96
Colombus (ex W.I.)	620 16	592 04
Convertimmo	285 67	272 72
Cortexa	923 14	881 28
Credinter	359 50	343 20
Croiss. Immobil.	362 39	345 96
Démeter	11976 34	11952 44
Drouot-France	309 40	295 37
Drouot-Investiss.	703 06	671 17
Drouot-Sécurité	184 09	175 74
Drouot-Sélection	105 65	105 65
Energie	225 02	214 82
Epacourt Sicav	6183 57	6168 15
Epargne Associations	22471 56	22404 35
Epargne-Capital	5574 57	5519 38
Epargne-Croiss.	1266 10	1209 88
Epargne-Industr.	410 11	391 51
Epargne-Inter	613 45	585 63
Epargne-Long-Terme	1150 16	1098
Epargne-Oblig.	171 27	163 50 ◆
Epargne-Unie	809 54	772 83
Epargne-Valeur	324 02	309 33
Eparoblig	1168 48	1167 17
Eurocic	8325 76	7948 22
Euro-Croissance	388 05	370 45
Europe Investiss.	1016 80	970 69
Foncier Investiss.	628 72	600 21
Foncival	144 39	137 84
France-Garantie	272 14	266 80
France-Investiss.	392 -	374 22
Fr.-Obl. (nouv.)	391 17	373 43
Francic	246 24	235 07
Fructidor	217 12	207 27
Fructifrance	428 44	409 01
Fructivar	61671 68	61617 89
Fructi-Associations	1033 74	1031 68
Gestilion	61076 28	60923 97
Gestion Associations	106 12	103 53
Gestion Mobilière	530 02	505 99
Gest. Rendement	463 43	442 42
Gest. Sél. France	372 41	355 52
Haussmann Oblig.	1216 52	1161 36 ◆
Horizon	690 24	660 43
I.M.S.I.	363 01	346 55
Indo-Suez Valeurs	572 97	546 99
Ind. française	12339 34	12097 39 ◆
Interoblig.	10474 05	9999 08
Intersélect France	285 55	272 60
Intervaleurs Indust.	397 75	379 71
Invest. net	11108 95	11086 78
Invest. Obligataire	12945 34	12919 50
Invest. Placements	741 23	707 62
Invest. St-Honoré	624 61	596 28
Japacic	......	......
Laffitte-ct-terme	110638 17	110638 17
Laffitte-Expansion	606 85	579 33
Laffitte-France	196 30	187 38
Laffitte-Oblig.	135 37	129 23
Laffitte-Placements	103421 23	103317 91
Laffitte-Rend.	191 27	182 60
Laffitte-Tokyo	875 84	836 12
Lion-Associations	11833 32	11833 32
Lionplus	51906 79	51392 88
Livret portefeuille	451 07	437 93
Mondiale Investissem.	325 44	310 68
Monecic	58333 76	58333 76
Multi-Obligations	433 40	413 76
Mutuelle Unie Sél.	105 35	100 57
Natio.-Assoc.	24025 79	23977 83
Natio.-Epargne	11980 25	11861 63
Natio.-Inter.	881 38	841 41
Natio.-Obligations	429 22	409 76 ◆
Natio.-Placements	59110 92	59110 92
Natio.-Valeurs	482 35	460 49
Oblilion	1063 26	1015 05
Oblisem	154 28	147 28
Pacifique St-Honoré	384 70	367 26
Paribas Epargne	11894 37	11846 98
Paribas Gestion	494 55	472 22
Patrimoine-Retraite	1188 01	1164 72
Phénix Placements	230 37	229 22
Pierre Investiss.	418 65	399 67
Placement ct-terme	55533 76	55533 76
Province Investiss.	268 19	256 03
Rendem. St-Honoré	11154 62	11099 12
Sécur. Mobilière	388 43	370 82
Sél. court terme	11256 79	11172 99
Sélec. Mobil. Div.	304 55	297 12
Sélection-Rendem.	168 57	160 93
Sélect. Val. Franç.	190 81	182 16
Sicav-Associations	1110 78	1108 56
S.F.I. fr. et étr.	431 41	411 85
Sicavimmo	490 15	467 92
Sicav 5000	212 64	203
Silvafrance	346 31	330 61
Silvarm	300 88	287 24
Silvarente	207 89	198 46
Silvinter	320 16	305 64
S.I.-Est	915 75	874 22
S.I.G.	703 14	670 49
S.N.I.	965 02	921 26
Sofinvest	407 83	389 34
Sogepargne	339 39	324
Sogevar	798 43	762 22
Sogenter	1022 76	976 38
Soleil Investiss.	386 33	386 33
Technocic	978 61	934 23
U.A.P. Investiss.	313 18	298 98
Uni-Associations	108 60	108 60
Unifrance	256 40	244 77
Unifoncier	677 91	647 17
Unigestion	602 57	575 25
Uni-Japon	1070 78	1022 22
Uni-Régions	1532 61	1463 11
Urante	1680 77	1625 50
Univer	137 32	137 32
Univers-Obligations	1035 54	1002 46
Valorem	341 57	341 23
Valorg	1157 93	1156 77
Valrel	125382 57	125257 31

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1800	4,5 % 1973	1777	1780	1790	+ 0 73
3670	C.N.E. 3 %	3570	3565	3566	− 0 11
220	Accor	205	209	209	− 1 95
780	Agence Havas	700	700	700	....
535	Air Liquide	521	535	535	+ 2 68
540	Als. Superm.	530	511	511 c	+ 0 22
93	A.L.S.P.I.	98 50	100	100	+ 1 52
199	Alsthom-Atl.	192 50	192 50	192 20	− 0 15
290	Applic. gaz	254	262	261	+ 2 75
415	Arjom. Prioux	395	389	391	− 1 01
910	Aux. Entrepr.	847	845	845	− 0 23
490	Av. Dass.-Br.	475	485	485	+ 2 10
270	Bail-Equipem.	250	251	251	+ 0 40
585	Bail-Investiss.	608	608	608	....
495	Cie Bancaire	471 20	475	475	+ 0 80
159	Bazar H.-V.	144	154	153 50	+ 6 59
280	Béghin-Say	252	255	255	+ 1 19
415	Bic	391	392	397	+ 1 53
310	B.I.S.	270	265	266	− 1 48
1410	Biscuit (Géné.)	1281	1301	1305	+ 1 87
1730	Bongrain S.A.	1660	1670	1670 c	+ 2 55
670	Bouygues	618	610	610 c	+ 1 34
2550	B.S.N.-G.D.	2498	2550	2540	+ 2 04
1720	Carrefour	1220	1255	1255	+ 2 86
980	Casino	850	860	856	+ 0 70
600	Cedis	593	600	600	+ 1 18
365	Cetelem	340	350	350	+ 2 94
695	C.F.A.O.	824	826	829	+ 0 60
82	C.F.D.E.	73 50	74 05	74 05	+ 0 74
405	C.G.I.P.	379	380	379 80	+ 0 21
340	Chargeurs S.A.	317	320	320	+ 0 94
28	Chiers-Châtill.	26 50	26 65	26 80	+ 1 13
260	Ciments franç.	249 50	249	251	+ 0 60
1300	C.I.T. Alcatel	1206	1218	1218	+ 0 99
890	Club Méditerr.	833	853	853	+ 2 40
120	Codetel	108 90	108 90	108 90	....
225	Cofimeg	220 50	221	221	+ 0 22
275	Coles	261	265	259	− 0 76
189	Compt. Entrepr.	150	140	140 c	+ 0 25
365	Compt. Mod.	336	338	338	+ 0 59
630	Créd. Foncier	621	595	595 c	+ 0 22
235	Crédit F. Imm.	235	235	235	....
590	Crédit Nat.	645	649	649	+ 0 62
32	Creusot-Loire	25 50	....	....	....
105	Crouzet	115 80	121	120 70	+ 4 23
1690	Damart-Servip	1620	1638	1638	+ 1 11
880	Darty	856	891	893	+ 4 32
850	Docks France	598	600	600	+ 0 33
104	D.M.C.	92	93	94	+ 2 17
680	Dumez	594	627	620	+ 4 37
540	Eaux (Gén.)	508	517	517	+ 1 77
285	Elf-Aquitaine	241	243 80	243 80	+ 1 16
255	− (certific.)	230	231	236	+ 2 60
....	Epeda	1029	1026	1027	− 0 19
2680	Essilor	2415	2450	2450	+ 1 44
880	Esso S.A.F.	669	670	670	+ 0 14
820	Eurafrance	821	820	821	....
720	Euromarché	630	630	630	....
685	Europe n° 1	636	636	638	+ 0 31
850	Facom	775	830	824	+ 6 32
770	Fichet-Bauche	740	745	745	+ 0 67
184	Financel	174 10	174	174 20	+ 0 05
280	Fives-Lille	273	280	280	+ 2 56
45	Fonderie (Gén.)	39 40	40	40	+ 1 52
75	Fraissinet	70	71	71	+ 1 42
365	Francarep	378	375	375	− 0 79
186	Gal. Lafayette	182	186	186	+ 2 19
920	Gén. Géophys.	865	866	869	+ 0 46
285	GTM-Entrepose	225 10	225	225	− 0 04
300	Guyenne-Gasc.	300	305	305	+ 1 66
1540	Hachette	1365	1390	1390	+ 1 83
325	Hénin (La)	321 50	321	321	− 0 15
92	Imétal	88 90	88 60	88 60	− 0 33
300	Imm. Plaine-M.	289 80	285	286	− 1 31
1230	Inst. Mérieux	1260	1300	1300	+ 3 17
390	Interbail	390	392	392	+ 0 51
1520	Intertechnique	1600	1590	1590	− 0 62
141	J. Lefebvre	138 90	138 90	138 90	....
725	Lab. Bellon	846	855	884	+ 2 78
365	Lafarge-Coppée	340 20	342	344	+ 1 11
....	Lebon	775	759	759	− 2 06
1860	Legrand	1808	1808	1813	+ 0 22
1210	Lesieur	1204	1200	1195	− 0 74
285	Locafrance	275	284	284	+ 3 27
845	Locindus	622	630	632	+ 1 60
780	Lyonn. Eaux	730	736	735	+ 0 68
225	Maiss. Phénix	210	212	212	+ 0 95
1146	Majorette (Ly)	1093	1088	1088	− 0 45
122	Manurhin	110 60	110 10	112	+ 1 35
100	Mar. Wendel	98	98	98 60	+ 0 61
1790	Martell	1750	1785	1785	+ 2
1140	Merlin-Gerin	1115	1140	1140	+ 2 24
1400	Matra	1340	1362	1365	+ 1 86
810	Michelin	749	755	758	+ 1 20
1590	Midi (Cie)	1561	1598	1603	+ 2 69
220	Midland Bk S.A.	205	201	203 50	− 0 73
62	M.M. Penarroya	59 95	58 50	59 60	− 0 58
1670	Moët-Hennessy	1475	1485	1483	+ 0 54
400	Mot. Leroy-S.	336	340	341	+ 1 48
100	Moulinex	95 40	97 90	97 90	+ 2 62
555	Mumm	535	530	530	− 0 93
285	Navig. Mixtes	245	246 10	247 50	+ 1 02
49	Nord-Est	49	50 20	49 85	+ 1 73
340	Nordon (Ny)	360	361	361	+ 0 27
104	Nouvelles Gal.	94 50	95 50	95 50	+ 1 06
630	Occident. (Gén.)	622	635	633	+ 1 76
295	Olida-Caby	290	289	290 90	+ 0 31
795	Omn. F. Paris	825	806	805	− 2 42
163	Opfi-Paribas	156	157 20	157 20	+ 0 76
2420	Oréal (L')	2330	2370	2367	+ 1 58
81	Papet. Gascogne	79 60	79 90	79 90	+ 0 37
645	Paris-Réescompte	630	646	646	+ 2 53
245	Pechelbronn	244	244	244	....
620	Penhoët	582	567	570	− 2 06
780	Pernod-Ricard	731	733	741 c	+ 2 60
280	Pétroles (Fse)	275	273 50	273 50	− 0 54
65	− (certific.)	67	64 20	64 20	− 4 17
103	Pétroles B.P.	104 50	105	106 90	+ 2 29
235	Peugeot S.A.	205	206 50	209 70	+ 2 29
45	Poclain	42	42 10	42 10	+ 0 23
410	Poliet	350 10	350	350	− 0 02
126	Pompey	128 90	131	131	+ 1 62
330	P.M. Labinal	292 50	300	300	+ 2 56
1690	Presses Cité	1559	1570	1572	+ 0 83
980	Prétabail Sic.	980	987	987	+ 0 71
250	Primagaz	218	230	230	+ 5 50
160	Printemps	136 50	139 90	139 90	+ 2 49
1670	Promodès	1590	1600	1600	+ 0 62
295	Radiotechn.	280 10	285	285	+ 1 74
108	Raffin. (Fse)	104 60	104	102 50	− 1 91
1160	Redoute (La)	1046	1046	1046	....
1070	Roussel-Uclaf	1073	1090	1090	+ 1 58
1650	Rue Impériale	1416	1426	1425	+ 0 63
150	Sade	155	152	152	− 1 93
1380	Sagem	1360	1350	1350	− 0 73
380	St-Louis B.	317	297	300 c	− 1
510	Sanofi	493	498	500	+ 1 41
320	S.A.T.	310	329 80	329 80	+ 6 38
665	Saupiquet Cie	705	680	680	− 3 54
91	Schneider	88 50	....	....	....
58	S.C.O.A.	58 20	61	60 50	+ 3 95
185	S.C.R.E.G.	180	180	180	....
430	Seb	395	395	399	+ 1 01
260	Sefimeg	260	264 90	264 90	+ 1 88
890	S.F.I.M.	820	832	832	+ 1 46
67	S.G.E.-S.B.	65	67	67	+ 3 07
860	Sign. Ent. El.	788	820	820	+ 4 06
490	Silic	472	475	475	+ 0 63
305	Simco	300	300	300	....
140	Sinvor	145	144	144	− 0 68
1340	Skis Rossignol	1251	1251	1251	....
520	Siminco	520	518	518	− 0 38
....	Sodexho	3200	3250	3250	+ 1 56
500	Sogerap	513	530	530	+ 3 31
540	Sommer-Allib.	515	518	518	+ 0 58
515	Source Perrier	500	506	507	+ 1 40
....	Synthelabo	251	245	247	− 1 59
425	Talcs Luzenac	418	430	430	+ 3 38
1690	Tél. Elect.	1525	1545	1545	+ 1 31
295	Thomson-C.S.F.	268	275	278	+ 3 73
1980	T.R.T.	1950	1950	1954	+ 0 20
295	U.F.B.	285	290	289	+ 1 40
575	U.I.S.	599	599	599	....
270	U.C.B.	258	264	263 50	+ 2 13
260	Valéo	235	234 90	234 50	− 0 21
65	Vallourec	62 90	63	63	+ 0 15
2080	V. Clicquot-P.	1959	1980	1980	+ 1 07
820	Viniprix	735	780	780	+ 6 12
1030	Elf-Gabon	1001	1010	1010	+ 0 89
220	Amax Inc.	198	201 50	205	+ 3 53
290	Amer. Express	261	269 80	269 60	+ 3 29
153	Amer. Teleph.	152 50	157 60	157 60	+ 3 34
163	Anglo Amer. C.	177	175	175	− 1 12
1110	Amgold	1116	1119	1119	+ 0 26
595	BASF (Akt)	567	570	571	+ 0 70
615	Bayer	577	579	580	+ 0 51
590	Buffelsfont.	582	585	585	+ 0 51
31	Charter	28 60	28 80	28 80	+ 0 69
420	Chase Manh.	360	375 50	376 50	+ 4 30
285	Cie Pétr. Imp.	277	271 50	271	− 2 16
71	De Beers	65	64 90	64 70	− 0 46
1300	Deutsche Bank	1177	1180	1180	+ 0 25
133	Dome Mines	110 20	115	115	+ 4 35
350	Driefontein Cld	350 20	353	353	+ 0 79
460	Du Pont-Nem.	436 80	450	450	+ 3 25
635	Eastman Kodak	648	665	665	+ 2 62
150	East Rand	150	153 50	153 50	+ 2 33
....	Electrolux	287	296	296	+ 3 13
385	Ericsson	358 50	355	355	− 0 97
415	Exxon Corp.	368 60	376	376	+ 2
340	Ford Motors	337 60	361	361	+ 6 93
395	Free State	364	371 70	373	+ 2 47
198	Gencor	201 10	197	198 50	− 1 29
325	Gén. Belgique	300 20	300 20	300 20	....
520	Gén. Electr.	506	525	526	+ 3 95
800	Gen. Motors	590	613	615	+ 4 23
74	Goldfields	71 60	71 60	71 60	....
....	GdMetropolitain	43	44 40	44 40	+ 3 25
200	Harmony	204	203	202 10	− 0 93
35	Hitachi	33 75	34 45	34 50	+ 2 22
630	Hoechst Akt.	557	569	570	+ 2 33
79	Imp. Chemical	75	74 20	75	....
110	Inco. Limited	98 50	97 30	97 20	− 1 31
1060	IBM	962	986	988	+ 2 70
74	Ito-Yokado	75	76	76	+ 1 33
345	ITT	325	327 20	328	+ 0 92
70	Matsushita	67	68 30	68 50	+ 2 23
870	Merck	867	886	886	+ 2 19
715	Minnesota M.	706	735	735	+ 4 10
275	Mobil Corp.	247 70	250 60	250 60	+ 1 17
22790	Nestlé	20880	21200	21200	+ 1 53
850	Norsk Hydro	774	777	778	+ 0 51
1210	Petrofina	1080	1095	1095	+ 1 39
625	Philip Morris	639	657	656	+ 2 66
148	Philips	135 30	137 10	137 80	+ 1 84
430	Pres. Brand	421 40	417	416 80	− 1 09
530	Président Steyn	507	507	507	....
1050	Quilmès	1055	1050	1054	− 0 09
1400	Randfontein	1444	1410	1412	− 2 21
505	Royal Dutch	459	461	464	+ 1 09
82	Rio Tinto Zinc	79	80 20	80 60	+ 2 02
330	St Helena Co	337	340 50	340 50	+ 1 03
490	Schlumberger	434	441	445	+ 2 53
93	Shell transp.	83 20	83 50	83 50	+ 0 36
1410	Siemens A.G.	1351	1365	1367	+ 1 18
139	Sony	133 50	139	138 90	+ 4 04
215	T.D.K.	187 30	194 90	194 90	+ 4 05
....	Toshiba Corp.	15 55	16 30	16 30	+ 4 82
765	Unilever	749	758	760	+ 1 46
625	Unit. Techn.	575	598	598	+ 4
1200	Vaal Reefs	1231	1231	1231	....
575	West Deep	568	566	566	− 0 35
475	West Hold.	464 80	466	456	+ 0 25
370	Xerox Corp.	360	359	359	− 0 27
2 48	Zambia Corp.	2 20	2 20	2 20	....

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 440	8 487	8 250	8 650
ECU	6 868	6 874	....	....
Allemagne (100 DM)	307 350	307 080	293	313
Belgique (100 F)	15 081	15 082	14 400	15 500
Pays Bas (100 fl.)	272 920	272 690	261	281
Danemark (100 krd)	83 860	83 820	79	87
Norvège (100 k)	108 140	108 480	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 632	11 676	11 300	12 100
Grèce (100 drachmes)	7 725	7 744	6 600	8 600
Italie (1 000 lires)	4 961	4 980	4 715	5 205
Suisse (100 fr.)	369 530	370 350	360	381
Suède (100 krs)	104 020	104 330	99	106
Autriche (100 sch)	43 780	43 740	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 440	5 442	5 350	5 900
Portugal (100 esc.)	5 955	5 950	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 491	6 532	6 330	6 670
Japon (100 yens)	3 623	3 643	3 490	3 650

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/6
Or fin (kilo en barre)	100350	101400
Or fin (en lingot)	100200	101350
Pièce française (20 fr)	626	628
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	604	606
Pièce latine (20 fr)	584	589
Souverain	749	750
Pièce de 20 dollars	4105	4170
Pièce de 10 dollars	2015	2030
Pièce de 5 dollars	1301 25	.....
Pièce de 50 pesos	3905	3975
Pièce de 10 florins	612	615

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

INCIDENT TECHNIQUE AU PALAIS DE BERCY

Les répétitions du prochain spectacle prévu au palais omnisports de Bercy à Paris dans le douzième arrondissement, *6 juin 44, le débarquement*, ont dû être interrompues à la suite d'anomalies dans l'ancrage de la toiture de la salle.

Les services de sécurité de la préfecture de police ont constaté la rupture d'un boulon de serrage d'une poutre n'appartenant pas à la charpente maîtresse de la toiture mais servant de contrepoids à sa fixation, entraînant la faiblesse d'un des quatre points d'ancrage. Mettant à profit cet incident, les services de sécurité ont décidé de vérifier les quatre points d'ancrage de la toiture, la charpente métallique intérieure et l'étanchéité du toit en simulant, mardi 19 juin, un orage violent. Le spectacle sur le débarquement ne commencera que le 25 juin prochain au lieu du 23.

Le numéro du « Monde » daté 19 juin 1984 a été tiré à 625 342 exemplaires



M. Jacques Fauvet est élu président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

M. Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde*, a été élu, mardi 19 juin, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), en remplacement de M. Jean Rosenwald, décédé le 2 juin. M. Fauvet a obtenu neuf voix contre six à M. Michel Elbel, conseiller (UDF-CDS) du seizième arrondissement de Paris, une à Mme Louise Cadoux, conseiller d'Etat, et une abstention.

M. Fauvet est le troisième président de la CNIL, depuis sa création fin 1978. L'élection, en décembre 1983, de M. Jean Rosenwald, ancien premier président de la Cour des comptes, par neuf voix contre huit à M. Jacques Thyraud, sénateur (RI) du Loir-et-Cher et président sortant, avait représenté une défaite pour l'opposition qui comptait sur une réélection de M. Thyraud. C'est à la suite du décès brutal de M. Rosenwald, âgé de soixante-neuf ans, que M. Fauvet avait été nommé, sur proposition du garde des sceaux, membre de la CNIL au conseil des ministres du 13 juin dernier.

« Autorité administrative indépendante », rassemblant des parlementaires, des représentants des grands corps de l'Etat et des personnalités désignées en fonction de leur compétence, la CNIL est chargée de veiller à la bonne application de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Elle donne un avis sur la création de fichiers par l'administration, mais garantit aussi le droit d'accès individuel à ceux-ci. Rouage de contrôle démocratique essentiel, son dynamisme dépend, en grande partie, de la politique de son président.

[Né le 9 juin 1914 à Paris, M. Jacques Fauvet, licencié en droit, a commencé sa carrière de journaliste comme rédacteur à *l'Est républicain*, de Nancy, de 1937 à 1940. Prisonnier de guerre de juin 1940 à juin 1945, il entre en juillet 1945 au service politique du *Monde*. Il est ensuite, successivement, rédacteur en chef adjoint (1958-1963), rédacteur en chef (1963-1969), puis directeur (1969-1982) du *Monde* et cogérant de la *SARL-le Monde* (1968-1982).

Inculpé en novembre 1980, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, à la demande du garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, qui estimait que cinq articles du *Monde* avaient jeté le *« discrédit »* sur la magistrature, M. Fauvet sera relaxé en application de la loi d'amnistie de septembre 1981.

M. Fauvet fut président du jury du concours extérieur de l'École nationale d'administration pour l'année 1983.

Auteur de plusieurs ouvrages, notamment *la IVe République* (1959) et *l'Histoire du parti communiste français* (1964 et 1965), M. Fauvet est croix de guerre 39-45 et commandeur de la *Légion d'honneur*.]

QUAND BOEING VEND DES AVIONS DE LOCKHEED

Pour la première fois de son existence, la société américaine d'aviation Boeing a vendu à l'un de ses clients des appareils conçus... par l'un de ses concurrents, la société américaine Lockheed. C'est, toutes comparaisons gardées, ce qui se passe de longue date, déjà, sur le marché d'occasion automobile.

L'an dernier, Boeing a créé en son sein un département « avions d'occasion » qui lui permet de revendre des avions de seconde main achetés par la société pour faciliter une transaction. En effet, de nombreuses compagnies aériennes exigent désormais du constructeur qu'il leur rachète une partie de leur flotte ancienne lorsqu'elles décident de moderniser leur parc.

Cela vient d'être le cas pour une société californienne, Total Air, qui relie le Middle West des Etats-Unis à Hawaï pour le compte d'un organisateur de voyages dont le siège est à Las Vegas. Total Air a fait l'acquisition de deux long-courriers triréacteurs Tristar L 1011 de Lockheed auprès de Boeing, qui les avait lui-même repris dans le cadre d'un accord précédent.

Le département « avions d'occasion » de Boeing a déjà pu placer un certain nombre de Boeing-747, mais c'est la première fois que la transaction conclue concerne des avions de Lockheed.

CURIEUSE TROUVAILLE A LA PRISON D'AJACCIO

Que d'armes dissimulées dans la maison d'arrêt d'Ajaccio... Chaque pas de l'enquête apporte sa moisson. Trois armes sont retrouvées dans les premières heures suivant l'arrestation du commando qui s'introduisit, le 7 juin, dans la prison, pour abattre Jean-Marc Leccia et Salvatore Contini. Ces trois pièces étaient posées sur une table dans le sas d'entrée. En évidence certes, mais sans grand intérêt. Leur calibre ne correspond pas aux expertises balistiques en cours. Il faut chercher encore. Où sont les deux armes ayant servi à tuer les deux détenus ? Une première est découverte, rapidement dissimulée dans une conduite, chargée et prête à resservir. La deuxième est enfin dénichée : elle était cachée dans la bourre d'un fauteuil au parloir des avocats. Elle aussi était chargée. Curieuse trouvaille...

Etait-elle disposée là pour MM. Natale Luciani et Paul Ceccaldi, les deux militants nationalistes détenus que le commando voulait « libérer », opération manquée par l'arrestation de ce dernier et de ses complices ? Les deux détenus auraient pu tenter plus tard une évasion, dans le cours d'une prise d'otages ultérieure. Il leur aurait suffi de demander une autorisation de parloir... L'hypothèse est plausible. Cette découverte au parloir de la prison d'Ajaccio évoque d'autres affaires passées, telle celle de Mesrine. Décidément, cette prison recèle bien des mystères... – D. R.

CENT ANS D'AUTOMOBILE FRANÇAISE

Hommage au génie national

Pour deux mois, l'automobile est de retour au Grand-Palais, à Paris. Autrefois et jusqu'en 1961, chaque année, les salons s'y tenaient. Aujourd'hui, on y fête les cent ans de la construction française. M. François Mitterrand, venu en voisin, a inauguré l'exposition mardi 19 juin en fin de matinée, avant que les portes s'ouvrent au public. Le président de la République a souri devant un modèle de voiture à gazogène et a semblé attendri par le prototype 1939 de la 2 cv citroën. Il n'a pas prononcé l'allocution attendue au stand de la robotisation, qu'il a longuement visité.

Le choix de 1984 pour fêter les cent ans de l'automobile française pourra paraître à certains arbitraire. Mais on a trouvé là dans l'histoire des véhicules mécaniques nés dans notre pays une date qui convenait parfaitement à une gigantesque opération venue bien à propos en ces temps difficiles que traverse la construction nationale, car il s'agissait cette année de rappeler le rôle essentiel que joua le génie français dans l'aventure et l'exploitation du moteur à explosion monté sur un chassis et des roues.

Edouard Delamare-Deboutteville et Léon Malandin, perdus jusqu'alors dans quelque oubliette de l'histoire et qui déposèrent en février 1884 le brevet d'un « moteur à gaz perfectionné et ses applications », ne sont, hélas ! plus là pour se réjouir de la remarquable entreprise qui a pris pour cadre la verrière surchauffée du Grand-Palais à Paris en ce début d'été brûlant. Mais rendons leur hommage pour avoir réuni, voilà un siècle, sur un seul véhicule des éléments aujourd'hui toujours utilisés. Segmentation des pistons, allumage électrique par pile, bobine et bougie, carburateur et son préchauffage par air chaud, échappement à silencieux, embrayage, direction par volant et autres détails moins spectaculaires mais tout aussi actuels, étaient déjà au rendez-vous.

Consacrée certes au passé – une très riche collection de voitures l'illustre, – l'exposition du Grand-Palais se veut aussi et avant tout tournée vers l'avenir. Ainsi, des sept sections matérialisées par des pavillons de style très moderne, cinq concernent la recherche, l'énergie, la fabrication, l'environnement, l'économie et le social. Les robots et ordinateurs y triomphent. Les deux autres pavillons sont réservés au style et au sport. Ils complètent l'ensemble.

Le souci de vulgarisation qui a présidé à l'organisation de cette manifestation destinée au grand public ne met pas en cause le sérieux avec lequel elle a été réalisée. C'est la principale qualité de l'exposition.

Il a fallu un an aux organisateurs pour concevoir, fabriquer, monter les modules et les décors qui ponctuent l'itinéraire du voyageur d'un jour à travers l'histoire de l'automobile. Quelques heures suffiront pour lui révéler combien dans le siècle de la banalisation à tout prix l'automobile reste, quand on lui sonde les entrailles, cette surprenante et bizarre machine qu'elle avait été voilà cent ans, au temps où le chauffeur se faisait précéder d'un porteur de drapeau pour annoncer l'arrivée de sa monture mécanique.

CLAUDE LAMOTTE.

★ L'exposition est ouverte tous les jours jusqu'au 19 août de 10 heures à 21 heures. Jusqu'à 23 heures les mardis et jeudis. Prix d'entrée : 30 francs.

● *Grève à Iberia.* – Les pilotes de la compagnie aérienne espagnole Iberia ont déclenché, le 19 juin, une grève indéfinie, qui a entraîné la suspension de seize vols internationaux et de cinquante et un vols sur les lignes intérieures, a-t-on appris, mardi, à l'aéroport de Madrid-Barajas. Le syndicat espagnol de pilotes de ligne (SEPLA) exige que la direction d'Iberia engage trente-quatre nouveaux pilotes et annule un ordre de mise en chômage technique de soixante commandants, indique-t-on de source syndicale. La compagnie Iberia, qui a mis sur pied un service minimum entre les aéroports espagnols, souligne qu'elle doit reporter à 1985 l'embauche de nouveaux pilotes, ses pertes s'étant élevées en 1983 à près de 30 milliards de pesetas (1,6 milliards de francs). – *(AFP.)*

Sur le vif

Kidnapping

Hautement suspectes, ces photos des Sakharov prises, dit-on, dans un parc ensoleillé à Gorki et publiées mardi par le quotidien allemand *Bild Zeitung*. Elles lui auraient été remises sous le manteau – on croirait vraiment des photos pornos ! – dans un hôtel de Zurich par un « journaliste » soviétique, Victor Louis, très bien vu par le régime et qui bénéficie d'ailleurs des faveurs du KGB. Alors, comme c'est lui, et lui seul, qui en garantit l'authenticité...

Si c'est pour rassurer Mitterrand et lui permettre de partir en toute bonne conscience, ça me paraît un peu gros. Et un peu mince. Si c'est pour toucher la récompense de 10 000 dollars promise par les enfants des Sakharov à qui leur donnerait des nouvelles de leurs parents – ils ne savent toujours pas s'ils sont morts ou vivants, – croyez-moi, Victor Louis va faire chou blanc. Ils ne sont pas fous quand même ! Ils ne vont pas casquer pour lui permettre de compléter son écurie de somptueuses voitures de course.

Qu'est-ce que c'est que ce travail ? A quoi ça ressemble ? Demandez à n'importe quel petit truand spécialiste du rapt, il vous dira que des photos, même en couleurs, sans aucun accessoire susceptible de les dater, de les situer, n'ont jamais réussi à convaincre les proches de la survie de la victime.

Il y a tout un code, toute une symbolique pour ça. Rappelez-vous les photos d'Aldo Moro prisonnier des Brigades rouges, ou l'oreille de Getty, ou le petit doigt d'Empain.

Allez, assez rigolé. Maintenant il va falloir songer à se conduire en pro du kidnapping. Pourquoi s'être adressé au *Bild* d'abord ? Ce n'est pas Kohl qui va à Moscou que je sache. Non, il faut faire parvenir, dans les heures qui viennent, à l'Agence France-Presse soit une lettre autographe et circonstanciée de l'académicien, soit un document, un message enregistré d'autant plus facile à authentifier qu'il contiendrait un détail connu de ses seuls intimes.

Ce sont des amateurs, ces gens du Kremlin. Ils nous prennent vraiment pour des crétins. Comme si, nous, ici, on n'avait jamais eu affaire à des gangsters. Ils sont tellement intoxiqués par leur propre propagande qu'ils vont finir par y croire, ma parole ! Il y a un très bon moyen, très simple, de nous rassurer sur l'état de santé des Sakharov, c'est de les libérer. C'est aussi bête que ça.

CLAUDE SARRAUTE.

Le Quai d'Orsay « déplore » la mort dans la prison d'Istanbul de plusieurs grévistes de la faim

Trois détenus de la prison militaire d'Istanbul ont succombé des suites d'une grève de la faim, a indiqué lundi 18 juin un communiqué du commandement de l'état de siège d'Istanbul. Selon ce communiqué, les trois détenus, Abdullah Meral, Jaydar Basbage, Fatih Okutulmus, ont refusé toute aide médicale.

Le communiqué militaire, nous rapporte notre correspondant, accuse certains détenus d'avoir continué à exercer des pressions sur leurs camarades afin qu'ils poursuivent leur mouvement. Cette grève de la faim, relancée sporadiquement depuis plusieurs mois dans différentes prisons, a pour objectif d'obtenir le statut de prisonnier politique et une amélioration des conditions de détention. Selon le communiqué militaire, elle vise à *« discréditer la Turquie auprès de l'opinion internationale »*. Pour sa part, le premier ministre turc M. Ozal a estimé que les revendications des grévistes de la faim sont *« inacceptables »*.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré ce mardi en début d'après-midi *« Nous déplorons la mort de ces prisonniers. Nous souhaitons que l'entreprise de démocratisation que le gouvernement turc déclare vouloir conduire s'accompagne de mesures propres à assurer le respect de la dignité humaine »*.

[Selon les familles des prisonniers, quatre détenus, anciens militants du mouvement d'extrême gauche Dev Yol, et non trois, seraient morts à Istanbul depuis le vendredi 15 juin. Neuf autres grévistes de la faim internés depuis le début du mois de juin dans un hôpital militaire d'Istanbul auraient en outre atteint le point de non retour. Le mouvement de protestation avait été suivi à son origine par deux cent soixante prisonniers environ. Au début du mois de juin, seuls quelques dizaines de détenus continuaient à jeûner, après une campagne du gouvernement accompagnée de quelques réformes partielles.]

MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL CONTRE LE CONSERVATEUR DU MUSÉE DE CLEVELAND (OHIO)

M. Jean-Pierre Michau, premier juge d'instruction à Paris, a délivré un mandat d'arrêt international contre M. Sherman-Emery Lee, conservateur du musée d'art de Cleveland (Ohio), pour complicité d'exportation en contrebande.

Une enquête des douanes menée depuis près de deux ans semble avoir établi, en effet, que M. Lee acheta en janvier 1981 à M. Philippe Bertin-Mourot, Français résidant au Canada, directeur de sociétés au Canada et en Suisse, un Poussin, *la Madone à l'escalier* : pour 2,2 millions de dollars sans respecter le droit de préemption des Musées de France, sans déclaration d'exportation et avec une fausse déclaration d'importation aux Etats-Unis, puisque le tableau était présenté comme étant sans valeur.

M. Bertin-Mourot encourt également des poursuites, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Au Salvador

PEINE MAXIMUM POUR LES ASSASSINS DES RELIGIEUSES AMÉRICAINES

Les cinq anciens gardes nationaux de l'armée salvadorienne, reconnus coupables du viol et du meurtre de quatre religieuses américaines en décembre 1980, ont été condamnés, lundi 18 juin, à la peine maximum prévue par la loi, soit trente ans de prison.

C'est un jury salvadorien qui s'était prononcé sur la culpabilité des anciens militaires, dont le procès avait sans cesse été, jusqu'en mars 1984, retardé par les autorités.

La sentence illustre le nouveau climat créé par la victoire de M. Duarte à l'élection présidentielle. Ce dernier a affirmé sa volonté de lutter contre les Escadrons de la mort et de restaurer les droits de l'homme dans son pays.



